

FACULTÉ LIBRE DE THÉOLOGIE PROTESTANTE DE PARIS

LE RÉGIME DE LA LIBERTÉ DES CULTES

dans le Département du Calvados
pendant la première Séparation
1795 à 1802

THÈSE

*présentée à la Faculté Libre de Théologie Protestante de Paris,
pour obtenir le grade de Licencié en Théologie,
et soutenue publiquement le 10 février 1921 à 4 heures*

PAR

RAOUL PATRY



CAHORS, IMPRIMERIE TYPOGRAPHIQUE
(personnel intéressé)

—
1921

LE RÉGIME

DE LA

LIBERTÉ DES CULTES

DANS LE DÉPARTEMENT DU CALVADOS
PENDANT LA PREMIÈRE SÉPARATION

(1795-1802)



Digitized by the Internet Archive
in 2026

81639
FACULTÉ LIBRE DE THÉOLOGIE PROTESTANTE DE PARIS

LE RÉGIME DE LA LIBERTÉ DES CULTES

dans le Département du Calvados
pendant la première Séparation

1795 à 1802



—><—>—
THÈSE

*présentée à la Faculté Libre de Théologie Protestante de Paris,
pour obtenir le grade de Licencié en Théologie,
et soutenue publiquement le*

PAR

RAOUL PATRY



CAHORS, IMPRIMERIE TYPOGRAPHIQUE
(personnel intéressé)

—
1921

FACULTÉ LIBRE DE THÉOLOGIE PROTESTANTE
DE PARIS

Examineurs de la soutenance :

M. J. VIÉNOT, *Président.*

MM. J. VIÉNOT,	}	<i>Examineurs.</i>
E. DE FAYE,		
M. GOGUEL,		

*La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver
les opinions particulières du Candidat.*

PREFACE

De récents travaux sur l'histoire de la Révolution française ont mis en valeur l'importance de la question religieuse pendant la période qui s'étend de la Constituante au Consulat, ou, si l'on préfère, de la Constitution civile du clergé au Concordat. « La religion, les sentiments religieux ont joué un grand rôle dans la Révolution française. » (1).

M. Mathiez, qui s'est spécialisé dans ces études, va jusqu'à dire à propos de la Révolution : « On était habitué à la considérer comme une crise politique et sociale, et voilà qu'elle se présente aussi comme une crise religieuse, voilà qu'elle ressemble à cette autre grande crise sociale et religieuse, d'où elle est dérivée, je veux dire à la Réforme. On n'expliquait jusqu'ici les violences de la Terreur, l'horreur de la lutte entre la Révolution et la Contre-Révolution que par l'antagonisme des intérêts et des classes et par la nécessité de la défense nationale. L'explication est insuffisante. Il faut y ajouter le fanatisme religieux. » (2). Ce jugement a l'intérêt de la nouveauté, car jusqu'ici la plupart des historiens, à propos des mêmes événements, parlent de passions anti-religieuses et voient dans la Révolution une explosion de fanatisme athée ; on a prétendu démasquer la marche secrète de l'athéisme, qui se serait d'abord servi de la Constitution civile du clergé pour diminuer l'église catholique en enlevant aux prêtres toute indépendance à l'égard du pouvoir civil ; les divers serments imposés au clergé auraient continué cette œuvre de morcellement et de désagrégation, jusqu'au jour où l'athéisme se sentant assez fort pour détrôner la religion chrétienne, lui substitue ouvertement les deux cultes de l'Etre Suprême et de la Raison avec accompagnement du calendrier républicain et célébration du décadi. — L'athéisme

(1) Gabriel Monod. Préface à l'ouvrage de A. Mathiez. *Contributions à l'Histoire Religieuse de la Révolution Française*, Paris, 1907, p. 2.

(2) A. Mathiez. *Ibid.*, p. 40-41.

aurait attaqué le christianisme, d'abord d'une façon détournée et sournoise : mesures financières ; ensuite plus directement : mesures de police, les serments ; puis de face : culte de l'Etre Suprême ; pour consacrer enfin son triomphe en adorant dans les églises chrétiennes la déesse Raison (1).

C'est l'honneur de MM. Aulard et Mathiez d'avoir montré par leurs travaux respectifs que cette évolution, à apparence logique, n'est pas conforme aux faits. Est-ce à dire que l'histoire de la « persécution révolutionnaire » soit purement légendaire ? Assurément non ; les rapports des représentants en mission sont trop significatifs pour qu'on puisse essayer de voiler les abus de pouvoir auxquels trop souvent se laissèrent entraîner les individus. On connaît les descriptions tragiques et exactes des cachots où ont été enfermés femmes, enfants, vieillards pour avoir assisté furtivement à la messe d'un prêtre réfractaire. Il n'en est pas moins vrai que la politique religieuse de la Révolution n'a pas pour mobile caché la propagande athée, on n'a même le droit d'employer l'expression de « politique religieuse » qu'à la condition de bien préciser ce qu'il faut entendre par là, à savoir l'ensemble des décisions prises par le pouvoir civil pour régler ses rapports avec la société religieuse, et non une obscure machination tendant par des voies compliquées à établir un dogmatisme négatif (2). Pour s'en convaincre, il suffit de relire certaines discussions et déclarations des membres de la Constituante à l'occasion des mesures religieuses prises par cette assemblée. On constate que l'athéisme en est absent : « Le 9 avril 1790, dans un rapport sur le remplacement de la dîme, Chasset dit que quelqu'un avait proposé de laisser à chaque paroisse le soin de payer le culte, mais que cette solution était inadmissible, attendu que, d'une part, pour beaucoup de paroisses, la charge serait trop lourde, et que, d'autre part, le culte étant un service public, devait, comme tout service public, être payé par l'Etat. L'argument parut décisif, personne ne répliqua. » (3). Mirabeau soutint à peu près la même thèse trois mois plus tard, à propos de la discussion sur la Constitution civile du clergé : « Le service des autels, disait-il, est une fonction publique. »

Quelques philosophes et intellectuels pouvaient être athées, mais ce sont là des opinions exceptionnelles, la nation dans son ensemble est

(1) E. Chénou. *Hist. générale de Lavoisier et Laplace*, t. VIII, p. 500.

(2) Gabriel Monod. *Préface citée*, p. 6 et 7.

(3) Edme Champion. *La Séparation de l'Eglise et de l'Etat en 1794*. Paris, 1903, p. 122.

déiste, chrétienne et catholique. Si la Révolution avait eu, comme on le laisse entendre, pour premier et principal mobile la guerre contre l'Eglise, elle n'aurait pas manqué d'accomplir, dès le début, la réforme laïque par excellence, elle aurait enlevé au clergé les actes de l'état civil. Or, ce n'est que par un décret du 20 septembre 1792 que l'Assemblée législative confia aux officiers municipaux le soin d'enregistrer les naissances, mariages et décès.

On sait que la Déclaration des droits de l'homme ne proclame pas la liberté des cultes ; l'art. 10 formule le respect des opinions religieuses, avec une restriction grave : « pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre établi par la loi » ; cette atténuation donnait à un fanatique le pouvoir de restreindre et d'anéantir, sous prétexte d'ordre, la liberté affirmée dans le corps même de l'article. La liberté complète pour les opinions religieuses et pour leurs manifestations avait cependant été réclamée par le comte de Castellane, Mirabeau et Rabaut-Saint-Etienne. L'attitude de l'assemblée à cette occasion montre combien on était peu préparé à distinguer entre le domaine civil et le domaine religieux.

L'année suivante, l'évêque de Nancy, La Fare, demanda que la Constitution reconnût le catholicisme comme la religion de l'Etat. La proposition fut rejetée pour cause d'inopportunité et non pour une raison de principe. « Personne, ainsi que le fit remarquer Dupont de Nemours, ne songeait à contester que le catholicisme fût la religion de la nation. Je ne m'élève pas contre la motion, dit Charles de Lameth, mais je m'élève autant qu'il est en moi contre l'intention... Si, pour sauver une opulence ridicule, contraire à l'esprit de l'Evangile, on appelle l'inquiétude du peuple sur nos sentiments religieux ; si l'on fait naître, par une motion incidente à l'ordre du jour, les moyens d'attaquer la confiance due à cette assemblée ; si l'on a le projet d'armer le fanatisme pour défendre les abus,... je dénonce cette intention à la patrie... Demain, l'Assemblée nationale, en se rendant aux pieds des autels, donnera une preuve frappante de son amour et de son respect pour la religion que l'on prétend être en péril. » (1).

Ceci se passait le 13 février, et l'opposition fut si occasionnelle, si peu irréductible, que Dom Gerle prit le 12 avril l'initiative d'un nouveau projet : il s'agissait de déclarer que la religion catholique, apostolique et romaine était et serait toujours la religion de la nation et que son culte seul serait public. Dom Gerle voulait arrêter par là

(1) E. Champion. *Ouvrage cité*, p. 105-106.

certain propos qui couraient sur les sentiments de l'Assemblée, soupçonnée d'être hostile à la religion. La motion faillit passer, une minorité obtint à grand'peine que la suite de la discussion soit remise au lendemain et si ce jour-là on écarta, après une lutte violente, la proposition de Dom Gerle, ce n'était pas, encore une fois, par désir de s'émanciper à l'égard du catholicisme ; l'assemblée restait attachée à sa religion, mais voulait éviter le fanatisme. Le décret rendu à cette occasion « signifie incontestablement ceci : L'Assemblée, malgré son respect singulier pour la religion catholique, ne saurait consentir à proscrire les autres. En refusant de voter la motion de Dom Gerle, elle fermait la porte qu'elle avait, en faisant la déclaration des droits, laissée ouverte à l'intolérance. » (1).

Dans toutes ces circonstances, nous voyons comme émerger de la conscience nationale, pour prendre place dans les lois, certaines notions de tolérance, puis de liberté, qui devaient avoir par la suite de graves conséquences pour la suprématie du catholicisme en France, mais qui n'ont pas pour mobile une arrière-pensée de lutte contre la religion (2).

D'autre part, l'idée d'une séparation de l'Eglise et de l'Etat était absolument étrangère aux hommes de cette époque, les philosophes n'avaient pas envisagé cette solution du problème religieux, la nation n'y était en aucune manière préparée. C'est pourtant la séparation qui s'est imposée, après que l'on eut essayé vainement d'établir un lien entre le pouvoir civil et le pouvoir religieux. Le régime de la séparation a existé pendant près de huit années, du 18 septembre 1794 (2^e sans-culottide, an II) au 18 avril 1802 (12 germinal, an X), mais ce régime — il faut le répéter, — n'a pas été le résultat d'une politique théorique et préconçue, au contraire, il est né des événements d'une façon tout à fait empirique. L'expérience de la Constitution civile, grâce à l'opposition des réfractaires, avait abouti à un échec ; l'église constitutionnelle n'était pas parvenue à s'imposer comme église nationale, ses adversaires, à force de répéter que les curés-jureurs étaient « pauvres de toutes les vertus chrétiennes », avaient fini par créer une légende défavorable où les calomnies occupent une plus grande place que la réalité ; les constitutionnels voyaient la valeur de leurs sacrements contestée, leurs messes passaient pour « offrandes sacrilèges » ; ils avaient cru pouvoir se séparer du

(1) E. Champion. *Ouvrage cité*, p. 110.

(2) A. Mathiez. *La Révolution et l'Eglise*, Paris, 1910, p. 150.

pape en s'appuyant sur la nation, mais la consécration de l'opinion publique leur faisait défaut. De là, une sorte de déception, dont les constitutionnels doivent porter les conséquences, on leur en veut de n'avoir pas réussi à constituer, sur une base solide, l'Eglise selon les vœux de la Révolution et de ne pas fournir aux autorités une force sur quoi s'appuyer. D'autre part, le gouvernement, qui pour les raisons indiquées commence à se désintéresser du clergé officiel, a bientôt contre lui des griefs positifs : au moment où la Convention décrète une levée de 300.000 hommes pour repousser les armées de l'envahisseur, on croit découvrir chez les prêtres assermentés un esprit d'opposition qui éveille la suspicion à leur égard, les « curés patriotes » sont accusés d'avoir leur part de responsabilité dans le mouvement fédéraliste, de faire cause commune avec les Girondins contre la Montagne. Que les insermentés prennent le parti des Vendéens et de l'étranger, on ne s'en étonnait pas, mais des constitutionnels on attendait, outre la fidélité, un appui positif ; dès lors les patriotes considèrent comme un devoir de combattre les catholiques, insermentés et assermentés, qui, malgré des divergences notoires, semblent faire bloc contre la Révolution. — A ces faits s'ajoutent les difficultés financières : Cambon, au nom du Comité des finances, avait proposé, à la fin de 1792, de supprimer les dépenses du culte ; ces idées étaient trop nouvelles pour être adoptées de suite, mais les événements forcèrent les décisions : en 1793, on réduisit à 6.000 livres le traitement des évêques et, les embarras du trésor augmentant sans cesse, on supprima toutes les pensions.

La Constitution civile existe toujours, au moins en principe, mais elle a reçu, grâce aux mesures financières, des atteintes qui sont autant de brèches dans la forteresse. En même temps les communes sont autorisées à supprimer leurs paroisses, et tandis que le culte officiel de l'église catholique constitutionnelle s'en va pour ainsi dire en lambeaux, sans qu'ait été d'ailleurs dénoncée l'union de l'Etat et de l'Eglise, un autre culte officiel surgit auquel sont réservées toutes les faveurs du Comité de Salut Public et de la Convention, le culte de la Raison, le culte de l'Etre Suprême. Quant aux prêtres, la Terreur les unit dans un même sort ; les adversaires de la veille, insermentés et assermentés, sont confondus dans d'identiques mesures de persécution, et, avec la fermeture des églises, les constitutionnels se voient enlever le dernier avantage qui leur restait.

Une Constitution civile qui subsiste sans pouvoir fonctionner, une liberté religieuse qui est inscrite dans la Constitution, mais que les représentants du peuple en mission réduisent à néant, telle est la

situation paradoxale du catholicisme à cette époque. De pareilles conditions ne pouvaient se prolonger longtemps ; Cambon, reprenant un projet qui lui était cher, fournit une solution : il fit décréter, le 2^e jour sans-culottide, an II (18 septembre 1794), que la République ne payait plus les frais, ni les salaires d'aucun culte. C'était sur le terrain financier la rupture entre l'Etat et l'Eglise ; de la Constitution civile — cause de tant de difficultés, dont plusieurs vont prolonger leurs effets jusqu'au Concordat — il ne subsiste plus rien ; au bout de quatre années d'essais infructueux, l'union entre l'Eglise et l'Etat, préconisée par la Constituante, prend fin ; un lien séculaire est rompu et la question ecclésiastique est résolue dans un sens nouveau : l'Eglise nationale est supprimée en France, un nouveau régime commence, celui de la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Cependant une mesure financière et l'abolition du budget des cultes ne pouvaient résoudre le problème de la séparation ; le décret, dont Cambon avait pris l'initiative, n'a, à cet égard, qu'une valeur négative, il fallait encore préciser le régime des cultes. La fermeture des églises avait provoqué des protestations dans la France entière, le Comité de Salut Public s'en rendait compte et envoyait de sages conseils à ses représentants en mission pour modérer la rage des déchristianisateurs : « ...il ne faut pas leur présenter l'occasion de dire que l'on viole la liberté des cultes et que l'on fait la guerre à la religion elle-même. Il faut punir les prêtres séditeux et inciviques, mais non proscrire ouvertement le titre de prêtre en soi. » (1). Robespierre le premier avait vu le danger et discerné dans le mouvement anti-chrétien une manœuvre de ses adversaires pour le ruiner, aussi proclame-t-il sans hésiter sa croyance en Dieu et présente-t-il, le 27 brumaire, à la Convention, au nom du Comité de Salut Public, un rapport sur la situation politique de la République ; dans ce rapport, comme dans les discours des 1^{er} et 8 frimaire au club des Jacobins, du 15 à la Convention, Robespierre signale le danger des mesures anti-religieuses : « On a supposé qu'en accueillant des offrandes civiques, la Convention avait pros crit le culte catholique. Non, la Convention n'a point fait cette démarche téméraire. La Convention ne le fera jamais... » (2) .

(1) Instruction du Comité de Salut Public au représentant Dumont sur la conduite à tenir à l'égard des cultes et de leurs ministres. 6 brumaire, an II. *La Révolution Française*, t. III, p. 557.

(2) Discours du 1^{er} frimaire au club des Jacobins.

Robespierre devient le champion de la tolérance, « celui qui empêche les prêtres de dire la messe est plus fanatique que celui qui la dit » et il semble qu'une nouvelle politique va être inaugurée avec le décret des 16-18 frimaire qui condamne « toutes violences et mesures contraires à la liberté des cultes ». Mais les passions religieuses ne pouvaient être domptées tout à coup et il ne suffisait plus d'une loi pour rassurer les catholiques. En réalité, rien n'était changé ; pour constater ce que valait cette liberté, dont parlaient Robespierre et quelques-uns de ses collègues, il faut regarder ce qui se passait dans les départements : les églises du Calvados et de la Manche furent fermées par les représentants en mission, par décret du 30 ventôse, an II (février 1794), trois mois après les discours que nous venons de rappeler !

Le problème religieux n'était pas résolu ; on avait fait l'essai tour à tour de deux méthodes opposées : la Constitution civile devait donner naissance à une Eglise nationale, gallicane, unie à l'Etat, l'opposition des évêques émigrés et des prêtres réfractaires restés en France avait ruiné ces espoirs ; on avait eu recours alors à d'autres moyens, puisque le catholicisme faisait obstacle à la Révolution, il fallait qu'il disparaisse, l'ère de la déchristianisation avait commencé, mais devant les protestations de l'ensemble de la nation, le Comité de Salut Public n'osait pousser avant dans cette voie ; une solution nouvelle, différente des deux précédentes, était-elle possible ? — C'est un membre du Comité de Salut Public qui eut assez de perspicacité pour apercevoir la seule issue possible et assez d'influence pour imposer sa manière de voir. Boissy d'Anglas présente un rapport, le 3 ventôse, an III, au nom des Comités de salut public, de sûreté générale et de législation réunis, il reproche à la Convention de n'avoir pas réalisé la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Le rapporteur s'indigne et se moque tour à tour des procédés employés jusque-là : « Des femmes, des enfants, des vieillards, des milliers d'agriculteurs utiles furent entassés dans des cachots pour avoir entendu quelques messes, ou dit leurs péchés à l'oreille de quelques prêtres. » Boissy d'Anglas ne prend pas la défense du catholicisme pour lequel il n'éprouve aucune sympathie, mais il sait qu'en persécutant la religion on la fortifie, aussi se prononce-t-il pour la liberté, sans dissimuler son espoir : en rendant le culte libre on empêchera ses partisans de s'y attacher. D'ailleurs les pratiques religieuses « ne sont pas des délits envers la société... le cœur de l'homme est un asile sacré où l'œil du gouvernement ne doit point descendre ». Pour venir à bout des préjugés et des erreurs, Boissy d'Anglas compte moins sur

les lois que sur un régime de liberté, l'instruction publique lui paraît plus efficace que les décrets : « Voulez-vous détruire le fanatisme et la superstition, offrez à l'homme des lumières ; voulez-vous le disposer à recevoir ces lumières, sachez le rendre heureux et libre. » La religion est une opinion privée, chaque citoyen doit pouvoir se livrer à son gré aux pratiques de celle qu'il aura choisie, le rapporteur ne cache pas ses préférences personnelles pour la religion de Socrate, Marc-Aurèle et Cicéron, mais il veut assurer à tous la liberté sans aucune ingérence de l'Etat.

De telles idées n'étaient pas nouvelles, le 1^{er} nivôse, an II, l'évêque Grégoire avait prononcé à la Convention le fameux discours sur la liberté des cultes que l'assemblée refusa d'écouter jusqu'au bout et qui fut pourtant comme la déclaration anticipée de la liberté (1). Trois mois auparavant, quand Pontard, l'ancien évêque constitutionnel, avait demandé au Comité de Salut Public de publier aux frais de la République un ouvrage contre la confession auriculaire, Romme avait combattu cette proposition : une telle mesure, disait-il, blesserait la conscience de plusieurs. Romme, avant Boissy d'Anglas, pose les principes de la Séparation : « L'Assemblée constituante, qui eut raison de se refuser à décréter une religion dominante, eut le tort de vouloir organiser une religion. L'égalité des cultes ne sera vraiment établie que du jour où, chaque religion payant ses ministres, tous les citoyens seront rapprochés par les principes de la morale universelle, sous l'autorité tutélaire du gouvernement qui, étranger à tous les cultes, n'a pas droit de s'immiscer dans le régime. Il doit se borner à les protéger tous, en leur assurant le libre exercice de leurs droits. » (2).

La Séparation, appelée par les vœux des Grégoire, des Romme et de quelques autres, devint, grâce à l'initiative de Boissy d'Anglas, la loi de l'Etat ; le décret du 3 ventôse, an III, consacre le nouvel état de choses : « Nul ne peut être empêché d'exercer, en se conformant aux lois, le culte qu'il a choisi. Nul ne peut être forcé de contribuer aux dépenses d'un culte. La république n'en salarie aucun. »

Le régime qui allait être inauguré est sans précédent en France, il s'agit d'une expérience tout à fait inédite. Quels vont être désormais

(1) Le discours de Grégoire est reproduit dans l'ouvrage de A. Gazier. *Etudes sur l'histoire religieuse de la Révolution française*. Cf. Grégoire. *Mémoires*. Paris, 1837, t. I.

(2) Lettre de Romme au Comité de Salut Public, publiée dans *la Révolution Française*, t. XXIV.

les rapports de l'Eglise et de l'Etat, pourra-t-on vivre en s'ignorant mutuellement ? Suffira-t-il, d'autre part, de proclamer la liberté pour voir le clergé réfractaire renoncer à la lutte engagée contre la Révolution ? Enfin, comment le nouveau régime influera-t-il sur l'avenir du catholicisme en France, les divisions entre ceux qui, hier encore, étaient des assermentés ou des insermentés, vont-elles prendre fin ou au contraire s'accroître ? — Telles sont les questions que pouvait se poser un observateur attentif en l'an III. L'expérience de la Séparation ne dura que quelques années et fut interrompue quand le premier Consul renoua les liens de l'Eglise et de l'Etat.

Notre travail a pour limites celles de cette période relativement courte, mais nous l'avons réduit encore en n'étudiant les événements de la Séparation que dans le département du Calvados. De nombreux travaux ont déjà été publiés pour l'ensemble de la France à cette époque, mais la plupart ont un caractère général : quand on groupe les faits en prenant les exemples au hasard dans le nord et le midi, à l'ouest et à l'est, on peut être tenté, dans une moisson aussi ample, de n'accorder d'attention qu'à une certaine catégorie d'événements ; pour qu'il soit possible de tracer le tableau complet et adéquat de l'évolution du catholicisme, sous le régime de la première Séparation, il faut que des études régionales et locales, précédant les synthèses, nous renseignent avec précision sur la façon dont le problème a été résolu dans les diverses parties de la France. Nous avons tenté ce travail pour le département du Calvados, mais nous savons quelles objections peuvent être faites aux pages qui vont suivre : le Calvados est un département réactionnaire et royaliste, le clergé insermenté y a joué un rôle important et a été appuyé par les chouans. Nous n'avons rien à répondre à ces objections, le choix du département nous était imposé par notre résidence, aussi bien ne pensons-nous pas offrir une étude dont on puisse généraliser les conclusions, notre but est différent, nous avons cherché à déterminer dans les limites précises du département du Calvados la manière dont le catholicisme s'est accommodé du régime de la Séparation, les difficultés qui ont surgi, l'effet des lois qui ont été promulguées au cours de cette période et les résultats obtenus tant au point de vue de la tranquillité publique que des progrès ou du recul de l'église catholique jusqu'au Concordat.

Une telle étude est-elle d'ailleurs possible et quels sont les documents sur lesquels elle s'appuie (1) ? La source principale et fort

(1) Nous pensons inutile de donner la bibliographie des ouvrages imprimés, cette liste serait fort longue ; on trouvera une abondante bibliographie dans

riche est constituée par les *Archives départementales*. Nous remercions d'une façon particulière MM. Georges Besnier et N. Sauvage, archivistes du département, qui nous ont guidé dans nos recherches et sans cesse éclairé de leurs conseils précieux. Voici la liste des registres et liasses que nous avons consultés : Délibérations du Directoire du département ; délibérations de l'administration centrale du Calvados ; arrêtés de la même administration ; réquisitoires du commissaire du Directoire exécutif ; comité de surveillance de Caen ; délibérations des Directoires de districts ; comptes-décadaires du département, des districts, des cantons ; délibérations des administrations cantonales ; arrêtés du préfet ; pièces détachées de l'an III (liasse) ; pièces mélangées de Honfleur ville et de Honfleur rural (liasse). — Série L. Pièces à l'appui des arrêtés. Papiers Mauduit. — Série Lm. Police. Enquête des ans IV, V, VI et IX. Prêtres reclus. Serments, etc. — Série Lv. Pensions ecclésiastiques. Enquête de l'an V. Tribunal du district de Lisieux. — Série M. Prêtres en surveillance. — Série Q. Sequestre. — Série V. Police du culte.

Aux *Archives de la Cour de Caen* se trouvent les dossiers du Tribunal criminel du Calvados. .

Les *Archives communales* de Caen, Falaise, Honfleur, Lisieux, Pont-l'Evêque et Vire contiennent de nombreux documents (registres de délibérations, arrêtés, pétitions, correspondance des municipalités et des agents nationaux, serments ; en particulier la série P. culte (1). L'Evêché de Bayeux possède un Registre d'actes pour les paroisses de Ste-Trinité, St-Gervais, Guibray, etc., par M. Langevin, prêtre catholique, du 16 juillet 1795 au 11 mars 1801. Au dépôt municipal

l'ouvrage de P. Caron. *Manuel pratique pour l'étude de la Révolution Française*. Paris, 1912.

Les catalogues publiés par M. Gaston Lavalley donnent la liste des ouvrages locaux et des brochures qui se trouvent à la Bibliothèque municipale de Caen :

Catalogue des ouvrages normands de la Bibliothèque municipale de Caen, 3 vol. Caen, 1910-1912.

Catalogue des manuscrits de la Bibliothèque municipale de Caen. Caen, 1880.

(1) Le répertoire publié par M. Besnier donne les indications les plus précises. G. Besnier. *Répertoire sommaire des documents antérieurs à 1800 conservés dans les Archives communales du Département du Calvados*. Caen, 1912.

L'*Inventaire sommaire des Archives départementales postérieures à 1790*, publié par A. Benet (Caen, 1906), reproduit un certain nombre de documents, ainsi que l'*Inventaire des Archives de Condé-sur-Noireau* publié par le même.

Il faut citer aussi l'ouvrage de l'abbé Sevestre : E. Sevestre. *Etude critique des sources de l'Histoire religieuse de la Révolution en Normandie*. Paris, 1916.

de Vire on trouve des Registres de mariages et baptêmes clandestins, de 1795 à 1801, cotés A 262-268 et A 310-311.

Nous ne pouvions songer à visiter les archives des 763 communes que compte le département à l'heure actuelle, mais ces archives comme celles des paroisses fourniraient, nous en sommes convaincus, des pièces du plus haut intérêt. Le clergé insermenté, par exemple, a dû avoir des conseils de paroisse dans le département du Calvados comme ailleurs (1), nos recherches sur ce terrain sont restées vaines, peut-être suffira-t-il d'indiquer la valeur de pareils documents pour provoquer leur exhumation des bibliothèques où ils demeurent cachés depuis un siècle. L'organisation du clergé ci-devant constitutionnel, d'autre part, est encore mal connue et le chapitre que nous avons consacré à cette étude présente de graves lacunes, nous ne saurions assez regretter que la correspondance de l'évêque Grégoire ne soit pas confiée à un dépôt public où les historiens auraient le loisir de la consulter. L'église constitutionnelle dans le Calvados semble avoir joué de malheur : les papiers de l'abbé Michel Moulland, dont le rôle a été prépondérant dans la formation et l'activité du presbytère de Bayeux, ont été égarés pendant la seconde moitié du XIX^e siècle ; les archives de l'église St-Pierre à Caen, qui était peut-être la paroisse constitutionnelle la plus importante du département (2), ont disparu dès l'an IV (3). — Nous avons dû, sur d'autres points

(1) Cf. Abbé J. Contrasty. *Un conseil de paroisse sous le régime de la première séparation*. Toulouse, 1906.

(2) *Arch. munic. de Caen. Registre des Pétitions*. D'après une pétition des habitants de la section du civisme, en date du 15 nivôse, an IX, quand les églises de Caen furent fermées sur l'ordre du représentant du peuple Laplanche, le 30 novembre 1793 (9 frimaire, an II), exception fut faite pour l'église St-Pierre qui resta ouverte. Le jardinier Dufour, dans son *Journal*, donne un renseignement identique et ajoute que St-Pierre devint temple de la raison. Nous aurons l'occasion de citer à diverses reprises le *Journal* de Jean-Jacques-Victor Dufour, jardinier (*Bibliothèque de M. le chanoine Le Mâle*) ; Dufour habitait Caen, il commence à écrire le 3 janvier 1797 (14 nivôse, an V), il a l'avantage d'être un témoin oculaire, mais ses dires doivent toujours être vérifiés ; partisan résolu des prêtres réfractaires, le jardinier caennais est en outre dépourvu de tout sens critique, il voit partout des miracles, se plaît dans la description détaillée de faits secondaires comme l'itinéraire d'une procession et écorche cruellement les noms propres.

Un autre témoin oculaire Pierre-François-Laurent Esnault, né en 1761, mort en 1840, a laissé des *Mémoires* manuscrits qui vont de janvier 1789 à octobre 1839. *Biblioth. munic. de Caen*, n° 276, in-4°.

(3) *Arch. dép. Série Q*. Le 10 nivôse, an IV, les commissaires nommés pour faire l'inventaire des effets repostés dans la chambre existant sur le portail

encore, nous résigner à des renseignements fragmentaires : nous aurons l'occasion de montrer combien est incomplète l'enquête de l'an IV sur les églises, or cette enquête fournit les renseignements les plus importants sur les édifices rendus au culte ; dans l'enquête de l'an IX sur le même objet, les réponses manquent pour 91 communes. S'il n'est pas possible de dresser une liste complète des églises ouvertes au culte à une époque donnée, la liste des différentes catégories de prêtres ayant prêté ou refusé les actes de soumission aux lois présente les mêmes difficultés, les dossiers des pensions ecclésiastiques font défaut pour 34 cantons. Quant au protestantisme, les renseignements, que nous avons trouvés, sont tellement fragmentaires que seule l'hypothèse d'une liasse égarée peut en rendre compte d'une façon satisfaisante. Dans ces conditions, nous avons dû nous contenter de réunir en appendice les quelques documents recueillis, en les classant par ordre chronologique, sans tenter d'établir un lien organique (1).

Parce que nous ne pouvions arriver à toute la précision désirable, fallait-il renoncer à notre étude ? Nous avons pensé, au contraire, qu'un travail comme le nôtre, pour provisoire qu'il soit, pourrait servir de point de départ à d'autres recherches plus fructueuses et plus complètes.

Les documents des archives départementales doivent être complétés par ceux que fournissent les *Archives nationales* (2) ; nous avons profité à Paris des conseils très compétents de M. l'archiviste Ch. Schmidt, nous lui exprimons ici notre vive reconnaissance. M. le chanoine Le Mâle a mis à notre disposition, outre sa riche érudition, ses collections personnelles, qu'il reçoive l'assurance de notre profonde gratitude. Nous adressons aussi nos remerciements à M. l'abbé Emile Sevestre, qui étudie la période révolutionnaire dans la province de Normandie et dont les conseils nous ont souvent été précieux.

Nous avions l'intention de publier en même temps que cette étude une série de pièces justificatives. Les conditions actuelles de l'imprimerie nous obligent à renoncer à ce projet, mais la Bibliothèque municipale de Caen a accepté le dépôt des dites pièces, dont nous donnons la liste dans notre appendice II.

de l'église St-Pierre, en face de l'Hôtel de Ville, y trouvent un lit, une table, une chaise... « et rien de ce qui devait appartenir aux archives de l'église constitutionnelle de St-Pierre ».

(1) Appendice 1.

(2) Deux répertoires nous dispensent de donner la liste des séries consultées par nous aux Archives nationales, séries auxquelles nous renvoyons au fur et à mesure de nos citations. Ch. Schmidt. *Les sources de l'histoire de France depuis 1789 aux Archives nationales*. Paris, 1907. L. Legrand. *Sources de l'Histoire Religieuse de la Révolution aux Archives nationales*. Paris, 1914.

CHAPITRE PREMIER

La Liberté des Cultes

SOMMAIRE

- I. *La Loi du 3 ventôse et la liberté des cultes*, p. 21. — *La question des Eglises*, p. 22. — *Les arrêtés de Guezno et Guermeur*, p. 25. — *Les édifices accordés sur demande individuelle*, p. 27. — *Culte clandestin et culte public*, p. 28. — *Lozeau autorise l'ouverture de certaines églises*, p. 29. — *Nouvel arrêté, les déclarations de culte*, p. 30. — *Conflits entre les différentes autorités*, p. 33.
- II. *La question des Ministres du culte*, p. 35. — *Constitutionnels et insermentés. Réfractaires mis en liberté, leurs agissements*, p. 37. — *Nouvelles arrestations*, p. 40. — *La Loi du 12 floréal. Mise en liberté des prêtres*, p. 41.
- III. *La Loi du 11 prairial*, p. 45. — *Les édifices non-aliénés. Le représentant Porcher. Demandes pour l'ouverture des églises*, p. 46. — *L'état des édifices, les réparations*, p. 56. — *Les objets du culte*, p. 57.
- IV. *Les Actes de soumission des ministres du culte*, p. 59. — *Soumissionnaires et Réfractaires*, p. 61. — *Les Rétractations*, p. 62. — *Cultes publics et cultes particuliers*, p. 65. — *Les Soumissions pures et simples*, p. 68. — *Conflits entre Réfractaires soumissionnaires et Constitutionnels*, p. 70. — *Refus de soumission*, p. 71. — *La Loi du 20 fructidor : nouvelle déportation*, p. 73.

I

La liberté des Cultes fut proclamée par la Convention dans le Décret du 3 ventôse, an III (21 février 1795). Cette liberté primordiale avait déjà été inscrite dans la Déclaration des Droits. Mais, en fait, elle avait été suspendue pendant la Terreur, les représentants du peuple envoyés en mission dans les départements ne s'étaient pas

contentés de réorganiser les corps constitués « à la satisfaction des vrais sans-culottes et des bons amis de la Liberté », pour parfaire leur œuvre ils avaient « donné de violentes secousses au fanatisme » (1).

Si l'on en croit le commandant temporaire de la ville de Caen, la population était d'accord avec les représentants en mission et avait même demandé la fermeture des églises ; le commandant écrivait, en effet, de son Quartier général à Caen en frimaire, an II, au président de la Convention nationale : « Le représentant du Peuple, La Planche, a paru dans nos murs et à sa voix les hochets du fanatisme ont disparu et sont tombés, la ville de Caen, quoiqu'animée d'un patriotisme pur et ardent, avait besoin de l'arrivée de ce brave montagnard pour la ranimer et la réchauffer. Elle a demandé que ses temples soient fermés, elle l'a obtenu et aussitôt je me suis empressé d'en faire tirer toute l'argenterie. Je vous en envoie une partie que je fais escorter..... Je vais m'occuper de ramasser le reste de l'argenterie qui peut se trouver dans la ville et dans tout le département ; la raison nous éclaire et nous reconnaissons enfin toute l'absurdité du catholicisme ; ici comme chez vous, la raison n'est qu'une, elle seule aura son temple et ses autels..... » (2).

Il ne faut pas se laisser égarer par ces accents de triomphe du commandant temporaire qui prenait ses désirs pour des réalités et voyait déjà le catholicisme abandonné de tous ses adeptes. La victoire de la raison ne devait pas encore être assurée, car deux mois plus tard, les représentants Bouret et Frémanger, arrivant dans le Calvados, croient devoir reprendre une œuvre à peine ébauchée, à Bayeux ils découvrent des registres où les prêtres inscrivaient les naissances, mariages et sépultures et où, circonstance aggravante, les dates figuraient d'après l'ancien calendrier. Les 17 coupables sont aussitôt « mis à l'ombre et nous les avons envoyés faire des vœux pour la prospérité commune, le seul Messie qui doive être leur Sauveur ». En même temps, on poursuit « tous les hochets de la crédulité et du mensonge..... les saints, de leur côté, abandonnaient forcément leur niche et faisaient amende honorable à la Raison en se cassant le nez

(1) Lettre adressée à la Convention par Bouret et Frémanger, représentants du peuple dans les départements de la Manche et du Calvados. Bayeux, 18 pluviôse, an II. *Arch. nation. C. 290.*

(2) *Arch. nation. C. 283.* C'est le 9 frimaire, an II, que sont fermées les églises de Caen, à l'exception de St-Pierre transformée en temple de la Raison.

sur le pavé de leurs temples » (1). Les résultats furent des plus satisfaisants, car le Directoire du district de Bayeux déclarait dans son analyse des opérations pour le mois de pluviôse, an II : « La raison et la philosophie étendent chaque jour leurs progrès, la commune de Bayeux et beaucoup d'autres à son exemple ont secoué le joug de la superstition et du fanatisme, l'esprit révolutionnaire et philosophique sera bientôt celui de tout le district » (2).

Le 20 pluviôse, l'église de Verson est dédiée à la raison, à l'égalité et à tous les cultes (3), mais les protestations durent être assez vives dans le département, car les représentants en mission Bouret et Frémanger sont obligés de prendre à deux reprises, le 30 ventôse et le 15 germinal, des arrêtés pour la fermeture des églises. On voit alors le Directoire du district de Vire constater que l'arrêté « s'exécute sans troubles. Les mouvements de la superstition disparaissent, nous faisons déposer les ornements des églises quels qu'ils soient » (4). Les administrateurs du district de Falaise enregistrent les mêmes succès dès ventôse : « Le fanatisme touche à sa fin. Les temples où il s'alimentait sont fermés. Le calme avec lequel ces opérations se sont faites prouvent combien on est détaché des antiques préjugés. Les prêtres quittent leur caractère de charlatan et se détachent assez facilement des titres en vertu desquels ils trompaient le peuple. » (5). En germinal, les mêmes administrateurs insistent sur la fermeture des églises : « L'esprit public est généralement bon, la majorité des citoyens étant très partisans de la Révolution, toutes les églises sont maintenant fermées, le fanatisme n'a plus d'objet de réunion, tous les temples où il s'alimentait servent à la réunion des Républicains pour célébrer les fêtes de la Raison. » (6). Le Directoire du district de Pont-Chaslier (7) note dans l'analyse mensuelle de ses opérations : « Le fanatisme est expirant, dans presque toutes les communes les instruments qui servaient à tromper le peuple et qu'on appelait vases

(1) Bouret et Frémanger, lettre citée.

(2) *Archives dép. Comptes du District.*

(3) V. Hunger. *Histoire de Verson*. Caen, 1908.

(4) *Arch. dép. Comptes du District*, germinal.

(5) *Ibid.*

(6) *Ibid.*

(7) Les communes avaient été laïcisées et démocratisées : Pont-l'Evêque était devenu Pont-Chaslier, St-Germain-de-Tallevende s'était transformé en Tallevende-le-Grand, et Ste-Croix-Grand-Tonne en Croix-Grand-Tonne ; au lieu de la Trinité-des-Lettiers on ne disait plus que les Lettiers, Condé-sur-Noireau s'appelait Noireau, Ouilly-l'Union avait remplacé Ouilly-le-Vicomte, etc.

sacrés, toutes les argenteries, tout le cuivre des églises sont déposés et l'envoi en a été fait à la Convention nationale. Les églises sont toutes fermées, les prêtres abdiquent et renoncent à leur état ; d'autres se retirent de manière qu'insensiblement l'attachement que certaines personnes avaient encore pour ces mômeries va cesser... » (1).

A Lisieux (germinal), « le fanatisme est abattu. Le culte de la raison succède au culte superstitieux du papisme..... La masse du peuple a prouvé qu'elle était entièrement dégagée des préjugés absurdes qui l'attachaient aux dogmes d'une religion absolument incompatible avec l'énergie qui doit caractériser une âme libre... ». Mais le rapporteur, plus conscient des réalités ou moins docile que ses collègues, constate les hésitations de l'opinion publique, tout en s'efforçant de les expliquer de la façon la plus satisfaisante : « On doit remarquer, au reste, que beaucoup de personnes ont affiché une conduite tout à fait disparate de leurs opinions en observant, sinon religieusement, du moins très versatèlement, les ci-devant fêtes de Pâques, mais on doit plutôt attribuer ce contraste à l'exemple amené par l'humeur insouciance de quelques désœuvrés qui cherchaient à se distraire, qu'à des vues contraires à l'ordre public. » (2).

Est-ce vraiment le désœuvrement et le désir de distraction qui poussaient les fidèles à célébrer les fêtes de Pâques, ou bien « le fanatisme » était-il plus vivant que ne le pensaient les administrateurs des districts ? On peut citer en faveur de cette seconde hypothèse l'aventure du citoyen Blutel, député à la Convention : Blutel vint passer à Magny-le-Freulle un congé de convalescence et arriva dans cette commune au moment où l'on y célébrait une fête civique à l'occasion de la prise de Toulon. A la vue d'un représentant, les citoyens s'empressent, expriment leur amour pour la Convention nationale. On plante un « arbre de la Réunion ». On chante des hymnes patriotiques et, la joie augmentant, « les bonnes gens » exigent qu'on chante un *Te Deum* à l'église, ils entraînent de force Blutel qui croit devoir écrire à la Convention pour s'excuser. « Sans être du même avis, je ne crus cependant pas devoir fronder leurs opinions par un refus. Je me rendis à leurs vœux, mais je profitai de la circonstance pour tonner contre le fanatisme. Je leur dévoilai toutes les horreurs qu'il avait fait commettre..... » (3). ❀

(1) Arch. dép. Comptes du District. Analyse du mois de germinal, an II, pour les opérations du Directoire du District de Pont-Chaslier.

(2) Arch. dép. Lm. Comptes décadaires.

(3) 21 nivôse, an II. Arch. nation, C. 287. Dossier 862.

En réalité les catholiques, privés de leur culte, n'avaient pas pris leur parti d'une situation qui peut être résumée ainsi : liberté de conscience garantie par la loi, mais pratiquement réduite à néant par les représentants du pouvoir central avec l'approbation de celui-ci.

Aussi la loi du 3 ventôse fut-elle accueillie dans le Calvados, comme dans toute la France, avec une véritable joie ; c'était enfin la délivrance après laquelle on soupirait. On sait que cette loi proclamait la liberté des cultes : aucun ministre n'est salarié, aucun local n'est fourni, ni pour l'exercice du culte, ni pour le logement des ministres, les cérémonies religieuses sont interdites hors des locaux choisis à cet effet ; aucun signe particulier ni inscription ne peut être placé à la façade des églises pour en désigner l'usage ; la loi prohibe, en outre, les subventions des communes et les dotations perpétuelles ou viagères.

Une telle liberté, malgré toutes les restrictions, mettait fin aux cultes clandestins et aux dangers qu'ils comportaient ; on en éprouva bientôt les bienfaits et l'on osa dire à haute voix ce que depuis longtemps on murmurait tout bas. « Je vous ai annoncé ci-devant, écrit un officier municipal de Bazenville, que les préjugés, le fanatisme et la superstition étaient détruits. Je dis la vérité, l'esprit public est bon, sûr et très révolutionnaire, nulles inquiétudes à ces égards, mais les opinions religieuses avaient poussé de si profondes racines qu'il sera très difficile, pour ne pas dire impossible, de faire oublier les devoirs du culte qu'on professe, notre peuple s'est prêté à purger son culte religieux de ce que la superstition et l'intérêt des prêtres y avaient ajouté. A la faveur de la liberté, le libre exercice du culte ne peut être interdit à ce peuple ; cependant ce peuple murmure, mais dans le silence, de se voir privé du plus sacré des devoirs de sa religion, tandis que dans des paroisses voisines, rien n'empêche de s'y livrer, on murmure, disais-je, contre le corps municipal, et surtout contre moi, de ce que, à l'exemple de votre ville et du chef-lieu de canton, nous avons fait fermer notre église qui ne sert aujourd'hui qu'à la lecture et promulgation des lois. Je vous demande votre avis, avons-nous bien fait ? » (1).

Il n'est pas sans intérêt de constater dans une petite localité le bon sens d'un officier municipal, partisan du gouvernement, qui pressé par l'opinion publique vient tirer de la liberté des conséquences logiques

(1) Arch. dép. *Registre de correspondance de la Municipalité de Bazenville avec l'argent national*, 21 ventôse, an II.

en faveur du culte et ne se contente pas d'exécuter les ordres reçus, mais tient compte des besoins légitimes de ses administrés.

Un des premiers effets de la loi nouvelle fut d'arrêter certaines poursuites devant les tribunaux : le 17 nivôse un rassemblement religieux ayant eu lieu dans la commune des Isles-Bardel chez un particulier, le district de Falaise décide de faire arrêter le propriétaire de la maison où l'on s'est réuni. Une perquisition est opérée, mais les fidèles se sont dispersés à l'arrivée du maire, le prêtre a pu s'enfuir, dans la maison on a trouvé une nappe, du vin, des hosties, tout ce qui est nécessaire pour célébrer la messe. Le délit est flagrant et l'affaire vient devant le tribunal du district de Falaise, mais sur ces entrefaites a été promulguée la loi du 3 ventôse, et le 11 ventôse La Cocherie, directeur du jury d'accusation, refuse de poursuivre, il s'adresse au Comité de législation de la Convention pour savoir s'il y a délit, la liberté des cultes ayant été proclamée. Le Comité de législation approuve La Cocherie d'avoir suspendu les poursuites et dans son accusé de réception le directeur du jury écrit à Paris : « Je vous prie de vous dépersuader que j'aie jamais voulu favoriser le système de persécution et de terreur.... j'avais d'ailleurs préjugé que cette procédure contrarierait les principes décrétés concernant la liberté des cultes. » (1).

L'incident est assez caractéristique et permet d'apprécier la loi du 3 ventôse : la liberté religieuse est garantie par la loi, les délits de culte n'existent plus, aucun serment n'est imposé aux prêtres (2). Mais la liberté accordée est toute négative, car qui dit culte dit église, or la loi, loin d'accorder aux fidèles les églises, leur en refuse la jouissance. Les intentions du législateur sont précisées dans les articles III et VIII :

« Elle [la République] ne fournit aucun local... pour l'exercice du culte... ». « Les communes ou sections de communes en nom collectif ne pourront acquérir ni louer de local pour l'exercice des cultes. ». Les communes ne se laissèrent d'ailleurs pas arrêter par ces difficultés : elles estimèrent sans doute que la loi en parlant d' « acquérir » ou de « louer » ne visait pas les églises existantes ; il est encore plus probable que l'on raisonna peu, on entendit proclamer la liberté des cultes et l'on ne prit pas le temps de méditer les

(1). *Arch. nation. D. III, 35.*

(2) Art. V : « La loi ne connaît aucun ministre de culte. »

textes, les églises s'ouvrirent d'elles-mêmes (1). Aussi est-ce à propos des églises que nous voyons naître les premières difficultés. Dès le 24 ventôse, le district de Falaise est obligé d'intervenir : « Des ministres du culte catholique ont célébré la messe dans les ci-devant églises en feignant d'ignorer que ces édifices publics ne peuvent leur servir d'asile, puisqu'ils sont des propriétés nationales et que la nation, qui ne salarie aucun culte, ne fournit aucun local pour l'exercice d'un culte quelconque, ni pour le logement des ministres et qu'enfin tout rassemblement de citoyens est soumis à la surveillance des autorités constituées, ce sont autant d'abus qu'il est temps de faire cesser aussi promptement qu'on s'empresse de les commettre. » En conséquence, le district prend un arrêté : « Aucun ministre ne pourra exercer son culte dans un lieu public quelconque, encore moins dans les ci-devant églises » (art. VI) (2).

(1) En réclamant l'ouverture des églises, les catholiques pouvaient-ils invoquer un arrêté des représentants Guezno et Guermeur ? C'est ce qui semble résulter de la demande adressée par les citoyens de Bucéels (district de Bayeux) : « Aux citoyens membres et officiers de la municipalité de Bucéels. — Les citoyens habitants de la commune de Bucéels réclament l'ouverture de leur temple pour y célébrer leur culte aux termes de l'art. 7 des droits de l'homme, des décrets des 11 janvier 1793, v. s., 9 et 18 frimaire de la 2^e année républicaine et en résultante de l'arrêté ou proclamation des représentants du peuple Guezno et Guermeur, près les armées des côtes de Brest et de Cherbourg et dans les départements de leur arrondissement. Comme celui du Calvados en fait partie, il doit jouir des bienfaits des représentants et de ceux de la loi ; en conséquence, les habitants de la commune demandent que le battant de la cloche soit remis à la place et que la clef du temple soit remise à l'agent national de la commune dont ils requièrent l'intervention, aux fins qu'on ait le temps de célébrer l'office dimanche prochain quatre ventôse ». La pétition présentée le 2 ventôse est revêtue de 21 signatures. (*Arch. dép. L. M. Police*). Nous ne savons à quel arrêté de Guezno et Guermeur il est fait allusion dans cette pièce, et il ne semble pas qu'il y ait erreur de date, car on veut « célébrer l'office dimanche prochain 4 ventôse », le 4 ventôse, an III, correspond bien au dimanche 22 février 1795.

En tous cas, cette pétition est antérieure à la loi sur la liberté des cultes. La première demande de culte public, que nous ayons retrouvée à partir du 3 ventôse, est datée du 12 de ce mois ; elle émane de Lepeinteur, économe de l'hospice d'humanité à Bayeux, qui s'adresse au maire pour obtenir la permission de faire dire la messe dans l'intérieur de la maison d'hospice. « Je n'ai pas voulu prendre sur mon compte, dit le maire au conseil, de lui donner cette permission que je regarde d'ailleurs contraire à la loi. » La municipalité se rangea à l'avis de son maire et refusa l'autorisation. *Arch. mun. de Bayeux*.

(2) *Arch. dép. Directoire du District de Falaise*. Les autres articles concernent les arbres de la liberté qui ont été coupés et devront être replantés, les signes extérieurs qui devront disparaître et la déclaration qui devra être faite auprès des autorités constituées avant l'exercice du culte.

Le Directoire du district était certainement bien informé ; du moment qu'il parle « des ci-devant églises », c'est que le culte a été célébré dans les églises de plusieurs communes et l'arrêté pris le 2 germinal par P. A. Lozeau, représentant du peuple en mission, s'il concerne la seule église de Barbery, ne vise sans doute pas un cas isolé ou exceptionnel (1) :

« Instruit qu'un rassemblement fanatique a eu lieu à Barbery, district de Falaise, le 2 ventôse dernier, dans la ci-devant église,

« Instruit qu'un ministre du ci-devant culte catholique a célébré une messe dans cette église,

« Instruit que la municipalité de cette commune a toléré le rassemblement,

« Considérant que la loi du 3 ventôse qui assure la liberté de tous les cultes ne fournit aucun local pour l'exercice d'aucun,

« Considérant que le ministre qui a célébré la messe est un des provocateurs de ce rassemblement,

« Considérant que la municipalité n'a point exercé la surveillance que lui impose la loi,

« Considérant que la propriété nationale a été violée,

« Arrête :

« *Article premier.* — Les membres qui composent la municipalité de Barbery sont suspendus de leurs fonctions, ils seront mis en état d'arrestation dans la maison d'arrêt de Falaise.

« *Art. III.* — L'ex-prêtre qui a célébré la messe dans la propriété nationale sera tenu de s'éloigner de 3 lieues de la commune de Barbery à peine d'être mis en état d'arrestation.

« *Art. IV.* — Il est défendu, sous peines portées par les lois sur le respect des propriétés nationales, de faire l'ouverture de la ci-devant église de Barbery pour l'exercice d'aucun culte. » (2).

La question est bien posée : l'opinion publique, raisonnant suivant les règles du bon sens populaire, réclame les églises pour y pratiquer

(1) Le cas de Barbery est si peu exceptionnel que le Directoire du District de Falaise, après avoir pris un arrêté le 24 ventôse, est obligé le lendemain 25 de revenir à la charge et de s'adresser directement aux maires, officiers municipaux et agent national de Falaise : « Nous sommes informés par la voix publique qu'un prêtre se dispose à célébrer la messe dans l'un des appartements de la maison des ci-devant Capucins et qu'il s'y fait un rassemblement considérable de citoyens. » *Arch. munic. de Falaise.*

(2) *Arch. dép. Directoire du District de Falaise.*

la liberté accordée par la loi, mais au nom de la même loi, l'administration, en vertu des textes mêmes, refuse l'usage des églises. La loi du 3 ventôse semble devoir partager le sort de toutes les décisions légales par lesquelles auparavant on avait essayé de réglementer les affaires religieuses ; à peine promulguée, elle suscite des difficultés.

Il y a cependant une grande différence entre cette loi et celles qui l'ont précédée ; les lois antérieures réorganisaient l'Eglise (constitution civile du clergé) ou imposaient aux ministres du culte des serments, la loi du 3 ventôse s'en tient au contraire aux principes d'une séparation stricte qui ne s'immisce pas dans le gouvernement de l'Eglise, ignore le clergé et ne voit dans le culte qu'une réunion publique soumise à la surveillance de la police. Les deux points de vue sont très différents et pourtant le résultat est au premier instant identique, puisque le conflit éclate à nouveau entre administrateurs et administrés à propos des églises.

La gravité de cette situation n'échappa pas à Guezno et Guermeur, représentants du peuple « près les armées des côtes de Brest et de Cherbourg et dans les départements de leurs arrondissements ». Dans un arrêté signé à Rennes le 6 germinal, les deux représentants se déclarent partisans de « la liberté indéfinie des opinions religieuses, ordonnent de remettre en liberté les prêtres détenus pour refus ou omission de serment et recommandent aux autorités constituées l'exécution des lois sur le libre exercice des cultes » (art. V) (1). L'arrêté ne parle pas des églises, mais le ton général est en faveur d'une plus grande liberté ; cette proclamation, venant un mois après la loi du 3 ventôse, confirmait aux populations les vues du gouvernement, rassurait les hésitants et fournissait aux hommes d'initiative un prétexte pour aller de l'avant.

Une curieuse lettre de cette époque, adressée le 17 germinal par Lozeau au Directoire du département, nous laisse deviner quel parti certains prêtres surent tirer des bonnes dispositions de Guezno et Guermeur : « Je viens d'être instruit que le général des armées côtes de Brest et de Cherbourg a transmis au général de la 12^e division une lettre dite très chrétienne avec ordre de la publier et de l'afficher dans l'étendue de son commandement, je sais qu'en conséquence elle a été réimprimée et affichée en plusieurs endroits de ce département ; je n'entre point dans la discussion des principes que contient cette lettre, mais je maintiens que dans un pays libre et

(1) Arch. dép. Lm. Police.

d'après les derniers décrets de la Convention, le gouvernement ne doit se mêler en rien des différents cultes ni de leurs ministres. Il doit avoir sur eux l'œil de la vigilance pour empêcher que leur manifestation ne nuise à la tranquillité publique, mais il ne doit en avouer aucun. « C'est véritablement reconnaître un culte national, c'est avouer l'existence des ministres de ce culte que de faire imprimer aux frais du gouvernement une prétendue lettre de ce prétendu ministre. D'après ces observations qu'il est inutile d'étendre, je vous prie d'enjoindre à tous les corps administratifs de ce département, de ne faire réimprimer, ni afficher aucune lettre, proclamation, ni arrêté en vertu d'ordre de représentants du peuple dans les autres départements ou celui des généraux d'armée sans que les dits arrêtés, lettre ou proclamation m'aient été préalablement communiqués et que j'y aie mis mon approbation. » (1).

Il est regrettable que nous n'ayons pas cette lettre « très chrétienne » (2) ; mais indépendamment de son contenu, le fait même de son existence et de sa publicité est des plus significatifs. Préoccupés avant tout de pacifier la région, les représentants près les armées des côtes de Brest et de Cherbourg donnent aux officiers sous leurs ordres des instructions relatives à la liberté des cultes, aussitôt un prêtre, qui sans aucun doute est un constitutionnel, écrit une lettre adressée aux catholiques et demande au général en chef de la publier, celui-ci, peu habitué au régime si nouveau de la séparation, trouve tout naturel de transmettre la missive par la voie hiérarchique avec l'ordre de la faire imprimer aux frais du gouvernement et afficher dans l'étendue de son commandement. On comprend les protestations de Lozeau qui voyait avec raison dans chacune de ces démarches, une infraction à la loi sur la liberté des cultes.

La situation demeurerait assez complexe, la liberté religieuse était encore toute théorique et les fidèles exigeaient des dispositions permettant de faire entrer cette liberté dans le domaine du réel ; que vont faire les représentants en mission ? Comment vont-ils interpréter la loi ?

Pressés par les circonstances et soucieux de rassurer la population, Guezno et Guermeur prennent un nouvel arrêté le 23 germinal (3).

(1) Arch. dép. *Registre des séances du Directoire du Dép.* 17 germinal.

(2) Une lettre imprimée, intitulée : « Lettre chrétienne d'un prêtre de la ci-devant Bretagne aux habitants des campagnes » est saisie parmi les papiers de Louis Boutri, prêtre insermenté, arrêté dans le canton de Beaumont le 3 prairial, an III. Nous n'avons pas retrouvé la lettre elle-même, signalée par le commissaire de police dans son interrogatoire. Arch. dép. *Lm. Police.*

(3) *Annales de la Religion*, t. I.

Leur but est de rendre la liberté des cultes « entière » et en même temps d'en faciliter la surveillance par les autorités constituées en supprimant les rassemblements dans les maisons particulières. Les districts sont autorisés à accorder provisoirement aux citoyens qui en feront la demande individuelle l'occupation d'un édifice national pour servir à un culte quelconque, sauf à régler les conditions des baux ou adjudications en se conformant aux lois.

Cet arrêté est communiqué en double exemplaire par les Directoires de district aux communes qui doivent le faire afficher (1).

La décision des représentants du peuple était inspirée par le désir de rendre justice aux légitimes desiderata des catholiques ; déjà plusieurs communes avaient spontanément ouvert leur église et, dès que le nouvel arrêté fut connu, des demandes furent adressées de toutes les parties du département aux autorités compétentes. — Jusqu'alors il n'y avait pas eu de règle fixe : certains Directoires de district, hésitant à donner les autorisations nécessaires, avaient consulté le représentant Lozeau ; d'autres avaient interdit le culte dans les églises. Le district de Falaise, par exemple, apprenant que le culte est célébré par les prêtres dans les églises de diverses communes, notamment à Potigny, à Rapilly, intervient pour mettre fin à ces abus (2). Le district de Bayeux va plus loin ; non content de faire fermer l'église d'Esquay-sur-Seulles où l'on a dit publiquement la messe et chanté vêpres, il cite à comparaître le maire et l'agent municipal pour « rendre compte de leur conduite » (3). On agit de même à l'égard des maires de Marigny et de Port-en-Bessin parce que dans ces communes on a rouvert les églises (4). Dans le district de Lisieux, l'agent national Cordier se plaint de ce que les églises s'ouvrent : « ...dans différentes communes de ce district de ci-devant prêtres ont dit des messes dans les ci-devant églises,... c'est de leur part une violation de la loi et une preuve tacite qu'ils s'immiscent secrètement à agiter les esprits, à les diviser et à susciter des troubles. » (5). Aussi Cordier fait-il

(1) Arch. dép. *Directoire du District de Vire*. Correspondance de l'agent national avec les autorités.

(2) Arch. dép. *Direct. du District de Falaise*. Arrêté du 24 ventôse, art. VI : aucun ministre ne pourra exercer son culte dans un lieu public quelconque, encore moins dans les ci-devant églises.

(3) Arch. dép. *Directoire du District de Bayeux*. Registre des Délibérations. 25 ventôse, an III.

(4) *Ibid.*, 5 germinal.

(5) Arch. nation. F. 1. C. III, *Calvados 7*. Compte de l'agent Cordier pour la 1^{re} décade de germinal. Lisieux.

fermer les églises : « Quelques communes se proposaient de faire leurs cérémonies religieuses dans les ci-devant églises, je leur ai représenté que la loi s'y opposait et elles n'ont pas persisté dans leur détermination. » (1).

A Vire, les dispositions des administrateurs sont toutes différentes ; c'est d'abord une certaine réserve : Le Bourgeois, ancien curé de la commune de Noireau, demande de célébrer le culte dans l'église St-Martin, l'agent national lui répond que l'on dit la messe à Paris et ailleurs dans plusieurs églises, mais que l'administration ne peut donner aucune autorisation (2). Cependant les administrateurs apprennent que dans les départements voisins les églises sont ouvertes, leurs scrupules tombent, ils s'adressent à Lozeau le 22 germinal pour lui communiquer les pétitions des communes de Vire et Champ-du-Boult, eux-mêmes se prononcent sans hésiter pour une interprétation libérale de la loi. « Nous pensons qu'il est de l'intérêt public d'accorder au moins ce qu'ils (les pétitionnaires) demandent. En exerçant publiquement les cérémonies du culte catholique, les prêtres seront moins dans le cas d'abuser de leur ministère, et les citoyens trouvant dans leur commune un point de réunion ne seront point obligés d'aller au loin assister à des messes que l'on dit dans des maisons, des granges ou d'autres endroits. D'ailleurs la surveillance recommandée aux autorités constituées sera plus facile et pourra devenir de quelque avantage pour la tranquillité publique. » (3). Les administrateurs citent en outre l'exemple de Rennes où les prêtres ont obtenu depuis le 9 germinal « un temple pour l'exercice de leurs fonctions ». Cette politique tolérante va être celle que pratiquera pour son compte et que préconisera avec une persévérance louable le district de Vire tant pour l'exercice du culte que pour les mesures à l'égard des prêtres. Le district subit l'influence de son agent national, le citoyen Laisné, qui, dans sa correspondance avec le département, plaide sans cesse en faveur de la plus large interprétation de la liberté des cultes et conseille d'éviter les explosions de fanatisme, en donnant satisfaction aux légitimes revendications des croyants (4).

(1) *Arch. dép. Comptes du District de Lisieux* pour la 2^e décade de floréal.

(2) *Ibid. Directoire du District de Vire* ; correspondance de l'agent national avec les autorités constituées et les particuliers du district. Lettre au citoyen Le Bourgeois, 1 germinal, an III.

(3) *Ibid.* Correspondance de l'agent national avec la Convention et les représentants du Peuple. Lettre au représentant Lozeau, 22 germinal, an III.

(4) Cf. p. 32 et 42.

Deux jours plus tard, Lozeau autorisait par arrêté le culte dans l'église de Champ-du-Boult (1) ; à Vire, le district, à la suite de deux pétitions signées par un grand nombre d'habitants, accorde le 5 floréal l'église de l'Hôpital général dans laquelle le culte recommence aussitôt (2). C'est le point de départ d'une série de demandes qui se succèdent sans interruption : du 6 floréal au 15 prairial vingt-cinq pétitions parviennent au district qui accorde toutes les églises réclamées, en invoquant chaque fois l'arrêté du 23 germinal (3).

Quand Lozeau, le 24 germinal, autorisait le culte dans l'église de Champ-du-Boult, il ne pouvait pas connaître à ce moment la proclamation signée à Rennes le 23 par ses collègues accrédités auprès des armées, mais des circonstances identiques ont imposé les mêmes solutions ; les uns et les autres ont compris que la meilleure manière de surveiller le culte est de le centraliser dans les églises, l'intérêt de la religion et celui de la police administrative concordent sur ce point. Cependant l'esprit qui anime les deux arrêtés est bien différent : tandis que Guezno et Guerneur s'en remettent aux districts pour les autorisations d'ouverture d'églises et inaugurent une ère de tolérance, Lozeau, de son côté, ne donne son consentement qu'à regret ; quand il cède aux instances du district de Vire, c'est que les inconvénients des cultes privés lui paraissent par trop grands, il veut y mettre fin en autorisant l'ouverture de certaines églises, nous sommes en présence de cas particuliers et non d'une mesure libérale. Le représentant en mission hésite à prendre des dispositions pour l'ensemble du département, car il est très soucieux de ne pas laisser les prêtres acquérir trop d'influence(4), il a peur de leurs interventions, aussi demande-t-il le 25 germinal au Directoire du département de faire réimprimer et envoyer aux communes la loi du 1^{er} germinal, an III, relative aux rassemblements séditieux.

(1) *Arch. dép. Directoire du District de Vire*. Correspondance de l'agent national avec les autorités constituées. Lettre aux officiers municipaux de Champ-du-Boult, 27 germinal.

(2) Lettre des administrateurs du district au représentant Lozeau, 14 floréal, citée p. 32. Et *Arch. dép. Directoire du District de Vire*.

(3) *Arch. dép. Directoire du District de Vire*.

(4) L'expérience de Champ-du-Boult ne devait pas encourager Lozeau ; il fallut arrêter « un prêtre fanatique et intolérant qui, en célébrant la messe, a dit dans l'église que si la décade était davantage célébrée dans cet édifice national, il n'y reviendrait plus. » — Lettre du district à la municipalité de Ch.-du-B. 8 floréal. *Arch. dép. Directoire du District de Vire*. Correspondance avec les autorités constituées et les particuliers du district.

On comprend d'ailleurs l'embarras d'un fonctionnaire chargé de faire appliquer la loi, alors que celle-ci a laissé indécise la question si importante des églises tout en précisant, avec force sanctions, la prohibition des signes extérieurs. Or le représentant reçoit des différentes parties du département des rapports inquiétants, l'effervescence religieuse est loin de se calmer. En ventôse, on a coupé les arbres de la liberté à Vigor, à Mieux, au Marais, à Rapilly, aux Isles-Bardel, on a relevé les croix au Marais, à Rapilly, à Mieux. Dans la commune de Combray, l'arbre de la liberté a été coupé et un placard séditieux y a été apposé (1) ; à Rapilly, « on sonne l'angélus, les jours ci-devant dimanche des membres de la municipalité se rassemblent dans la ci-devant église, y donnent lecture de l'Evangile et y font faire des prières » (2) ; dans le district de Falaise on tient peu compte des décisions des administrateurs qui avaient fait fermer les églises ; à Chouain, le maire, l'agent municipal et deux notables déclarent à l'huissier, venu pour procéder à la vente du mobilier restant dans les églises, qu'ils n'ont point renoncé au culte et que, ne connaissant point de loi qui ordonne cette vente, ils n'y consentent point. Le district de Bayeux est obligé d'envoyer « une force armée suffisante » pour accompagner l'huissier, ceci aux frais des protestataires qui sont en outre dénoncés à l'accusateur public (3). Partout les prêtres réfractaires, à la suite des mesures sur lesquelles nous aurons à revenir, réapparaissent et abusent de la loi sur la liberté des cultes pour former des rassemblements dangereux, y prêcher le royalisme et la contre-révolution (4). Le district de Vire écrit au représentant Lozeau pour lui signaler les mêmes abus. Alarmé par de telles nouvelles, inquiet de voir l'agitation renaître et grandir, Lozeau se décide à sortir des demi-mesures et par l'arrêté du 29 germinal il réglemeute les cultes (5). Sa préoccupation demeure la même : la loi doit être exécutée, la police doit exercer une surveillance effi-

(1) « Arbre de misère, bonnet de galère,

Celui qui te replantera,

Mort subira,

Jamais ne persistera en France.

Car nous voulons malgré qui que ce soit, que la religion chrétienne y domine. »
Directoire du District de Falaise, 19 ventôse, an III.

(2) *Arch. dép. Directoire du District de Falaise*, 8 germinal.

(3) *Arch. dép. District de Bayeux*. *Registre des Délérations*, 6 germinal.
Cette vente s'exécutait sur l'ordre de la commission des revenus nationaux.

(4) *Ibid.*, 4 germinal.

(5) *Arch. dép. Registre du Directoire du Départ*, 1 floréal, an III.

cace sur les rassemblements religieux, quant aux cultes clandestins ils vont disparaître, car tout rassemblement est soumis à une déclaration préalable devant la municipalité :

«Il ne peut être fait aucun rassemblement sans que la municipalité du lieu n'ait été instruite ; chaque municipalité fera trouver au rassemblement dont elle aura été prévenue, un de ses membres, ou tout autre commissaire qui lui rendra compte de ce qui aurait pu être dit, ou fait de contraire aux lois ou à la République, tout autre rassemblement sera sur-le-champ dissipé par la force armée, s'il est nécessaire, et les chefs ou ministres seront saisis et traduits dans les prisons de Caen » (art. III). Les autres articles sont inspirés du même souci, la loi doit être respectée : les « signes du culte sont interdits hors de l'enceinte des lieux choisis pour les exercer » (art. II) ; des peines sont prévues pour punir les fauteurs d'agitation royaliste (art. IV) ; les ministres qui rétracteraient leur serment de fidélité à la République sont menacés de privation de traitement (art. V).

L'arrêté entre donc dans les détails et prévoit les délits, il est à cet égard plus explicite que la loi du 3 ventôse elle-même, aussi doit-on constater avec d'autant plus d'étonnement qu'il n'y soit pas question des églises. Ce silence n'est pas dû à un oubli, il est intentionnel, le représentant en mission, qui a autorisé l'ouverture de certaines églises, revient maintenant sur sa décision. C'est que, par une coïncidence fâcheuse, les demandes pour l'ouverture des églises sont venues de la région de Vire, la moins pacifiée du département ; le sud du département, en particulier les environs de Vire, a été le théâtre des exploits des chouans ; puisque l'agitation renaît, Lozeau appliquera la loi au pied de la lettre. Nous avons vu qu'il avait autorisé le 24 germinal, sur la demande du district de Vire, l'ouverture de l'église du Champ-du-Boult. Les démarches du commissaire des guerres à la place de Vire fournissent à Lozeau l'occasion de revenir à la stricte exécution de la loi. Le district de Vire, à la suite de pétitions, présentées par « un grand nombre de citoyens », leur avait accordé l'église de l'Hôpital aux charges d'en payer le loyer. Le commissaire des guerres à la place de Vire avait aussitôt signalé à Lozeau ce qu'il considérait comme une illégalité, il exprimait la crainte que les cérémonies du culte n'inspirent « des sentiments opposés » aux militaires casernés tout près, la caserne touchant à l'église. Le 12 floréal, Lozeau écrit à ce sujet au district qui par une lettre du 14 défend le bon droit de son arrêté en en appelant à Guezno et Guermeur : « Nous joignons l'arrêté de vos collègues de Rennes du 23 du mois dernier qui a servi

de base à notre arrêté des 4 et 5 floréal. » (1). Le district ajoute ses réflexions sur l'état de l'opinion publique : « Nous pensons que d'après la grande affluence de citoyens qui ont assisté paisiblement aux messes, qui ont été célébrées, et qui sont sincèrement attachés aux lois de la République, il serait dangereux de les en priver. Il est aussi de bons citoyens qui veulent absolument des messes, les principes de la philosophie n'entrent pas dans toutes les têtes. Nous devons vous instruire que beaucoup de patriotes s'étaient refroidis depuis que les églises avaient été fermées, et qui, depuis qu'on leur a fourni les moyens de satisfaire leurs opinions religieuses, sont contents et reprennent leur énergie primitive. » Il n'y a pas contradiction entre ces renseignements et ceux que donne l'agent national quand il réclame des troupes. L'agent incrimine surtout les prêtres réfractaires et d'autre part l'ouverture d'une église, en donnant satisfaction à l'opinion publique, fait taire les mécontentements. Nous en avons la preuve dans la lettre qu'adresse cet agent au procureur général syndic du département : «les rassemblements dans des maisons particulières ont moins lieu depuis que les représentants du peuple ont autorisé des administrations du district à accorder des édifices publics et nationaux. Dans la commune de Vire, le 7 de ce mois, on a célébré la messe dans les ci-devant églises, l'ordre et la paix y ont régné. Rien de contraire aux lois ne s'y est passé, il est des individus qui ne peuvent se passer de messes, il faut leur donner les moyens de se satisfaire ; pourvu que les lois soient respectées, qu'importe à l'intérêt public. » (2).

Malgré ces considérations libérales, Lozeau en appelle au Directoire du département, qui, par arrêté du 23 floréal, rejette la demande des habitants de Vire en vertu des articles III et VIII de la loi de ventôse (3).

A Orbec, une pétition revêtue d'un nombre assez considérable de signatures réclamait un local pour y célébrer le culte, l'agent du district constate que l'arrêté des représentants en mission près les armées des côtes de Brest et Cherbourg permettrait une réponse favorable, mais que Lozeau, consulté à ce sujet, a pris une décision le 14 floréal : il ne sera pas fait droit à de pareilles demandes avant

(1) *Arch. dép. Lv. Cultes. Pièces diverses.*

(2) *Arch. dép. Directoire du District de Vire. Correspondance de l'agent national avec le département, 9 floréal.*

(3) *Arch. dép. Lv. Cultes. Pièces diverses.*

la décision de la Convention (1). Nous ne savons pas si les habitants d'Orbec se soumirent, mais en tous cas ceux de Vire tenaient à un culte public dans une église et le 1^{er} prairial, alors que la décision du Directoire du département n'est pas encore arrivée à Vire, l'agent national écrit tranquillement à Caen : « Nous continuons d'accorder sur des demandes individuelles des églises pour la célébration des cérémonies du culte catholique : il n'en résulte aucun trouble ; au contraire, les citoyens trouvant des moyens plus faciles de satisfaire leurs idées religieuses en paraissent satisfaits et contents. » (2).

Sur ces entrefaites, on reçoit à Vire des nouvelles du Directoire du département, l'arrêté du 23 floréal risque de troubler les esprits pacifiés, l'administration charge son agent d'intervenir auprès du procureur syndic, les fidèles se réunissent en grand nombre dans l'église de l'Hôpital les dimanches et fêtes. « Si le département persiste dans son arrêté, il faudra donc contrarier les idées religieuses de cette réunion très considérable. Il faudra donc ordonner à la municipalité de Vire de fermer les portes de cet édifice dont l'occupation ne contribue pas peu au maintien de l'ordre public, et qui sait si cette masse de citoyens habitués déjà à s'y réunir ne se portera pas à des excès toujours très dangereux, mais surtout dans les circonstances très malheureuses où nous nous trouvons. » (3). Le district va d'ailleurs se trouver dans une situation critique, les citoyens demandent l'exécution de l'arrêté des représentants du peuple du 23 germinal : quel est l'arrêté qui a force de loi, celui des représentants du peuple ou celui du département ? L'agent national ajoute qu'en Bretagne les églises sont ouvertes, il tient du représentant Bollet, lors de son passage à Vire, qu'à Rennes deux temples ont été accordés, l'un aux prêtres assermentés, l'autre aux insermentés. La Convention poursuit la pacification des régions troublées par les chouans, or l'arrêté du 23 germinal fait partie du plan de pacification. Pour conclure, l'agent national demande une réponse : si le département maintient sa décision, le district se verra obligé de rapporter les arrêtés par lesquels il avait autorisé l'ouverture des églises dans les campagnes, « mais je vous le déclare, cela fera le plus mauvais effet possible et je pense qu'une pareille mesure serait impolitique et ten-

(1) *Arch. dép. L. District de Lisieux.*

(2) *Directoire du District de Vire.* Correspondance de l'agent national avec le département. Lettre au procureur général du département, 1 prairial, an III.

(3) Lettre de l'agent national au procureur général du département, 4 prairial.

drait à jeter du trouble dans la société dont les membres ne sont déjà que trop agités par la malveillance ».

Les difficultés ne provenaient pas toujours du département et le district de Vire avait aussi maille à partir avec les municipalités qui ne comprenaient guère ses intentions libérales. Les habitants de Condé-sur-Noireau avaient demandé par pétition l'église St-Sauveur, Angot, administrateur du district, renvoie la pétition parce qu'elle n'est pas conforme à la loi, il donne les instructions nécessaires pour que la pétition soit rédigée à nouveau et promet de s'employer à la faire aboutir. Le 11 floréal, la pétition rédigée selon les conseils d'Angot, est expédiée, munie de 62 signatures, aux administrateurs du district. Selon les principes que nous avons déjà vus à l'œuvre, le district s'empresse d'accorder provisoirement l'église St-Sauveur « pour un libre exercice du culte » (séance du 13 floréal). La municipalité est « chargée de procurer l'ouverture de l'édifice accordé et d'exercer la surveillance prescrite par les lois ». Mais la municipalité refuse d'obéir avant d'avoir en main la pétition. Aussitôt Angot écrit aux officiers municipaux une lettre comminatoire (20 floréal) : « On se plaint que vous n'avez pas voulu procurer l'ouverture de l'église St-Sauveur, que l'administration a accordée à plusieurs individus qui ont présenté une pétition pour exercer leur culte, sous le futile prétexte qu'on ne vous avait pas fait passer la pétition. Je ne sçay, en vérité, ce que signifie une pareille vétilerie ; prétendez-vous ne laisser entrer dans ce local que ceux qui ont souscrit la pétition ?..... » (1).

Des conflits éclataient ainsi entre la population et les municipalités, entre celles-ci et les districts, les agents nationaux n'étaient pas d'accord avec les agents municipaux sur l'interprétation de la loi, et les districts voulaient l'appliquer autrement que ne l'entendait le département. Dans l'espoir d'améliorer une situation qui devenait chaque jour plus inextricable, le représentant Lozcau lance le 29 germinal une longue et filandreuse proclamation (2) : dans une sorte de prologue, il déclame contre la tyrannie de la Terreur et exalte les décrets bienfaisants pris par la Convention depuis le 9 thermidor. « Mais en accordant à chacun la liberté de penser comme il lui plaît en matière de religion, elle [la Convention] n'a pas entendu mettre dans la main de nos ennemis une arme meurtrière dont ils puissent se servir contre

(1) *Inventaire des Archives communales de Condé-sur-Noireau*, rédigé par A. Bennet. Série P. Culte.

(2) *Arch. dép. Registre du Directoire du Dép.*, 2 floréal.

la République..... Chez un peuple libre le gouvernement ne doit se mêler d'aucun culte..... » Admettre une religion dominante, ce serait anéantir la liberté. La loi de ventôse qui assure la liberté de conscience est dictée par la sagesse et la justice. Les querelles et les barrières qui subsistent sont l'effet d'une mauvaise éducation : « L'homme, enveloppé d'erreurs et de préjugés, dès le sein de sa mère, n'a vu en naissant à la lumière que des oppresseurs et des opprimés..... Etre Suprême, est-ce donc là ton ouvrage, et peut-on reconnaître la première de tes créatures dans l'homme ainsi dégradé et avili ! » Ces déclarations grandiloquentes continuent, le représentant prend à parti « les ministres de la Divinité », le moindre arrêté de police aurait mieux fait l'affaire des citoyens désireux de voir réglée la question des églises. Mais cette rhétorique a au moins un avantage, elle permet à Lozeau de dissimuler son embarras. Il n'ose prendre une décision : quand il autorise l'ouverture de certaines églises des troubles éclatent ; quand il refuse les demandes qui lui parviennent, les pétitionnaires insistent, les municipalités les appuient. Le représentant du peuple ne sait plus à quel parti s'arrêter, il voudrait bien faire disparaître la choquante contradiction d'églises ouvertes dans l'Ille-et-Vilaine et fermées dans le Calvados ; mais, d'autre part, timide en face des responsabilités, il n'ose se décider et attend que la Convention intervienne.

La situation était la même dans les autres parties de la France, les demandes et les plaintes arrivaient en grand nombre à Paris, et le législateur dut intervenir. La loi du 11 prairial mit fin aux tourments de Lozeau, en réglementant « la célébration des cultes dans les édifices qui y étaient originairement destinés ».

II

Les difficultés relatives aux édifices n'étaient pas les seules : la loi du 3 ventôse déclarait ne connaître aucun ministre du culte (art. V). En proclamant la liberté des cultes, le gouvernement avait renoncé à distinguer entre les prêtres assermentés et les insermentés, d'autant plus que la Constitution civile n'a plus force de loi (1). Les prêtres étaient nombreux dans le département, leur ascendant et leur instruction les faisaient souvent élire officiers municipaux : « il n'est

(1) Décret du 2^e jour sans-culottide, an II, 18 septembre 1794, et arrêté de Guezno et Guermeur, 6 germinal, an III, art. I.

guère de municipalités où l'on ne voie un prêtre sous l'écharpe », écrit-on de Bayeux (1), et ce n'est pas un fait spécial à ce district. Bellenger, qui est prêtre, remplit les fonctions de maire dans la paroisse de St-Aignan-de-Cramesnil en 1793 ; condamné à quitter le territoire de la République, il a réussi à se cacher, et nous le retrouvons en frimaire, an III, comme greffier du juge de paix du canton à St-Aignan où l'agent national ne sait ni lire, ni écrire, c'est ce réfractaire qui conduit tout (2).

Dallier, ex-curé constitutionnel, était maire de Chicheboville jusqu'en frimaire, an III, date à laquelle il donne sa démission (3).

A la même époque, Jacques-Philippe Duval, « ex-curé républicain », est maire de la commune du Bô (4). Sur les listes de notables figurent dans la commune de Valmeray Robert Le Danois, ci-devant prêtre, dans la commune de Bénv Pierre Simonot, ex-curé « parti au service », dans la commune de Bernières Philippe Colleville, ex-curé, dans la commune de Luc Laganelle, ex-curé, dans la commune de Croix-Grand-Tonne Dupont, ex-curé (5). Beauquet, ministre du culte catholique, est secrétaire de la municipalité de Malloué en germinal, an III (6). Quand le district de Pont-l'Évêque annule la nomination de Viquesnel, curé du Bourg, comme maire de cette commune, les habitants adressent une pétition au Comité de Législation pour réclamer, ils ne veulent pas d'autre maire (7). La municipalité de St-Martin-de-Fontenay compte parmi ses membres au début de l'an III, André Crespin, ci-devant curé, une nouvelle municipalité est élue en frimaire, Crespin est renommé (8). Cosnard, avant de devenir agent national d'Ernes, était curé constitutionnel de la même commune, il a abdiqué ses fonctions ecclésiastiques. Seize ci-devant curés sont juges suppléants au tribunal de commerce du district de Caen (9). Adeline, procureur-syndic de

(1) *Arch. munic. de Bayeux. Registre de correspondance de la municipalité.* Lettre adressée au Comité de Salut Public, 12 nivôse.

(2) *Arch. dép. Comité de Surveillance, Caen, II*, aux dates du 1^{er} mars 1793 et frimaire, an III.

(3) *Ibid.*, frimaire, an III.

(4) *Arch. dép. Comptes décadaires.* Canton d'Ouilly-le-Basset.

(5) *Arch. dép. Comité de Surveillance, Caen, II*, frimaire, an III.

(6) *Arch. dép. Directoire du District de Vire. Correspondance avec les autorités constituées et les particuliers du district*, 8 germinal, an III.

(7) Ceci se passe en l'an II. *Arch. nation. D. III*, 32.

(8) *Arch. dép. Comité de surveillance de Caen, II*.

(9) *Arch. nation. D. III*, 33.

Guezno et Guermeur font remettre sur-le-champ « tous les ministres du culte catholique détenus pour la seule cause du refus ou de l'omission du serment que prescrivait la ci-devant Constitution civile du ci-devant clergé ».

Les prêtres sont donc chaque jour plus nombreux ; les autorités constituées ne connaissent ni assermentés, ni insermentés, il n'y a plus que des « ministres du culte » qui sont libres de célébrer les offices dans les locaux choisis par eux. Dans le district de Vire, en germinal, on dit la messe dans les maisons particulières, dans les granges et dans les églises ; « sermentés ou insermentés célèbrent le culte, suivis de leurs partisans, il n'en résulte aucun trouble » (1). A quelles mesures de police vont-ils être soumis, quelle est la surveillance qui s'exercera à leur égard ? La loi ne précise pas et laisse l'initiative aux autorités locales.

A Caen, « le Conseil général informé qu'un nombre assez considérable de ministres du culte catholique le professent dans plusieurs quartiers de la commune dans des maisons particulières, ce qui attire une affluence de citoyens et occasionne des rassemblements à l'extérieur des dites maisons qui pourraient compromettre la tranquillité publique, si les autorités constituées chargées d'en surveiller l'exercice aux termes de la loi du 3 ventôse dernier ne s'occupaient des moyens de les prévenir, arrête comme mesure de police et de sûreté publique qu'aucun ministre d'un culte quelconque ne pourra l'exercer sans en avoir passé sa déclaration au bureau de la police municipale, contenant ses nom, prénoms et domicile, ainsi que l'indication par section, rue et n° du local qu'il aura choisi pour se livrer à ses fonctions et charge les commissaires de police de l'exécution du présent » (2).

La municipalité de Pont-l'Evêque prend des précautions du même ordre et l'on voit le 4 germinal se présenter « en la maison commune le citoyen Pierre-François Loïsnel, capucin, âgé de soixante-et-un ans, demeurant en cette commune chez le citoyen Gilles-Etienne Loïsnel,

(1) *Arch. dép. Directoire du District de Vire. Correspondance avec les autorités constituées et les particuliers du district. Lettre à l'agent national près la commune de Noireau, 4 germinal.*

(2) *Arch. munic. de Caen, 4 germinal, III.* Dufour raconte dans son *Journal* que les prêtres insermentés exercent leurs fonctions publiquement à Caen, dans les maisons particulières, le dimanche de Pâques 16 germinal ; l'abbé Lair, de St-Nicolas-de-Caen, célèbre la grand'messe à la Folie chez un particulier « où il s'est trouvé un monde infini », le lundi de Pâques le même prêtre dit la grand'messe dans l'église de St-Contest, « un grand nombre de personnes » assistent à cette solennité.

marchand épicier, son frère, lequel a déclaré que son intention est de dire tous les jours la messe en l'heure de 9 à 10 heures (vieux style) dans l'intérieur de sa chambre, en vertu de la loi ; ce qu'il a signé » (1).

Le retour de tant de prêtres réfractaires et leur activité n'étaient pas sans inquiéter le Comité de Sûreté générale, qui, le 4 germinal, ordonne aux municipalités de surveiller et signaler aux districts les prêtres troublant l'ordre, les districts en référeront au Comité de Sûreté générale et celui-ci prendra les mesures nécessaires (2). Ces recommandations n'étaient pas superflues ; à Honfleur, par exemple, à peine les réfractaires avaient-ils fait leur déclaration que déjà on avait lieu de se plaindre d'eux. En effet, Loisnel, Oriot et Hottot, au lieu de s'en tenir aux termes de leur déclaration et de dire la messe chez eux, célèbrent le culte publiquement « dans des cours communes et passagères au public », portes et fenêtres ouvertes, les fidèles viennent en foule, on compte des centaines de personnes (3). — Les réfractaires sont accusés de prêcher la désobéissance aux lois, le fanatisme et la contre-révolution (4). Les insermentés, écrivent les administrateurs du district de Vire, profitent de la liberté pour « fanatiser », ils désorganisent les municipalités, sous leur influence les constitutionnels se rétractent, les instituteurs et les gardes nationaux démissionnent (5). Aussi quand parut la loi du 28 germinal qui réorganisait les administrations des départements et des districts, certains corps constitués en interprétèrent-ils dans le sens le plus strict l'art. IX (6). Le Directoire du département « considérant les troubles qui se manifestent sur tous les points du département » (7)

(1) *Arch. munic. de Pont-l'Evêque. Registre des délibérations.*

(2) *Ibid.* La municipalité prend acte le 16 germinal de la lettre du Comité de Sûreté générale communiquée par le district.

(3) *Ibid. Registre des délibérations*, 10 germinal. Plainte de l'agent national à la municipalité. *Registre des pétitions*, 15 floréal.

(4) *Arch. dép. Comité de surveillance, Caen, II*. Pétition du 11 brumaire.

(5) *Arch. nation. F. 1, C. III. Calvados*, 7. 1^{er} germinal, 3^e décade de germinal et 1 floréal.

(6) Art. IX : « Les directoires de département, par le procureur-général syndic, rendront compte chaque décade, au Comité de Sûreté générale, des diligences qu'ils auront faites pour l'exécution des lois, et notamment de celles relatives aux émigrés, aux prêtres réfractaires et au libre exercice du culte. »

(7) Ces troubles n'avaient pas des causes uniquement religieuses, et, en accusant les réfractaires, les autorités font semblant d'ignorer que la disette sévissait dans le département : à Bayeux, à Honfleur, à Vire et ailleurs éclatent des émeutes provoquées par la disette, la foule ne manque pas d'expliquer la rareté

dépêche les ordres les plus précis : les prêtres réfractaires sujets à la déportation ou à la réclusion seront arrêtés (1). Le représentant Lozeau avait préparé les esprits, dès le 29 germinal, par une de ces longues proclamations qu'il affectionnait (2). Il a appris que des ministres du culte ont rétracté le serment de fidélité, ils seront privés de traitement ; à l'avenir, pour toucher leur pension, les ci-devant ecclésiastiques devront fournir un certificat du district établissant qu'ils ont prêté le serment et ne l'ont pas rétracté (art. V). Tout ministre du culte, qui aura parlé en faveur de la royauté ou de l'ancien régime, sera transféré au tribunal révolutionnaire à Paris (art. IV).

Les districts reçoivent coup sur coup la proclamation du représentant du peuple et l'arrêté du département, leur embarras est grand et se manifeste dans l'attitude des autorités locales à l'égard des prêtres, les décisions sont variées et contradictoires, elles offrent les mêmes divergences que pour la question des églises. Les administrateurs et le procureur syndic du district de Caen, qui avaient cependant reçu des plaintes sur les agissements des réfractaires (3), répondent au département que son arrêté est contraire à la loi (4), en même temps ils écrivent au représentant Lozeau pour dénoncer le caractère arbitraire, impolitique et dangereux de la décision du département. « Ce n'est pas lorsque le peuple éprouve une pénurie extrême et qu'il manque de denrées de première nécessité qu'il faut prendre de pareilles mesures, elles pourraient, au moment où la liberté des cultes a été décrétée, occasionner un grand incendie qu'il faut prévoir et empêcher... » Le district, convaincu que la Convention ne demande pas l'arrestation des réfractaires âgés, infirmes, paisibles et soumis aux

des vivres par les persécutions religieuses, à Bayeux les femmes surtout se font remarquer par leur fureur, elles menacent de se porter aux magasins militaires, elles vont de nouveau à la cathédrale, brisent le buste de Jean-Jacques, « poussent l'audace jusqu'à abattre la statue de la liberté, en tenant les propos les plus infâmes et disant... quand le bon Dieu était là nous avions du pain. » *Arch. munic. de Bayeux*, 2 floréal. Cf. la lettre des administrateurs du district de Caen, p. 40.

(1) Décret du 5 floréal, art. III : « Sont compris dans l'art. ci-dessus les prêtres qui sont devenus réfractaires en rétractant le serment qu'ils avaient prêté d'être fidèles aux lois de la République. » *Arch. dép. Registre du Directoire du Dép.*

(2) Cf. p. 34-35.

(3) *Arch. dép. Lm. Serments*. Lettre adressée au district de Caen. *Arch. dép. Registre du Directoire du Dép.* 2 prairial.

(4) Délibération du 6 floréal. *Arch. dép. Prêtres reclus (Liasse)*.

lois, n'exécute pas l'arrêté du département et attend les instructions complémentaires du représentant du peuple (1). — A Pont-l'Evêque, au contraire, le district ne se contente pas de transmettre fidèlement les instructions du département, il les agrmente de ses commentaires : tous les prêtres devront être de suite conduits dans la maison d'arrêt de l'arrondissement, « le salut de la patrie commande impérieusement cette mesure » (2). L'agitation des esprits est telle que le district communique avec la municipalité à 2 heures du matin, on convoque aussitôt une séance de nuit et à 3 h. 1/2 le commandant de gendarmerie reçoit l'ordre d'arrêter sur-le-champ Oriot, Loisel, Hottot et Buisson, prêtres réfractaires et ex-capucins domiciliés dans la commune (3). Les arrestations sont même si nombreuses que les autorités ne savent plus que faire des prêtres saisis et demandent s'il faut les envoyer à Caen ; mais quelques jours plus tard, le département — qui a changé d'avis — reproche au district d'avoir incarcéré, outre les prêtres sujets à la réclusion, des vieillards et des infirmes.

En effet, on s'était trop précipité, il fallut bientôt le reconnaître. Le département, pris de scrupules après les représentations du Directoire du district de Caen, ne sait plus si ses décisions sont conformes ou contraires à la loi, on consulte le représentant du peuple ; celui-ci, pour concilier la prudence avec l'équité, en réfère au Comité de Sûreté générale et ordonne aux districts de surseoir à toute démarche en attendant la réponse de Paris (4).

Le Comité de législation envoie le 14 à Lozeau sa réponse qui arrive à Caen le 19 : la décision du département est contraire à la loi du 12 floréal (5) ; en conséquence, la partie de l'arrêté qui réin-

(1) *Arch. dép. Ibid.* Lettre du district au représentant Lozeau, 8 floréal.

(2) *Arch. munic. de Honfleur.*

(3) *Arch. munic. de Pont-l'Evêque. Journal de la municipalité* à la date du 1^{er} floréal et *Copie-lettre de la municipalité*, lettre de la même date adressée au district.

(4) Le 9 floréal, le département avise le district de Caen que la lettre de ce district a été envoyée au Comité de Sûreté générale dont il faut attendre la décision. *Arch. dép. Prêtres reclus. Liasse.* Mais le 13, le département, sur une note de Lozeau, prend un arrêté pour suspendre provisoirement celui du 5. Le 14, Lozeau prend un arrêté en forme et le 15 le département décide que l'arrêté sera imprimé et affiché dans tout le département. *Arch. dép. Registre du Directoire du département, 13 floréal.*

(5) La loi du 12 floréal n'indiquait des mesures de rigueur que contre les prêtres qui rentraient après avoir été déportés.

tègre tous les insermentés dans les maisons de réclusion est suspendue jusqu'à ce que la Convention prenne des mesures à ce sujet. Le département est donc obligé de donner des contre-ordres, le 22 floréal il écrit au district de Pont-l'Evêque : « Vous avez donné trop d'extension à cet arrêté... non seulement des prêtres sujets à la réclusion et remis en liberté par arrêté du Comité de Sûreté générale ont été incarcérés, mais des vieillards, des infirmes septuagénaires... »

A Vire, les arrestations ont été nombreuses, des mandats d'arrêt ont été lancés le 8 floréal contre toutes personnes prévenues ou soupçonnées d'émigration, contre les prêtres réfractaires sujets à la déportation ou à la réclusion et contre les prêtres assermentés qui ont rétracté leur serment (1), encore s'est-on heurté à une difficulté, « les prêtres fanatiques et incendiaires » ont un si grand nombre de partisans qu'il est très difficile de les découvrir et arrêter (2). L'agent national, qui s'exprime ainsi, n'en déplore pas moins les contradictions du département : il est à craindre que le décret de la Convention (12 floréal) n'augmente encore le mécontentement, il aurait fallu distinguer entre les innocents et les coupables (3).

L'administration de Falaise « croyant apercevoir quelque opposition entre l'arrêté du département » et celui de Lozeau du 29 germinal, écrit au département pour « lever les difficultés qui se présentaient à son esprit » (4).

Dans le district de Pont-l'Evêque, les troubles continuent ; à Beaumont, un rassemblement séditieux se tient sous la protection d'hommes en armes et à l'instigation de l'ex-capucin Jourdain, on sonne la cloche, on célèbre le culte publiquement, on fait la procession avec croix, bannière, cierges, etc. ; le Directoire du département rappelle Lozeau à Caen par courrier extraordinaire et trois jours plus tard délègue un de ses membres, le citoyen Féral, pour effectuer les arrestations nécessaires (5). Le procureur-syndic de Pont-l'Evêque réclame

1) L'arrêté nomme 18 prêtres. *Arch. dép. Directoire du District de Vire*, Registre des délibérations sur les mesures de sûreté et affaires secrètes, 8 floréal.

(2) *Arch. dép. Directoire du District de Vire*, Correspondance avec la Convention et les représentants du peuple, Lettre de l'agent national au Comité de Sûreté générale, 8 floréal.

(3) *Arch. dép. Lm. Police*, Lettre de l'agent national Laisné près le district de Vire au procureur-général syndic du département du Calvados, 17 floréal.

(4) *Arch. dép. Comptes décadaires, Falaise*, 2 prairial.

(5) *Arch. dép. Registre du Directoire du dép.* aux dates des 27 et 30 floréal.

les chasseurs de Honfleur pour arrêter l'ex-capucin qui est entouré de sectaires veillant en nombre sur sa personne. A Beaumont, on promène le drapeau blanc sur l'instigation de Doisy d'Ollendon, ex-noble qui se fait passer pour chargé par Lozeau d'épurer les corps constitués et répand la nouvelle de l'avènement du Dauphin avec Monsieur comme Régent. Féral, arrivé à Pont-l'Evêque, écrit au département le 2 prairial : « Les fanatiques continuent toujours leur métier et veulent endormir les habitants des campagnes... On n'assassine plus, on coupe moins les arbres de la liberté, on ne proclame plus Louis XVII ni XVIII, on fait mieux, on a recours aux miracles » (1). Au marché de Beaumont, on vend des œufs sur lesquels on voit un crucifix, un ciboire, des fleurs de lys, Louis XVII ; or les poules, qui font ces miracles, appartiennent aux parents de l'abbé Monsaint, ci-devant grand-vicaire de l'évêque de Lisieux.

Le district de Lisieux, pour « prévenir les désordres que le fanatisme, la superstition et la malveillance voudraient faire renaître » avait placé sous la surveillance directe des communes tous les prêtres non-assermentés remis en liberté, on voulait empêcher qu'ils n' « abusent de la crédulité des esprits » (2). Mais certaines municipalités n'exercent cette surveillance qu'avec la plus grande mollesse, quelques agents pactisent avec les réfractaires : à Meulles, le curé de Cerqueux, Le Couteur, remarie et rebaptise, les fidèles viennent en foule des communes environnantes, « tout le canton s'y porte » (3), et les officiers municipaux loin d'intervenir approuvent ce qui se passe ; on peut, en allant à la messe à Colomby-sur-Seulles, entendre Le Danois, prêtre insermenté, recommander le roi, la reine et la famille royale, puis déclamer contre les acquéreurs de biens nationaux, cela sous l'œil bienveillant du citoyen Baston, agent de la commune (4).

Ces faits confirment les indications des *Annales de la Religion* (5), au moins en ce qui concerne le nombre et l'activité des insermentés. — S'il faut en croire Barnabé Cauvin-Beaumont, les *Annales*

(1) Arch. dép. Lm. Police.

(2) Arch. dép. District de Lisieux, 13 germinal.

(3) Arch. dép. Lm. Police. Lettre du citoyen Dumont à Cordier, agent national du district de Lisieux, 22 floréal. Dumont ajoute à sa lettre un *post-scriptum* : « Lacère ma lettre, car s'il fût su que je t'écrive une pareille chose je ne serais pas 24 heures existant. »

(4) Arch. dép. Directoire du District de Bayeux, 4 germinal.

(5) T. I, p. 39.

n'exagèrent pas en accusant de partialité le district de Bayeux : les prêtres réfractaires « sont protégés par le district et la municipalité de Bayeux... On peut dire que cette ville sert de repaire aux réfractaires et aux aristocrates... » (1).

La Convention avait voulu par la loi du 12 floréal mettre fin à tous ces agissements, les insermentés vont avoir à cesser leur propagande, car ils sont tenus de quitter la France dans le délai d'un mois (2). Mais ces dispositions étaient si générales, si peu précises, que mille questions se posent aussitôt. Comment fallait-il agir, par exemple, à l'égard des prêtres assez nombreux qui, après avoir demandé des passeports, n'en avaient pas fait usage et étaient en état de justifier de leur résidence ininterrompue en France. Les agents nationaux prévoient qu'ils vont se cacher à nouveau, trouver facilement des protecteurs et fanatiser l'esprit public (3). D'autre part, si la nouvelle réclusion a été suspendue au moment où elle venait d'être ordonnée par certains districts, la loi qui expulse les déportés rentrés ne doit-elle pas être interprétée comme un blâme à l'égard des représentants en mission, pour avoir rendu la liberté aux prêtres ? Dans le Calvados, on éprouve comme une surprise, on hésite, si bien que Grenot, Guezno et Guermeur croient nécessaires de fournir des explications : par l'arrêté du 6 germinal, ils n'ont remis en liberté que les prêtres détenus pour avoir refusé le serment prescrit par la Constitution civile, ils n'ont pas suspendu le cours des lois qui atteignent les émigrés et déportés, enfin ils ont spécifié que les prêtres désireux de jouir de leur liberté doivent se retirer dans un lieu connu, en faire la déclaration et y vivre paisibles, soumis aux lois, fidèles à la République (4). Les prêtres, pour se conformer aux dispositions de cet arrêté, avaient sollicité des communes soit des certificats de

(1) *Arch. dép. Prêtre reclus (Liasse)*. Lettre du 21 germinal. Le district de Bayeux répond aux imputations de Cauvin-Beaumont par un plaidoyer en règle. *Ibid. Lm. Police*. Le Directoire du département en tous cas a connaissance de « troubles qui affligent en ce moment la commune de Bayeux ». *Ibid. Délibérations du Directoire du dép. 8^e registre*, 3 floréal. Cf. p. 39.

(2) Art. II : « Les individus qui, ayant été déportés, sont rentrés sur le territoire de la République seront tenus de quitter le territoire français dans l'espace d'un mois... »

(3) *Arch. dép. Directoire du District de Vire*. Correspondance de l'agent national avec le département et les districts. Lettre du 17 floréal.

(4) *Proclamation du 20 floréal*, *Arch. dép. Lm. Police*, Carton : Représentants du peuple. Placard.

civisme, soit des certificats de prestation de serment ; nous avons retrouvé quelques-unes de ces demandes, mais elles sont peu nombreuses en floréal et au début de prairial ; la législation est encore trop incertaine, elle repose sur des proclamations de représentants en mission et sur des arrêtés du Directoire du département, en contradiction les uns avec les autres. D'un district à l'autre, on prend des mesures différentes pour des cas semblables, deux communes voisines n'appliquent pas les mêmes règlements et ceux-ci sont si multiples, si divers que chaque corps constitué peut croire appliquer la loi, tout en obéissant à ses préférences politiques ou en cédant à son tempérament ; au milieu de tant de dispositions qui sont légales au même titre, il est impossible de se reconnaître, même avec de la bonne volonté, et les malveillants, les insoumis trouvent facilement un texte pour justifier leur conduite, quand toutefois ils ont pareille préoccupation.

La Convention, saisie depuis le 3 ventôse d'une foule de plaintes, réclamations ou demandes d'éclaircissements, tenta par la loi du 11 prairial d'apporter un peu de lumière et d'ordre dans l'écheveau embrouillé de cette procédure complexe. Nous allons voir quelles furent dans le département du Calvados les effets de cette législation, en nous occupant successivement des églises et des prêtres.

III

La loi du 11 prairial (30 mai 1795) accorde le libre usage des édifices non-aliénés, destinés aux cultes et dont les communes étaient en possession au 1^{er} jour de l'an II (22 sept. 1793). Ces édifices, en servant aux cultes, ne cesseront pas d'être employés pour les assemblées prévues par la loi. Plusieurs cultes différents pourront être célébrés dans le même édifice, sous la surveillance des municipalités qui détermineront les jours et heures. Ces édifices seront remis aux pétitionnaires dans l'état où ils se trouveront, à la charge de les entretenir et réparer, sans qu'on puisse pour cela exiger aucune contribution (art. I à IV).

Ces dispositions complétaient la liberté théorique octroyée en ventôse et la rendaient réelle, elles donnaient satisfaction aux vœux exprimés soit par les particuliers, soit par les corps constitués ; nous avons à en suivre l'application dans le Calvados, mais auparavant nous devons indiquer un changement important qui se produit au même moment dans l'administration supérieure du département. Un décret de la Convention du 12 prairial avait rappelé le représentant

du peuple Lozeau et confié cette mission à Porcher qui entre en charge le 17 (1). La personnalité de Porcher contraste avec celle de son prédécesseur ; Lozeau était timide, il se dérobaît devant les responsabilités, ce représentant, dès qu'un cas embarrassant se présentait, n'osant prendre une initiative, demandait des instructions à Paris, il en résultait de longs délais, les questions restaient toujours en suspens. Tout autre est la méthode suivie par Porcher : celui-ci, fidèle exécuteur de la loi, l'interprétait, pour toutes les circonstances non prévues, dans le sens le plus large. Nous allons le voir accepter les actes de soumission, même quand de graves réserves en dénaturent le caractère, pourvu que le déclarant prêche l'obéissance au gouvernement et aux lois(2), « le législateur, dit-il, n'a point d'empire sur la conscience et quand on sert bien l'Etat, il lui importe peu de quelle manière on sert Dieu » (3). Pour faciliter aux prêtres soumis la célébration des offices, il ordonne la remise des objets du culte et veut que les lettres de prêtrise saisies par les districts pendant la Terreur soient restituées à ceux des ecclésiastiques qui en font la demande(4). Le nouveau représentant du peuple entend assurer la liberté des cultes conformément à la loi, il écrit à la municipalité de Falaise pour lui recommander de surveiller les prêtres qui refusent de reconnaître les lois de la République : « Vous les verrez constamment coalisés avec tous les ennemis, déterminant des rassemblements dangereux et étouffant dans l'âme de tous les citoyens jusqu'au germe de l'amour de la Patrie » (5). Ce jugement sévère est suivi de recommandations en faveur des prêtres soumis aux lois, qui doivent être protégés par l'autorité locale. Tandis que Lozeau dissimulait ses perplexités dans des déclamations aussi longues que filandreuses, Porcher prend des arrêtés précis, qu'accompagnent un simple exposé des motifs et quelques brefs conseils sur la paix et la concorde ou le

(1) Le 4 messidor, la Convention devait rappeler dans son sein tous les représentants en mission ; exception sera faite pour quelques-uns dont Porcher. Le 5 thermidor, le représentant en mission dans le Calvados sera investi, par décret de la Convention, des pouvoirs des représentants du peuple près les armées pour les départements du Calvados et de la Manche.

(2) Sur ce point, il fut même obligé de revenir sur sa décision, en présence d'ordres émanant des Comités de Sûreté générale et de Législation.

(3) *Archives dép. Lm. Police des Cultes*. Lettre à la municipalité d'Orbec, 26 thermidor.

(4) Le district de Vire avait, dès le 15 ventôse, décidé de rendre les lettres de prêtrise à tout prêtre qui en ferait la demande.

(5) *Arch. dép. Lm. Serments*, 13 thermidor.

respect des lois. — La population ne pouvait que se féliciter des dispositions conciliantes du représentant du peuple, qui était résolu à pacifier le département en favorisant le plus largement possible les libertés octroyées par le législateur.

Dès que la loi fut connue dans le Calvados, les démarches commencèrent de la part des municipalités et des particuliers en vue de l'ouverture des églises (1).

Les journaux contenant le nouveau décret arrivent à Vire le 14 prairial au soir et dès le lendemain le district se trouve en présence d'une demande des officiers municipaux de Landelles, le district répond que selon la loi les ministres doivent faire acte de soumission et qu'une décision sera prise dès qu'on sera officiellement en possession du décret (2). D'ailleurs de nombreuses pétitions ont déjà reçu des réponses favorables, dans ce district presque toutes les églises sont ouvertes avant le 11 prairial et Laisné, l'agent national, a eu l'occasion d'écrire à ses chefs combien était satisfaisant le résultat ainsi obtenu : « ...Nous avons accordé des ci-devant églises pour la célébration des cérémonies religieuses. J'ai remarqué que cela avait fait le meilleur effet parmi les citoyens : il y en a, et c'est la majorité, qui ne peuvent se passer de messes, il faut donc leur faciliter les moyens d'y assister. Cette mesure a fait dissiper ces rassemblements nombreux dans les granges, les champs et autres endroits où les prêtres perturbateurs abusaient plus facilement de leur ministère. » (3). L'agent national croit en avoir fini avec les cultes particuliers, nous verrons que ces cultes se maintiennent encore malgré les efforts des administrateurs du district, mais on peut dire qu'avant la loi de prairial Laisné a prévu et appliqué dans son district l'esprit de cette loi, en favorisant les cultes publics dans l'espoir de faire disparaître les cultes clandestins.

(1) Pour en évaluer le nombre, il ne faut pas tenir compte des seules demandes d'ouverture d'églises, mais encore des déclarations par lesquelles les ministres du culte, en faisant leur soumission aux lois, annoncent leur intention d'officier dans telle commune. Ces dernières déclarations sont beaucoup plus nombreuses que les demandes proprement dites. Ce fait prouve que l'initiative a été le plus souvent prise par le clergé, mais les exemples d'intervention laïque ne manquent pas.

(2) *Arch. dép. Directoire du District de Vire*. Correspondance de l'agent national avec les autorités constituées et les particuliers du district. Lettre aux officiers municipaux de Landelles, 15 prairial.

(3) *Arch. dép. Comptes du District*. Lettre de l'agent national près le District de Vire au procureur-général syndic du département, 21 floréal. Cf. p. 29.

A Caen, la première église ouverte fut St-Pierre, nous avons ici le témoignage concordant du jardinier Dufour (1) et de l'évêque constitutionnel Bisson (2) ; le 16 prairial, le curé de St-Pierre, Gervais-Delaprise, célèbre la messe dans son église et plusieurs prêtres constitutionnels disent des messes basses. La première pièce officielle concernant l'église St-Pierre est la déclaration pour exercice du culte faite par Gervais-Delaprise, Bazin et Lautour le 23 thermidor, an III. G. Delaprise renouvelle-t-il ce jour-là sa déclaration ou a-t-il pu exercer pendant deux mois sans avoir fait les démarches voulues par la loi ? La question est obscure, mais en tous cas l'église fut ouverte avant le 23 thermidor, puisque les administrateurs du Directoire du département écrivent le 23 prairial à la commission des revenus nationaux, « le curé et les anciens commissaires de la ci-devant paroisse St-Pierre de Caen nous présentent une pétition pour qu'il leur soit délivré quelques meubles provenant de la fabrique de la dite église qui sont repostés dans le museum... » (3) ; les mêmes pétitionnaires obtiennent que Porcher leur fasse rendre, par un arrêté du 8 messidor, l'autel enlevé de St-Pierre et déposé au museum (4).

Le 16 prairial, jour où la première messe est célébrée à St-Pierre, plusieurs citoyens de la section de l'Union demandent l'ouverture de leur église, dont ils étaient en possession au 1^{er} vendémiaire de l'an II. Le Directoire du département accorde l'édifice en faisant remarquer qu'il sert aux fêtes décadaires, le corps municipal sera

(1) *Journal de Dufour*.

(2) Bisson, dans ses *Mémoires pour servir à l'histoire du diocèse de Bayeux et du département du Calvados* (Bibliothèque munic. de Bayeux. Ms. 23), raconte que lors de l'ouverture de la première église à Caen, le peuple enfonça les portes de St-Pierre, le jour de la fête du St-Sacrement, sur le refus qu'on fit de lui en donner les clefs. — Il y a une légère contradiction entre le récit de Dufour et celui de Bisson, d'après l'un la reprise se fit pacifiquement, d'après l'autre il y eut une intervention tumultueuse du peuple. Il ne faut pas oublier que Dufour écrit 2 ans après les événements et Bisson en 1814, mais Dufour est témoin oculaire, notons encore que les sympathies de Dufour vont aux insermentés, or il est ici d'accord sur la date avec l'évêque constitutionnel. Enfin les deux annalistes donnent sur l'ordre chronologique d'ouverture des églises de Caen des renseignements dont nous avons constaté l'exactitude chaque fois que des documents officiels nous ont permis la vérification. La date du 16 prairial pour l'ouverture de St-Pierre ne nous semble donc pas pouvoir être contestée, malgré l'absence d'une pièce officielle.

(3) Arch. dép. Série Q. Sequestre. Minute.

(4) Arch. munic. de Caen, P. Police.

donc prévenu de faire enlever, s'il le juge à propos, « les effets qui appartiennent à la commune », après quoi il devra remettre les clefs de l'église (1). Le lendemain, Chaix, ex-curé constitutionnel de St-Etienne, fait une déclaration d'exercice du culte, la première en date sur les registres de la municipalité de Caen (2) ; le 19, son confrère Michel-Louis Adam suit son exemple, et le même jour, un dimanche, plusieurs messes sont célébrées dans l'église de l'ancienne abbaye St-Etienne (3).

Deux prêtres constitutionnels, Jean Hébert et Charles-Louis Lentrain, font le 19 prairial une déclaration pour exercice du culte dans l'église de Vaucelles (4), où l'office recommence le 3 messidor (5),

L'église Notre-Dame est réclamée le 25 prairial ; le 30, Roussel, ancien vicaire constitutionnel, fait sa déclaration ; mais l'église avait été transformée en Musée (6), de sorte que des difficultés s'élèvent ; le Directoire du département, pour les éviter et pour « concilier les convenances particulières avec l'intérêt général », invite la municipa-

(1) *Arch. dép. Délibérations du Directoire du Département*, 8^e registre, 17 prairial.

(2) *Arch. munic.*, 18 prairial.

(3) *Journal de Dufour*. — L'église accordée est celle de l'ancienne abbaye St-Etienne où avait fonctionné une paroisse constitutionnelle depuis mai 1792 jusqu'à la fermeture des églises par Laplanche.

L'église de l'abbaye St-Etienne, sous le nom de Temple de l'Eternel, avait longtemps abrité les fêtes décadaires et les cérémonies officielles, mais le 4 germinal, an III, le Directoire du district de Caen avait désigné cette église pour servir de magasin aux grains en notant qu'on peut trouver un autre local pour le Temple de la Raison. (*Arch. Dép. Directoire du District de Caen*, Registre des Délibérations). Le Directoire du département siégeait tout à côté, dans les bâtiments de l'abbaye ; quand la lecture des lois fut transférée de l'église St-Etienne dans celle du séminaire (Cf. note 6), le département continua à tenir ses séances à l'abbaye. Il ne faut pas confondre l'église de l'abbaye St-Etienne avec l'ancienne église paroissiale St-Etienne, celle-ci avait cessé de servir au culte depuis la répartition de paroisses faite en 1791.

(4) *Arch. munic. de Caen*, D. 19.

(5) Cette date est donnée par Dufour dans son *Journal*, Bisson est moins précis et dit que l'église de Vaucelles fut ouverte peu de temps après celle de St-Etienne.

(6) *Arch. munic. de Caen*, *Registre des délibérations* prises à l'Hôtel de Ville, 12 ventôse. — La Société Populaire, qui avait d'abord tenu ses séances dans l'église des Petites-Bénédictines (le Temple protestant actuel, rue de Geôle), avait obtenu du représentant Laplanche, par arrêté du 13 frimaire, an II, l'ancienne église des Jésuites (devenue N.-Dame depuis mai 1791). Quand le Musée fut établi à N.-Dame, la Société Populaire se transporta dans l'église

lité « à délibérer sur le nombre des temples qu'elle croira nécessaire d'ouvrir et lui recommande de concilier le grand intérêt des établissements publics avec celui des citoyens ». Il y avait un précédent, car à Paris on avait limité à douze le nombre des églises qui devaient être ouvertes au culte catholique, mais le conseil général de la commune de Caen refuse d'entrer dans cette voie ; après examen de la loi, il déclare qu'elle n'est pas limitative, en conséquence « il ne peut se permettre de délibérer sur le nombre des édifices à accorder aux citoyens qui peuvent les réclamer pour l'exercice d'un ou de plusieurs cultes » et s'en remet à la sagesse des autorités supérieures (1). Ces attermoiements ne faisaient pas l'affaire des pétitionnaires, qui, impatients d'entrer en jouissance, envoient une députation au Directoire le 7 messidor, on leur répond qu'ils devront attendre jusqu'à ce qu'ait été déterminé l'emplacement du jury de l'instruction publique (2). Peu satisfaits de ce nouveau délai, les catholiques s'adressent au représentant du peuple, Porcher, qui, par un arrêté du 14 messidor, leur accorde l'église demandée. Les considérants de l'arrêté sont à noter, Porcher estime « qu'un des moyens les plus propres à prévenir les progrès funestes du fanatisme qui se propagent dans quelques parties de ce département, c'est de faciliter à tous les citoyens le libre exercice de leur culte ». Il sera facile de rassembler « le petit nombre de tableaux et objets d'art » dans un autre local disponible (3). Le transport devra se faire dans le délai d'une décade aux frais des citoyens à qui l'église est accordée, ils fourniront les voitures nécessaires et veilleront à ce que les objets ne soient pas endommagés (4). Le culte est célébré à Notre-Dame le 1^{er} thermidor (5).

Pour l'église St-Jean, réclamée par les habitants de cette paroisse, d'autres obstacles se dressent, l'édifice servait de salpêtrerie et pour cette raison était utile à la République. La municipalité et le district

du Séminaire pour y demeurer jusqu'à sa dissolution par Lozeau, le 14 floréal, an III. *Directoire du Département*, 8^e Registre. L'église du séminaire servit à partir de messidor pour la lecture des lois et les cérémonies publiques.

(1) *Arch. munic. de Caen. Registre des Délibérations* prises à l'Hôtel de Ville, 27 prairial.

(2) *Arch. dép. Délibérations du Directoire du Dép.* 8^e registre, 25 prairial et 7 messidor.

(3) *Arch. dép. L. V.*

(4) *Ibid. Décision du District*, 17 messidor.

(5) Dufour.

sont d'avis de l'accorder quand même aux catholiques, mais le Directoire du département décide d'en référer au bureau de la guerre (1) et, comme les pétitionnaires renouvellent leurs démarches, on les autorise à célébrer le culte provisoirement dans l'église des Carmélites (2). Le 23 messidor, le département, ayant reçu du ministre de la guerre les autorisations nécessaires, prend un arrêté qui met à la disposition des réclamants l'église St-Jean, le chef de l'atelier de salpêtre transportera son matériel dans un autre local (3). Gohier de Jumilly, curé constitutionnel de la paroisse, fait le 30 messidor une déclaration pour exercice du culte (4).

Les citoyens de la section de la Fermeté avaient le 20 prairial réclamé l'église St-Gilles, dont ils étaient en possession au premier jour de l'an II ; le Directoire du département la leur accorde provisoirement par arrêté du 19 messidor (5), après avis favorable du district ; ce même jour, le curé constitutionnel Postel fait sa déclaration d'exercice du culte, mais une difficulté surgit : dans le courant de fructidor, alors que l'église est déjà rendue au culte, le garde des fourrages s'aperçoit que l'abbaye aux Dames, déjà réquisitionnée, ne fournit pas un emplacement suffisant, il réclame en outre St-Gilles. Le Directoire du département, pour donner satisfaction à tout le monde, réserve « la partie de l'église, de l'entrée au couchant jusqu'à la grille du chœur pour l'usage exclusif des fourrages... sauf en cas de nécessité à y suppléer par tous autres bâtiments nationaux et principalement par l'église St-Gilles, auquel cas le culte qu'on y exerce sera transféré dans l'église du St-Sépulcre » (6). Le garde des fourrages dut invoquer le cas de nécessité prévu, car le 24 fructidor les pétitionnaires renouvellent leurs démarches et réclament l'église qui leur a été reprise. Un arrêté du département en date du 4 brumaire, an IV, met fin à ce conflit en rendant St-Gilles aux catholiques (7).

(1) Arch. dép. *Délibérations du Directoire du Dép.* 8^e registre, 3 messidor.

(2) Arch. dép. L. V. *District de Caen*, 8 messidor et Dufour. *Journal*.

(3) Arch. dép. *Série Q. Sequestre. Arrêté du dép.* Minute.

(4) Arch. munic. D. 19.

(5) Arch. dép. *Série Q. Sequestre. Minute et Dufour. Journal*.

(6) Arch. dép. *Délibérations du Directoire du Dép.* 9^e registre, 16 fructidor.

(7) Arch. munic. de Caen. D. 19.

Dufour note à la date du 3 messidor, an III (21 juin 1795) : « L'on a également ouvert aujourd'hui l'église du village d'Epron, mais c'est l'ancien curé qui est sorti de la maison d'arrêt depuis peu, il est non-assermenté. » L'ancien curé d'Epron avait été reclus et Dufour a raison de signaler ce cas exceptionnel, tous

A Bayeux, le 19 prairial, les habitants de la section de la République adressent à la municipalité une pétition revêtue de 74 signatures, ils réclament pour leur culte l'église St-Jean (1), le 24 le conseil municipal accorde la demande, l'édifice contient des fourrages que le district devra faire enlever, le 28 le district donne des ordres

les prêtres qui célèbrent à Caen sont en effet des membres de l'ancien clergé constitutionnel. Nous parlons ici des églises qui sont rendues au culte après l'interruption de l'an II, dans certaines localités le culte semble n'avoir éprouvé aucune solution de continuité, par exemple à Argences, le district de Caen, et dans le canton de Balleroy, district de Bayeux : d'après une délibération prise par le canton d'Argences, le 12 pluviôse, an VI, le culte à Argences a cessé d'être exercé dans l'église Ste-Patrice le 17 ventôse, an II, mais le 26 ventôse l'église St-Jean de la même commune a été désignée pour le culte et les assemblées primaires, tandis que Ste-Patrice devenait magasin pour les fourrages. *Arch. dép. Canton d'Argences. Pétitions.* Si ces dates sont exactes, le culte a continué à Argences pendant la période d'interdiction du culte. Pour Balleroy, l'abbé Aubert dit que le culte a été interrompu le 3 germinal, an II, mais a continué dans les communes voisines. *Histoire de Balleroy.* Caen, 1911. On peut se demander si le culte n'a pas continué à être célébré à Caen dans l'église St-Pierre après l'arrêté de Laplanche ; la pétition des habitants de la section du civisme et le *Journal* de Dufour, que nous avons cités p. 15, note 2, semblent le laisser entendre. Est-ce pour ménager les susceptibilités des croyants que le culte de la Raison ne continua pas à l'église St-Pierre, qui serait restée ouverte au culte catholique, et fut transféré à l'église de l'abbaye St-Etienne ? Cf. p. 48-49.

(1) D'après Bisson, pendant la période qui s'écoula entre la loi de ventôse et celle de prairial, l'abbé Moulland dit la messe dans sa chambre, trois de ses collègues constitutionnels se joignent à lui, Lemenant, curé de St-Sauveur, Auchard, curé de St-Loup, et Caillot, « ancien haut vicaire » de la cathédrale. Lemenant et Moulland cherchent à louer la petite église N.-Dame de la Poterie, et, les négociations ayant échoué, ils louent d'un poissonnier qui l'avait achetée à la nation l'église St-Ouen. — En même temps, deux prêtres constitutionnels reprennent le culte : Lécuyer dans l'église de la Madeleine et le curé de Saint-André dans la maison de son frère près l'église Ste-Patrice. — Bisson ne fait-il pas erreur en disant que Lécuyer célébra d'abord à la Madeleine ? Les « Notes des baptêmes, bénédictions nuptiales donnés en l'église St-Jean de Bayeux » vont du 31 mars 1795 au 7 septembre 1798, 11 germinal, an III-21 fructidor, an VI (*Bibliothèque de M. le chanoine Le Mâle*). Le premier baptême a dû être célébré en secret ; à partir du 5 mars 1797, Lécuyer exerça le culte dans l'église de la Madeleine « vu la dévastation de celle de St-Jean », après le 1^{er} juin de la même année il se réunit à Moulland et officia dans la cathédrale. Aucun document ne confirme l'indication de Bisson d'un culte célébré à la Madeleine par Lécuyer entre le 3 ventôse et le 11 prairial, or les « Notes » qui renversent la chronologie des « Mémoires », ont été rédigées au fur et à mesure des événements et doivent être préférées aux souvenirs tardifs de Bisson.

en conséquence (1). Le culte recommença en effet, célébré par Lécuyer, ancien curé constitutionnel de cette paroisse.

Le 4 messidor, le conseil général de la commune accorde l'église St-Patrice, mais l'administration militaire y logeait du foin et l'arrêté de la commune demeura suspendu jusqu'au Concordat (2).

La demande relative à la cathédrale parvient à la municipalité le 9 messidor, elle est signée « d'un grand nombre de citoyens ». L'édifice sera rendu aux catholiques, toutefois après qu'on aura enlevé les bois et cordages prêtés par divers citoyens pour des échafaudages. Les choses n'allant pas assez vite à leur gré, les pétitionnaires renouvellent leur demande cinq jours plus tard et la municipalité déclare que son arrêté du 9 sera exécuté, mais quelques membres soulèvent encore des difficultés, cette fois il s'agit de l'estrade construite pour les fêtes décadaires, les uns en veulent le maintien et les autres la disparition, finalement on décide de la démonter (3), et le 24 messidor l'abbé Moulland peut célébrer le culte devant une « foule immense » (4).

Dans le même district, nous apprenons par *les Annales de la Religion* (5) que la municipalité de Monceaux refuse l'ouverture de l'église sous prétexte que les pétitionnaires étaient en minorité (6) ; au contraire, à Trévières, le conseil de la commune est saisi d'une pétition le 16 prairial, on délibère le jour même et le conseil, non seulement accorde la demande, mais encore déclare la faire sienne (7).

Pour Falaise, nous avons retrouvé les traces d'une pétition concernant l'église Ste-Trinité ; à cette occasion, on constate que les portes d'entrée et les serrures sont en mauvais état, les autels sont renversés et cassés, même la masse des dits autels, sauf un ; toutes les grilles sont enlevées ; il y a trois mille carreaux à remplacer, l'orgue est abîmé, la couverture demande une réparation urgente (8). Cette église avait servi de temple de la Raison, en l'an III on y célèbre la fête du

(1) *Arch. dép. Série Q.* Dossier : Eglise St-Jean de Bayeux.

(2) Une lettre datée de Bayeux, 26 mars 1796 (6 germinal, an IV), se rapporte à ce fait. *Annales de la Religion*, t. II.

(3) *Arch. munic. de Bayeux.*

(4) *Annales de la Religion*, t. I, p. 326.

(5) T. I, p. 526.

(6) Nous n'avons pu retrouver cette pétition et ignorons si le renseignement donné par les *Annales* est exact, mais nous allons rencontrer à Lisieux la même objection.

(7) *Bulletin paroissial de Trévières*, mai 1912.

(8) *Arch. munic. de Falaise*, 23 thermidor.

9 thermidor et celle du 14 juillet remise à cette date (1) ; mais les fêtes décadaires ne sont plus observées et le district intervient pour rappeler la municipalité à l'ordre. Une discussion s'engage à ce sujet : le procureur de la commune déclare que la lecture des lois est inutile, personne n'y assistant, d'ailleurs il s'oppose à ce que cette lecture soit faite dans l'église Ste-Trinité « par la raison que les habitants en avaient réclamé et obtenu la jouissance, que les ministres y exerçaient le culte, que par conséquent il serait peu décent de s'y rassembler, que ce serait profaner ce lieu que de s'y rendre, puisque dans le moment même on y disait la messe, et qu'enfin cela pourrait exciter des troubles qu'il fallait éviter » (2). Le district insiste et proteste, cela n'est pas profaner un lieu de culte que d'y lire les lois, mais le dernier mot reste à la municipalité et un insermenté, le prêtre Langevin, s'installe à la Trinité où il célèbre le culte du 22 thermidor au 25 fructidor (3).

D'autre part, une lettre du district adressée à la commune de Falaise nous apprend que le culte est célébré dans les églises St-Gervais et St-Laurent (4) ; on y sonne plusieurs fois par jour pour annoncer les cérémonies religieuses, ce qui est une infraction à la loi (5).

Dans le même district, l'église de Mutrécy est rendue au culte (6).

A Lisieux, où le district est fort mal disposé à l'égard des prêtres et de leurs ressortissants, plusieurs habitants de la section de l'Unité demandent le 20 prairial une église pour leur culte, le district émet un avis défavorable et le département arrête que la pétition ne peut être prise en considération : 1^o « parce que la majorité des citoyens de la section n'en forment pas la demande et que la plupart des signataires sont incapables d'exercer aucuns droits », 2^o « parce que la ci-devant cathédrale est le seul édifice qui puisse servir pour le service des cultes, laquelle ne sera accordée que sur la demande de la commune ou tout au moins sur la demande d'un aperçu de citoyens

(1) Arch. dép. *Directoire du District de Falaise*, 9 thermidor.

(2) *Ibid.*, 10 fructidor.

(3) Arch. de l'Evêché de Bayeux. *Actes pour les paroisses de Ste-Trinité, St-Gervais, Guibray, etc.*

(4) Arch. munic. de Falaise, 1 messidor.

(5) *Ibid.*, 27 thermidor. L'église St-Gervais sert de magasin à fourrage. Arch. dép. *District de Falaise*. Les églises de Guibray et de St-Jean sont transformées en magasins militaires. — Arch. dép. *Délibérations du Directoire du Dép.*, 21 prairial.

(6) Arch. dép. *Lv. Pensions ecclésiastiques*, 3^e carton.

jouissant de leurs droits civils et politiques, capables de supporter les frais de réparations du dit édifice » (1). Prévoyant l'opposition du district, les habitants de la même section, soit qu'ils craignent une réponse négative, soit qu'ils veulent écarter une objection, demandent pour l'exercice de leur culte la ci-devant église de l'abbaye aux Dames, St-Désir ; la municipalité donne son consentement sous réserve de l'agrément du district (2), mais les pétitionnaires n'obtiennent pas satisfaction. Une nouvelle démarche n'a pas plus de succès, on répond aux signataires que le département ne les trouve pas assez nombreux et qu'ils doivent d'abord se mettre d'accord avec les autres sections de la ville, car une seule église, la cathédrale, sera ouverte aux divers cultes dans la commune (3). Le maire a beau appuyer la réclamation des catholiques, il montre au district l'inconvénient des cultes dans les maisons particulières, il insiste pour l'ouverture de la ci-devant cathédrale (4) ; rien n'émeut l'intransigeance des opposants et six mois plus tard l'église est encore fermée (5). Mais à Livarot, dans le même district, l'église est ouverte, Jacques Châtelier, ci-devant curé de cette commune, et son confrère Louis-François Retout, qui ont fait acte de soumission aux lois, y disent la messe tous les jours, l'un à 10 h., l'autre à 7 h. (6). A Orbec, l'ancien curé de la commune, Michel-Guy Bardel, est autorisé « à reprendre l'exercice de son ministère et de son culte en se conformant aux lois, provisoirement dans la chapelle de l'Hôpital de cette commune en attendant que l'église ci-devant paroissiale de cette commune, qui lui est destinée et accordée, soit réparée et en état de recevoir l'exercice de son culte » (7). A Fervaques, l'église est ouverte et le culte est exercé par un prêtre soumis aux lois (8).

(1) *Arch. munic. de Lisieux*. Arrêté pris par le Directoire du département le 21 thermidor. — La question des réparations était, en effet, très importante, la toiture était en si mauvais état que le 2 vendémiaire, an IV, le conseil général s'adresse au district « pour faire couvrir les endroits qui ont besoin de l'être pour la conservation de l'horloge en question, vu que c'est un bâtiment national. » *Ibid.*

(2) *Ibid.* Liasse correspondance, 28 prairial.

(3) *Ibid.* *Registre des Délibérations*, 7 fructidor.

(4) *Arch. dép. Lm. Police*. Lettre du maire et des officiers municipaux au procureur syndic du district, 3 fructidor.

(5) *Annales de la Religion*, t. II, p. 570.

(6) *Arch. dép. Canton de Livarot. Registre des Délibérations*, 7 et 11 mesidor.

(7) *Arch. dép. Enquête de l'an IV*. Extrait du registre des délibérations de la commune d'Orbec, 28 thermidor, an III.

(8) *Arch. dép. Canton de Fervaques. Liasse*.

Dans le district de Pont-l'Évêque, le conseil général de la commune de Honfleur décide, sur pétition « de nombre de citoyens », que l'église Ste-Catherine sera rendue au culte le plus tôt possible, auparavant on dressera un état du salpêtre, des ustensiles et de tous autres objets qui pourraient s'y trouver (1). Le 2 messidor, l'église étant encore encombrée, on autorise provisoirement, et jusqu'à ce que Ste-Catherine soit mise en état, l'ouverture de l'église des Capucins, où la Société populaire a tenu ses séances. Le 25, les clefs sont données aux citoyens Delarue et Houillet, ministres du culte, qui seront tenus de signer une reconnaissance des divers objets restés encore dans l'édifice (2).

Les églises, que l'on rendait au culte ou que les catholiques réclamaient sans les obtenir, étaient souvent en très mauvais état ; la cathédrale de Lisieux (3), l'église N.-Dame-de-Vire (4), la cathédrale de Bayeux avaient été saccagées au moment de la Terreur. On trouva la cathédrale de Bayeux, dit Bisson, dans un triste état, elle manquait de couverture, elle était remplie de débris et d'ordures (5). Les affectations diverses qu'avaient reçues ces édifices, aménagés pour les fêtes de la Raison ou les cérémonies décadaires, transformés en salpêtreries, en granges à foin, en hangars ou en écuries, avaient eu les conséquences les plus malheureuses au point de vue de leur conservation ; les municipalités s'étaient peu préoccupées de l'entretien, et

(1) *Arch. munic. de Honfleur. Registre des Délibérations de la commune*, 22 prairial.

(2) Cette situation provisoire ne dura qu'un mois, dès le début de thermidor le culte est célébré dans l'église Ste-Catherine. *Arch. munic. de Honfleur. Registre de Délibérations du conseil général de la commune*, 2 thermidor.

(3) *Arch. munic. de Lisieux*, 8 vendémiaire, an V.

(4) *Arch. dép. Carton P. cultes*, 19 vendémiaire.

(5) *Mémoires cités*. « ...Aucune chapelle ne fut épargnée. Si le chœur souffrit moins, c'est qu'à cause de la fermeture, on le réserva pour en faire un magasin à blé, mais le maître-autel fut écorché et l'on en arracha les ornements en bronze doré. Toutes les reliques furent détruites comme elles l'avaient déjà été par les huguenots deux cents ans auparavant... La chaire épiscopale fut tirée du chœur de la cathédrale de Bayeux et placée dans la nef et fut consacrée à l'usage des orateurs qui voudraient prononcer quelques discours dans les décades et dans les fêtes républicaines, mais l'on eut soin d'en changer les décorations et de leur substituer des trophées militaires : la mitre fut métamorphosée en casque, la crosse en hallebarde, et l'on grava en haut le mot *mœurs*, tandis qu'on travaillait à les détruire de jour en jour. — La chaire évangélique resta à son ancienne place et fut destinée à la lecture des décrets et des lois, et elle porta pour inscription le mot *lois*. Mais ce beau morceau dû à la générosité de

la loi qui permettrait de les mettre à la disposition des fidèles spécifiait que les réparations seraient à la charge des nouveaux occupants (1).

Les mêmes édifices servant aux cérémonies officielles et au culte, il en résultait des difficultés, au moins dans les villes où les municipalités avaient pris des dispositions pour donner un certain éclat aux solennités républicaines. Le maire de Bayeux avait fait élever dans la cathédrale une vaste scène qui occupait toute la largeur de la grand'nef et sur laquelle les officiers municipaux venaient prendre place les jours de fêtes et les decadi. Quand l'église fut rendue au culte, les fidèles constatèrent que cette construction les empêchait de voir l'autel et l'officiant ; après d'instantes prières ils obtinrent que la travée du milieu soit mobile, on l'enlevait pour les offices. Les catholiques, de leur côté, étaient tenus de faire disparaître après le culte tout emblème religieux et l'on voyait réapparaître pour les cérémonies civiles les bustes de Marat, Pelletier-St-Fargeau, Jean-Jacques Rousseau et Brutus (2).

Si les catholiques devaient s'accommoder et d'églises souvent en mauvais état et d'un simultaneum parfois gênant, ils étaient encore fort embarrassés pour se procurer tout ce qui est nécessaire à la célébration de la messe et des diverses cérémonies religieuses. La question

l'ancien doyen du chapitre, M. de Biaudos, souffrit aussi de grandes mutilations. La statue représentant l'hérésie renversée laissant tomber son masque et éteignant un flambeau, qui était en socle, fut ôtée. L'image de N. D. S. qui était sculptée en relief au corps de la chaire fut effacée et l'on peignit d'une autre couleur la statue de la religion triomphante qui était au sommet et on lui mit à la main un drapeau tricolore au lieu de la croix qu'elle tenait, en changeant son nom en [celui de] Déesse de la Raison. »

Avant que la cathédrale n'ait été l'objet d'aucune demande pour le culte, la municipalité avait fait dresser par la commission des Arts un procès-verbal de l'état de cet édifice. 23 brumaire, an III. *Registres de la Commission des Arts à la Bibliothèque municipale de Bayeux*. C'est sans doute après la lecture de ce rapport que l'administration municipale établit le devis des travaux les plus urgents, la cathédrale « étant dans un état de dépérissement considérable par défaut de réparations. » *Arch. munic. de Bayeux*, 24 prairial.

(1) « On avait tellement dégradé l'église St-Jean pour en tirer du salpêtre, dit Bisson, qu'il fut difficile de la rendre propre à l'exercice du culte. » *Mémoires*. Les églises de Beaumont-en-Ange et Ste-Catherine de Honfleur étaient devenues comme St-Jean de Caen des ateliers de salpêtre. *Arch. dép. Canton de B.* 29 ventôse. Au contraire, la municipalité de Pont-l'Evêque avait refusé son église pour le même usage, voulant la garder pour les fêtes décadaires. *Arch. munic. de P.-l'E.*, 8 nivôse.

(2) Bisson. *Mémoires*. L'estrade subsista jusqu'en 1801.

des « objets du culte » vient se greffer sur celle des lieux de culte. Au moment de la fermeture des églises, les objets en or et en argent, les tableaux, ornements sacerdotaux, livres, etc., avaient été transportés aux chefs-lieux des districts pour y être vendus au profit de la nation (1) ; on avait aussi procédé à des ventes sur place, surtout quand il s'agissait de boiseries, autels ou autres objets d'un transport difficile. La loi du 11 prairial a, au moins, pour conséquence de suspendre la vente des églises rendues au culte, mais des édifices vides et en mauvais état ne pouvaient suffire, aussi les catholiques réclament-ils « les objets servant à l'exercice du culte ». Le 8 messidor, les fidèles de la paroisse St-Pierre obtiennent du représentant Porcher l'autel enlevé de leur église et déposé au Musée, mais quand ils veulent en prendre livraison ils s'aperçoivent qu'il est abîmé au point de n'être plus d'aucun usage, ils s'adressent de nouveau au représentant en mission qui leur accorde en dédommagement l'autel et la chaire du ci-devant séminaire (2). Un arrêté du même représentant met à la disposition des citoyens de la section de l'Union (paroisse St-Etienne) « quelques objets ayant servi à l'exercice de leur culte et qui leur avaient été enlevés lors du régime de la tyrannie » (3).

De pareilles demandes étant nombreuses, le représentant en mission prend des mesures avec le département pour que « les missels et autres livres de peu de valeur » réclamés pour l'exercice du culte soient mis à la disposition des municipalités. Tous ces livres sont déposés au château et doivent former avec d'autres volumes la bibliothèque nationale, un des administrateurs du Directoire est désigné pour mettre à part tous les livres servant au culte et les faire transporter à l'église des Cordeliers, d'où ils seront remis aux municipalités suivant les demandes (4). Bien que l'arrêté soit valable pour tout le département et ait été communiqué à chaque district, nous n'avons retrouvé de demandes que pour le district de Caen, celui de Vire et la commune de Honfleur (5).

(1) *Arch. munic. de Honfleur. Registre des délibérations.* 4 brumaire, an III, et *Registre des arrêtés*, 22 frimaire, an III.

(2) *Arch. munic. de Caen. P. Police. Arch. dép. Série Q. Sequestre*, 9 messidor.

(3) *Arch. dép. Lv. Cultes. Pièces diverses. Arrêté n° 62.* 16 messidor et *Délibérations du Direct. du Dép.*, 28 messidor.

(4) Arrêté du 19 thermidor. *Arch. dép. Directoire du District de Falaise.*

(5) Le district de Vire, toujours disposé à prendre des initiatives, n'avait pas attendu les décisions de Porcher ; sur une pétition des habitants de Condé-sur-Noireau, demandant dès le 24 floréal plusieurs objets nécessaires au culte, le

IV

Des églises ouvertes et pourvues, dans une certaine mesure, du mobilier indispensable, voilà qui est bien, encore faut-il des prêtres pour officier. Or, d'après la loi de prairial, tout ministre du culte, avant de célébrer en public, doit faire acte de soumission aux lois (1).

Les déclarations de soumission sont nombreuses ; il y a lieu de distinguer entre la demande d'ouverture d'église, l'acte de soumission aux lois et la déclaration d'exercice. La première de ces démarches devait être faite par les fidèles, les deux dernières par les ministres du culte, mais dans bien des cas les trois actes se confondent en un seul : le ministre du culte déclare à la municipalité son intention d'exercer dans l'église de la commune et fait sa soumission aux lois. Voici, à titre d'exemple, l'une de ces déclarations : Le 7 messidor « s'est devant nous présenté le citoyen Jacques Châtel, ci-devant curé de cette commune [Livarot], lequel a dit qu'en vertu de la loi du 11 prairial dernier concernant la célébration des cultes dans les édifices qui y étaient originairement destinés, que son intention est d'exercer le culte catholique qu'il a toujours professé, dans l'église de ce lieu, pourvu toutefois qu'elle soit décorée des ustensiles nécessaires à ce même culte, et se soumet aux termes de l'art. V de la dite loi aux lois de la République, dont du tout il nous demande acte de sa présentation et de sa dite soumission » (2). L'administration donne

district, par arrêté du 16 prairial, avait accordé deux missels, un graduel, un antiphonaire, quatre processonnaires, deux mortuaires, etc. *Arch. dép. Directoire du District de Vire et Ibid.*, messidor. *Arch. munic. P. culte*, 20 fructidor, an IV. — Pour Honfleur, *Arch. munic. Registre des délibérations*, 2 thermidor. Mais ces remises d'objets servant au culte sont peu nombreuses, les *Annales de la Religion* enregistrent à ce sujet une plainte d'un correspondant de Bayeux : « ...les catholiques espéraient que leurs tableaux et leurs livres leur seraient rendus, il n'en est rien. » T. II, lettre datée du 12 novembre 1795, 21 brumaire, an IV.

(1) Loi du 11 prairial, an III, art. V : « Nul ne pourra remplir le ministère d'aucun culte dans les dits édifices, à moins qu'il ne se soit fait décerner acte, devant la municipalité du lieu où il voudra exercer, de sa soumission aux lois de la République. Les ministres des cultes qui auront contrevenu au présent article et les citoyens qui les auront appelés ou admis, seront punis chacun de mille livres d'amende par voie de police correctionnelle. »

(2) *Arch. dép. Registre des délibérations du Canton de Livarot*.

Dans sa circulaire du 29 prairial, le Comité de Législation de la Convention avait donné un modèle de déclaration : « Aujourd'hui... est comparu N..., lequel a déclaré qu'il se propose d'exercer le ministère d'un culte connu sous la déno-

aussitôt l'autorisation demandée et fixe le culte tous les jours à 10 heures.

Pour la période comprise entre le 11 prairial, an III, et le 15 brumaire, an IV, nous avons trouvé la trace de 143 prêtres qui ont exercé le culte après avoir fait une déclaration de soumission aux lois. 119 de ces prêtres sont constitutionnels, ce qui confirme les dires des agents des districts : après le 11 prairial, le culte reprit dans tout le département. « Les églises ont été ouvertes dans la presque totalité des communes [du district de Bayeux], il ne paraît pas que l'exercice du culte ait occasionné des troubles. » (1).

Le procureur-syndic, qui donne cette appréciation, ne se trompe pas, les églises sont ouvertes et le culte est célébré, mais qu'il n'y ait pas de troubles, cela n'est pas exact pour l'ensemble du département, ni même pour les districts de Bayeux et Lisieux dont les agents affirment la tranquillité. Quand un fonctionnaire écrit à son supérieur hiérarchique, il est toujours tenté de faire valoir l'excellence de son administration, et — à moins de troubles graves, — affirme que les lois sont fidèlement observées. L'agent national du district de Vire écrit lui aussi à Caen : « L'exercice du culte n'occasionne aucun mouvement qui paraisse dangereux pour la sûreté publique... » (2), mais il est obligé d'ajouter que « des prêtres perturbateurs trompent secrètement des âmes crédules et faibles. Ces fanatiques sont, en très grande partie, cause des troubles intérieurs... » (3). « ...le culte n'est exercé que par un petit nombre de ministres qui se soient soumis aux lois... un nombre beaucoup plus grand de ministres du culte catholique en célèbre les cérémonies dans des maisons particulières et prétend n'être point obligé à l'acte de soumission... il se forme des rassemblements nombreux dans plusieurs maisons particulières et autour de ces maisons... » (4). C'est l'agent de Vire qui dit la vérité

mination de... dans l'étendue de cette commune, et a requis qu'il lui soit décerné acte de sa soumission aux lois de la République, de laquelle déclaration il lui a été décerné acte, conformément à la loi du 11 prairial de l'an III. » — La plupart des déclarations de culte que nous avons retrouvées ont été établies selon cette formule officielle.

(1) *Arch. dép. Comptes du District*. Lettre du procureur-syndic du Directoire du District de Bayeux au citoyen procureur-général syndic du département du Calvados. Bayeux, 17 messidor. Pour Lisieux, *Ibid.*, 15 fructidor.

(2) *Arch. dép. Directoire du District de Vire*. Correspondance de l'agent national, 11 messidor, an III et 11 thermidor.

(3) *Ibid.*, 11 messidor.

(4) *Ibid.*, 19 messidor.

entière, et ce sont les agents de Bayeux et de Lisieux qui se laissent aller à l'optimisme officiel ; à côté des prêtres soumis aux lois, dont nous avons dressé la liste partielle, il y a une foule de prêtres réfractaires qui, à la ville et à la campagne, jouissant d'un grand ascendant, profitent de la liberté pour reprendre leur propagande contre l'église constitutionnelle.

Les prêtres assermentés n'avaient naturellement aucune objection à déclarer devant les municipalités leur soumission aux lois de la République, et, forts de la liberté, ceux qui n'avaient pas abdiqué reprenaient leurs fonctions (1).

Pour les insermentés, la question était plus délicate, avaient-ils le droit de se soumettre aux lois ou cette soumission, que l'on exigeait d'eux pour exercer le culte, tombait-elle sous le coup des condamnations ecclésiastiques prononcées contre la Constitution civile ? Dans les rangs des réfractaires, ces deux opinions eurent leurs partisans, les intransigeants rejetaient tout compromis avec la Révolution et n'admettaient pas un instant qu'on pût en reconnaître les lois, mais de nombreux insermentés se prononçaient avec tout autant d'énergie en faveur de la soumission. A leur tête se trouvaient l'abbé Emery, ancien supérieur de la Compagnie de St-Sulpice, et Bausset, évêque d'Alais, qui avaient déjà déclaré licite le serment de liberté et d'égalité ; ces *soumissionnaires*, plus soucieux de sauver le catholicisme que de combattre la république, voyaient dans le régime nouveau la possibilité de restaurer l'Eglise et pour cela étaient disposés à accepter les lois (2). Ces prêtres étaient nombreux et jouissaient d'une grande influence ; dans l'espoir de les rallier, le Comité de législation avait lancé une circulaire destinée à expliquer les intentions pacificatrices

(1) Parmi les abdicataires, quelques-uns n'avaient renoncé à leur état que forcés par les menaces et désiraient maintenant recommencer l'exercice du culte. Mais — au point de vue civil — en avaient-ils le droit ? La question est posée par Gruchy, agent de la commune de St-Paul-de-Courtonne (district de Lisieux), dans une lettre adressée au Comité de Législation : *Arch. nation, D. III, 37*. Après la loi de prairial, le doute n'est cependant pas possible puisque les districts ont reçu l'ordre de restituer à qui de droit les lettres de prêtrise. Il n'était d'ailleurs pas inutile de préciser ce point, car à Lisieux, au début de l'an IV, on émettait la prétention de refuser leur pension aux prêtres qui, après avoir déposé leurs lettres, les auraient reprises. La Convention est obligée d'intervenir pour mettre fin à cet abus. *Arch. nation, D. III 335*.

(2) A. Mathiez a étudié l'influence de l'abbé Emery et son rôle à propos des serments dans ses *Contributions à l'Histoire Religieuse de la Révolution Française*. Paris, 1907.

de la Convention : celle-ci, dit le Comité (1), a voulu, par la loi du 11 prairial, « assurer et faciliter de plus en plus le libre exercice des cultes » ; la lettre spécifie « que cette soumission exigée du déclarant ne se reporte nullement au passé ; ainsi il ne doit être question d'aucune recherche, ni examen sur la conduite ou les opinions politiques du déclarant. La loi n'exige de lui, à cet égard, qu'une seule chose : c'est qu'il demande acte de sa soumission aux lois de la République. Cette formalité étant remplie, l'administration qui reçoit sa déclaration n'a rien à lui demander au delà : toute recherche, toute question ultérieure serait un abus d'autorité ». La circulaire ajoute « que la Constitution civile n'est plus une loi de la République » et elle se termine par ces mots : « Au surplus dans les cas qui pourraient présenter des difficultés nouvelles, rappelez-vous toujours ce principe : que la loi entend assurer et faciliter de plus en plus le libre exercice des cultes. » (2).

Dans le Calvados où les prêtres réfractaires étaient nombreux, il y avait tout avantage à faire connaître la lettre du Comité de législation, le Directoire du département « considérant combien il importe à l'ordre public d'en répandre les dispositions » la fit réimprimer et l'adressa à toutes les communes (3).

Le premier résultat de ces dispositions bienveillantes du législateur fut inattendu ; on comptait gagner les insermentés, on provoqua, au contraire, des rétractations de la part de certains constitutionnels qui virent dans les dispositions de la loi un moyen de rentrer en grâce auprès de l'autorité ecclésiastique ; ils pouvaient désormais revenir sur leur passé sans renoncer à l'exercice du culte et pensaient, en rétractant leurs serments antérieurs, éviter les punitions de l'Eglise sans entrer en conflit avec l'Etat. « Plusieurs de ceux qui avaient prêté le serment exigé par les lois précédentes le rétractent. » (4). Les ministres du culte, qui se rétractent ainsi, entendent bien continuer leurs fonctions et s'empressent de se soumettre aux lois ; Durand, qui exerce dans la commune de Cheffreville, rétracte le 13 thermidor son serment à la Constitution civile et le même jour passe sa soumission

(1) Le Comité de Législation aux présidents, administrateurs de départements et procureurs-généraux syndics, 29 prairial, an III.

(2) Ces mots « assurer et faciliter de plus en plus le libre exercice des cultes » sont répétés trois fois dans la circulaire.

(3) Séance du 7 messidor.

(4) Arch. dép. Directoire du District de Vire. Correspondance de l'agent national, 19 messidor.

aux lois (1). Jean-Jacques Binet, curé de Vierville-sur-Mer, adresse au Directoire du district de Bayeux une longue déclaration : en prêtant serment le 27 mars 1791, il n'a voulu, dit-il, s'engager à rien de contraire à la religion catholique, apostolique et romaine ; il entend ne pas être confondu avec ceux qui ont prêté ce serment purement et simplement, et s'il n'a pas fait plus tôt cette démarche, c'est que la crainte le retenait ; il ne rétracte pas son serment, mais il en maintient les restrictions et continue d'ailleurs ses fonctions dans sa paroisse (2). Le prieur-curé de Trungy, Jean-François Davy, fait une déclaration analogue le 11 messidor, tout en spécifiant qu'il n'interrompt pas l'exercice de son culte (3).

Ces démarches sont faites en vue de l'avenir, certains constitutionnels qui regrettaient peut-être leur adhésion à la Constitution civile, qui en tout cas souffraient d'être séparés du Saint-Siège, profitent de ce que cette Constitution est abolie pour s'en désolidariser et voient dans la liberté des cultes l'occasion d'atténuer dans la mesure du possible la gravité de leur serment, c'est-à-dire de préparer leur réconciliation avec la majorité des évêques.

Nous trouvons la même préoccupation chez des réfractaires soumissionnaires. Plusieurs d'entre eux refusent de faire acte de soumission aux lois, sous prétexte qu'ayant prêté le serment de liberté-égalité, ils n'ont pas besoin de se soumettre à nouveau. L'agent national du district de Vire, qui informe de ce fait le représentant Porcher, explique l'attitude de ces prêtres : ils ont peur « de perdre la confiance de ceux qui les écoutent et qui croient que cette soumission est un serment nouveau » (4). La position prise par les soumissionnaires était particulièrement délicate ; chaque fois qu'ils obéissaient aux lois, ils risquaient d'être confondus avec les constitutionnels et

(1) *Arch. de la Cour. Tribunal criminel.* Dossier François-René Durand, curé de Cheffreville. Cf. p. 114.

(2) *Arch. dép. Lm. Serments.* District de Bayeux.

(3) *Ibid.* On peut citer encore Heurtaut et De La Ville, curé et vicaire assermentés de Campeaux. *Arch. dép. Directoire du District de Vire*, correspondance de l'agent national, 29 fructidor, an III, et 12 prairial, an IV.

Des rétractions faites à une époque antérieure sont aussi à ce moment rendues publiques et officielles : le 13 fructidor, Hélien Charlemaine remet au maire de Friardel un écrit portant rétractation du serment prêté par François Charlemaine, ci-devant curé constitutionnel de Préaux, frère du déposant. Cette rétractation était datée du 10 décembre 1794 (20 frimaire, an III). *Arch. dép. Lm. Police des Cultes.*

(4) *Arch. dép. Directoire du District de Vire.* Correspondance de l'agent national avec la Convention et les Représentants du Peuple, 27 thermidor.

de voir leurs paroissiens s'écarter d'eux. Disposés à accepter les lois pour empêcher les prêtres constitutionnels d'être les seuls représentants du catholicisme, les insermentés soumissionnaires veulent en même temps se distinguer d'un clergé qu'ils considèrent comme infidèle ; aussi ne profitent-ils de l'amnistie qu'avec d'expresses réserves : dans le district de Falaise, vingt d'entre eux font un acte de « soumission aux lois purement civiles et politiques de la République, en tout ce qui ne blesse pas les principes et les maximes de la religion catholique, apostolique et romaine » (1). A Lisieux, Monsaint, qui demande son certificat de soumission aux lois de la République, « n'entend pas par sa soumission donner aucune atteinte aux principes et aux règlements de l'église et de la religion catholique, apostolique et romaine, dont il n'a jamais eu l'intention de s'écarter dans tous les points de sa conduite et auxquels il demeure inviolablement attaché » (2). Pierre-François Loisel se soumet « sous la réserve expresse de tout ce qui concerne la foi, la morale, la discipline et la hiérarchie de l'église catholique, apostolique et romaine » (3). — D'après Férat, procureur général syndic suppléant du département, les insermentés se seraient assemblés à Caen au nombre de soixante dans une maison particulière pour délibérer s'ils feront ou non l'acte de soumission, mais il n'y a pas là un renseignement sur lequel on puisse faire fond, car Férat ne sait pas au juste si cette réunion est composée d'« indécrottables et incorrigibles prêtres insermentés » ou si elle a été convoquée par les constitutionnels pour former un synode et nommer un évêque (4). A Honfleur, plusieurs prêtres insermentés font leur soumission devant la municipalité au moment de la loi de prairial, ils disparaissent ensuite, mais leur succès a été grand et leurs cérémonies ont été plus suivies que celles des prêtres constitutionnels (5).

(1) *Arch. munic. de Falaise. Registre pour servir à porter les déclarations pour l'exercice des cultes conformément à la loi du 11 prairial, an III.* Ces déclarations s'échelonnent entre le 16 et le 27 thermidor.

(2) *Arch. municip. de Lisieux*, sans date. Monsaint est un prêtre réfractaire.

(3) *Arch. munic. de Pont-l'Evêque. Journal de la municipalité, 2 fructidor.* Loisel est un prêtre réfractaire, cf. p. 38. Bardel et Le Couteur font des déclarations analogues, p. 69 et 71.

(4) *Arch. nation. F⁷ 3661¹.* Lettre au Comité de Salut Public, 28 thermidor.

(5) *Arch. dép. Pièces mélangées de Honfleur ville et Honfleur rural.* Lettre du commiss. du Direct. exécutif, 19 pluviôse, an IV.

Quelle fut dans le département du Calvados la proportion des réfractaires

Interrogé sur la conduite à tenir à l'égard de ces prêtres, Porcher s'en tient toujours à ce principe : le passé n'existe plus, il n'y a plus ni insermentés, ni assermentés, mais seulement des ministres du culte ; il estime que la municipalité de Lisieux peut très bien accepter la déclaration de Monsaint et écrit à propos de Binet, curé de Vierville, qui a rétracté son serment de fidélité à la Constitution civile du clergé : « Je ne vois aucune raison qui puisse empêcher que sa soumission aux lois de la République, telle qu'elle est connue, ne soit acceptée. » (1). Le représentant en mission est d'autant plus disposé à se montrer indulgent que ces soumissionnaires ont des partisans nombreux et résolus et que, d'autre part, il semble possible de les gagner en usant de tolérance à leur égard. Plusieurs, encore cachés « dans des cavernes et souterrains » et qui n'ont pas été fonctionnaires publics, adressent directement au Comité de Législation une pétition anonyme pour demander s'ils peuvent sans crainte faire leur soumission aux lois, après avoir prouvé leur non-émigration ; le Comité charge le procureur-général syndic de les rassurer, ils peuvent sortir de leurs cachettes et exercer leur ministère en prenant acte devant les municipalités de leur soumission aux lois (2).

Il était plus difficile d'user d'indulgence envers les réfractaires qui refusaient toute soumission et n'en continuaient pas moins à exercer soit dans les églises en s'abritant derrière des laïques (3), soit plus

qui acceptèrent de faire l'acte de soumission aux lois, par rapport soit aux constitutionnels, soit aux réfractaires intransigeants ? — On ne peut pas répondre par des chiffres précis, mais en tout cas l'ensemble des réfractaires du Calvados fait bloc pour rejeter les avantages offerts par la loi de prairial ; Godefroy de Boisjungan peut écrire à son évêque, émigré à l'étranger, que dans le diocèse aucun prêtre insermenté n'a voulu faire sa soumission aux lois de la République (cf. p. 196), en effet, dans le Calvados, le nombre des « soumissionnaires » est infime.

(1) *Arch. dép. Lm. Police des cultes*, Lettre aux administrateurs du district de Bayeux, 25 thermidor.

(2) *Arch. nation. D. III 335* et *Arch. dép. Séances du Directoire du dép.*, 12 thermidor.

(3) « Je pense qu'il est libre aux habitants de votre commune de se réunir paisiblement dans votre ci-devant église pour y adresser à leur gré leurs prières à l'Etre suprême, mais si c'est un moyen d'y introduire un ministre qui n'aura pas fait un acte de soumission aux lois de la République, ce serait un criminel abus... » *Arch. dép. Directoire du District de Vire*, Correspondance avec les autorités constituées et les particuliers du District. Lettre au citoyen Tillard, officier municipal de Dampierre, 9 messidor. — La supposition n'est pas gratuite, le « criminel abus » était en train de se commettre au même instant à Mutrécy, cf. p. 71.

souvent dans des maisons particulières. Dès avant prairial des laïques avaient fait devant les municipalités des déclarations d'exercice du culte à leur domicile personnel (1) ; ces cultes, qui constituaient des centres d'agitation difficiles à surveiller, se multiplient avec la loi du 11 prairial. A Amblie, district de Caen, on dit le culte chez un particulier, plus de 400 personnes s'y rassemblent ; parmi les prêtres qui exercent, on cite le ci-devant bénédictin dom Blanchard (2) ; nous retrouvons dom Blanchard à Caen avec les prêtres Le Roi, Labretonnière et Dubourg officiant chez les citoyens Blondel et Esnault et chez la citoyenne d'Angerville rue Guilbert (3). Un prêtre pouvait déclarer à la municipalité son intention de dire la messe dans sa chambre, cette démarche semblait inoffensive, mais quand la chambre était de plain-pied et que portes et fenêtres restaient ouvertes pendant l'office, les catholiques accouraient envahissant la cour, le jardin et encombrant même la rue (4). Il y a de semblables rassemblements dans les districts de Bayeux, Lisieux, Falaise et dans tout le département. Les insermentés profitent de la loi pour rebaptiser, remarier et agiter la population ; leur surveillance par les municipalités est à peu près impossible, puisque la plupart d'entre eux sont sans domicile connu et exercent tantôt dans un endroit, tantôt dans un autre, partout où on les appelle. Quand les autorités sont avisées de leur présence, il est déjà trop tard, les perquisitions ne donnent aucun résultat, au moment de l'arrivée des agents le prêtre s'est enfui et les particuliers chez qui le culte a été célébré répondent qu'ils ont

(1) Le 18 germinal, an III, l'administration communale de Lisieux enregistre la déclaration suivante : « Le citoyen Jean-Pierre Hamon, passementier, demeurant en la commune de Lisieux, section de l'égalité, déclare aux citoyens composant le corps municipal que, conformément à la loi du 3 ventôse et à l'article IV de la dite loi relative à la liberté des cultes, tous les rassemblements des citoyens pour la liberté des cultes est (sic) soumis à la surveillance des corps constitués, c'est pourquoi, d'après cela, citoyens, je vous passe la déclaration que je suis dans l'intention d'y admettre des citoyens pour y exercer leur culte les jours de dimanches et fêtes depuis 10 h. jusqu'à 12 h. et depuis 3 h. jusqu'à 4 h. » D'après la délibération prise à cette occasion, Hamon fera célébrer le culte chez lui. *Arch. munic. de Lisieux. Registre des délibérations*, 18 germinal. Françoise fille Gallot déclare au corps municipal, le 6 floréal, que conformément à la loi du 3 ventôse et à l'arrêté du représentant Lozeau, elle recevra chez elle des citoyens et citoyennes pour y exercer le culte catholique et faire dire la messe toutes les fois qu'elle aura un prêtre. *Ibid.*

(2) *Arch. nation.* D. III 32.

(3) *Arch. dép. Directoire du District de Caen*, 15 thermidor.

(4) Cf. p. 39.

satisfait à la loi, en déclarant au bureau de police de la commune leur intention de faire dire la messe chez eux.

C'est là une situation intolérable, l'agent national du district de Vire s'en émeut et demande des instructions au procureur-général syndic. D'après cet agent, la circulaire du 29 prairial n'est pas assez explicite, « il serait à propos que l'on sût positivement si l'acte de soumission de la loi du 11 prairial doit être passé pour exercer les cérémonies d'un culte quelconque dans des maisons particulières » (1). Une lettre de Du Bosq, président du tribunal criminel du département, expose la question avec toute la clarté nécessaire : les insermentés, écrit-il au Comité de Législation, « ne veulent pas même profiter de ce dernier décret pour demander des temples nationaux. Là ils seraient sous la surveillance des autorités constituées, et c'est précisément ce qu'ils ne veulent pas... » (2). Au début de thermidor, Porcher reçoit les instructions du Comité de Sûreté générale qu'il communique aussitôt aux districts (3) et le Directoire du district de Caen prend, sous l'impulsion du représentant, un arrêté en date du 19 thermidor destiné à mettre fin à tous ces abus : la coalition des ministres du culte avec les partisans de la contre-révolution ne doit pas durer un instant de plus, les prêtres qui soumis aux lois se contentent d'exercer le culte seront protégés, les autres cesseront leurs coupables agissements (4).

La longue circulaire, que le Comité de Législation adressa le 22 thermidor au procureur-général syndic, vint approuver les décisions du district de Caen tout en précisant les règles à suivre pour l'exécu-

(1) *Arch. dép. Directoire du District de Vire*. Correspondance de l'agent national avec les département et district, 30 messidor.

(2) *Arch. nation. D. III*, 32. Lettre datée du 14 messidor.

(3) *Arch. munic. de Falaise*, 15 thermidor, et *Arch. dép. Lm. Police*.

(4) L'arrêté accorde aux prêtres huit jours pour se conformer à la loi. Les prêtres qui ne feront pas de déclaration sont cependant tenus de faire constater leur résidence et demeureront sous la surveillance des municipalités. Tout ministre, qui contreviendra à cet arrêté, en célébrant le culte même dans une maison particulière sans s'être soumis à la loi, sera arrêté et condamné à 1.000 livres d'amende. Il en sera de même pour les citoyens qui auraient admis chez eux des prêtres dans les conditions précitées. En cas de troubles à la suite de rassemblements pros crits, les instigateurs — prêtres ou laïques — seront déferés devant le tribunal criminel. Les municipalités dresseront le tableau des déclarations passées devant elles pour la soumission aux lois et pour la résidence, et transmettront ce tableau à l'administration dans les trois jours qui suivront l'expiration du délai prévu. *Arch. dép. Directoire du District de Caen*. Registre des délibérations, 19 thermidor.

tion des lois sur le culte. La loi du 12 floréal, dit la circulaire (1), ne s'applique qu'aux prêtres qui, ayant été déportés en vertu d'arrêtés ou de jugements mis à exécution, ou s'étant déportés volontairement, sont rentrés. Les autres, c'est-à-dire ceux dont les jugements n'ont point été exécutés, ne peuvent pas être inquiétés et jouissent de tous leurs droits de citoyens, pourvu qu'ils prouvent leur résidence ininterrompue en France depuis la publication de la loi du 9 mai 1792 et qu'ils ne troublent pas l'ordre public. On ne doit pas non plus inquiéter les prêtres qui n'ont pas prêté les serments de 1790 et 1791 ou qui, après les avoir prêtés, les ont rétractés ; la Constitution civile n'est plus une loi de la République et l'on ne peut poursuivre un citoyen pour un serment qu'on n'est pas en droit d'exiger. Par contre, la soumission aux lois de la République doit être exigée « du ministre qui veut exercer le culte, dans quelque édifice que ce soit : toute distinction à ce sujet entraînerait des inconvénients que la tranquillité publique oblige de prévoir. Il serait d'ailleurs ridicule d'imaginer que la soumission puisse être relative à l'édifice, lorsque le bon sens démontre qu'elle s'applique réellement à l'exercice du ministère. » En outre, on ne doit pas accepter de soumission renfermant « d'autres expressions que celles déterminées par la loi..., la déclaration prescrite... doit être pure et simple, sans modifications, réserves, ni exceptions ».

Le Comité de Législation interprétait la loi de la façon la plus large, le passé est considéré comme aboli et une amnistie est accordée à tous, exception faite des prêtres effectivement déportés. La soumission demandée n'est pas un nouveau serment, mais une simple déclaration ; on allégeait ainsi autant qu'il était possible les obligations imposées aux prêtres de par la loi, on écartait les objections de conscience en maintenant seulement la déclaration indispensable pour une surveillance effective.

Les districts s'efforcèrent d'exécuter les prescriptions envoyées de Paris, celui de Vire rappelle aux communes l'obligation pour les ministres du culte de passer acte de soumission aux lois, même quand ceux-ci n'officient que dans des rassemblements particuliers (2). Le conseil de la commune de Bayeux arrête que les prêtres, exerçant même dans leur propre maison sans avoir fait de soumission, seront

(1) Circulaire imprimée par les soins du département et adressée à toutes les communes. *Arch. dép. Registre du Directoire du Dép.*, 27 thermidor.

(2) *Arch. dép. Directoire du District de Vire*. Correspondance de l'agent national avec les autorités constituées et les particuliers. Lettre au procureur de la commune de Tallevende-le-Grand, 28 thermidor.

poursuivis, ainsi que les citoyens qui auraient concouru à cette contravention, soit qu'ils les eussent appelés, soit qu'ils les eussent admis.

Il est incontestable que les pouvoirs publics cherchent un terrain d'entente : grâce aux explications fournies par le Comité de Législation et développées dans le sens le plus libéral, les lois régissant l'exercice du culte deviennent faciles à interpréter et, semble-t-il, aisées à exécuter. Le représentant Porcher, de son côté, s'acquitte de sa mission avec une très réelle bienveillance, aidé en cela — quoiqu'on en ait dit — par la plupart des administrations. Et pourtant il pèse sur les rapports du clergé avec les pouvoirs établis un tel passé de luttes, tant de suspicions, que les cas les plus clairs en principe deviennent embrouillés dans la pratique. Le législateur a voulu établir une solution de continuité entre la période des serments, avec toutes les divisions qu'ils ont entraînées, et le régime nouveau de la liberté, mais sur ce point l'échec a été complet. Malgré tous les éclaircissements et les précisions, on continue à lire la loi d'aujourd'hui à la lumière des querelles d'hier, et il en résulte des complications sans cesse renaissantes. Pour se rendre compte des difficultés que rencontrent les administrateurs, il faut prendre un exemple. Au début de thermidor, Porcher communique aux districts les instructions qu'il a reçues de Paris : aucun prêtre ne doit exercer le culte, même dans des maisons particulières, sans avoir fait acte de soumission aux lois. Le procureur-syndic du district de Lisieux en informe le 14 les municipalités et le 16 le conseil général de la commune d'Orbec, après avoir pris connaissance des différentes communications du district et du représentant du peuple, cite à comparaître à la maison commune dans le délai de 24 heures le citoyen Michel-Guy Bardel, ci-devant curé de cette commune, « qui notoirement exerça le culte dans les maisons particulières » ; Bardel devra se conformer aux dispositions de la loi, faute de quoi le conseil lui interdit dès à présent toute fonction de son culte dans les maisons particulières et ailleurs. L'arrêté est notifié à l'intéressé par le greffier ; l'assemblée communale spécifie, en outre, que ces dispositions sont applicables à tout ministre d'un culte quelconque et vont être publiées dans la commune à son de tambour (1). — Bardel se présente devant la municipalité le 20, fait une déclaration qui comporte certaines restrictions, demande la liberté de reprendre « les fonctions de son ministère selon le culte romain partout où bon lui semblera ». La municipalité accorde au

(1) Arch. dép. Lm. Police.

prêtre acte de sa déclaration, mais avant de faire droit à sa demande elle arrête qu'il en sera référé au procureur-syndic du Directoire de Lisieux. — Bardel n'est pas homme à attendre sans bouger et comme il sait le district fort mal disposé envers les prêtres, il adresse le 22 une pétition au représentant Porcher qui, une fois de plus, fait preuve de la plus large tolérance. Il faut citer sa lettre du 26 adressée à la municipalité d'Orbec : « ...je ne vois aucune raison qui puisse empêcher de recevoir la soumission aux lois de la République qu'il [Bardel] a faite devant vous le vingt de ce mois, si surtout il est reconnu comme un citoyen tranquille n'excitant point de trouble et prêchant de bonne foi l'obéissance aux lois. — La déclaration des droits, la volonté bien prononcée de la Convention nationale veut que personne ne puisse être inquiétée pour ses opinions religieuses, le législateur n'a point d'empire sur la conscience, et quand on sert bien l'Etat il lui importe peu de quelle manière on sert Dieu... » Cette lettre est lue en séance le 28, et le conseil communal, « considérant que le citoyen Bardel s'est montré dans cette commune comme un citoyen tranquille, qu'il n'a point excité de trouble et vu d'ailleurs ce qu'il résulte de la lettre du représentant du peuple Porcher », autorise le pétitionnaire à reprendre l'exercice de son ministère ; Bardel officiera provisoirement dans la chapelle de l'hôpital, en attendant que la ci-devant église paroissiale « qui lui est destinée et accordée soit réparée et en état de recevoir l'exercice de son culte. »

Pour mettre d'accord un prêtre et la commune où le culte va être célébré, il a donc fallu l'intervention du représentant du peuple et trois séances du conseil communal. Encore aboutissait-on avec tout cela à une décision non viable, car tandis que les correspondances s'échangent entre Orbec, Lisieux et Caen, le Comité de Législation à Paris prescrit de n'accepter que les soumissions pures et simples, sans modifications, ni réserves (1). La soumission de Bardel se trouve par là contraire à la loi et l'autorisation qu'il vient de recevoir doit être révoquée. Les documents nous font défaut pour suivre cette affaire jusqu'à son dénouement.

Bardel appartient à cette catégorie d'insertementés qui se soumettent aux lois, tout en faisant des réserves dictées par les scrupules ecclésiastiques ; dans ces cas-là les soumissionnaires ont bien soin de spécifier qu'en acceptant les lois ils n'entendent nullement faire cause

(1) Circulaire du 22 thermidor.

commune avec les constitutionnels. « Je regarde comme schismatiques et séparés de ma communion les prêtres qui ont adopté la dite Constitution [la Constitution civile du clergé], avec lesquels je ne pourrai être forcé d'avoir des Temples communs, » déclare Le Couteur, prieur-curé de Cerqueux, tout en se soumettant aux lois (1). Cette volonté très arrêtée de ne point partager les temples avec les anciens prêtres constitutionnels entravait l'exécution des lois. Les églises devaient s'ouvrir à tous ceux qui les réclamaient, le même édifice pouvait en principe abriter assermentés et insermentés, mais ceux-ci, ne voulant prendre leur parti de cohabiter avec des prêtres qu'ils considéraient comme infidèles, n'admettaient pas le simultaneum. A Murtréc, la municipalité, qui est sympathique aux réfractaires, décide d'ouvrir l'église les dimanches et jours de fêtes à 10 h. du matin et 3 h. de l'après-midi « pour y célébrer provisoirement sans ministre les fonctions du culte catholique » (2). Le curé de la commune, Jacques Gaugain, se présente devant les officiers municipaux pour faire acte de soumission et pour demander à quelles heures il pourra célébrer son culte, mais, comme il est constitutionnel, il est éconduit. Il s'adresse alors aux administrateurs du district qui prennent son parti ; la municipalité, invitée à s'expliquer devant le district, se dérobe et l'affaire vient devant le Directoire du département. Gaugain, fort de son droit, réclame, outre le libre accès de l'église, les livres, linges, chandeliers et ornements nécessaires pour l'exercice du culte, lesquels ont été portés dans les maisons particulières où ils servent aux prêtres non-conformistes. Mise en demeure, la municipalité cède enfin, mais non sans protester contre l'arrêté du département, « nous nous demandons si nous devons décemment permettre à Gaugain d'exercer dans notre église le culte catholique en qualité de ministre, ayant abdicqué le sacerdoce... » (3). Cet incident serait sans intérêt, s'il s'agissait simplement de la lutte entre un constitutionnel et une municipalité, nous y découvrons — chose plus importante — les procédés des insermentés. Ceux-ci disent la messe dans des maisons particulières en attendant de pouvoir s'établir dans l'église, la loi les somme de se mettre en règle ; comme ils hésitent encore, ils s'abritent derrière

(1) *Arch. dép. Lm. Police*. Extrait du registre des délibérations de la commune de Cerqueux, 2 fructidor.

(2) *Arch. dép. Lv. Pensions ecclésiastiques*, 3^e carton, 3 messidor.

(3) L'administration départementale ne revint pas sur sa décision et le dernier mot resta à Gaugain.

des laïques (1) qui réclament l'église pour y célébrer le culte provisoirement sans ministre ; cette solution a le double avantage de ne pas compromettre les insermentés et, espèrent-ils, d'évincer l'assermenté avec qui ils ne veulent à aucun prix avoir de rapports. La règle primordiale, à laquelle les insermentés se croient obligés, est d'éviter jusqu'aux apparences de rapprochement avec les ci-devant constitutionnels.

Mais, si les insermentés étaient d'accord dans leur attitude méprisante et exclusive à l'égard de tous les assermentés, ils se divisaient à leur tour en deux groupes, et les intransigeants, identifiant la déclaration de soumission avec les serments antérieurs, se refusaient obstinément à toute déclaration. Comme ils continuaient à exercer le culte chez les particuliers, la loi se trouvait violée. Le 17 thermidor, le Directoire du département reçoit une députation de la commune de Ste-Croix-Grand-Tonne, les délégués donnent lecture « d'une dénonciation contre la municipalité de Secqueville et le prêtre réfractaire qui dans cette commune cause les plus grands troubles » (2). Dans la région de Falaise, les abus de plusieurs municipalités forcent le district à exiger dans les 24 heures des copies certifiées de tous les actes de soumission passés par les ministres du culte (3). C'était l'exécution des mesures prescrites par le Comité de Sûreté générale et par le Directoire du département : les municipalités doivent faire connaître aux districts tous les ministres ayant retracté leur serment et ceux qui exercent dans les maisons particulières sans avoir fait leur déclaration (4).

Les insermentés déploient, en effet, la plus grande activité. Chapron, le desservant de la commune de Cottun, baptise et remarie dans sa paroisse, à Bayeux et dans les villages voisins. Les actes rédigés à cette occasion nous apprennent que Chapron dispense les sacrements tantôt « pour l'absence du légitime pasteur », tantôt « pour raison de curé schismatique » (5). Robert Rouyer célèbre aussi des baptêmes et des mariages clandestins à Vire et dans les environs (6). Le curé de La Lande-Vaumont, Rondel, profite des offices pour recom-

(1) Cf. p. 65-67.

(2) Arch. dép. *Registre du Directoire du Département*, 17 thermidor.

(3) Arch. munic. de Falaise, 10 fructidor.

(4) Arch. dép. *Directoire du District de Bayeux*, 7 thermidor.

(5) Arch. munic. de Cottun.

(6) Arch. munic. de Vire, *Registre des baptêmes et mariages faits par Robert Rouyer, prêtre de N.-Dame de Vire*, Mss. A. 262, A. 264.

mander la royauté, il parcourt le district de Vire et les districts voisins pour prêcher le mépris de la République, partout où il passe il excite « le chouennage » (1). Dans la commune de Bonnebosq, un réfractaire nommé Férey, ancien curé de Caudemuche, provoque des rassemblements qui troublent la tranquillité publique (2). A Prédauge, l'inscrémenté Chevrel attire tant de monde à ses offices que les chemins sont encombrés le dimanche, il célèbre jusqu'à 18 baptêmes par jour et a un grand nombre de communians. Le juge de paix du canton de Cambremer, qui rapporte ces faits, s'étonne de ce que la municipalité ne fasse pas appel à son curé constitutionnel Mauduit, dont on n'avait qu'à se louer (3).

Décidée à briser une opposition, qui prenait prétexte de la loi pour s'accroître chaque jour, la Convention nationale n'hésita pas à voter une nouvelle déportation. La loi du 20 fructidor ordonne le bannissement à perpétuité des prêtres déportés et rentrés sur le territoire français. Trois jours après la publication du décret seront arrêtés les ministres des cultes qui, ayant refusé l'acte de soumission exigé par la loi du 11 prairial ou l'ayant prêté avec des restrictions, exerceront en public ou en particulier. Ces prêtres seront conduits dans les maisons de détention, les propriétaires ou locataires des maisons où le culte aura été exercé seront condamnés à une amende de 1.000 livres et en cas de récidive à un emprisonnement de six mois.

Nous avons vu qu'à Ste-Trinité-de-Falaise un inscrémenté célébrait le culte (4), il en interrompt subitement l'exercice le 25 fructidor, atteint par la loi qui vient d'être votée. Ce prêtre était sans doute l'un des ennemis que visait le Comité de Sûreté générale dans la circulaire explicative : « ...Les lois, dit le Comité, semblaient n'avoir plus de force, l'indulgence était au comble. Il a fallu toute l'audace des ennemis de la Révolution pour provoquer de nouveau contre eux des mesures de rigueur : ingrats ils ont conspiré contre la République et la République les vomit de son sein. » (5).

Les circonstances politiques expliquent la violence de ce langage, les chouans amnistiés recommençaient à provoquer des insurrections

(1) *Arch. dép. Directoire du District de Vire*. Correspondance avec les Comités de Salut Public et de Sûreté générale, 9 messidor.

(2) *Arch. dép. Pièces détachées de l'an III*. Lettre du représentant du peuple Porcher aux administrateurs du District de Pont-l'Évêque, 27 thermidor.

(3) *Arch. nation. D. III 37*. Dossier n° 137.

(4) Cf. p. 54.

(5) Circulaire aux procureurs-généraux syndics, 25 fructidor.

qui de la Vendée et de la Bretagne gagnaient la Normandie ; grâce à la protection des Anglais, les troupes royalistes avaient débarqué à Quiberon, et la République à côté des dangers extérieurs éprouvait de graves difficultés intérieures : des émeutes éclataient dues au prix excessif du pain et des subsistances (1). Les prêtres insermentés, dont le nombre et les entreprises allaient chaque jour en augmentant, sont accusés d'encourager ces troubles et même de les susciter (2) ; pour se défendre, la République décrète contre les coupables une nouvelle déportation.

Les départements reçoivent des ordres de Paris et n'ont qu'à les exécuter, nous allons voir quelles mesures furent prises dans le Calvados ; mais la Convention ne s'occupait pas seulement des déportés rentrés, la législation sur les cultes subit le 7 vendémiaire, an IV, une refonte complète qui doit d'abord retenir notre attention.

(1) *Arch. nation. F^r 3661¹*. Lettre de Férat, procureur-général syndic suppléant du département du Calvados, au Comité de Salut Public, 28 thermidor, et A. F. II, 181.

(2) Un chef de chouans parcourait le district de Pont-l'Evêque, secondé par un ex-capucin ; on annonçait que le roi était proclamé. *Arch. dép. Directoire du Département*, 9^e registre de délibérations, 24 messidor. Cf. p. 42, 43.

CHAPITRE II

Les Conséquences de la Liberté et les Restrictions qu'elle subit

SOMMAIRE

- I. *Le Décret du 7 vendémiaire an IV. La Déclaration exigée des ministres du culte, p. 75. — Le nouveau Commissaire du département, Lévêque, p. 78. — Enquête du département sur les églises, églises rendues au culte et églises fermées, p. 81. — La Célébration des fêtes républicaines, p. 92. — Le Mobilier des églises, p. 94.*
- II. *Les Prêtres assermentés : opposition des chouans et des réfractaires, p. 96. — L’Affaire du canton de Beaumont, p. 99. — Le Directoire du département et les assermentés, p. 104.*
- III. *Les Prêtres réfractaires, p. 106. — Les cinq Questions, p. 109. — La seconde Réclusion, le Tribunal criminel, p. 113. — La Maison de réclusion, p. 118. — Mise en liberté des réfractaires, p. 119.*

I

Le décret « sur l'exercice et la police extérieure des cultes », voté par la Convention nationale le 7 vendémiaire, an IV (29 septembre 1795), n'ouvre pas une page nouvelle de l'histoire religieuse de la Révolution. Ce décret s'inspire du même esprit que la loi du 3 ventôse : la liberté des cultes y est proclamée en même temps que la séparation des pouvoirs civil et religieux, « nul ne peut être forcé de contribuer aux dépenses d'aucun culte, la République n'en salarie aucun ». Ces bases avaient déjà été posées sept mois auparavant ; si le législateur les rappelle, c'est pour éviter toute équivoque, mais sa préoccupation est surtout de codifier les mesures antérieures, de les « réunir en un seul corps... et d'y ajouter des dispositions pénales

qui en assurent l'exécution » (1). A cet égard, la loi de vendémiaire, an IV, beaucoup plus détaillée que celle de ventôse, an III, envisage des délits et des peines que la précédente ignorait, elle veut « prévoir, arrêter ou punir tout ce qui tendrait à rendre un culte exclusif ou dominateur » (2). D'autre part, tandis que la loi de ventôse « ne connaît aucun ministre de culte », la loi de l'an IV, comme celle du 11 prairial, astreint tout ministre désirant célébrer le culte à une déclaration devant la municipalité. Les déclarations antérieures devront être renouvelées, consignées sur des registres *ad hoc* et affichées à l'intérieur de l'édifice du culte (art. 5). L'article 6 donne le modèle de la déclaration qui doit être faite telle quelle, sans addition, ni modification, sous peine d'amende et de prison (3). Un délai d'une décade est accordé pour satisfaire à la loi, tout ministre qui après avoir fait sa déclaration la rétracterait ou modifierait, sera banni à perpétuité (art. 7 et 8). Les signes extérieurs du culte demeurent interdits. Les cérémonies religieuses peuvent être célébrées, soit dans les maisons particulières pour des rassemblements n'excédant pas dix personnes, soit dans les édifices choisis à cet effet, mais sont interdites hors de ces enceintes. Le port du costume ecclésiastique est interdit en public. Les attestations des ministres du culte n'ont aucune valeur pour l'état civil des citoyens et il est défendu d'en tenir compte. Les derniers articles prévoient des peines pour les ministres du culte qui s'emploieraient au rétablissement de la royauté, ou à l'anéantissement de la république, ou à la désertion des militaires, qui exciteraient à abattre les arbres de la liberté, ou inquièteraient les acquéreurs de biens nationaux.

Cette loi est beaucoup plus complète que celles des 3 ventôse et 11 prairial, elle a la prétention de prévoir tous les cas, de résoudre les nombreuses difficultés qui s'étaient présentées depuis la reprise des cultes. Comment fut-elle accueillie dans le Calvados ?

La municipalité de Lisieux arrête le 18 vendémiaire qu'une publication va être faite à son de trompe pour prévenir les citoyens qui voudraient exercer quelque culte public, afin qu'ils se conforment à la

(1) Préambule du décret, 2^e considérant.

(2) *Ibid.*, 3^e considérant.

(3) « Le... devant nous... est comparu N. (les noms et prénoms seulement) habitant à... lequel a fait la déclaration dont la teneur suit : Je reconnais que l'universalité des citoyens français est le souverain et je promets soumission et obéissance aux lois de la République.

Nous lui avons donné acte de cette déclaration et il a signé avec nous. »

loi (1). Il faut croire qu'on ne se montra pas exigeant sur le délai d'une décade, car c'est le 6 brumaire que Jean-Pierre Hauvel, domicilié à Lisieux, fait sa déclaration : « Je reconnais que l'universalité des citoyens... ». Thomas-Charles Deverre suit cet exemple le 26 (2). A Honfleur, on est encore moins pressé ; plus d'un mois s'est écoulé quand le conseil municipal décide, le 14 brumaire, de lancer une proclamation pour inviter les citoyens à observer strictement la loi sur les cultes, les déclarations devront être faites avant le 19. Dès le lendemain, Jacques-Luc Martin, habitant Honfleur, passe sa déclaration et fait connaître son « intention d'exercer le culte catholique, apostolique et romain dans l'enceinte de la ci-devant église de Ste-Catherine désignée par le conseil général de la commune conformément à la loi ». Le 19, Pierre-Louis-François Houillet et Gabriel-Charles-Elie-Mathias Delarue font aussi leur déclaration et annoncent qu'ils officieront dans la même église Ste-Catherine (3).

Nous avons retrouvé les déclarations de quatre-vingt-seize prêtres pour la période allant de vendémiaire, an IV, à fructidor, an V, mais les listes de Bayeux, Falaise, Honfleur, Lisieux, font défaut ; le chiffre de 96 prêtres est donc très inférieur à la réalité.

Le culte s'exerce sous la surveillance des autorités départementales et en particulier du commissaire du Directoire exécutif, qui invite les municipalités à fixer les heures des exercices religieux. « Chaque culte doit être protégé et il faut que les particuliers qui les pratiquent aient des heures fixes à cet effet. » (4). Mais cette protection, si elle se conforme strictement à la loi et en remplit les intentions, est en même temps inspirée par la condescendance la plus méprisante : « La tolérance en matière de religion est nécessaire pour détruire les préjugés. C'est en permettant indifféremment toutes les pieuses folies des sectaires, lorsqu'elles ne troublent point l'ordre social, que l'on parvient plus sûrement à les anéantir. Pour produire cet heureux résultat, il suffit du ridicule dont se couvrent réciproquement leurs imbéciles auteurs. Je vous invite, en conséquence, à prendre les mesures convenables pour que le libre exercice des cultes n'éprouve aucune entrave dans votre arrondissement. — Souvenez-vous cependant, citoyen,

(1) *Arch. munic. de Lisieux. Registre des Délibérations.*

(2) *Ibid.*

(3) *Arch. munic. de Honfleur. Registre des arrêtés.*

(4) *Arch. dép. Enquête de l'an IV. Lettre du commissaire du Directoire exécutif près l'administration centrale du département au commissaire près l'administration municip. du Locheur. Caen, 5 thermidor.*

qu'en protégeant toutes ces sectes dans l'usage de leurs cérémonies, vous devez exercer la plus grande surveillance sur les cérémonies qu'elles forment et que vous ne pouvez transiger avec aucune sur l'exécution de la loi. Vous ne blesserez pas la liberté des cultes en exigeant qu'aucun ministre, qu'aucun individu qui en prend le caractère ou en usurpe les grelots ne puisse en faire les fonctions sans en avoir fait la déclaration prescrite... » (1). L'auteur de cette lettre est le successeur de Porcher ; le nouveau commissaire du Directoire exécutif près l'administration centrale du département du Calvados, Lévêque, entre en charge en brumaire, an IV, et à l'encontre de ses prédécesseurs il va exercer ses fonctions pendant plusieurs années jusqu'à la création des préfets en l'an VIII. Le langage qu'il emploie ne doit pas nous égarer ; Lévêque, malgré ses expressions volontairement brutales, ne poursuit pas la destruction du catholicisme ; personnellement il est l'adversaire de la religion et ne cache pas ses antipathies, mais comme représentant du gouvernement dans le département il n'use pas de son autorité pour faire prévaloir ses préférences ; ses décisions ne sont pas dictées par le parti-pris, quand il parle de la liberté des cultes ce n'est pas hypocrisie de sa part, nous le verrons dans différents conflits entre les pouvoirs locaux et les prêtres intervenir en faveur de ces derniers, toutes les fois que la loi est violée à leur détriment. Lévêque compte sur la liberté pour ruiner le catholicisme, il a constaté que les persécutions ont raffermi le sentiment religieux et il espère que la méthode opposée donnera des résultats conformes à ses préférences ; mais c'est là une opinion personnelle qui importe peu, nous n'avons pas à juger les opinions philosophiques de Lévêque, le commissaire du Directoire exécutif ne nous intéresse que dans l'exercice de ses fonctions et nous constatons que chargé d'exécuter la loi il s'en acquitte avec équité. En outre, tandis que l'administration départementale est toujours timide, hésitante, Lévêque ne recule pas devant les responsabilités ; son bon sens lui fait apercevoir immédiatement la solution la plus équitable et il emploie toute son énergie à la faire prévaloir. Arrivé dans le département au moment où le décret de vendémiaire commence à être mis en exécution, c'est lui qui va l'appliquer, et quand il parle de mesures à prendre pour que « le libre exercice » des cultes n'éprouve aucune entrave, il établit le principe qui servira de règle à toute sa conduite. Aussi bien sa

(1) *Arch. dép. Lm. Police*. Lettre du commissaire du Directoire exécutif près l'administration centrale du département au commissaire près l'administration municipale de Blangy. Caen, 14 fructidor.

présence dans le Calvados ne se signale-t-elle par aucune mesure vexatoire contre le culte, ni contre les prêtres.

Si à Caen, le Conseil de la commune, craignant que la messe de minuit ne soit l'occasion de troubles, ordonne la fermeture des églises pendant la nuit de Noël et n'autorise leur ouverture le jour de Noël qu'à partir de 8 h. du matin, il s'agit là d'une simple mesure de police (1). Nous apprenons par la circulaire adressée à cette occasion à Gervais-Delaprise, Adam, Gohier de Jumilly, Postel, Roussel et Hébert, ministres du culte catholique, quelles sont les églises ouvertes (2). Ces églises sont St-Pierre (Gervais-Delaprise), St-Etienne (Adam), St-Jean (Gohier de Jumilly), St-Gilles (Postel), N.-Dame (Roussel) et Vaucelles (Hébert). Tous les ministres cités appartiennent au clergé constitutionnel et les églises où ils exercent ont été rendues au culte entre prairial et fructidor, an III ; sauf St-Jean, pour laquelle s'élevaient des difficultés maintenant aplanies (3).

L'église St-Sauveur avait été accordée provisoirement par la municipalité pour qu'il y soit établi la halle au blé (4) ; les habitants réclament en vain contre cette transformation, les protestations se succèdent en l'an IV et en l'an V, les fidèles rappellent qu'ils avaient la jouissance de cette église au 1^{er} jour de l'an II, la municipalité donne même un avis favorable, mais l'édifice reste affecté à un usage profane (5).

A Bayeux, les deux églises ouvertes sont St-Jean et la cathédrale (6).

A Falaise, la commune et le district étaient en désaccord à la fin de l'an III ; le procureur de la commune trouvait qu'il y a incompatibilité entre la célébration du culte et la lecture des lois, il s'élevait contre cette « profanation » et craignait qu'il n'en résulte des troubles,

(1) La même décision est prise à Bayeux. *Arch. munic.*, 30 frimaire, et sera renouvelée à Caen en l'an V.

(2) *Arch. munic. de Caen. Registre des Délibérations*, 22 frimaire et D. 19, 24 frimaire.

(3) *Ibid.*, *Registre des Pétitions*, 14 floréal, an IV.

(4) *Arch. dép. Séances du Direct. du Dép.*, 3 floréal, an IV.

(5) *Arch. munic. de Caen. Registre des Délibérations*, 8 prairial, an IV ; D. 19, 1 floréal, an IV ; D. 20, 4 messidor, an IV ; D. 11, 29 prairial, an V.

L'église St-Louis servait pour les sels nationaux, le Comité de bienfaisance y avait aussi un dépôt de grains et pommes de terre. *Ibid.*, *Registre de Copie-lettres*, ventôse et germinal, an III.

(6) Cf. p. 52-53.

le district, au contraire, ne voyait aucun inconvénient à ce simultanéum (1). Les troubles éclatent en effet ; sont-ils dus uniquement au fait que l'église est employée à ce double usage, ou n'y a-t-il pas une intervention des réfractaires contre les constitutionnels ? L'insertement Langevin a disparu (2) et c'est un constitutionnel, Joseph Lemonnier, qui dit la messe à la Trinité ; le 7 germinal, jour de Pâques, les grenadiers et la garde nationale interrompent le culte et insultent les fidèles (3). Protestent-ils contre le culte dans un local affecté aux fêtes décadaires ou contre le ministère d'un prêtre constitutionnel ? Toujours est-il que, les constitutionnels renonçant à la Trinité, cette église se trouve uniquement employée pour les fêtes républicaines (4), de leur côté les prêtres fidèles aux lois exercent à St-Gervais, à St-Laurent de Vaston et à Notre-Dame de Guibray (5),

La municipalité de Vire écrit : « Dans notre commune toutes les églises sont employées pour le service public. » Cela ne signifie pas que toutes les églises soient rendues au culte, elles servent de magasin militaire, d'arsenal, etc. (6). Le 22 vendémiaire, an V, la commune peut annoncer au département, en lui envoyant l'état des églises non aliénées et dont les citoyens étaient en possession au 1^{er} jour de l'an II : « ces édifices demandés par plusieurs citoyens pour l'exercice de leur culte vont être mis provisoirement à leur disposition » (7). — En attendant la seule église ouverte au culte est celle de l'Hôpital.

(1) Cf. p. 53-54.

(2) Langevin n'en continue pas moins à exercer clandestinement à Falaise jusqu'en mars 1801, ainsi qu'en témoigne le registre des actes célébrés par ce prêtre. Cf. p. 14.

(3) *Arch. munic. de Falaise. Registre de correspondance.*

(4) L'église de la Trinité fut fermée au culte à cette occasion et le demeura jusqu'en l'an IX, ainsi qu'en témoigne une pétition adressée par les habitants de la section de la Révolution ; ceux-ci réclament l'église dont ils étaient en jouissance au premier jour de l'an II et constatent que cette jouissance a été continuée jusqu'à la fin de l'an IV ».

(5) *Ibid.* Pétition, 21 ventôse, IX. L'indication « fin » de l'an IV est fautive, c'est en germinal que les troubles ont chassé les constitutionnels et interrompu le culte, mais cinq ans après les événements on pouvait faire une erreur de quelques mois.

(6) *Arch. munic. de Vire. Registre de correspondance*, 5 thermidor et 25 messidor.

(7) *Ibid.*

Le 13 messidor, le département s'était adressé aux municipalités cantonales pour leur demander un état des églises de leur ressort ; cet état devait comprendre la liste des églises rendues au culte, celles qui n'ont pas cette destination, celles qui sont employées à un service public ou occupées à titre de location, enfin celles dont il n'est fait aucun usage. Les cantons devaient, en outre, indiquer les réparations nécessaires et une appréciation sur le meilleur parti à tirer des édifices non employés au culte (1).

Le résultat, non prévu, de la demande du département fut l'ouverture de nombreuses églises ; on crut comprendre que les églises employées pour le culte ne seraient pas vendues et aussitôt les catholiques réclament les édifices, pour les faire échapper à la mise aux enchères ; les cantons voient les demandes affluer, « ces considérations, écrit le commissaire du Directoire exécutif près l'administration municipale de Blangy, ont sans doute provoqué l'ouverture subite de presque toutes les églises de mon canton qui avaient été fermées... » (2). Le commissaire près l'administration de Moyaux dit dans une lettre adressée au ministre de la justice : « Depuis la lettre du ministre des finances du 5 messidor par laquelle il demande l'état des ci-devant églises, quelques citoyens de chaque commune s'en sont emparés, des chefs de nouvelles fabriques y exercent sans s'être conformés aux lois... » (3).

A Vire, « les habitants des quartiers de la rue du Pont, de la rue aux Teintures et lieux circonvoisins réclament, le 5 vendémiaire, an V, l'église Ste-Anne pour laquelle ils avaient déjà à plusieurs reprises présenté des pétitions. L'église de l'Hôpital est insuffisante, l'église Ste-Anne, jusqu'ici occupée par les chevaux de l'armée, est libre maintenant (4). Faute de pouvoir obtenir l'église Ste-Anne, les catholiques réclament et obtiennent l'église Notre-Dame (5).

A Honfleur, où le culte est exercé à Ste-Catherine, Beaufrey s'adresse à la municipalité au nom « d'une infinité d'honnêtes gens »

(1) *Arch. dép. Administ. centrale du Dép. Registre des Délibérations*, 13 messidor. Cet arrêté, dressé sur l'ordre du ministre des finances, est complété par celui du 27 fructidor. *Ibid.*

(2) *Arch. dép. Lm. Police*. Lettre au commissaire du département, 12 fructidor.

(3) *Arch. nation.* F¹⁰ 1006.

(4) *Arch. munic. de Vire. Carton P. Cultes, et Registre des réponses aux pétitions*, 11 vendémiaire. Mais l'église n'était pas encore rendue au culte en l'an IX, même registre, 1 pluviôse, an IX.

(5) *Ibid.*, arrêté municipal du 18 vendémiaire.

pour obtenir l'église de St-Léonard (1) ; une pétition est rédigée par Jean-Baptiste Aubert dans le même but le 3 prairial (2). L'église de Carpiquet, dans le canton de Cheux, est mise à la disposition des habitants par un arrêté du département le 17 thermidor, an V (3). Les habitants de la commune de St-Hippolyte-du-Bout-des-Prés demandent que leur église et leur cimetière leur soient accordés (4).

Les récents arrêtés du département s'appuyaient sur la loi du 11 prairial, et celle-ci, en faisant droit aux réclamations des catholiques, permettait de suspendre les soumissions dont un grand nombre d'églises étaient l'objet.

Les habitants de la section de la République, à Bayeux, ayant appris que l'église St-Jean, où Lécuyer exerce le culte, a été soumissionnée par le nommé Salles, adressent coup sur coup deux pétitions les 4 et 9 pluviôse, an V, pour être maintenus en jouissance. L'administration départementale rejette cette réclamation parce que l'église St-Jean ne figure pas au nombre des paroisses conservées par la Convention, mais une lettre du ministre du 28 ventôse invite la municipalité à suspendre la vente, une réclamation étant pendante devant le corps législatif. Le département répond qu'il est trop tard, la vente a eu lieu le 3 ventôse. Le 7 germinal, nouvelle pétition des catholiques, Salles a commencé la démolition de l'église, or il aurait dû attendre que l'autorité ait pris une décision. L'administration refuse de délibérer sur cette demande, parce qu'il n'est pas en son pouvoir d'arrêter l'effet d'un contrat expédié sous la garantie de la loi (5).

Parmi les ventes annulées à cette époque, on peut citer : les églises de Mouchamps-le-Petit (6), St-Hippolyte (7), St-Laurent-Dumont (8), St-Vigor (9).

(1) *Arch. dép. Lm. Police.* Pétition du 30 floréal, an V.

(2) *Ibid.*

(3) *Arch. dép. Registre des réquisitions du Commissaire du Directoire exécutif*, 5 fructidor, an V.

(4) *Arch. dép. Canton de Lisieux rural. Liasse de correspondance*, 8 ventôse, an V.

(5) *Arch. dép. Séances de l'Administration centrale du Calvados*, 3 germinal, an V et série Q.

(6) *Arch. dép. Canton de Béni-Bocage, Registre des arrêtés et avis sur pétitions*, 8 prairial, an V.

(7) *Arch. dép. Canton de Lisieux rural. Registre des Délibérations*, 25 floréal, an V.

(8) *Arch. dép. Canton de Crèvecœur. Registre des pétitions*, 15 et 16 ventôse, an V.

(9) *Ibid.*

Les réponses des municipalités cantonales à la question posée par le département constituent une enquête (1) du plus haut intérêt, mais malheureusement incomplète ; on lit, par exemple, dans le copie-lettres de Honfleur que l'état des églises de cette commune est envoyé au département le 12 thermidor, accompagné d'un certain nombre de réclamations, nous n'avons retrouvé cet état ni aux Archives du Calvados, ni aux Archives nationales. Nous avons cependant les réponses de quarante-deux cantons sur soixante-seize que comprenait le département : Argences (2), Aunay (3), Beaumont (4), Béný-Bocage (5), Béný-sur-Mer (6), Blangy (7), Bonnebosq (8), Bretteville-l'Orgueil-

(1) L'enquête constitue aux *Arch. dép.* la liasse *Lv. Etat de situation de diverses églises du département* et doit être complétée par les *Délibérations des municipalités cantonales* comme par les documents fournis par la série *Lm. Police*.

(2) « Les églises sont toutes réclamées par les agents de nos communes qui ont assuré qu'elles servent au culte des habitants qui s'y rassemblent pour faire leurs prières en commun. » *Arch. dép. Comptes décadaires des Cantons*. Argences, 20 fructidor. Il y avait quinze églises dans ce canton.

(3) Le canton comptait sept églises, quatre sont rendues au culte : St-Samson d'Aunay, Beauquay, Coulvain et Oudefontaine, pour cette dernière il est indiqué que le culte s'exerce sans ministre. Etat du 6 brumaire, an V. *Arch. dép. Lv.*

(4) Treize églises sont rendues au culte sur les quatorze du canton, celle qui fait exception est l'église de St-Cloud. Etat du 18 brumaire, an V. *Ibid.*

(5) La municipalité, dans sa réponse du 3 thermidor, an IV, dit que les églises ne sont employées à aucun culte et à aucun service public, elle ajoute : « Les habitants des diverses communes de ce canton paraissent attachés et même manifestent leur attachement au culte professé par leurs pères. Ils espèrent même le professer eux-mêmes à leur exemple, en se soumettant toutefois très strictement aux lois rendues sur la police des cultes... » *Ibid.*

(6) Courcéulles : « L'exercice du culte catholique y a toujours lieu et est continué par un ministre du culte » ; Moulinaux, Fontaine-Henry et Anguerny : « sans ministre, mais avec un culte » ; Reviers, Colomby-sur-Thaon, Basly, Béný, Douvres, Luc, Langrune et Bernières : « sans ministre » ; Thaon : « employée à une salpêtrerie depuis trois ans, sans ministre ». Etat du 1 frimaire, an V. *Ibid.*

(7) Le canton de B. répond au département : il y a 14 églises dans le ressort, ces édifices ne sont pas en mauvais état, d'ailleurs les habitants s'engagent à faire les réparations. « ...Ces édifices sont tous employés à l'exercice du culte... » *Arch. dép. Canton de Blangy*. Registre de correspondance, 24 thermidor, an IV.

(8) Toutes les églises sont employées à l'exercice du culte et les citoyens des différentes communes prennent fait et charge de leur entretien, dit le canton. Réponse du 2 thermidor, an IV. *Arch. dép. Lv.* Il y avait quinze églises dans ce canton.

leuse (1), Caumont (2), Condé-sur-Noireau (3), Courson (4), Courtonne-la-Ville (5), Crépon (6), Crocy (7), Danvou (8), Dives (9), Evrecy (10), Falaise (11), Falaise-rural (12), Honfleur-rural (13),

(1) Le canton cite les églises de Authie, Cairon, Bretteville, Brouay, Lasson, Mesnil-Patry, Norrey, Putot, Rqts, Rosel, Secqueville, St-Croix-Grand-Tonne qui sont rendues au culte et réclamées par les habitants. *Ibid.*, 21 brumaire, an V.

(2) Les citoyens de la commune du Quesnay-Guesnon réclament leur église pour l'exercice du culte, le cimetière pour servir de sépulture et le citoyen Charles Le Boucher, prêtre, pour faire les fonctions du culte catholique ; il s'est conformé jusqu'à ce jour à toutes les lois de la République. 6 thermidor, an IV.

(3) Le canton comprend 8 églises, dont 4 sont rendues au culte : St-Sauveur-de-Condé, la Chapelle-Engerbold, Proussy et St-Vigor des Mézerets. Etat du 5 brumaire, an V. *Ibid.* Mais le 16 brumaire, an V, Davout, commissaire, écrit au commissaire du département qu'aucun ministre, sauf celui de Condé, n'exerce le culte. *Arch. dép. Lm. Police.*

(4) Les églises de Bellou et des Moutiers-Hubert servent au culte, dans celles de Meulles, de Préaux et de Tonnencourt, il ne se fait plus d'office depuis environ dix-huit mois, « cependant les habitants y vont journellement pour faire leurs prières et se chargent de l'entretien ». 4 autres ne servent pas au culte. Etat du 27 brumaire, an V. *Ibid.* Il y avait neuf églises dans le canton.

(5) Sur 12 églises, 3 sont rendues au culte : Courtonne-la-Ville, St-Paul-de-Courtonne et la Chapelle-Yvon ; le culte ne s'exerce pas à St-Pierre-de-Mailloc ; les 8 autres portent la mention : « le culte ne s'y exerce pas faute de ministre ». Etat du 13 brumaire, an V. *Ibid.*

(6) Le canton répond le 16 brumaire, an V, sans donner une liste nominative, qu'il y a une église par commune et que toutes les églises sont rendues au culte. *Ibid.* Le canton comprenait 17 communes.

(7) Le canton possède 17 églises, dont 16 servent au culte ; aux Moutiers-en-Auge où il y a deux églises l'une est fermée. Etat du 15 brumaire, an V. *Ibid.*

(8) La réponse du 11 frimaire, an V, n'énumère pas les églises, mais dit qu'elles sont toutes dans un état passable, les habitants attachés à leur culte continuent à l'y exercer et ont l'intention de participer aux réparations. *Ibid.* Le canton comprenait 11 églises.

(9) Duval, commissaire, écrit le 6 frimaire, an V, que sur les 12 communes du canton, « 4 seulement conservent l'usage de l'ancien culte, c'est-à-dire que les ci-devant curés de ces communes, prêtres assermentés et qui exercent leur ministère d'après ce que la loi impose, y disent la messe, le tout *intra-muros* dans les ci-devant églises ». *Ibid.*

(10) L'état du 11 brumaire, an V, énumère les 13 églises du canton et dit qu'elles sont rendues au culte. *Ibid.*

(11) Le canton n'envoie pas d'état, les architectes ayant refusé de dresser un devis estimatif des réparations avant de savoir comment ils seraient payés. Réponse du 22 vendémiaire, an V. *Ibid.*

(12) Le canton comprend 15 églises : à Eraines, Fourneaux, la Hoguette, St-Martin-du-Bû, Villy et St-Pierre-Canivet, le culte est exercé par des prêtres constitutionnels ; Cordey, Martigny, St-Loup-Canivet et Versainville servent au culte ; enfin Aubigny, St-Vigor-des-Mieux et Noron ne sont pas rendues au culte, mais les deux dernières sont réclamées dans ce but par les habitants. L'église de Vecqueville a été vendue. Etat du 15 thermidor, an IV. *Ibid.*

(13) Sur 15 églises, 9 sont rendues au culte : Cremauville, Ableville, Bourg-St-Sauveur (desservie par un ministre constitutionnel), Vasouy (desservie par un ministre du culte), St-Gatien (desservie par un ministre du culte), Pennedepie

Hottot (1), Juaye (2), La Cambe (3), Lisieux-rural (4), Magny (5), Maltot (6), Mézidon (7), Mondeville (8), Moyaux (9), Pont (10),

(desservie par un ministre du culte), Fourneville, Barneville, Gonneville (desservie par un ministre du culte). D'autres sont réclamées par les habitants : Ablon, Gueneville, Equemauville, Theil, St-Martin et Quetteville, mais comme il y a des ministres du culte à Gueneville et à Quetteville, on doit admettre qu'au moins ces deux églises sont déjà rendues à leur destination primitive. Etat du 3 vendémiaire, an V. *Ibid.*

(1) Douze églises : celle de Hottot est réclamée pour l'exercice du culte qui a été célébré jusqu'en nivôse dernier par un curé constitutionnel, celui-ci a été obligé de s'enfuir devant la fureur des chouans ; à Longraye, le service est fait régulièrement par un desservant ; les habitants de St-Germain-d'Ectot et ceux de Sermentot réclament leur église et y exercent le culte ; ceux de Lingèvres, Auctoville, Quesnay-Guesnon et Parfouru réclament également leur église. Les églises de Feuguerolles, Orhois, Bucels et Torteval ne sont pas réclamées et ne sont d'aucun usage, l'administration cantonale propose pour l'intérêt de la République de les mettre en location. Etat du 21 thermidor, an IV. *Ibid.*

(2) Au Vernay, à Noron, Subles, Arganchy, St-Amator le culte est exercé par des ministres qui se sont soumis aux lois. Les églises de Ellon, Nonant, Condé-sur-Seulles, Couvert, Juaye sont rendues au culte ; celles de Agy, Bernières, Chouain et Trungy ne sont pas encore rendues, mais sont réclamées par les habitants pour le culte, 1 frimaire, an V. *Arch. dép. Lv.*

(3) Douze églises. Sont rendues au culte : La Cambe, Longueville, Englesqueville, Cricqueville ; Asnières « n'est pas rendue au culte, quelques personnes s'y réunissent seulement les jours de fête de dimanche ». Etat du 9 brumaire, an V. *Lm. Police.*

(4) Dans ce canton, les églises de Beuvillers, Boutemont, Glos, Lamotte, Le Mesnil-Eudes, OUILLY-l'Union, Pré-d'Auge, St-Martin-de-la-Lieue, Villers et St-Pierre-d'Ifs servent au culte ; une seule, celle de St-Hippolyte, est fermée. *Arch. dép. Canton de L. rural. Liasse, déclaration des agents, 1 thermidor.*

(5) Les églises d'Argouges-sur-Aure, Commes, Fontenailles, Magny, Marigny, Monceaux, Port-en-Bessin, St-Loup-Hors, St-Martin-des-Entrées, St-Sulpice, St-Vigor, Sully, Sommervieu, Tracy et Vaux-sur-Aure sont réclamées par les habitants de ces communes. *Arch. dép. Lv., 25 thermidor, an IV.*

(6) Les huit églises du canton sont énumérées dans l'état du 14 vendémiaire, an V, l'état dit qu'elles sont toutes destinées au culte sans spécifier si le culte y est ou non exercé. *Arch. dép. Canton de Maltot. Liasse. 1 brumaire, an V.* Les ex-curés d'Amayé, Jean-François Lemonnier, d'Avenay, Boullard et de Feuguerolles, Pierre Benard, sont les seuls ministres du culte restés dans le canton, ils ont satisfait aux lois. *Arch. dép. Canton de Maltot. Registre de Correspondance. Lettre au départ. 14 vendém., an V.*

(7) L'administration municipale du canton de M. écrit au département : « Nous avons l'honneur de vous faire part de l'assentiment général des habitants des communes, qui composent notre arrondissement, sur la conservation de leurs ci-devant églises, et en même temps ils nous chargent de vous assurer, par l'organe de leurs agents municipaux, qu'ils se chargeront de les réparer et entretenir de leurs propres fonds devant les employer au culte. » *Arch. dép. Lv. Pensions ecclésiastiques.*

(8) Sur quinze églises, onze servent au culte, Athis est aliéné, les communes d'Allemagne, Bretteville-sur-Odon et Hérouville ont chacune deux églises, mais une seule sert au culte. Etat du 11 vendémiaire, an V. *Arch. dép. Lv.*

(9) Cf. p. 81.

(10) L'unique usage des dix-neuf églises de ce canton est l'exercice du culte. Etat de nivôse, an V. *Arch. dép. Lv.*

Pont-Farcy (1), Ranville (2), St-Aubin-d'Arquenay (3), St-Julien-le-Faucon (4), St-Martin-de-Fontenay (5), St-Pierre-sur-Dives (6), St-Silvain (7), Tilly-la-Campagne (8), Tilly-sur-Seuilles (9), Touques (10), Trévières (11) et Vire (12).

(1) Treize églises sont rendues au culte. Etat du 7 frimaire, an V, qui porte l'observation suivante : « Le vœu unanime des citoyens est que les églises soient conservées pour le culte... » *Ibid.* Il y avait quatorze églises dans le canton.

(2) Onze églises sont indiquées sur l'état du 25 vendémiaire, an V, comme « servant ordinairement au culte », tandis que l'église du Buisson est indiquée comme « servant très rarement au culte ». *Ibid.* Il y avait treize églises dans le canton.

(3) Le culte s'exerce dans les huit églises de ce canton. Etat du 25 messidor, an IV. *Ibid.*

(4) Le canton compte quatorze églises, mais le culte n'est célébré que dans celles de Monceaux, Lessard et les Authieux-Papion, encore l'exercice se fait-il dans cette dernière commune sans ministre. L'état du 1 thermidor, an IV, se termine par cette note : « tous les habitants désireraient conserver leurs ci-devant églises pour l'exercice du culte catholique ». A Monceaux, le ministre du culte est un nommé Leroux qui s'est soumis aux lois. *Ibid.*

(5) L'état du 1^{er} brumaire, an V, indique que l'usage des huit églises est l'exercice du culte. *Ibid.*

(6) Le chef-lieu possède deux églises et une chapelle, la première est en bon état, sert à l'exercice du culte et aux assemblées primaires et communales, l'autre, en très mauvais état, sert de magasin et de dépôt pour les troupes en cantonnement. Les églises des treize autres communes du canton servent au culte et aux assemblées communales. *Arch. dép. Canton de St-Pierre-s.-D. Copie-lettres.* Lettre au départ., 14 thermidor.

(7) Les dix-sept églises du canton servent « au culte public », et aucune n'a cessé d'y être consacrée. Etat du 16 brumaire, an V. *Arch. dép. Lv.*

(8) Dans les huit églises du canton, on célèbre « l'office catholique ». Etat du 1^{er} thermidor, an IV. *Ibid.*

(9) Les églises de Audricu, Cristot, Fontenay-le-Pesnel, Juvigny, St-Waast, Tessel, Tilly et Vendes « sont destinées à l'exercice du culte, les communes en étaient en possession en l'an II ». A Tilly, il y a deux églises, l'une rentre dans la catégorie précédente, l'autre, St-Aubin, est aliénable et soumissionnée ; à Fontenay, qui possède aussi deux églises, c'est St-Martin qui est destinée au culte. Etat du 12 vendémiaire, an V. *Ibid.*

(10) Les seize églises de l'arrondissement ont été réclamées par les habitants, « leur religion, à laquelle ils sont et seront fidèles, s'y exerce librement et décemment, partie par des prêtres constitutionnels et les autres par des citoyens d'exemple pour le pieux exercice divin et la lecture absolument utile des lois... Il est bon d'observer que celle de Canapville a été même soumissionnée par l'agent de la commune pour assurer sa conservation quoique non aliénable ». Etat de thermidor, an IV. *Ibid.*

(11) Le culte est exercé à Tessy, Louvières, Trévières, Engranville, Houtteville, Saon, Le Breuil, Colombières, Mandeville, Bricqueville, Formigny et Surrain. Pour les communes de Saonnet, Rubercy, Vierville, Ecrammeville et Bernesq, il est dit que les habitants entendent exercer leur culte conformément à la loi. 21 brumaire, an V. *Ibid.*

(12) Cf. p. 80.

Avant de tirer les conclusions de cette enquête, il convient de remarquer que certaines réponses ne donnent aucun renseignement (Falaise et Creully) (1), d'autres sont fragmentaires, vagues ou inexactes : par exemple, quand le canton de Maltot dit que ses huit églises sont « destinées » au culte, quand celui de Pont déclare que « l'unique usage » de ses dix-neuf églises est l'exercice du culte, ou encore quand nous apprenons que les seize églises du canton de Tilly-sur-Seulles sont « réclamées » par les habitants, cela ne signifie pas nécessairement que le culte s'exerce dans chacune de ces églises ; l'état dressé par le canton de Touques assure que le culte s'exerce librement dans les seize églises de l'arrondissement ; il est regrettable qu'une liste nominative ne soit pas donnée à l'appui de cette affirmation, il y avait bien seize églises dans ce canton, mais deux se trouvaient à Touques et les analogies contemporaines nous permettent de contester, jusqu'à plus ample informé, l'ouverture de deux églises dans une commune qui comptait environ 1.500 habitants ; d'après la municipalité du Bénv-Bocage, aucune église de l'arrondissement n'est ouverte au culte, or la même municipalité constate en prairial, an V, que l'église de Montchamp était employée à l'exercice du culte le 1^{er} vendémiaire, an II, et « y est encore employée maintenant » (2). — Eliminons donc les réponses douteuses et même, pour plus de précision, les réponses globales, retenons seulement celles qui énumèrent les églises et spécifient leur emploi : il nous reste alors vingt cantons avec un ensemble de 234 églises dont 169 rendues au culte, soit près des trois quarts (3), et il faudrait ajouter les nombreux édifices qui sont l'objet d'une réclamation de la part des fidèles. Mais plus importante que cette statistique est l'impression qui se dégage des documents, or ceux-ci — qu'ils apportent des renseignements précis ou des données générales — sont d'accord sur ce point : l'ouverture des églises donne satisfaction à la majorité des habitants et corres-

(1) Or, nous savons qu'au moins un prêtre constitutionnel, Joseph Lemonnier, exerce à Falaise. Cf. p. 79 et 80 ; d'autre part, une lettre de Levardois, commissaire du canton de Creully, nous apprend que le culte est célébré à Creully en vendémiaire, an V. *Arch. dép. Lm. Police.*

(2) *Arch. dép. Canton de Bénv-Bocage. Registre des Avis et Arrêtés sur pétitions.*

(3) Sur 169 églises, six sont indiquées comme n'ayant pas de prêtres pour les desservir, les fidèles s'y rassemblent pour « faire leurs prières » (Canton de Courson), pour y exercer le culte (Cantons de Hottot et La Cambe), il y a des cas semblables de culte par des laïques dans les cantons de Bénv-sur-Mer et de Tilly-sur-Seulles.

pond à leurs vœux (1). Les réponses des divers cantons sont à cet égard très nettes, plusieurs d'entre eux ajoutent à l'état demandé par le département des remarques dans ce sens : les catholiques sont prêts à entretenir à leurs frais les édifices accordés et ceux dont ils réclament encore l'ouverture, le désir unanime est que les églises soient conservées pour le culte.

On peut d'ailleurs vérifier l'exactitude des réponses des cantons quant à l'attachement des fidèles pour leurs églises, en constatant que la population imposait souvent sa manière de voir aux autorités locales et que celles-ci étaient obligées de soutenir leurs administrés contre l'arbitraire des commissaires de canton. A Mondeville, sur une lettre du commissaire du département rappelant les lois des cultes, le commissaire du canton requiert la fermeture de toutes les églises (2) ; la municipalité se garde bien de protester et même d'émettre un avis quelconque, le procès-verbal de la séance enregistre sans commentaire la prétention du commissaire, mais cette fois-là le proverbe « qui ne dit mot consent » s'est trouvé être faux, le commissaire fut obligé de céder et nous apprenons que quelques mois plus tard, sur les quinze églises du canton, onze servaient au culte (3). — Quand le commissaire s'entêtait, l'unique résultat était d'aggraver le conflit ; à Moyaux, le commissaire du Directoire exécutif, nommé Morin, était en correspondance avec Lareveillière-Lepeaux à qui il communique ses appréhensions : depuis que le gouvernement a fait demander l'état des églises non employées au culte « la torche du fanatisme » se rallume, on fabrique des pétitions pour réclamer l'ouverture des églises (4). Morin sait bien comment arrêter ce mal, le gouvernement devrait déclarer que les églises non réclamées à une certaine époque ne seront plus accordées à aucun culte. Mais le bouillant commissaire ne se contente pas de corriger à distance les lois ; dans le canton où il exerce ses fonctions les églises de St-Hippolyte de Canteloup et de Hermival sont réclamées pour le culte dans le courant de thermidor (5). La pétition pour St-Hippolyte était en règle, mais celle des habitants de Hermival ne contenait aucun engagement relatif aux

(1) Le culte s'exercerait même dans un plus grand nombre de communes, si les prêtres ne faisaient pas défaut, en particulier dans le canton de Courtonne-la-Ville.

(2) *Arch. dép. Canton de Mondeville, Registre des Délibérations*, 15 ventôse, an IV.

(3) *Etat du 11 vendémiaire, an V*, cité p. 85.

(4) *Arch. nation. F^r 3661¹*. Lettre du 30 thermidor.

(5) *Arch. dép. Lm. Police*.

réparations : « Votre église sera ouverte, leur écrit Morin, mais lorsque vous aurez pris l'engagement par écrit de la faire réparer et entretenir à vos frais... Vous êtes vingt, avez-vous calculé combien il vous en coûtera par tête?... » (1), et pour donner à cet avertissement tout son effet, un détachement de 25 hommes commandés par un lieutenant est expédié de Lisieux à Hermival avec mission de faire fermer l'église. Mais entre temps, un autre village, les Vaux, réclame son église (2), Morin avertit son supérieur hiérarchique, le commissaire près l'administration départementale (3), et sans attendre la réponse il discute en séance les trois pétitions, puis prononce un réquisitoire enregistré au procès-verbal. Parmi les réclamants, dit-il, se trouvent des hommes sans fortune qui ne pourront acquitter les frais d'entretien et de réparations, d'autres y sacrifieraient leur patrimoine et le pain de leurs enfants, ils doivent, avant de signer une pétition, fixer la somme à laquelle ils s'engagent. La municipalité déclare le réquisitoire contraire à la loi et passe outre. Les quatre (4) pétitions vont être adressées dans le plus bref délai au département qui prendra les mesures nécessaires et réprimera les obstacles apportés aux lois, mais jusqu'à la décision de l'autorité centrale les habitants de Fumichon, des Vaux et St-Hippolyte-de-C. auront provisoirement le libre usage des églises réclamées (5). Les pétitionnaires obtiennent enfin gain de cause, un arrêté du département en date du 5 vendémiaire, an V, constate que les pétitionnaires se sont conformés aux lois et leur accorde, sous la surveillance des autorités, leurs églises pour l'exercice du culte (6). La joie est grande dans le canton à la nouvelle de cette décision et des billets sont lancés pour inviter les citoyens à venir le dimanche suivant entendre la lecture de cet arrêté (7).

(1) *Arch. dép. Lm. Police*. Extrait conforme au registre de la police d'Hermival, 25 fructidor.

(2) *Ibid.*, 21 fructidor.

(3) *Ibid.*, 23 fructidor.

(4) Aux communes de St-Hippolyte-de-C., Hermival et Les Vaux s'était jointe celle de Fumichon qui avait présenté sa pétition le 25 fructidor, le jour même du réquisitoire de Morin.

(5) *Ibid.* Extrait du registre des délibérations de l'administration municipale du Canton de Moyaux, séance du 25 fructidor.

(6) *Ibid.*

(7) « En exécution de l'arrêté du département du Calvados concernant le libre exercice des cultes, le citoyen Verneuil et sa famille sont invités de se rendre à Moyaux dimanche prochain, 9 heures du matin, pour entendre la lecture du dit arrêté. — Salut et Fraternité. De la Balle, agent. Moyaux, ce 6 vendémiaire, an V, de la République. » *Ibid.*

L'affaire eut son écho à Paris, le ministre de la police générale, averti vraisemblablement par Lareveillière-Lepeaux, écrit au département pour avoir des renseignements sur le « culte équivoque » du canton de Moyaux (1) ; mais le bureau de police du département, après un nouvel examen des pièces, « estime que n'ayant sous les yeux aucuns faits constants, qui viennent à l'appui de la dénonciation vague qui a été faite au ministre de la police, qu'ayant au contraire les arrêtés motivés de l'administration municipale du canton... », il ne peut provoquer la clôture des églises (2).

Grâce à l'énergie de la municipalité, la liberté des cultes demeure entière dans le canton de Moyaux, mais il n'en est pas partout ainsi. Les habitants de Lisieux, toujours privés d'un lieu de culte, renouvellent leurs pétitions antérieures et ne rencontrent de la part des autorités qu'un accueil très peu encourageant : la municipalité craint que l'ouverture d'une église n'amène des troubles dans la commune où la paix règne depuis que les églises sont fermées, cependant comme la loi est formelle on transmet la demande au département (3). En réalité, l'administration municipale employait tous les moyens pour que la loi n'ait point son effet ; depuis le 12 nivôse, elle était saisie d'une pétition revêtue d'une centaine de signatures et réclamant l'église St-Pierre en vertu des lois du 11 prairial et du 7 vendémiaire (4). Cet appel n'avait pas eu plus de succès, le district était intervenu pour arguer de divers prétextes : la loi exige des pétitions individuelles et non collectives (5), les pétitionnaires ne déclarent pas s'engager à entretenir l'édifice à leurs frais, enfin l'argument suprême avait été invoqué, « la tranquillité publique exige que l'édifice reste fermé et ne serve point à l'exercice d'aucun culte » (6). Pour vaincre la mauvaise volonté à laquelle ils se heurtaient depuis des mois les habitants de Lisieux s'adressent au ministre de l'intérieur, la municipalité reçoit une lettre du département datée du 3 fructidor : « Le ministre de l'intérieur nous a fait passer la pétition des citoyens de la commune de Lisieux qui se plaignent de n'avoir point à leur disposition une église pour l'exercice du culte... » (7).

(1) *Ibid.* Lettre du 4 vendémiaire, an V.

(2) *Ibid.*

(3) *Arch. munic. de Lisieux. Correspondance avec le département.* 2^e jour complémentaire, an IV.

(4) *Arch. dép. Lm. Police.*

(5) Les lois de prairial, an III, et de vendémiaire, an IV, ne disent rien de semblable.

(6) *Arch. dép. Lm. Police*, 1 pluviôse, an IV.

(7) *Arch. munic. de Lisieux.*

Cette intervention fut efficace ; le 23 vendémiaire la municipalité décide l'ouverture immédiate de l'église St-Jacques ; on enlèvera dans le plus bref délai de la cathédrale les décombres et de l'abbaye le foin qui y a été entassé, ces deux édifices seront remis aux citoyens dans les mêmes conditions que l'église St-Jacques (1). Deux jours plus tard, François Devenois et Pierre Crevin déclarent choisir l'église de St-Jacques pour y exercer le culte (2) ; le mois suivant, Jean-Pierre Hauvel, Louis-François Mauduit, Jean-Robert Deschamps et Jean-Baptiste-Robert Armenould déclarent vouloir exercer le culte dans l'église de l'abbaye (3) ; en ventôse, c'est Guillaume Gondouin et en prairial Thomas-Charles Deverre qui déclarent choisir l'église St-Jacques pour y exercer le culte (4).

Les difficultés ne devaient pas se terminer aussi facilement, Crevin se plaint bientôt « de l'habitude d'aller ou d'être dans cette église [St-Jacques] en quelque sorte comme dans une place publique » et prie l'administration municipale « de rappeler authentiquement les lois relatives au culte, d'inviter les pères et les mères d'empêcher leurs enfants d'aller dans la susdite église St-Jacques y jouer ou y commettre d'autres indécences répugnantes à la sainteté du lieu... » (5). En outre, avant de commencer l'exercice du culte, Crevin et son confrère Devenois veulent que soit dressé « un état exact et circonstancié de l'église St-Jacques et des objets qui s'y trouvent encore ». La municipalité leur répond avec mauvaise humeur que l'usage des édifices destinés au culte a été provisoirement consenti, non aux prêtres, mais aux citoyens des communes, que d'ailleurs ces édifices devaient être remis tels qu'ils se trouvent et qu'un état ayant été envoyé au département il n'y a pas lieu d'en dresser un second (6). Cependant plusieurs citoyens réclament par une pétition du 29 brumaire la sacristie de St-Jacques, qui est nécessaire pour le culte, et l'administration municipale se décide à en accorder la jouissance après qu'inventaire aura été dressé (7). — Mais la lutte reprend : la municipalité avait

(1) *Arch. munic. de Lisieux. Registre des Délibérations* à la date du 23 vendémiaire, an V.

(2) *Ibid.*, 25 vendémiaire.

(3) *Ibid.*, 13, 19, 21, 28 brumaire.

(4) *Ibid.*, 2 ventôse, 25 prairial.

(5) *Ibid.* Lettre du 27 vendémiaire.

(6) *Ibid.*, 29 vendémiaire et 1 brumaire.

(7) *Ibid.*, 16 frimaire.

chargé le citoyen Viot d'ouvrir l'église aux heures fixées et d'en garder les clefs ; Viot accuse Crevin de ne pas respecter les heures d'ouverture, ce « dictateur » se permet au culte de faire des menaces contre la municipalité. Les membres de la paroisse prennent parti pour Crevin, ils écrivent à la municipalité pour déclarer qu' « ils ont choisi les citoyens Venoix et Crevin, leurs ministres, pour être dépositaires des clefs de la sacristie et même de celles de l'église ». L'administration municipale, qui n'avait pas eu la main très heureuse en faisant de Viot son homme de confiance, le soutient cependant envers et contre tous. Il semble qu'elle aurait pu avoir quelques ménagements pour Crevin, prêtre assermenté et soumis aux lois, mais celui-ci, las de se heurter toujours à des fins de non-recevoir, avait adressé une réclamation au Conseil des Cinq-Cents, les administrateurs ne le lui pardonnent pas. — Crevin n'entre pas seulement en conflit avec la municipalité, il eut des difficultés avec plusieurs de ses confrères : Devenois, Gondouin et Deverre, ministres du culte catholique, écrivent le 28 prairial aux administrateurs de la commune pour se plaindre de « la domination qu'exerce journellement contre eux le citoyen Crevin se disant ministre exclusivement choisi du peuple ». L'administration refuse de délibérer, car, dit-elle, c'est à ceux qui exercent le culte à s'entendre, l'affaire sera renvoyée au juge de paix « pour qu'il fasse cesser le scandale » : mais les choses traînent en longueur et en prairial, an VI, le juge de paix déclare que, si les ministres ne parviennent pas à s'entendre, il fera appliquer la loi du 19 fructidor et il renvoie à l'administration municipale les partis « pour les régler ».

La mort même de Crevin ne devait pas mettre fin à cet état de tension ; le 28 frimaire, an VI, une centaine de paroissiens de St-Jacques, après avoir rendu hommage au ministre décédé, déclarent n'avoir « aucune confiance religieuse aux autres ministres qui exercent dans la même église » ; le but de leur pétition est de demander pour Mauduit « prêtre assermenté dont les mœurs, la religion, la bonne conduite et la soumission aux lois sont connues » les heures des offices de Crevin.

Les églises rendues au culte n'en continuaient pas moins à être employées pour la lecture des lois et la célébration des fêtes républicaines. A la vérité, ces fêtes n'étaient guère populaires et l'on était plutôt embarrassé quand il s'agissait d'en fixer le programme : à St-Pierre-sur-Dives, le 1^{er} pluviôse, an IV, la fête anniversaire de la juste punition du dernier roi des Français est l'occasion pour Vaudon, ministre, Baucher, instituteur, Poret et Desruaulx, ex-religieux,

de prêter serment d'attachement à la République et de vouer une haine éternelle à la royauté (1) ; à Falaise pour célébrer la fête de la reconnaissance et de la victoire, on a besoin d'une statue de la liberté que l'on veut dresser dans le temple de la Raison, on s'adresse au citoyen Lemonnier, ministre du culte qui exerce dans « le temple de la Liberté », « vous êtes dépositaire de la seule [effigie] qui existe dans cette commune. Nous espérons, citoyen, que vous ne ferez pas de difficulté de la prêter à l'administration afin de représenter aux yeux et au respect des citoyens dans une fête publique la divinité chérie de tous les Français » (2). A Crèvecœur, on célèbre en floréal la fête des époux, en prairial celle des victoires, en messidor celle de l'agriculture, le 10 thermidor celle de la liberté, mais ce sont là des manifestations officielles qui n'éveillent aucun enthousiasme, aussi ne craint-on pas de tourner la loi, le compte rendu de la fête de la liberté est à cet égard significatif : « le concours n'a point été nombreux ; les fêtes de la liberté ne pouvant en quelque sorte être célébrées que par des actes vraiment libres, presque tous les citoyens ont manifesté cette opinion en préférant continuer leurs travaux d'agriculture et de commerce... » (3). La population s'intéresse aux travaux des champs beaucoup plus qu'aux anniversaires politiques, et comme la fête du 10 août tombe à l'époque des récoltes, chacun préfère manifester à domicile « sa vive allégresse » pour la chute du trône des tyrans, « de sorte que cette fête qui n'aurait été concentrée que dans un seul point a retenti en même temps, non seulement dans tout ce même canton, mais encore dans tous ceux qui l'avoisinent » (4). On ne saurait avouer plus clairement que la fête fut escamotée. D'ailleurs, le 24 pluviôse, an V, pour l'anniversaire de « la punition juste et méritée du dernier roi des Français », sur 102 membres de l'administration, 55 sont absents et prouvent par là leur indifférence. La même fête ne suscite pas plus d'enthousiasme à Honfleur, «un air froid et indifférent était peint sur la plupart des visages des spectateurs, qui consistaient dans les autorités constituées, la compagnie des vétérans nationaux, celle des grenadiers garde-côte, un très petit nombre de la Garde nationale sédentaire et deux gendarmes, les autres étant en route... » (5). A Beaumont, la fête des

(1) Arch. dép. Canton de St-Pierre-s.-D. *Registre des Délibérations*.

(2) Arch. munic. de Falaise. *Registre de Correspondance*, 9 prairial.

(3) Arch. dép. Canton de Crèvecœur. *Registre des Délibérations*, 10 thermidor.

(4) *Ibid.*, 23 thermidor.

(5) Arch. dép. *Pièces mélangées de Honfleur ville et Honfleur rural*, 21 pluviôse, an V.

époux ne peut avoir lieu, personne ne se présentant pour y prendre part (1). Dans les communes plus importantes, on avait la ressource de créer un public en convoquant les instituteurs, les institutrices et leurs élèves (2).

Quand les églises étaient rendues au culte, quel était leur mobilier ? — Les ventes de mobilier national se poursuivaient depuis plusieurs années ; en floréal, an IV, une lettre du ministre des finances ordonne la vente des buffets d'orgue appartenant à la République, en exceptant ceux qui par leur travail méritent d'être conservés. L'administration du département, qui reçoit cette lettre le 29, charge son bureau de réaliser les vues du ministre (3) ; on revient sur cette question le 7 thermidor et l'on décide d'écrire aux administrations municipales pour savoir quels sont les buffets existants, les cantons devront en donner une description et en estimer la valeur, après quoi on statuera (4). — Bon nombre de cloches avaient été saisies et devaient fournir le métal nécessaire pour la monnaie (5) ; le ministre de la marine a aussi sa part de ces dépouilles qui lui servent à fabriquer des canons (6). — Le bureau des domaines nationaux continue à recevoir et à expédier à Paris l'argenterie des églises, le ministre avait demandé d'en hâter la vente (7) et le département avait pris le 11 floréal un arrêté pour que la remise lui soit faite sans délai (8).

(1) *Arch. dép. Canton de Beaumont*, 10 floréal.

A Bonnebosq, en fructidor, an IV, pour la fête des vieillards, l'assistance se compose en tout de 2 agents municipaux. *Arch. dép. Canton de Bonnebosq*.

(2) *Arch. dép. Pièces mélangées de Honfleur ville et Honfleur rural*, Lettre du 22 thermidor pour inviter les instituteurs et institutrices à la fête du lendemain.

(3) *Arch. dép. Administration centrale du département. Registre des Délibérations*, 29 floréal.

(4) *Arch. dép. Registre de Réquisitoires du Commissaire du Directoire Exécutif*, 7 thermidor.

(5) Le ministre des finances avertit le département qu'il a passé marché avec les citoyens Guérin et Planchon pour le transport du métal des cloches des départements de la Manche et du Calvados. *Arch. dép. Administration centrale du département. Registre des Délibérations*, 9 messidor.

(6) *Ibid.*, 3 vendémiaire, an V.

(7) *Ibid.*, 11 ventôse.

(8) Les communes de Bretteville et de Carel livrent des vases d'argent et des ornements. *Arch. dép. Canton de St-Pierre-s.-Dives. Reg. des Délibérations*. 15 floréal, 1, 3 et 8 prairial, 5 et 9 fructidor. *Reg. de copie-lettres*, 8 vendé-

Indépendamment de ces réquisitions, les églises avaient souffert de nombreux dégâts. La commune de Bernières le constate dans son inventaire des meubles lui appartenant : « ...tout l'autel ayant été démonté dans toutes ses parties par l'ancienne municipalité sous le règne de la tyrannie de Robespierre, d'inférieure mémoire, et ayant été remplacé par la susdite municipalité après la mort du susdit tyran, il y manque différents objets dorés, la contre-table, le tabernacle et le devant d'autel étant bien endommagés par les débris. » (1).

Les demandes de mobilier pour l'exercice du culte sont à cette époque peu nombreuses, sans doute parce que les catholiques se heurtaient presque toujours à des refus. A Bayeux, les habitants de la section de la République obtiennent bien pour l'église St-Jean une chaire qui provient du collège (2) ; le canton de Condé-sur-Noireau, de son côté, accorde pour l'église St-Sauveur les fonds baptismaux, la chaire et les tableaux « qui dépérissent dans l'église St-Martin » (3). Les agents et adjoints municipaux de la commune de Reculé réclament pour leur église « les croix, lampes, bénitiers, encensoirs, chandeliers, cloches petites et grosses » déposés au magasin de Vire ; le canton donne un avis favorable (4). Mais ces demandes étaient illégales : les paroissiens de St-Michel de Vaucelles à Caen s'adressent successivement au département pour obtenir une cloche, une horloge, leur ancien cimetière, l'ancien presbytère pour y loger les prêtres (5), puis à la municipalité pour obtenir l'orgue des ci-devant Carmes. La municipalité leur répond qu'elle ne peut en disposer (6), la réponse du département dut être identique, car les habitants de Bayeux se voient refuser des croix, des chandeliers et « d'autres ornements » : « les dits objets, écrit l'administration départementale, font partie du mobi-

mière, an VI. Cf. *Canton de Bénv-sur-Mer. Reg. des Délibérations*, 25 floréal. *Canton de Beaumont. Reg. des Délibérations*, 29 vendémiaire, 2 et 13 brumaire, an V, et *Administration centrale du Départ. Reg. des Délibérations*, 29 fructidor, 29 vendémiaire, an V.

(1) *Arch. munic. de B. Registre des Délibérations*, 26 frimaire, an IV. Nous avons donné d'autres exemples, p. 56-57.

(2) *Arch. munic. de Bayeux*, 13 vendémiaire.

(3) *Arch. dép. Canton de Condé. Registre des Délibérations*, 21 pluviôse, an V.

(4) *Ibid. Canton de Bénv-Bocage. Registre des Arrêts sur Pétitions*, 4 messidor.

(5) *Arch. munic. de Caen. Registre des Délibérations*, 13 ventôse.

(6) *Ibid. Registre des Pétitions*, 3 brumaire.

lier national et aucune loi ne permet d'en accorder » (1). La demande des catholiques de Bretteville-sur-Dives a pour résultat de faire rappeler à l'ordre le canton, qui devra envoyer sans délai à Paris, à la Monnaie, les soleils, calices, patènes, ciboires en argent, et faire vendre le reste (2).

II

Dans les églises rendues aux fidèles, le culte est célébré par les prêtres qui sont, en majorité, d'anciens assermentés ; leur situation ne s'est en rien améliorée depuis que la Constitution civile n'a plus force de loi. La plupart d'entre eux souffrent de la pauvreté : Deline qui demeure à Caen a été abandonné de sa famille à cause de son serment, il est sans ressources et vit de la charité publique (3). Ce cas n'est pas exceptionnel et Coquille-DeLongchamps, commissaire du canton de Martragny, déclare que les prêtres constitutionnels sont dans la misère la plus affreuse : « l'opulence et la tranquillité [des réfractaires] contrastent d'une manière révoltante avec l'état de trouble et de dénuement qui semble être le partage et la punition de tous les partisans de la révolution... » (4).

En outre, les constitutionnels voient leurs adversaires leur reprocher sans cesse le serment prêté antérieurement, ils sont en butte à l'opposition la plus acharnée à laquelle viennent s'ajouter de la part des chouans des violences extrêmes. Jourdain, curé de Couseulles-sur-Seulles, est attaqué dans sa maison par les chouans qui veulent le forcer à quitter ses fonctions ; comme il refuse, on lui donne huit jours pour réfléchir ; les brigands vont chez les curés du voisinage, pillent leur maison, affichent des défenses aux curés patriotes de remplir leurs fonctions. Le curé de Cristot est blessé de deux coups de fusil ; Morin, commissaire du canton de Creully, est « haché sous les yeux de sa mère » (5). *Les Annales de la Religion* racontent que Patry, curé du Mesnil, a été lâchement assassiné par le prêtre Delage en séjour chez lui (6). Hébert, vicaire de la commune du Tronquay, est assailli le 7 germinal, an IV, pendant qu'il dit la messe,

(1) *Arch. dép. Séances de l'Administration centrale*, 23 germinal.

(2) *Ibid.*, 9 fructidor.

(3) *Arch. munic. de Caen. Registre de Copie-lettres*, 11 pluviôse, an V.

(4) *Arch. dép. Comptes décadaires*, 4 prairial, an V.

(5) *Annales de la Religion*, t. II, p. 308.

(6) *Ibid.*, p. 571.

de soi-disant officiers des chasseurs du roi pénètrent dans l'église, arrachent le malheureux à l'autel et l'égorgent. La condamnation à mort des coupables par le Conseil militaire de Bayeux ne met pas fin à ces attentats. Un autre prêtre du même nom, Hébert, curé constitutionnel d'Acqueville, est assassiné par les chouans, ainsi que Marais (1). Le curé constitutionnel de Luc est assassiné en frimaire à son domicile et les auteurs du crime « disent hautement qu'ils tueront tous les patriotes, mais surtout les prêtres qui sont soumis aux lois » (2). Le curé d'Amblie, prêtre assermenté, tombe victime des mêmes fanatiques en fructidor (3). Il faut encore noter les assassinats commis sur la personne du curé de St-Pierre-Tarentaine en nivôse (4), de Saillenfest-Brunet, de deux curés de Gouvix (canton de Bretteville-sur-Laize) (5), de Savair, curé constitutionnel de Coutances en prairial (6), de Binard et Criquet, tous deux curés constitutionnels, dans la Manche. Ces trois derniers crimes pour avoir été perpétrés dans le département voisin n'en ont pas moins leur répercussion dans le Calvados, les malfaiteurs pénètrent à Pont-Farcy, rançonnent les acquéreurs de biens nationaux, enlèvent les chevaux et ruinent le pays (7). « Un brigandage » est commis chez le citoyen Douesnel, ministre du culte catholique à Fontenailles (Canton de Magny) (8). Les chouans sont particulièrement nombreux dans les environs de Vire et de Bayeux, mais ils parcourent toute la région, il suffit d'avoir été prêtre constitutionnel, même si l'on n'exerce plus ces fonctions, ou d'être partisan des constitutionnels, pour être exposé aux attentats. L'agent municipal d'Esquay a vu sa maison assaillie pendant la nuit et n'a sauvé sa vie qu'en fuyant par une fenêtre, or il a été curé constitutionnel, bien qu'il soit à ce moment agent municipal (9). Dans le même canton, un coup de fusil est tiré un an plus tard sur Gardin,

(1) *Arch. dép. Canton de Thury-Harcourt*, aux dates des 11 germinal et 25 fructidor, an VI, à propos de recherches sur l'assassin de Hébert et de la succession de ce prêtre, et *Ibid.* Extrait du jugement rendu par le tribunal criminel du Calvados en ventôse, an VII, condamnant à mort l'assassin de Marais.

(2) *Arch. nation.* F^r 3661¹.

(3) *Ibid.*

(4) *Ibid.*, BB¹⁸ 204.

(5) *Annales de la Religion*, 1^{er} juillet 1796, t. III, p. 255.

(6) *Arch. nation.* BB¹⁸ 200.

(7) *Ibid.* Lettre du juge de paix du canton de Pont-Farcy au ministre de la justice, 2 messidor.

(8) *Arch. dép. Lm. Police*, 21 pluviôse, an V.

(9) *Arch. nation.* F^r 3661¹. Rapport du commissaire du Directoire exécutif près l'Administration municipale, 4 nivôse, IV.

ex-curé constitutionnel de Tierceville (1). Cauvin-Beaumont, commissaire du pouvoir exécutif du canton de Hottot, est assassiné pour avoir pris le parti des constitutionnels, et les chouans interdisent, sous peine de mort, que l'on procède à son enterrement (2). De paisibles citoyens sortant de la messe à St-Vigor essuyent une fusillade, huit personnes sont tuées (3).

On a contesté l'alliance des réfractaires avec les chouans ; que ceux-ci n'aient pas toujours procédé sur les ordres des réfractaires cela est évident, mais il est non moins évident que les uns et les autres ont souvent agi de concert ou obéi à la même inspiration. Amblie, où le curé constitutionnel est assassiné en fructidor, est un centre de réfractaires, l'agent municipal Chauvet les protège, leur donne asile dans sa maison où ils disent la messe ; à la force armée venue pour arrêter les réfractaires, Chauvet répond qu'il vaudrait beaucoup mieux arrêter le curé constitutionnel ; le capitaine des grenadiers apprend, à l'occasion de cette descente à Amblie, que le curé constitutionnel est porté sur la liste des chouans pour être fusillé. L'exactitude de ce renseignement, confirmé par le crime commis cinq mois plus tard, garantit les informations rapportées par le capitaine (4).

Faut-il s'étonner que dans de telles conditions un certain nombre d'anciens constitutionnels aient rétracté leur serment ? Colleville, dans le canton de Martragny, fait de la propagande pour la messe d'un prêtre réfractaire « à laquelle il assiste lui-même en habit séculier, comme indigne encore de paraître avec les vêtements sacerdotaux » (5).

Quand l'opposition des réfractaires ne va pas jusqu'à provoquer des attentats contre la vie de leurs adversaires, elle se manifeste par des perpétuelles vexations : à Bayeux, Michel Moulland, l'un des chefs de l'église constitutionnelle du Calvados, célèbre le culte dans la cathédrale, des enfants s'efforcent d'en troubler l'exercice par des jeux bruyants, cassent les vitres et versent des immondices devant les portes de l'édifice (6).

(1) *Arch. dép. Administration Centrale du Calvados*, 26 pluviôse, V.

(2) *Arch. nation.* F¹ 3661¹. Rapport du Commis. du Direct., pluviôse, an IV.

(3) *Ibid.*, frimaire, an IV. Les villes de Caen, Bayeux, Falaise et Vire sont mises en état de siège en ventôse, an IV, par crainte des chouans.

(4) *Arch. dép. Lm. Police*. Enquête de l'an IV et *Arch. nation.* F¹⁰ 1006.

(5) *Arch. dép. Comptes décadaires*. Rapport du commissaire du Canton de M., 4 prairial, an V.

(6) *Arch. munic. de Bayeux*, 9 nivôse.

Dans le canton de Beaumont, centre d'agitation royaliste et réfractaire (1), la lutte entre les prêtres constitutionnels et la municipalité prend un caractère aigu (2). Le prêtre Pirou (3), qui exerce le culte dans l'église de Danestal, et Bachelier (4), curé de Clarbec, sont signalés comme n'ayant pas fait la déclaration exigée par les lois, en outre Bachelier ne s'est pas trouvé au jour fixé par l'agent pour l'ouverture de l'église et l'inventaire des meubles. Cités à comparaître à la barre de la municipalité, les deux coupables se présentent le 12 frimaire. Pirou déclare qu'il est soumis aux lois et le sera toujours, s'il ne s'est pas présenté pour faire sa soumission avant le premier de ce mois, c'est qu'il avait besoin de consulter ses supérieurs, depuis cette consultation il s'est présenté deux fois au domicile de l'agent municipal, mais les registres n'y étaient pas, ce dont il a obtenu un certificat. Les administrateurs du canton n'en considèrent pas moins Pirou comme coupable, car il a continué à exercer le culte avant de s'être soumis aux lois et a fait sonner les cloches. Il en sera référé au département et en attendant Pirou ne devra plus exercer aucune fonction de son ministère. — Bachelier, qui lui aussi n'a pu faire sa soumission vu la mauvaise volonté de l'agent de Clarbec, avait adressé une plainte au département et il peut présenter à la municipalité un arrêté de l'administration centrale portant injonction à l'agent de Clarbec de recevoir sa soumission. L'agent explique qu'à son avis Bachelier est coupable pour ne s'être* présenté à lui qu'après avoir célébré son culte, cependant sur l'ordre du département il enregistra la soumission. Mais l'affaire ne s'arrête pas là, en nivôse l'agent de Danestal se plaint de ce que Pirou ait changé l'heure de son office sans l'en prévenir et sans en avoir fait la déclaration sur le registre de la commune, en outre ce prêtre n'a pas justifié par pièces en forme de la prestation de serment prescrite par les lois des 26 août 1792, 23 avril 1793, 29-30 vendémiaire, an II. Le canton délibère à nouveau et décide que Pirou devra dans les trois jours se concerter

(1) Cf. p. 42, 43, 74, note 2, et *Arch. nation.* BB¹⁸ 204. Lettre de l'accusateur public près le tribunal criminel du département, au ministre de la justice, 8 frimaire, an IV.

(2) *Arch. dép. Canton de Beaumont, Lm. Police, Enquête de l'an IV* et *Arch. nation.* F¹⁹ 1006.

(3) Francis-Louis Pirou.

(4) Gilles-François-Baptiste Bachelier, originaire de St-Lô, 28 ans, a prêté le serment exigé par les lois et ne l'a pas rétracté. *Arch. dép. Canton de Beaumont.* Certificat de la municipalité de Clarbec, 5 prairial, an III.

avec l'agent pour fixer l'heure de son culte et justifier, dans le délai de trois décades, par pièces en forme, du serment prêté par lui (1). Enfin, en ventôse, les pièces fournies sont jugées valables, elles établissent que Pirou a prêté les serments prescrits par les lois, mais, comme il fait sonner la cloche, on lui enjoint de cesser. — Bachelier et Lefèvre (2), celui-ci ministre du culte à Heuland, fournissent également les pièces nécessaires qui sont déclarées valables, et ils promettent de ne plus faire sonner. — L'agent de Danestal nourrissait encore un autre grief contre Pirou et il expose à la municipalité que, s'étant rendu à l'église pour l'assemblée communale, il n'a pu y entrer, le citoyen Gentil, capitaine de la Garde nationale, l'a repoussé, accablé d'injures et a porté la main sur lui quoiqu'il fût revêtu de son écharpe. Gentil déclare inexacts les faits allégués, toute l'affaire s'est passée à l'occasion d'un baptême que Pirou allait célébrer. Le prêtre et l'officier de gendarmerie sont cités à comparaître ensemble, et l'administration prend un nouvel arrêté ; Pirou n'a le droit d'exercer son culte qu'à l'heure fixée par l'agent de la commune, en plaçant une cérémonie religieuse à l'heure où devait se tenir l'assemblée communale annoncée à l'avance il a manifesté son dessein d'empêcher la tenue de cette assemblée, ce délit d'outrage aux autorités constituées est prévu par le code, Gentil s'en est rendu également coupable, ils seront tous deux poursuivis devant le juge de paix, mais celui-ci renvoie Pirou absous.

Quelle est la raison de cette querelle qui se poursuit, avec force injures, entre ministres constitutionnels et agents des communes ? Bachelier traite les administrateurs d'aristocrates, de royalistes et de fanatiques, ceux-ci répliquent que les pétitions de Bachelier sont un

(1) C'était l'application du décret du 3 brumaire, an IV (art. X) qui remettait en vigueur les lois de 1792 et de 1793 contre les prêtres sujets à la déportation et à la réclusion ; l'administration cantonale saisit aussitôt ce prétexte pour dresser de nouveaux obstacles contre ses adversaires. Cf. p. 106.

(2) Jean-Pierre-Auguste Lefèvre, 32 ans, « n'a pour toute fortune que des mœurs et l'estime de la presque totalité des agents de la commune », dit le commissaire du canton.

Un autre constitutionnel apparaît dans cette affaire, mais non mêlé de la même manière au conflit, c'est François Mesnil, curé d'Annebault, 40 ans, résidant dans la paroisse depuis 1791. Le 12 frimaire, le canton examine une pétition de plusieurs habitants de la commune d'Annebault demandant l'ouverture de leur église pour la célébration du culte par le citoyen Meenil. L'administration passe à l'ordre du jour « vu qu'il n'appert nullement que le dit Mesnil se soit conformé aux dispositions de la loi du 7 vendémiaire. »

tissu d'injures et ne contiennent qu'un seul fait exact, à savoir la plainte inspirée par des offices délaissés ; en effet, sur 720 habitants, 10 ou 12 au plus assistent à la messe de ce prêtre, la majorité est guérie du fanatisme et ne veut plus se courber sous le joug de la superstition. Ici les agents dissimulent la vérité et n'emploient la phraséologie terroriste que pour mieux cacher leur jeu, la vraie raison de leur opposition est leur sympathie pour les insermentés qu'ils favorisent sous-main. Les procès-verbaux, qui relatent les multiples incidents de cette tempête villageoise, s'efforcent de ne rien laisser paraître, cependant le 15 fructidor l'agent de Clarbec, adversaire décidé de Bachelier, dépose une plainte contre ce prêtre et ses associés pour avoir tenté par divers moyens de troubler et empêcher un autre culte ; le 4 de ce même mois, le canton avait autorisé des laïques, partisans des réfractaires, à célébrer le culte dans l'église de Clarbec, l'agent réclame pour ses amis la clef de la sacristie, les ornements sacerdotaux et les vases sacrés, la municipalité, qui sur ce point se contente d'appliquer la loi, lui donne satisfaction : « Considérant que la loi devant être la même pour tous, tous les citoyens de la commune de Clarbec qui veulent exercer un culte ont un même droit à l'église du dit lieu et à ses ornements et que conséquemment Bachelier ne peut s'en attribuer la jouissance exclusive... » (1). Pour ce nouveau culte, on met en avant un jardinier et un tailleur, mais ce sont là des personnages interposés, la cheville ouvrière est Dossin, agent de Clarbec et ancien domestique du curé réfractaire de la commune. Ce Jean Dossin fils Jacques avait en germinal, an III, provoqué une émeute contre Bachelier, avait pénétré avec effraction dans le presbytère où ce prêtre était en train de dire la messe, l'avait injurié et avait jeté du haut de l'escalier un autre prêtre nommé Leblond. Dossin ne se connaît plus de joie quand il obtient pour ses partisans l'autorisation du canton, et ses amis prolongent à dessein leurs offices de façon à empêcher Bachelier d'exercer. L'agent de Clarbec ne constitue d'ailleurs pas une exception dans la municipalité, ses collègues ont eu l'occasion le 3 nivôse de manifester leurs sympathies, il s'agissait de répondre à l'administration départementale qui s'enquérât dans chaque canton des prêtres sujets à la déportation ou à la réclusion, les agents de Beaumont, Annebaut, Danestal et Heuland trouvent sage d'ajourner leur réponse ; ils vont s'informer, disent-ils, ce qui leur permettra évidemment d'avertir

(1) *Arch. dép. Lm. Police*. Séance du 15 fructidor.

les réfractaires et donnera à ceux-ci le temps de se cacher (1). D'après le rapport adressé au commissaire Lévêque, par Féral, commissaire du Directoire exécutif près le canton, quatre membres de l'administration sont beaux-frères, neveux ou cousins de prêtres dans le cas de la déportation, le président distribue des libelles en faveur des réfractaires ; nous sommes dans un canton où l'on avait annoncé au son des cloches l'avènement de Louis XVII, et, comme tous les moyens sont bons, pour les corvées, pour l'emprunt forcé, on grève davantage les partisans des constitutionnels, Féral qui veut arrêter ces abus a beau réclamer un registre des corvées, il ne peut l'obtenir (2).

Ce conflit fournit à l'administration centrale, à laquelle Bachelier en a référé, l'occasion d'un intéressant arrêté : il y est distingué entre les édifices rendus provisoirement au culte et les effets nationaux qui peuvent s'y trouver ; ces effets ne doivent servir à aucun culte, mais être vendus. L'agent national n'avait pas le droit, après avoir fixé les heures du culte de Bachelier, de les lui retirer pour les accorder à d'autres, Bachelier continuera donc son culte aux heures précédemment fixées, sauf au canton à fixer d'autres heures pour d'autres sectaires. Chaque secte aura à ses frais une clef de l'église pour y entrer aux jours et heures déterminés, sans que l'exercice de chaque culte puisse être limité à moins de deux heures le matin et autant l'après-midi. L'administration municipale adressera au département l'état des effets nationaux qui peuvent être dans les églises et en empêchera l'usage pour le culte d'aucune secte (3).

Il s'agit bien ici de la juxtaposition de deux cultes et l'opposition des agents s'explique facilement, partisans des réfractaires ils font tous les efforts nécessaires pour empêcher le culte des constitutionnels. Ceux-ci à leur tour — il faut le reconnaître — fournissent par leurs écarts de langage et par leurs infractions à la loi tous les prétextes désirables. Ils ne se contentent pas de défendre leurs droits, ils violent les lois quand cela leur convient, tout en narguant les autorités. Lefèvre fait à plusieurs reprises autour de l'église de Heuland

(1) *Les Annales de la Religion*, qui rapportent une partie de cette querelle entre constitutionnels et agents du canton de Beaumont, confirment par un fait notre affirmation : Dubosq, l'agent de Danestal, fait baptiser une enfant par un prêtre réfractaire, la cérémonie a lieu de nuit dans une salle de bal transformée en chapelle, t. III, p. 361.

(2) *Arch. nation.* F¹⁰ 1006. Rapport cité dans une lettre du commissaire Lévêque, 9 vendémiaire, an V.

(3) *Arch. dép. Administration centrale du département. Registre des Délibérations*, Arrêté du 19 fructidor.

la procession, en habits sacerdotaux, avec la croix et la bannière ; cité à comparaître devant le juge de paix le 30 fructidor, il disparaît de la commune, l'agent en profite pour fermer l'église et, quand le prêtre revient, il ne peut célébrer sa messe ; un appel au commissaire du canton lui fait rouvrir l'église (1). — Le canton avait dû, après des interventions répétées du département, dresser l'inventaire du mobilier et des effets contenus dans les églises (2) ; Bachelier, que cette mesure gêne, n'hésite pas à briser les scellés apposés. — Pirou, qui entre temps a été nommé adjoint municipal de la commune de Danestal, n'en continue pas moins à faire annoncer journellement son culte à son de cloche au mépris des lois ; un arrêté de l'administration municipale du 23 thermidor décide qu'il sera poursuivi devant les tribunaux compétents. — Les malheureux, il est vrai, ne recevaient pas un excellent exemple de la part des agents, et l'on comprend qu'ils aient perdu par moments la notion de la légalité en voyant toutes les illégalités commises à leur égard, le commissaire du Directoire exécutif lui-même est impuissant à les protéger, mais on est en état de siège, Féral profite de cette circonstance pour en appeler au général Soulerac à Pont-l'Évêque, c'était jouer de malheur, car le général n'aime pas les constitutionnels et répond « qu'il fallait chasser ces bougres-là » (3). A bout de patience et désespérant d'obtenir autrement justice, Lefèvre et Pirou songent à aller à Paris, leur demande de passeports à la municipalité se heurte à une objection, ils sont sous le coup d'une citation devant le juge de paix et le canton ne délibère même pas sur leur demande, aussi les deux prêtres se mettent-ils en route sans passeports (4).

L'affaire de Beaumont est une preuve de la puissance des réfractaires qui par leur nombre et surtout par leur influence sur les autorités locales tiennent la loi en échec et rendent la vie dure aux ci-devant constitutionnels (5). Ceux-ci trouvaient parfois un appui auprès des

(1) *Arch. dép. Lm. Police et Canton de B.*, 23 et 27 brumaire, an V.

(2) Cf. p. 94, note 8.

(3) *Arch. nation.* F¹⁰ 1006. Rapport de Féral.

(4) D'après les *Annales de la Religion*, Lefèvre et Pirou se réfugient à Paris pour se soustraire à un mandat d'amener (*loc. laud.*). Lefèvre, absent pendant tout le mois de vendémiaire, trouve son église fermée quand il revient en brumaire.

(5) Des troubles éclatent à Cheux à l'occasion du culte, il y a deux ministres « qui professent dans le temple de la Raison ». L'un d'eux est l'agent de la commune, Pierre-Christophe Leprêtre, ci-devant curé constitutionnel ; tous deux, d'après les administrateurs, ne se sont pas conformés aux art. 16 et 17 de

cantons qui s'efforçaient de les défendre. Triboulet aîné, commissaire du canton de N.-D. de Fresnay, écrit au commissaire du département : on sonne la cloche pour la messe et pour les inhumations, « les prêtres se permettent même de paraître en public avec leur hideux costume », ce sont les abus des réfractaires qui ont poussé les constitutionnels à agir ainsi pour s'attirer des partisans ; Triboulet propose de fermer les yeux « puisque c'est la portion du public qui manifeste sa confiance au gouvernement républicain » et parce que le parti des prêtres constitutionnels semble s'accroître (1).

Pourtant, si les municipalités se livrent à l'arbitraire, obéissant dans leur conduite à l'égard des ministres du culte à leurs sympathies ou antipathies, il n'en est pas de même pour l'administration centrale du département qui s'emploie à faire respecter la loi. Le commissaire Lévêque répond à Triboulet que la loi du 7 vendémiaire doit être exécutée (2), mais il tient compte des circonstances et, avant de sévir, multiplie les avertissements, il sait très bien que les membres de la municipalité de Beaumont sont dans leur tort, il espère cependant leur faire entendre raison sans avoir recours aux mesures fortes (3). Sous l'influence du commissaire accrédité, le Directoire du département prend sous sa protection les prêtres soumis aux lois : une dénonciation parvient contre Vimont qui exerce dans la commune du Mesnil-Eudes, après enquête l'administration centrale « considérant que plus les lois sont sévères à l'égard de ceux qui ne veulent pas les reconnaître, plus elles doivent servir d'égide à ceux qui s'y soumettent ; considérant qu'il est plus que suffisamment constaté que le pétitionnaire se trouve dans le dernier cas... », arrête que Vimont ne sera pas inquiété (4). L'agent de Carcagny, ayant refusé l'entrée de l'église au citoyen Martin, qui est en règle avec les lois, le département, saisi d'une réclamation, prend fait et cause pour Martin et l'autorise à se faire faire une clef de l'église pour y exercer son culte (5). Au contraire,

la loi de vendémiaire. Le prêtre a cependant fait sa déclaration le 29 nivôse et le canton a fixé les heures de son culte. *Arch. départ. Canton de Cheux. Registre des Délibérations*, 29 nivôse, 25 ventôse et 4 germinal, an IV.

(1) *Arch. dép. Lm. Police*. Lettre du 23 prairial, an V.

(2) *Ibid.*, 2 messidor.

(3) *Ibid.* Lettre du commissaire Lévêque au ministre de la police générale, 22 vendémiaire, an V.

(4) *Arch. dép. Directoire du Département. Registre des Délibérations*, 21 floreal, an IV.

(5) *Ibid.*, 29 fructidor, an IV. *Lm. Police*, 13 vendémiaire, an V.

quand les ministres exercent, sans avoir au préalable fait les déclarations légales, le département en avise aussitôt le canton : Roulland par exemple dit la messe dans l'église de Carville, fait sonner les cloches, paraît en public revêtu d'ornements sacerdotaux, la municipalité est invitée à intervenir pour faire cesser ces abus(1).

Le Directoire du département intervient toujours dans le sens de la stricte observation des lois et, avant d'avoir recours aux sanctions il avertit les inculpés, leur rappelle les textes légaux, leur conseille la soumission. Peut-être certains prêtres avaient-ils, en effet, besoin d'être guidés dans le dédale compliqué des lois sur le culte ; d'autres tardaient à faire leur déclaration par simple négligence, ou hésitaient vu l'incertitude des temps et les menaces des réfractaires. Les prêtres constitutionnels ont cependant l'impression que la loi leur assure vraiment la liberté, qu'ils trouveront auprès des autorités locales, en cas de besoin, un appui pour repousser les attaques de leurs adversaires. Contrairement à ce que l'on affirme habituellement, ils sont nombreux ; l'enquête de l'an IV sur les ministres du culte nous renseigne à cet égard, sur les cinq questions posées l'une concernait les prêtres soumis à la loi du 7 vendémiaire (2) : Tous ceux qui ont fait acte de soumission ne sont pas des constitutionnels, mais ceux-ci constituent cependant la très grande majorité ; souvent il n'est pas possible de préciser ce point, les cantons répondant que dans telle commune un prêtre, dont le nom est passé sous silence, exerce le culte après avoir fait sa déclaration. Nous avons déjà cité bon nombre de constitutionnels qui avaient repris leurs fonctions, le culte s'exerçait encore à Douville, Hottot (Diligence, curé), Ouilley (Bazire, prêtre constitutionnel), Villers (Bellière, prêtre constitutionnel), Courseulles (prêtre constitutionnel), Hermival (Louis Lefèvre, prêtre constitutionnel), au Bô (prêtre constitutionnel), à Trepel (prêtre constitutionnel), Ouilley-le-Tesson (François Le Forestier), Soumont (François Dauge), St-Quentin (Georges Pitrou), Villers-Canivet (Louis Mérouse), aux Loges-Saulces, à Martragny, Colleville, Lion, Blainville, Ouistreham, Verson, St-Manvieux, Villers-Bocage, Cheux (3), etc. Des constitutionnels fonctionnent dans diverses communes des cantons de Maltot,

(1) Arch. dép. Canton de Bénv-Bocage. *Registre des Délibérations*. Lettre du Département lue à la séance du 23 floréal.

(2) Cf. p. 109 et suivantes.

(3) A Cheux, le constitutionnel Solel exerce sans avoir satisfait à la loi du 7 vendémiaire, le cas ne devait pas être fréquent. Arch. dép. Canton de Cheux. *Registre des Délibérations*, 19 germinal.

Mondeville, Mézidon, Troarn et ailleurs ; une grande partie des églises réclamées dans le courant de l'an IV le sont par leurs partisans, les paroisses se réforment, l'avenir apparaît sous un jour, sinon très favorable, au moins plus rassurant, les constitutionnels comptent qu'un apaisement va se produire, qu'une vie ecclésiastique normale sera possible, et pour hâter ce moment, pour donner aux efforts individuels leur unité, pour éviter aussi certains écarts et rendre au diocèse une constitution conforme à la discipline catholique, pour établir enfin une autorité qui réprime les abus et prenne les décisions nécessaires, ils se préoccupent de remédier à la vacance du siège épiscopal en organisant le Presbytère de Bayeux (1).

III

Les réfractaires de leur côté ne manquent pas d'activité, nous en avons donné la preuve ; grâce à la loi qui avait décidé d'effacer le passé, ils se trouvent mis sur le même pied que les constitutionnels, libres à eux, si bon leur semble, de faire acte de soumission aux lois, le législateur s'interdit toute recherche sur la conduite ou les opinions du déclarant. Mais bien peu semblent avoir profité de cette occasion, tandis que, sous le couvert de la liberté générale, de nombreux réfractaires recommencent une agitation contre laquelle la Convention croit devoir prendre de nouvelles mesures avant de se séparer. La loi sur les cultes n'impose de déclaration qu'aux prêtres désireux d'officier publiquement, mais ceux qui refusent la déclaration ne sont pas coupables pour cela, leur abstention n'a d'autre effet que de leur interdire l'accès des églises ; aussi n'est-ce pas la législation cultuelle qui atteint les réfractaires, les dispositions prises contre eux relèvent de la politique et sont la conséquence des menées royalistes dans le pays. Il était inévitable que l'insurrection du 13 vendémiaire ait sa répercussion sur l'attitude du gouvernement à l'égard du clergé réfractaire, depuis longtemps on était habitué à identifier prêtres réfractaires et émigrés, et si la loi sur la liberté des cultes renonce à toute poursuite contre les prêtres considérés jusque-là comme coupables, les mesures politiques destinées à atteindre les ennemis de la République n'en subsistaient pas moins, elles venaient même d'être renouvelées : le grand nombre de réfractaires rentrés et leur influence grandissante avaient provoqué le décret du 5^e jour complémentaire, an III, qui exclut les prêtres insermentés de toute fonction publique. Le danger paraît même si grand que la Convention rappelle, pour les mettre en vigueur,

(1) Cf. ch. IV.

les anciennes lois de 1792 et 1793 contre les prêtres sujets à la déportation ou à la réclusion et en exige l'exécution dans les 24 heures. Le Directoire du département, averti aussitôt, prend un arrêté le 8 brumaire, explique ces mesures de rigueur et donne les instructions nécessaires pour leur application ; sont sujets à la déportation : 1^o tous les ecclésiastiques qui ont prêché dans une église, quelle qu'elle soit, depuis la loi du 5 février 1791, sans avoir prêté le serment prescrit ou qui l'auraient rétracté, quand bien même ils l'auraient prêté ensuite à nouveau ; 2^o tous les ecclésiastiques qui n'ont pas satisfait aux lois de 1792 et de 1793, ou qui ont rétracté leur serment ; 3^o les ecclésiastiques dénoncés pour cause d'incivisme, lorsque la dénonciation aura été jugée valable. Ces prêtres seront embarqués de suite, à l'exception des vieillards âgés de plus de 60 ans, des infirmes et caducs pour lesquels on rouvrira à Caen la maison de réclusion. Les ecclésiastiques, qui rentreront sur le territoire de la République, seront condamnés à mort (1).

A Caen, les mesures prises contre les prêtres avaient provoqué une vive agitation, le bruit s'en était répandu avant même que la commune ait été avisée, « c'était la nouvelle du cours national, des exemplaires de votre arrêté se trouvent dans diverses mains, chacun se dit : on va arrêter les prêtres. D'après ce, n'est-il pas à craindre qu'ils ne réussissent à se soustraire aux recherches les plus scrupuleuses » (2). La municipalité, qui avertit ainsi le département, s'engage en même temps à ne rien négliger « pour arrêter les progrès du fanatisme et des crimes dont il est la cause ».

Le ministre, qui a les mêmes craintes, écrit au département et sa lettre provoque un nouvel arrêté semblable au précédent, mais plus concis, les administrations municipales devront rendre compte chaque décade des mesures prises pour son exécution et pour celle de l'arrêté du 8 brumaire (3). Cela encore ne suffit pas, les prêtres visés avaient des protecteurs si nombreux et si décidés que les décrets et arrêtés rencontrent bien des entraves ; pour ne pas les exécuter on invoque la loi du 20 fructidor, an III, qui ordonnait l'arrestation des prêtres exerçant en public ou en particulier sans avoir fait de soumission, on feignait d'appliquer cette loi, ce qui était une manière d'éluder celle du 3 brumaire, et il faut que le Directoire exécutif adresse aux autorités de nouvelles instructions le 23 nivôse : le législateur condamne

(1) *Arch. dép. Reg. du Direct. du Départ.*

(2) *Arch. munic. de Caen. Carton Culte. Lettre au département, s. d. (an IV).*

(3) Arrêté du 29 frimaire, an IV. *Arch. dép. Reg. du Direct. du Dép.*

les « ménagements pusillanimes qui pouvaient laisser quelque espérance aux déportés. L'indulgence n'eût fait qu'entretenir la contagion du mal, et il a voulu l'extirper jusqu'à la racine ». Le Directoire en s'exprimant ainsi ne parlait pas spécialement pour le Calvados, mais dans ce département comme ailleurs les lois contre les prêtres se heurtaient dans leur exécution à mille obstacles divers, si bien que le commissaire Lévêque adresse le 8 ventôse de nouvelles et copieuses explications aux commissaires des cantons pour éclairer leur religion et exciter leur zèle ; il leur dit que les lois de 1792 et 1793 sont les seules qui doivent être exécutées contre les prêtres réfractaires, il requiert la stricte exécution de la loi du 3 brumaire ; de plus, comme il craint que quelques ecclésiastiques ne parviennent à tromper la bonne foi des fonctionnaires publics, il spécifie que les déportés rentrés et les prêtres sujets à la déportation tombent sous le coup de la loi, même s'ils ont passé la déclaration exigée par la loi du 7 vendémiaire, et le commissaire du département ne fait pas allusion à cette dernière loi, sans rappeler à ses subordonnés qu'elle leur donne les moyens de surveiller les ministres en exercice, toujours tentés de dépasser leurs droits (1).

On s'inquiétait à Paris de tant de délais et le ministre de la police, décidé à en finir, écrit au département pour se plaindre de ce que la plupart des coupables aient échappé, chaque administration municipale devra répondre à cinq questions précises, on aura ainsi la liste des prêtres réfractaires du département et les brigades de gendarmerie se mettront aussitôt en route pour arrêter les coupables. En cas de refus de répondre, de la part des municipalités, ou en cas de réponses fausses, les membres de l'administration et les commissaires de cantons seront poursuivis devant les tribunaux conformément à la loi du 3 brumaire qui prévoit une peine de deux années de détention (2). — Le Directoire du département, dès qu'il a en main la lettre du ministre, prend un arrêté pour « assurer par un ensemble et une unité de moyens l'exécution des lois faites contre ces ennemis constants de la tranquillité publique ». Le département reconnaît que les arrêtés précédents et la circulaire du commissaire général « n'ont pas produit l'effet qu'on devait en attendre », il rappelle aux municipalités leur responsabilité et les sanctions prévues par la loi, les administrations cantonales devront répondre aux cinq questions posées par le ministre,

(1) *Arch. dép. Comptes du District.*

(2) *Arch. dép. Lm. Police, Circulaire du 22 ventôse, an IV.*

les réponses seront signées par chacun des membres, enfin les coupables seront arrêtés par la gendarmerie qui, sur l'indication des cantons, fera les recherches nécessaires. Les prêtres non sujets à la réclusion, mais qui exerceraient le culte, sans avoir fait l'acte de soumission exigé par la loi du 7 vendémiaire, seront traduits devant les tribunaux correctionnels. Enfin, pour assurer à ces décisions toute la publicité nécessaire, l'arrêté est imprimé et adressé à toutes les autorités civiles et militaires (1).

Les cinq questions, déterminées par le ministre et auxquelles les administrations cantonales ont à répondre, sont les suivantes :

1° Existe-t-il dans le canton ou dans les communes des prêtres qui aient été ou dû être déportés, en exécution de la loi du 26 août 1792, ou de celle du 21 avril 1793 (v. s.), et qui sont rentrés ou restés en France ?

2° Existe-t-il des prêtres qui aient mis des restrictions au serment prescrit par la loi du 26 décembre 1790 ou qui, après l'avoir prêté, se sont rétractés ?

3° Existe-t-il des ecclésiastiques, soit séculiers, soit réguliers, frères laïcs et convers, qui n'aient point prêté le serment de liberté et d'égalité prescrit par la loi du 15 août 1792 à tous les fonctionnaires, pensionnaires et salariés de la République ou qui, après l'avoir prêté, se sont rétractés ?

4° En existe-t-il, parmi les individus compris aux deux articles précédents, qui, ayant rétracté ou modifié le serment à eux prescrit, soit par la loi du 26 décembre 1790, soit par celle du 15 août 1792, l'aient ensuite prêté purement et simplement ?

5° Existe-t-il des prêtres ou ministres qui exercent les fonctions d'un culte quelconque, sans avoir fait la déclaration prescrite par la loi du 7 vendémiaire dernier ?

La poursuite des réfractaires avait déjà commencé, à Caen le Conseil de la commune avait fait imprimer et afficher les dispositions des lois nouvelles et les peines qui résulteraient de leur violation (2) ; le 14 pluviôse, le même Conseil général donne des ordres aux commissaires de police pour faire des perquisitions chez d'ex-religieuses vivant en commun et soupçonnées de receler des prêtres réfractaires (3). Les cantons, de leur côté, somment tous les citoyens de dénoncer les

(1) *Arch. dép. Reg. du Direct. du Dép.* Arrêté du 5 germinal, an IV.

(2) *Arch. munic. de Caen. Registre des Délibérations*, 28 brumaire, an IV.

(3) *Ibid.*

prêtres réfractaires (1) ; Dossin, commissaire du canton de Bonnebosq, requiert tous les agents de lui présenter copie en forme des serments prêtés par les ci-devant curés, les agents devront, en outre, certifier par écrit qu'ils ne connaissent dans leur commune aucun prêtre réfractaire, ceci dans la huitaine et sous leur responsabilité (2). — D'autres cantons sont effrayés par les menaces contenues dans l'arrêté du 5 germinal et croient devoir décliner toute responsabilité, la commune de Pont-l'Evêque répond aux cinq questions : « Qu'il n'existe à sa connaissance dans ce canton, ni dans les communes formant l'arrondissement d'ycelui, aucuns individus y désignés et ce dans le moment actuel ; l'administration ne croyant pas pouvoir garantir que dans la suite il ne s'y en introduise d'un canton voisin... et s'obligeant à les rechercher s'il lui en parvient quelques notions » (3). L'administration municipale de Falaise fait les mêmes réserves qu'elle appuie d'un défi, après avoir envoyé une réponse négative elle ajoute : « Si après des précautions de cette nature il se trouvait par la suite dans notre arrondissement quelques-uns de ces prêtres et si l'on pouvait nous poursuivre et nous faire subir la peine de détention, comme le porte le 3^e article de votre arrêté, ce que nous ne pensons pas, vous conviendrez sans doute qu'aucuns citoyens ne seraient curieux de nous remplacer, parce que ne pouvant plus que nous faire l'impossible, ils ne voudraient pas s'exposer à subir des poursuites et des peines, dont leur loyauté et leur activité à remplir leurs devoirs doivent les garantir dans tous les cas » (4). — On peut juger par là quelles appréhensions accompagnèrent les réponses des cantons ; le département avait pris les précautions nécessaires pour que l'enquête se fît de la façon la plus complète, il n'avait pas hésité à recourir aux menaces pour mettre fin à des hésitations qui s'éternisaient ; en agissant ainsi, il ne prenait d'ailleurs aucune initiative et obéissait aux ordres du ministre de la police.

Les réponses aux quatre premières questions constituent pour les prêtres réfractaires une enquête (5) comparable à celle dont nous

(1) Arch. dép. Canton de Mondeville. *Registre des Délibérations*, 5 nivôse.

(2) Arch. dép. Canton de Bonnebosq, 9 nivôse.

(3) Arch. munic. *Registre des Délibérations*, 15 germinal.

(4) Arch. dép. Lm. Police. *Prêtres réfractaires*, Enquête du 5 germinal.

(5) Cette enquête constitue aux Arch. dép., dans la série Lm. Police, la liasse : *Prêtres réfractaires*, Enquête du 5 germinal, mais les réponses fournies au département proviennent de délibérations prises par les municipalités en séances, source qui complète souvent la première.

avons parlé plus haut pour les édifices du culte. 42 cantons signalent 137 prêtres réfractaires ; ce qui ne signifie pas que tous ces prêtres sont arrêtés, au contraire pour 53 il est spécifié que les perquisitions n'ont donné aucun résultat, les délinquants avaient eu le temps de s'enfuir ; un grand nombre d'autres sont des vieillards ou des infirmes, 13 sont en règle et ne tombent pas sous le coup de la loi, ils n'avaient pas à prêter le serment n'étant pas fonctionnaires publics. D'ailleurs il ne faudrait pas trop presser ces chiffres : à Bayeux, à Caen et ailleurs, les municipalités savent que des prêtres, en convention avec les lois, errent de communes en communes, « mais ils le font si secrètement » qu'on n'arrive ni à les arrêter, ni à savoir leurs noms et encore moins leur nombre. Aux 42 cantons qui répondent d'une façon plus ou moins détaillée, il faut ajouter 23 cantons qui déclarent, contre toute vraisemblance, ne connaître aucun prêtre réfractaire. La valeur que l'on doit attribuer à de tels renseignements est évidemment médiocre, d'une part nous avons des régions où l'on signale peu de prêtres réfractaires, et ceux-ci sont presque toujours des vieillards ou des infirmes, dans d'autres régions on déclare n'en point connaître du tout, or dans le canton de Bonnebosq, où d'après les agents il n'y a pas en germinal un seul réfractaire, on découvre le 8 floréal l'ex-curé de Caudemuche et l'agent Dubosq est soupçonné d'avoir fait une fausse déclaration (1). L'accusateur public près le tribunal criminel du Calvados reçoit une dénonciation contre La Rue, ex-curé de Guiberville, — dans le canton de Troarn qui n'a signalé aucun réfractaire, — La Rue est sujet à la déportation pour avoir rétracté son serment, en outre il est coupable de n'avoir pas prêté, en qualité d'assesseur du juge de paix du canton, le serment de haine à la royauté, enfin il reçoit chez lui « certains ambulants qui ont l'air de garder l'incognito » (2). L'observation du canton de Mézidon laisse aussi la porte ouverte à bien des suppositions : « ...Chacun rend son culte à sa manière ». Le canton de Mathieu ordonne l'arrestation et le transfert dans la maison de réclusion de l'ancien curé d'Epron, c'est un réfractaire âgé de plus de 60 ans (3) ; Dufour dans son *Journal* parle de ce prêtre qui, en messidor, an III, sorti depuis peu de la maison d'arrêt, avait aussitôt fait ouvrir son église

(1) Arch. dép. Canton de Bonnebosq. *Registre des Délibérations*, 21 germinal et 8 floréal.

(2) Arch. dép. Lm. *Serments*. Lettre du commissaire général à l'accusateur public, 13 floréal. Minute.

(3) Arch. dép. Canton de Mathieu. *Registre des Délibérations*, 24 prairial.

pour y célébrer la messe. Dans le canton de Beaumont, dont nous n'avons pas la réponse et qui était si favorable aux réfractaires, Pouette exerce le culte dans l'église de Danestal, sans avoir fait sa soumission aux lois de la République ; il est déncncé au juge de paix (1).

Les réfractaires sont nombreux partout, mais ils ont tant de protecteurs qu'ils arrivent presque toujours à échapper aux poursuites, ce que nous avons indiqué pour la ville de Bayeux est significatif, la même chose se passait ailleurs et bien souvent les agents n'osaient pas ou ne voulaient pas signaler les prêtres sujets à la déportation ou à la réclusion. Pour éviter de dénoncer des amis ou pour ne pas provoquer une agitation qu'ils redoutent, beaucoup de cantons retardent autant que possible leur réponse et le département, dans un nouvel arrêté, menace de signaler au ministre de la police ceux qui n'auraient envoyé l'état demandé « dans le délai de la présente décade » (2).

Entre temps, le commissaire Lévêque, qui entend exécuter la loi, avait demandé des instructions au ministre de la justice pour savoir s'il doit poursuivre indistinctement tous les ecclésiastiques qui n'ont pas prêté le serment de liberté-égalité ou seulement ceux d'entre eux astreints à ce serment par la loi du 15 août 1792 (3). Des difficultés se présentaient sans cesse, nous avons indiqué celles qui surgissaient dans le canton de Tour à propos d'André, curé d'Etreham, le ministre de la police avait dû intervenir, il s'agissait d'un réfractaire qui continuait à exercer avec l'approbation du district ; à Livarot, c'est Dufour, juge de paix du canton, qui recueille chez lui son frère Charles, prêtre réfractaire, et ceci avec l'autorisation du département, si bien que le commissaire près les tribunaux civil et criminel du Calvados est obligé de s'adresser au commissaire général pour que Dufour soit conduit à la maison de réclusion (4).

Les continuels déplacements, par lesquels les réfractaires essayaient d'échapper à la police, rendent leur arrestation difficile. Michelet, qui a rétracté son serment devant la municipalité de Bayeux, est signalé tantôt à Bayeux, tantôt dans le canton de Caumont, tantôt à Caen (5).

(1) *Arch. dép. Lm. Police*, 4 fructidor, an IV.

(2) *Arch. nation.* F¹⁰ 1006. Arrêté du 15 messidor, an IV.

(3) *Arch. nation.* BB¹⁸ 200. Lettre du 11 floréal.

(4) *Arch. dép. Lm. Serments*, 14 floréal. Le département casse le 19 floréal son arrêté du 21 nivôse et ordonne que Charles Dufour soit conduit à la maison de réclusion. *Ibid.* *Délibérations du Directoire du Département*.

(5) *Arch. dép. Lm. Serments* et *Lm. Police*.

Le réfractaire Poulain, poursuivi à Honfleur, se réfugie dans la Seine-Inférieure, on l'arrête et on le conduit en prison à Pont-l'Evêque, mais le général Moleau le prend sous sa protection et le fait transférer à l'hôpital (1).

Les cantons devaient signaler les prêtres réfractaires, les faire arrêter et conduire à Caen, mais les décisions appartenaient au tribunal criminel du département (2). Plusieurs cas assez différents se présentaient : tantôt il s'agissait de réfractaires, tantôt de constitutionnels devenus réfractaires par leur rétractation ; chez les réfractaires, il faut distinguer ceux qui ont refusé le serment et ceux qui n'avaient pas à le prêter, n'étant pas fonctionnaires ; les constitutionnels pouvaient être arrêtés pour avoir rétracté leur serment, ou pour l'avoir prêté avec restrictions.

Le cas le plus simple est celui du prêtre qui a toujours refusé de prêter les serments exigés par les lois, c'est le réfractaire par excellence, qui a toutes raisons de se cacher, car il se sait visé par les lois et poursuivi par les autorités. Charles Dufour, ancien curé de St-Ouen-le-Houx, demeurant à la Chapelle-Haute-Grue (canton de Livarot), a été fonctionnaire public, il n'a prêté aucun serment, il tombe donc sous le coup de la loi, mais comme il a 67 ans le tribunal le condamne à la réclusion et non à la déportation (3).

Quand un prêtre n'était pas fonctionnaire public au moment de la Constitution civile, la loi n'exigeait de lui aucun serment : Michel-Charles Le Hericy est arrêté à Villy-Bocage (canton de Villers-Bocage), il comparaît devant le tribunal criminel, il a 45 ans, il a été vicaire à Gonnevill-sur-Merville dix ans auparavant, mais ne remplissait aucune fonction au moment de la Révolution et n'a prêté aucun serment, en 1793 il a été arrêté, puis remis en liberté ; le 14 floréal le tribunal constate qu'il n'était astreint à aucun serment et qu'il n'a pas émigré, aussi l'accusation est-elle abandonnée.

Jean-Baptiste Lebrun était vicaire dans la Mayenne, il a prêté le serment de la Constitution civile et dit ne pas l'avoir rétracté ; quand la loi du 14 août 1792 a été connue dans le département, il n'était plus fonctionnaire public et n'a pas eu à prêter le serment exigé par cette dernière loi, il s'est retiré à Ste-Marie-Laumont (canton de Bénv-Bocage) et n'a pas quitté cette résidence. Le directeur du jury de

(1) Arch. dép. *Pièces mélangées de Honfleur ville et Honfleur rural*, 20 et 22 germinal.

(2) Les dossiers se trouvent aux *Archives de la Cour de Caen*.

(3) Jugement du 24 messidor.

Vire le défère au tribunal criminel, mais faute d'avoir retrouvé le jugement nous ignorons si ce soumissionnaire, devenu abstentionniste, fut condamné ou acquitté (1). La question, qui se posait pour Lebrun, était de savoir s'il était encore en fonction au moment de la loi du 14 août 1792, auquel cas sa culpabilité était évidente, bien qu'il n'ait pas rétracté son serment antérieur. Mais quand un prêtre avait rétracté son serment, la loi exigeait une condamnation : Nicolas Malandin a exercé dans la commune de Cauvicourt, il a prêté le serment de 1792 et l'a rétracté, comme il est âgé de 70 ans le tribunal ordonne sa réclusion (2).

François-René Durand (3), ex-curé de la commune de Cheffreville (canton de Fervagues), avait rétracté son serment le 13 thermidor, an III, il affirme n'avoir eu aucune intention subversive et rappelle qu'une lettre du Comité de législation du 29 prairial a interdit toute recherche au sujet des prêtres qui n'ont pas prêté le serment ou qui l'ont rétracté, il a d'ailleurs donné la preuve de sa bonne foi en passant les actes de soumission prévus par les lois du 11 prairial et 7 vendémiaire, et cela sans exercer le ministère du culte. Il présente, en outre, pour sa défense, un certificat des habitants de sa commune, confirmé par la municipalité cantonale, attestant qu'il n'a jamais troublé la tranquillité publique. Enfin il fournit un certificat signé de deux officiers de santé de la maison de réclusion qui diagnostiquent « une affection paralytique du côté droit ». A l'audience du 24 messidor, il demande à s'expliquer sur la soumission qu'il a faite selon la loi du 7 vendémiaire, c'est par oubli qu'il a fait une soumission pure et simple sans réserver ce qui serait contraire à la religion catholique, apostolique et romaine ou ce qui blesserait la conscience. Le président lui fait remarquer que la loi interdit toute restriction, sur quoi il renonce à corriger sa soumission et déclare en termes assez ambigus s'en tenir à sa première déclaration. Le tribunal estime qu'il est « un hypocrite » ou qu'il « a été fanatisé dans la maison de réclusion » ; la loi du 29-30 vendémiaire ne lui est pas applicable, puisque sa rétractation est postérieure à la loi abrogeant la Constitution civile, mais il a encouru la peine prévue dans l'article 8 de la loi du 7 vendémiaire (toute modification ou restriction apportée à la for-

(1) Jean-Baptiste Hamel est dans le même cas que Lebrun.

(2) Jugement du 12 germinal, an IV. Jean Le Hericy et François Gervais-Garnier sont condamnés dans les mêmes conditions, par jugements des 14 floréal et 12 germinal.

(3) Cf. p. 62.

mule exigée de ministres du culte est punie de bannissement) et comme tel il est condamné à la déportation (1).

Charles-Mathurin Le Huger, âgé de 60 ans, comparait en floréal. Comme Durand, il est accusé d'avoir rétracté le serment qu'il avait prêté lorsqu'il était curé de Bretteville-sur-Odon. Le Huger reconnaît les faits, il a rétracté son serment dans l'église de Bretteville en présence de ses paroissiens le 3 avril 1795 (14 germinal, an III) ; il renonce à avoir recours à un avocat et, comme plusieurs de ses confrères, présente lui-même sa défense, ce qu'il fait en discutant avec une grande précision les diverses lois : il soutient qu'il était autorisé par les décrets de la Convention à rétracter son serment, il conteste que la loi des 29-30 vendémiaire lui soit applicable, la loi du 3 brumaire, en effet, vise les prêtres non-assermentés et les prêtres qui avaient rétracté leur serment tant que la Constitution civile était en vigueur, mais non ceux qui se rétracteraient dans la suite. Le Huger ne manque pas de rappeler la circulaire du Comité de législation en date du 22 thermidor déclarant que la Constitution civile n'est plus une loi de la République et il invoque le droit, assuré à tout citoyen français, d'adopter le culte qui lui convient et de « se faire papiste ou luthérien ». — Le tribunal, convaincu par les arguments de l'habile avocat, prononce sa mise en liberté, Le Huger est placé sous la surveillance de l'agent de Bretteville (2).

L'accusation portée contre Jean-Charles Le Rouget, ci-devant

(1) Jugement du 24 messidor.

Le tribunal criminel avait aussi condamné à la déportation, le 12 germinal, Pierre-Amand Jourdain, ex-capucin, professeur à Beaumont, âgé de 30 ans, qui avait prêté, puis rétracté le serment de liberté-égalité. L'affaire se complique de menées politiques : le jury de Lisieux avait acquitté divers prêtres et laïques, chefs de chouans, qui avaient arboré à Beaumont la cocarde blanche et provoqué une agitation royaliste. Les principaux complices poursuivis à nouveau sont les laïques d'Oisy d'Ollendon et Kerkuit-Langlois, les ecclésiastiques Jourdain, ex-capucin, Picard, Lefèvre et Godard, ex-bénédictins. *Arch. nation*, BB¹⁸ 200, F¹⁹ 1006, D. III, 325. Jourdain avait été aussi accusé précédemment d'accaparement de subsistances à une époque où la disette était grande, mais l'affaire semble avoir été considérablement grossie. *Arch. dép. Canton de Beaumont*, 26 prairial, an III.

(2) Jugement du 24 messidor. Le tribunal établit que la rétractation du prévenu est postérieure à la loi abolissant la Constitution civile, l'un des considérants fixe la procédure du tribunal : « Considérant que la loi des 29 et 30 vendémiaire ne porte de peine que contre ceux qui antérieurement ont rétracté un semblable serment et qu'elle n'en porte aucune contre ceux qui le rétracteraient dans la suite... »

curé du Mesnil-Touffray (canton de Bretteville-sur-Laize) est vague et ne peut être établie. Quand ce prêtre comparait en germinal devant le tribunal criminel, il vient d'être arrêté et l'on a saisi à son domicile divers mandements de Mgr. de Cheylus, ainsi que des vêtements sacerdotaux et ustensiles sacrés ; il a été curé constitutionnel et est accusé d'avoir rétracté son serment, il est âgé de 52 ans. A l'audience, Le Rouget affirme n'avoir jamais rétracté son serment, il a exercé le culte jusqu'au mois d'août dernier, époque à laquelle il a dû y renoncer, les ressources lui manquant pour acheter le vin, la cire et autres objets nécessaires aux cérémonies du culte. Les membres de l'administration cantonale, cités comme témoins, accordent un bon témoignage à Le Rouget qui s'est toujours montré prêt à rendre des services, ils ont entendu dire qu'il s'est rétracté, mais n'ont jamais eu connaissance de cette rétractation. Comme on n'a pas de reproches à faire à Rouget, le tribunal juge que la prétendue rétractation est une calomnie, le prévenu est remis en liberté (1).

Les serments prêtés avec restrictions étaient assimilés à des rétractations : Philippe-François Le Vavasseur était curé d'Audrieu en 1790 et 1791, il a prêté le serment, mais avec des restrictions, il a 74 ans et le tribunal le condamne à la réclusion (2).

(1) Jacques-Louis-Etienne Delarue, ex-curé de Guiberville (canton de Troarn) est aussi remis en liberté le 25 messidor, il était prévenu d'avoir rétracté son serment, mais la seule preuve étant une lettre anonyme et plusieurs témoins affirmant que Delarue n'a pas rétracté, l'accusateur public renonce à la poursuite, 25 messidor.

Le même jour, François Galopin, curé de la Cressonnière, comparait devant le tribunal qui ordonne un supplément d'enquête, ce prêtre était accusé d'avoir rétracté son serment. Le jugement manque.

(2) Jugement du 12 germinal.

Jean Le Guay, ancien curé de Granchamp (canton de St-Julien-le-Faucon), est accusé d'avoir prêté serment avec restrictions, le 24 messidor le tribunal criminel ordonne un supplément d'enquête, le jugement manque.

Outre les dossiers cités, nous avons retrouvé aux *Archives de la Cour de Caen* les traces de différents prêtres. Le 11 germinal, an IV, Jean-Jacques Logre dit Laroche ou De La Roche, ci-devant curé de Vielbourgt, est arrêté et conduit à la maison de réclusion de Caen. En floréal, c'est le tour de Durand, ci-devant vicaire de Cambremer et curé constitutionnel de Crèvecœur, qui a rétracté son serment de 1791 trois mois après l'avoir prêté. Le 1 prairial, l'abbé Hotot de Pont-l'Evêque est envoyé à la maison de réclusion pour n'avoir pas prêté les serments prescrits. Louis-Nicolas Ferrand, ex-curé de St-Vaast (canton de Dives) est arrêté le 26 fructidor et conduit à Caen, il est accusé d'avoir rétracté le serment prêté en 1791. Les jugements de ces prêtres manquent.

Pierre-Gabriel Ruelle prêtre de Montchamps, est arrêté dans les environs de

La loi du 3 brumaire visait les provocateurs de mesures contraires aux lois et remettait en vigueur les mesures prises en 1792 et 1793 contre les prêtres ; le Tribunal criminel a aussi à tenir compte des diverses lois qui assurent la liberté des cultes, c'est pourquoi il établit une ligne de démarcation entre la période pendant laquelle la Constitution civile était une loi de l'Etat et la période suivante inaugurée par l'abolition de la Constitution civile : suivant qu'un refus de serment ou une rétraction aura eu lieu pendant la première ou la seconde période, le prévenu est condamné ou acquitté. Toute démarche tentée par un ecclésiastique, à partir du jour où la Constitution civile a été abrogée, est libre, et les magistrats ne s'inquiètent pas de savoir s'ils sont en présence d'un ci-devant insermenté ou d'un assermenté, sauf aux prêtres qui veulent exercer le culte à faire, sans restriction ni modification, la déclaration prévue dans la loi du 7 vendémiaire. Le but de la loi du 3 brumaire n'est, en somme, pas atteint, les réfractaires ont su échapper, les vrais coupables évitent les visites domiciliaires et les prêtres arrêtés sont surtout des vieillards ou des infirmes, dont l'influence séditieuse ne devait pas être considérable ; parmi eux se trouvent bon nombre de constitutionnels. Il était arrivé à

Vire, il est aliéné et sa famille le réclame, mais l'accusateur public du département exige qu'il soit conduit à Caen et nous le trouvons en messidor dans la maison de réclusion. *Arch. munic. de Vire*, Lettre de l'accusateur public, 20 prairial, an IV, et *Arch. dép. Administration centr. du dép. Registre des Délibérations*, 11 messidor. A Vire, on poursuit Jacques Lemièrre, ancien vicaire de Pont-Farcy, qui s'est rétracté. *Arch. munic.* Lettre du directeur du jury, 14 messidor.

Les prêtres Morlandais et Garnier sont détenus à Caen dans la maison de justice. *Enquête de l'an IV*, lettre du 18 ventôse. Deauga, curé constitutionnel de Maitry, partage leur sort malgré ses 74 ans, mais en fructidor le département appuie auprès du ministre la demande de mise en liberté formulée par le détenu. *Arch. nation.* F¹⁹ 1006.

Hurel, prêtre, se rend à la maison de réclusion, il est innocent, mais préfère se soumettre aux lois plutôt que de se cacher et de courir le risque d'être pris pour un chouan. Lettre au district de Vire, 15 germinal, an IV. *Arch. dép. Direct. du District de Vire.*

Jacques Renon, ci-devant curé de Quatrepuits, âgé de 76 ans, et Michel Moutier, ci-devant curé de Vaux-la-Campagne, âgé de 72 ans, ont rétracté leur serment ; ils sont tous deux détenus dans la maison de réclusion de Caen en germinal, an IV. *Arch. dép. Pièces à l'appui des arrêtés.*

En frimaire, an V, deux insermentés La Bigue et Nicolas le Bailly sont conduits à Caen après avoir été arrêtés à Bayeux ; en germinal, le réfractaire Gigou est arrêté dans le canton de Clécy au moment où il dit la messe devant plusieurs centaines de personnes, il est envoyé à Caen. *Arch. dép. Lm. Police.*

ces derniers de rétracter leur serment sous l'effet de menaces et contre leur gré ; Laisné, procureur du district de Vire, — région où les chouans sont nombreux — savait à quoi s'en tenir, aussi avait-il écrit à Lévêque au sujet d'un ministre du culte, soumis aux lois, mais qui avait eu la faiblesse de se laisser terroriser et de signer une rétractation ; le prêtre auquel s'intéresse Laisné n'est pas un adversaire du régime nouveau et il a été pendant un an et demi secrétaire du procureur du district (1). Ce cas n'était pas exceptionnel et Laisné était revenu à la charge, intervenant pour d'autres assermentés et demandant qu'on n'assimile pas aux perturbateurs les amis sincères de la Révolution, surtout quand leur conduite est satisfaisante (2). Mais le ministre de la police avait déjà pris une décision en sens inverse : tous les prêtres qui ont rétracté leur serment, que ce soit par écrit ou oralement, tombent sous le coup de la loi et les constitutionnels ne font pas exception (3). Le tribunal criminel, comme le ministre, estima que la loi visait au même titre les rétractations et les refus de serments, c'est ainsi que des assermentés pris de remords ou terrorisés voisinaient dans la maison de réclusion avec des réfractaires impénitents.

Le district de Caen avait choisi pour maison de réclusion l'établissement du Bon-Sauveur, mais, vu l'insalubrité des appartements et le manque de meubles, on transfère bientôt les condamnés à la maison des Carmes (4).

Les reclus y étaient fort mal et leur nourriture laissait beaucoup à désirer ; le 21 germinal, lors de la mise en adjudication de la nourriture, aucun adjudicataire ne se présente (5) ; le 7 floréal, la municipalité demande au département les fonds nécessaires pour l'entretien de la maison de réclusion, le conciergè a déjà fait des avances considérables, « l'humanité commande » qu'il soit mis fin à un aussi déplorable état de choses (6). Mais tandis que le département et la municipalité se rejettent mutuellement les dépenses incombant de ce

(1) *Arch. dép. Lm. Police*. Lettre du 29 nivôse, an IV.

(2) *Arch. dép. Directoire du District de Vire*, 30 germinal, an IV.

(3) En communiquant cette décision aux divers commissaires de cantons, Lévêque leur recommande d'être inflexibles, « qu'aucune considération particulière ne l'emporte sur l'intérêt général ». *Arch. dép. Administration du Dép. Arrêtés*. Lettre du commissaire Lévêque, 4 germinal, an IV.

(4) *Arch. dép. Direct. du Départ.*, 17 nivôse.

(5) *Arch. munic. de Caen*. D. 19. Copie-Lettres.

(6) *Ibid.*

fait, les prêtres reclus meurent de faim, en messidor et en thermidor ils se plaignent de recevoir du pain pour unique nourriture (1), ils sont privés des objets de première nécessité (2) ; les intéressés adressent au département pétitions sur pétitions (3). Le commissaire Lévêque en est ému, il écrit coup sur coup au ministre de la police et au ministre de l'intérieur : depuis le 12 floréal, ces malheureux n'ont reçu aucun secours, ils seraient morts de faim sans la bienfaisance publique, mais celle-ci commence à se lasser, la détresse de ces vieillards est extrême, il y aurait de la barbarie à les retenir plus longtemps en prison, « si l'ordre et la tranquillité publique exigent qu'ils soient mis en arrestation, la justice et l'humanité réclament en leur faveur les secours dont ils ont besoin » (4). En attendant que des mesures soient prises, le département désigne un apothicaire qui devra donner aux prêtres reclus « tous les soulagements de son art » (5), mais en frimaire, an V, les prisonniers se plaignent encore de n'obtenir que de temps en temps et rarement quelques morceaux de pain, leurs maux sont extrêmes (6). Enfin, le 13 frimaire, l'administration du département leur accorde pour leur nourriture 25 sols par jour, en plus de la ration de pain (7).

A ce moment, la maison de réclusion abritait 35 détenus (8), mais une loi nouvelle allait diminuer ce nombre, le 14 frimaire, an V, une amnistie est accordée pour tous les délits purement relatifs à la Révolution. Plusieurs mois se passent d'ailleurs sans qu'aucun prêtre ne soit élargi, en prairial P.-A. Jourdain, Jacques Enault, Thomas Dumont, Jean Le Hericy, en messidor Galopin, Dufour et F.-G. Garnier s'adressent à la municipalité et demandent leur mise en liberté (9). Si la loi du 14 frimaire n'avait pas encore été exécutée, elle avait tout au moins eu pour effet une assez large tolérance : aux Carmes, les reclus disent la messe devant les visiteurs venus en nombre pour

(1) *Ibid.* D. 20. *Copie-Lettres*.

(2) *Ibid.*

(3) *Arch. dép. Prêtres reclus*.

(4) *Arch. dép. Lm. Police*. Lettres des 9 et 13 messidor. *Arch. dép. Administration centrale du dép.*, 7 ventôse, an V. *Arch. dép. Canton de Lisieux rural. Registre des Pétitions*, 21 prairial, an V.

(5) *Arch. dép. Administration du dép. Registre des Délibérations*, 11 messidor.

(6) *Arch. dép. Prêtres reclus*.

(7) *Ibid.*

(8) *Ibid.* Affirmation du concierge de la maison de réclusion, 19 frimaire, an V.

(9) *Arch. munic. de Caen*. D¹⁰. *Registre des Pétitions*.

la cérémonie, les allées et venues sont incessantes et le gardien demande qu'il y soit mis ordre, car la maison est « journellement pleine de femmes qui, sous prétexte de se confesser, y entrent trois et quatre fois par jour et se permettent même de lui dire des choses dures, lorsqu'il se plaint de visites aussi fréquentes » (1).

Enfin, le 5 messidor, an V, un arrêté du département rend la liberté aux reclus, exception faite de ceux qui sont détenus en vertu de jugements émanant de l'autorité judiciaire et qui auront à se pourvoir devant les tribunaux (2).

Cet arrêté, approuvé le 11 messidor par le ministre de la police malgré les protestations du commissaire Lévêque (3), met fin à la seconde réclusion (4).

(1) Le 28 nivôse, an V, le département établit un règlement : Les détenus peuvent exercer particulièrement leur culte, mais non le rendre public en y admettant des personnes du dehors. L'officier de santé pourra seul pénétrer dans la maison sans permission spéciale. Les visiteurs verront les reclus au parloir, cinq fois par décade, de 2 h. à 4 h.

(2) *Arch. nation.* F^r 7266.

(3) *Ibid.*

(4) Plusieurs prêtres sont remis en liberté dès le 15 messidor, mais Jourdain est encore en prison en fructidor, an VI, date à laquelle il parvient à s'évader. *Arch. dép. Lm. Police.*

CHAPITRE III

La Veille et le Lendemain du 18 fructidor

SOMMAIRE

- I. *Arrêté départemental du 27 fructidor an IV, p. 121. — Sonnerie des cloches, p. 123. — Signes extérieurs du culte et cérémonies en dehors des églises, p. 124. — Activité des réfractaires, p. 125. — Les cultes célébrés par des laïcs, p. 131. — Les déportés rentrés, p. 133. — Echos des discours prononcés aux Cinq-Cents, p. 137.*
- II. *La Loi du 19 fructidor et le serment de haine à la royauté, p. 139. — Prêtres en surveillance, p. 142. — Visites domiciliaires, p. 143. — Les arrestations, p. 144. — Le Tribunal criminel, p. 147. — La 3^e réclusion, les déportations, p. 148.*
- III. *Les réfractaires n'en continuent pas moins à agir, p. 150. — Réfractaires et assermentés, p. 151. — Le décadi et le calendrier républicain, p. 152. — Cohabitation des cultes, p. 156. — Pétitions pour l'ouverture d'églises encore fermées, p. 157. — Diminution du nombre des constitutionnels, p. 158. — Dépression de l'esprit public, p. 159.*

I

Pour mettre de l'ordre dans le dédale des ordonnances relatives au culte, le département avait pris le 27 fructidor, an IV, un nouvel arrêté (1), dont voici les dispositions essentielles : 1^o il est interdit de sonner les cloches en dehors des cas prévus par la loi ; 2^o les édifices, non aliénés et dont les communes étaient en possession au 1^{er} jour de l'an II, continueront à servir aux cultes et aux assemblées légales ;

(1) Arch. dép. Administ. centrale du Dép. Registre des arrêtés.

toutes les autres églises seront fermées ; 3° nul ne pourra remplir le ministère d'un culte sans avoir fait au préalable la déclaration prescrite par la loi du 7 vendémiaire ; les signes particuliers à un culte sont interdits en dehors de l'enceinte destinée à ce culte ou des maisons particulières, les agents municipaux feront disparaître les signes qui pourraient subsister dans les communes ; 4° les cérémonies du culte sont interdites en dehors des édifices choisis à cet effet, mais le culte est autorisé dans les maisons particulières quand il n'y a pas à cette occasion plus de 10 personnes ; 5° il est interdit de paraître en public en costume ecclésiastique. — L'arrêté est envoyé aux agents municipaux qui devront le faire afficher et le lire à leurs administrés une fois par mois pendant 3 mois et qui rendront compte de cette lecture à l'administration cantonale (1).

Il n'y avait là aucune disposition nouvelle, le département n'avait d'ailleurs pas l'autorité nécessaire pour cela et ne pouvait qu'appliquer les lois ; l'arrêté rappelle les dispositions principales de la police des cultes et, tel quel, correspond aux vœux des citoyens, on était las des visites domiciliaires, perquisitions et arrestations. Laisné, le commissaire du district de Vire, réclame pour tous les prêtres, sans distinction, le droit de célébrer le culte : « pour empêcher la malveillance de soulever les habitants des campagnes contre le régime nouveau, il faudrait accorder et permettre de fait le libre exercice des cultes. Conséquemment, il serait indispensable de ne pas faire de distinction légale entre les prêtres sermentés et insermentés. Il faudrait seulement porter une loi sévère contre les perturbateurs du repos public, il en résulterait que chacun pourrait librement suivre le culte auquel il est attaché et que les innocents ne seraient pas traités comme des coupables... Je n'aime pas les prêtres en général, mais j'aime la justice et ceux qui sont de vrais ministres d'un culte de paix » (2).

Tandis que l'agent du district de Vire demande simplement qu'on fasse table rase du passé et que tous les prêtres soient mis sur le même pied d'égalité, un habitant du Calvados réclame le rétablissement du culte, en entendant sans doute par là la reprise des relations officielles entre l'Eglise et l'Etat ; il explique d'abord en un langage assez fruste pourquoi le gouvernement a tant d'ennemis : « Nous leur avons pro-

(1) Arch. dép. L. V. *Etat de situation de diverses églises du Département.*

(2) Arch. dép. *Lettre du commissaire du Directoire du District de Vire, adressée le 6 messidor, an IV, au citoyen Gauthier, député du Calvados au Conseil des Cinq-Cents.*

mis la liberté et l'égalité, et après cela nous les tyrannisons et leur refusons la liberté de leur culte, qui nous mettrait tous en paix si nous voulions le leur permettre. » Tous les maux de l'époque ont une même cause : « loin de croire et d'écouter l'église, nous faisons depuis longtemps tous nos efforts pour la renverser comme Antiochus pour détruire Jérusalem ». Dès lors, le remède s'impose : « Commençons par rétablir le culte divin dans tout son lustre... » (1).

Sans aller jusque-là, ce qui n'était d'ailleurs pas en son pouvoir, l'administration du canton de Moyaux profite du nouvel arrêté pour déclarer que toutes les églises du département sont ouvertes (2). L'arrêté, qui avait pour but d'assurer à la fois la liberté des cultes et l'exécution des lois, sert donc de prétexte à des abus, comme tant d'autres dispositions antérieures. — Quand on reprend les uns après les autres les divers articles de l'arrêté départemental, on constate qu'ils étaient tous et constamment violés. L'article 1^{er} interdit de sonner les cloches, or les cloches retentissent dans tout le département : à Fontenay-le-Marmion, canton de Tilly-la-Campagne, le commissaire du canton se plaint de ce que l'on sonne pour la messe (3) ; il en est de même à Balleroy, mais le commissaire de ce canton répond qu'on sonne avec son autorisation le matin et à midi pour indiquer l'heure aux travailleurs et le dimanche à midi pour la lecture des lois (4) ; on sonne pour la messe, pour les vêpres et les enterrements dans les cantons de Pont, de Caumont, d'Argences, à Cormolain (5), à Beaumont (6). Le commissaire Lévêque est obligé d'intervenir pour faire cesser de semblables abus à Tilly-sur-Seulles (7), à St-Martin-de-Fontenay (8), à Vire (9), etc. ; car partout « ce son importun déchire l'oreille du citoyen patriote ».

(1) *Arch. nation. F^r 7192, n^o B³ 1340*, Lettre adressée au Président du Directoire de la Convention de Paris par Laneuve, Le Pont, 11 fructidor, an IV.

(2) *Arch. dép. Canton de M. Liasse*, Lettre du Commissaire du canton, 9 vendémiaire, an V.

(3) *Arch. dép. L. m. Police*, ventôse, an V.

(4) *Ibid.*, 9 ventôse, an V.

(5) *Ibid.*, floréal, an V.

(6) *Canton de Beaumont*, séance du 23 thermidor, an V.

(7) *Canton de Tilly. Registre des Délibérations*, 9 ventôse, an V.

(8) *Canton de St-Martin de Fontenay. Registre des Délibérations*, 28 ventôse, an V.

(9) *Arch. munic.*, 7 brumaire, an V, l'administration municipale de Vire répond le 17 qu'on sonne dans le canton rural à midi et le soir pour indiquer l'heure.

A la question des cloches se rattache celle des « signes extérieurs du culte » qui sont interdits. Il subsiste un certain nombre de calvaires malgré les efforts du commissaire Lévêque. A St-Martin-de-Fontenay, l'agent municipal déclare qu'il n'a trouvé personne qui consente à enlever le calvaire dressé dans la commune, une affiche menace, en effet, de mort quiconque osera toucher à cette croix. L'agent demande à la municipalité d'aviser, mais celle-ci, très prudente, « considérant que, s'il est de son devoir de faire exécuter les lois, elle n'en est pas moins dans l'obligation de maintenir la paix et la tranquillité dans son arrondissement, qu'une mesure qui tend à froisser les opinions religieuses peut avoir des suites trop conséquentes, etc. », en réfère au commissaire Lévêque (1). Le calvaire de Fontenay-le-Marmion est le rendez-vous de « tous nos fanatiques », écrit le commissaire du canton de Tilly (2). Malgré toutes les lois la puissance de l'opposition est telle, que deux ans plus tard, l'agent de Merville, comme celui de St-Martin-de-Fontenay, ne trouvera aucun ouvrier pour abattre les signes extérieurs du culte subsistant en dépit de tant de règlements et arrêtés (3). A Bonnebosq, l'agent municipal, au lieu de faire disparaître le calvaire suivant les ordres qu'il a reçus, « s'est contenté, écrit Lévêque, de l'entourer de feuillages » (4). A St-Aignan, canton de Tilly, la croix du cimetière a été abattue, mais on est plus embarrassé pour celle du clocher (5). Le commissaire de Vire se plaint de ce qu'on rétablit dans les rues et places des statues adossées aux maisons particulières, avec des inscriptions religieuses, et de ce qu'on chante des litanies dans la rue (6). On signale des processions dans les cantons de Moyaux, de Pont-Farcy, de Caumont, à Bénysur-Mer, à Argences (7), à Vimont, à St-Léger-du-Bosq en floréal, à Bayeux et à Notre-Dame de la Délivrande en messidor (8). Il est impossible d'attribuer ces processions à l'initiative des seuls réfractaires, et encore plus impossible de faire la part de chacun parmi tant d'infractions à la loi ; en tous cas, les anciens constitutionnels imitaient

(1) *Arch. dép. Canton de St-Martin-de-Fontenay*. Délibération du 28 ventôse, an V.

(2) *Arch. dép. L. m. Police*, 3 ventôse, an V.

(3) *Arch. dép. Canton de Ranville*, 11 vendémiaire, an VII.

(4) *Arch. dép. L. m. Police*, Lettre du 6 floréal, an V.

(5) *Ibid.*, 25 brumaire, an V.

(6) *Arch. munic. de Vire. Registre des Délibérations*, 15 messidor, an V.

(7) *Arch. dép. Comptes décadaires des Cantons*, Argences, messidor, an V.

(8) *Ibid. L. m. Police*.

leurs adversaires, peut-être y étaient-ils obligés pour conserver leurs fidèles ; à St-Léger, le ministre est « un conformiste », dit le commissaire (1). A Bayeux les inhumations se font avec l'ancienne pompe religieuse, les convois funèbres vont à Vire de la maison mortuaire à l'église et au cimetière accompagnés de prières récitées à haute voix et précédés de cierges (2), on signale des faits analogues à Caen (3) et la municipalité prend un arrêté pour rappeler les dispositions de la loi, que quelques citoyens ont violée « en se permettant dans ces derniers jours de se livrer ouvertement à des cérémonies religieuses extérieures ». La municipalité, avant d'user de mesures de rigueur, croit devoir rappeler les principales dispositions de la loi du 7 vendémiaire, an IV (4).

L'arrêté départemental reproduit simplement les dispositions de la loi du 7 vendémiaire. Les prêtres sont donc tous mis sur le même rang, selon le désir exprimé par le commissaire du district de Vire ; tout prêtre, quel que soit son passé, peut exercer le culte moyennant une déclaration devant la municipalité. Mais cette mesure inscrite dans la loi du 7 vendémiaire n'avait pas désarmé les réfractaires ; un arrêté du département pouvait-il obtenir de meilleurs résultats ? On signale partout la présence et l'activité des réfractaires ; les troubles mi-politiques, mi-religieux, qui n'avaient d'ailleurs jamais cessé, se multiplient. Les réfractaires sentent, en effet, que quelque chose est changé. En l'an IV, les assemblées primaires dans les districts de Vire, de Caen, de Bayeux avaient nommé des électeurs royalistes, parents d'émigrés et de prêtres réfractaires (5). A Paris, les Anciens avaient rejeté en fructidor, an IV, un projet des Cinq-Cents, qui

(1) Le curé constitutionnel Jean-Pierre-Auguste Le Fèvre qui exerce au Teil est condamné à 100 livres d'amende et à un mois de prison pour avoir, revêtu de ses ornements, fait une procession autour de l'église, sonné les cloches et fait une levée de corps en surplus. *Ibid.*, L. V. Tribunal du district de Lisieux, 26 germinal, an VI.

(2) Arch. munic. *Registre de correspondance*, 4 nivôse, an V.

(3) Arch. dép. L. m. Police, 19 prairial et Arch. munic. *Registre des Délibérations*, 23 prairial.

(4) *Ibid.*, 25 prairial, an V. Pour les inhumations comme pour les processions, des constitutionnels figurent parmi les délinquants : Simon-Denis Nicolle, ci-devant curé constitutionnel de St-Martin-le-Vieux dans le canton de Caumont, fait en frimaire, an VI, une levée de corps, pour cette cérémonie le prêtre a revêtu ses ornements, il est précédé de la croix et « chante à gorge déployée ».

(5) Arch. nation. F^r 3661².

édicteait de nouvelles mesures contre les prêtres. Les élections de l'an V venaient de consacrer le succès des catholiques, une majorité royaliste s'était constituée dans les deux Conseils (1). Le parti des prêtres réfractaires s'affirme avec d'autant plus d'audace, attaquant les partisans du serment et le pape lui-même qui venait, par le bref *Pastoralis sollicitudo* (5 juillet 1796), d'inviter les prêtres à se soumettre à la République. « Les femmes disent..... que si le pape se déclare hérétique en faisant sa paix, la religion pour cela ne sera pas abandonnée, que les saints prêtres sont là, que les honnêtes gens se réuniront, que le bon Dieu ne les abandonnera pas et que dans peu on verra quelque chose, que les troupes manqueront et que ces messieurs reparaîtront quand il faudra »(2). Il ne s'agit plus de simples infractions aux lois sur les cultes, un soulèvement se prépare en Bretagne et en Normandie, les compagnies de chouans se réorganisent, des expéditions nocturnes ont lieu dans les environs de Caen et de Bayeux ; Lévêque communique ses inquiétudes au ministre de la police ; il craint sous peu « une explosion » (3), les renseignements qu'il reçoit des départements voisins ne sont pas rassurants, le général Dugua, commandant les troupes du Calvados, le met au courant de ce qui se passe au Havre et des progrès que les prêtres réfractaires, les émigrés et tous les ennemis du gouvernement et de la République font dans cette ville » (4). Le commissaire du département écrit au ministre de la police, « le fanatisme se réveille, on se porte avec une sorte de fureur qui n'a point d'exemple dans les églises

(1) « Les royalistes ont pris la place des patriotes qui se trouvent en ce moment chassés de toutes les fonctions, comprimés et dans un état à ne pas savoir ce qu'ils deviendront », écrit le commissaire du canton de Honfleur. *Arch. dép. Pièces mélangées de Honfleur-ville et Honfleur-rural*.

Cf. *Arch. nation.* F⁷ 7256. Extrait d'une lettre du commissaire du canton de Cagny, 20 floréal, an V.

(2) *Arch. nation.* AF III 46, cf. p. 145, note 5.

(3) *Arch. nation.* F⁷ 7193. Lettres du commissaire du département au ministre, 6 et 19 fructidor, an IV. Les administrations cantonales signalent des faits à l'appui des dires du commissaire départemental : à Pierrepont, des brigands sont entrés dans l'église, ont brûlé les papiers, mis sur la porte un placard intitulé : Dieu et le roi, avec des menaces contre l'agent municipal si l'église n'était pas ouverte tous les dimanches et jours de fête. *Arch. dép. Séances de l'administration centrale du Calvados. Comptes décennaires du canton de Creully*, 21 pluviôse, an V.

(4) *Arch. nation.* F⁷ 7193, n° 4090. Lettre du général Dugua au commissaire du département, le 21 fructidor, an IV.

rouvertes » ; l'arrêté du 27 fructidor devait enrayer la réaction commençante, mais « le Conseil royal », s'appuyant sur les opinions religieuses, s'efforce de mettre le peuple aux prises avec les autorités, on prétend que celles-ci n'ont aucun droit à exercer sur les cultes, que toutes les églises doivent être ouvertes, que chacun doit y avoir la liberté de faire ce qu'il voudra ; dans des circonstances aussi graves, Lévêque se demande s'il ne va pas être obligé de faire fermer les églises jusqu'à nouvel ordre, dans les cantons où il a eu des troubles (1). Le ministre répond, en engageant son subordonné à ménager « la faiblesse et les superstitions du peuple » ; la fermeture des églises ne doit avoir lieu qu'en cas de nécessité impérieuse, il faut surtout éviter de donner aux prêtres trop d'importance et de faire regarder leur ministère comme une fonction publique (2). Les craintes de Lévêque sont inspirées par l'alliance effective des catholiques et des royalistes, qui, fortifiés par les récentes élections et sûrs de puissants appuis dans les deux Conseils, font une propagande active. Les arrêtés du département, qui rappellent les sanctions pénales les plus sévères, n'empêchent pas les réfractaires de dire la messe à Caen, à Falaise, à Bayeux, dans les maisons particulières « avec grand concours de personnes », de jeter le trouble dans le département : les prêtres soumis aux lois, terrorisés par les menaces qui leur sont faites, abandonnent le champ libre à leurs ennemis ou se rétractent et font pénitence. Le curé constitutionnel de Cambes cesse toute fonction au reçu d'une lettre signée *Sans quartier*, capitaine des grenadiers, qui lui ordonne de renoncer à l'exercice de son ministère, sans quoi il sera poignardé (3). « On n'a pas idée, écrit le commissaire Lévêque (4), combien ces irréconciliables et sanguinaires ennemis occasionnent de maux dans nos contrées. Il est certain que ce sont eux qui dirigent les poignards et qui sont les apôtres de la doctrine de Frotté. Ils annoncent aux crédules habitants des campagnes l'arrivée d'un Roi et portent au moyen du fanatisme à la persécution et à l'assassinat. Partout ils sont fêtés, payés, et partout ils portent la désolation et l'effroi. Sitôt qu'il y a du trouble dans une commune, c'est qu'un réfractaire y a passé... Maintenant il y en a partout... C'est en vain qu'on veut se le dissimuler, ils

(1) *Arch. nation.* F⁷ 7193, n° 132. Lettre du 14 vendémiaire, an V.

(2) *Ibid.* Lettre du ministre, 24 vendémiaire, an V.

(3) *Arch. dép. L. m. Police.* Lettre du commissaire du canon de Mathieu, 2^e jour complémentaire, an V.

(4) *Arch. nation.* F⁷ 7258. Lettre au ministre de la police. 5 prairial, an V.

nous conduisent à un changement et, lorsque le temps sera venu, on sera étonné du nombre de leurs *soldats*... Oui, les réfractaires vont tout perdre, tout fanatiser, tout diviser et tout porter au soulèvement, si l'on ne vient à bout de les comprimer ; il faut des prêtres au peuple, mais non pas de ces prêtres qui ont tant de vengeances à exercer..... je vous le prédis encore, si l'on ne prend promptement un parti envers ces hommes cruels, il faut s'attendre à de plus grands désordres. Il y a parmi eux, je le sais, des hommes de bien qui prêchent une saine morale, l'union et l'oubli des injures ; mais la majeure partie est aussi pleine de passions qu'elle est décidée à ne rien céder... Pourquoi tant d'audace dans les uns et tant de mollesse dans les autres (1) ? C'est que tout le monde ici croit sincèrement au retour de la monarchie ; et pourquoi ? c'est qu'on voit tout prendre cette pente..... ». Gravement préoccupé par l'imminence du danger, le commissaire du gouvernement ne peut pas même compter sur les agents municipaux dont un grand nombre font cause commune avec les ennemis du gouvernement (2). « Nombre de fonctionnaires publics sont dévoués à Louis XVIII et protègent ouvertement ceux qui cherchent à établir la monarchie en France, écrit Lévêque,... la plupart des agents sont vendus au parti royaliste et sont eux-mêmes les apôtres de ce parti..... » (3). Les réfractaires savent qu'un nouveau courant d'opinion leur est favorable et qu'en haut lieu on veut les ménager. Le

(1) Ces « autres », qui montrent tant de mollesse, sont les assermentés qui se rétractent.

(2) Lettre citée et Plainte du commissaire à l'administration départ. *Arch. dép. Séances de l'administration centrale*, 5 floréal, an V.

(3) *Arch. nation.* F⁷ 7249 Lettre au ministre, 17 floréal, an V. Jacques Castel, adjoint municipal à Courseulles, trouble le service du culte autorisé par la loi et est déféré pour ce fait en police correctionnelle. *Arch. dép. Canton de Bénysur-Mer. Registre des Délibérations*, 16 et 21 pluviôse, 1 ventôse, an V. Duquesnoy, agent de la commune d'Orgy, canton d'Argences, se vante d'avoir fait dire la messe dans sa maison par un réfractaire, brumaire, an VI. *Arch. dép. Canton d'A. Angot*, secrétaire de l'administration, 10 frimaire, an VI, est accusé d'avoir déguisé des actes en faveur du citoyen Antoine Prempain, prêtre réfractaire. On le déclare déchu. *Ibid.* Trosley, agent municipal d'Hermival, fait publier les bans de mariage au prône de l'office dans l'église, les conjoints protestent, ceci s'est fait « contre leur volonté et contre les dogmes de leur religion ». *Arch. dép. L. m. Police*, Moyaux, 3 germinal, an V. Lettre du commissaire du canton de Moyaux à celui du département. Cf. *Arch. dép. Réquisitoire du Commissaire du Direct. exécutif*, 13 floréal, an V. *Arch. dép. L. m. Police*. Lettre de brumaire, an V.

Journal du soir, des amis de la Liberté et de l'Egalité publie le 17 brumaire une lettre du ministre de la police, celui-ci recommande sans doute la plus grande sévérité à l'égard des ci-devant ecclésiastiques qui tenteraient de troubler la tranquillité publique, mais il parle aussi des « germes de mécontentement qui paraissent avoir leur source dans l'intolérance qu'on exerce envers les prêtres pour raison des serments qu'on exige d'eux et qu'ils croient contraires à leurs opinions religieuses. » Le ministre recommande « de ne pas inquiéter, au moins quant à présent, par des serments et des déclarations inutiles les prêtres tranquilles... » ; astreindre les prêtres trop rigoureusement à la déclaration du 7 vendémiaire, « ce serait dans les circonstances actuelles s'exposer à troubler de nouveau la tranquillité publique, à aigrir les esprits, à rallumer les torches du fanatisme et les fureurs du royalisme. D'ailleurs il faut craindre de heurter de front les principes religieux dont le peuple est imbu » (1). On ne saurait inviter plus clairement les autorités locales à ménager les réfractaires et à leur laisser carte blanche pour l'exercice du culte sans déclaration (2).

Assurés d'un tel appui, les réfractaires sortent de leurs cachettes, parcourent le pays, provoquent les espérances des uns et l'inquiétude des autres. L'ancien grand-vicaire de Bayeux, Louis-Claude-Jean-Baptiste Godefroy de Boisjungan, compte si bien sur les dispositions conciliantes du ministère, qu'il lui écrit pour être autorisé à sortir en paix, de la retraite où il est caché, sans crainte d'arrestation, il s'engage d'ailleurs à n'exercer aucun culte et à ne jamais enfreindre les lois (3). Un ancien constitutionnel qui a rétracté son serment et qui fait cause commune avec les réfractaires, Pacifique, dans une lettre au président du Directoire exécutif critique les lois sur les prêtres, réclame pour lui-même « prêtre insermenté » la liberté d'exercer publiquement le ministère de son culte et donne comme adresse, pour

(1) *Arch. nation.* F^r 7205.

(2) La lettre du ministre est adressée aux commissaires du pouvoir exécutif dans les départements bretons et vendéens, mais grâce à sa publication dans le *Journal du soir*, elle est lue dans le Calvados, et La Cochevie, commissaire du Directoire à Falaise, est stupéfait d'instructions qui paraissent contredire les lois ; il écrit au ministre pour lui demander si la lettre est authentique. Le ministre répond, le 5 frimaire, qu'il est bien l'auteur de la circulaire, il ajoute : « Vous pouvez, en conséquence, vous conformer à ce qu'elle contient, relativement à ceux [les prêtres] qui sont dans votre arrondissement. » *Ibid.*

(3) *Arch. nation.* F^r 7192, B³ 1400. Sur Boisjungan, cf. p. 195.

la réponse, l'administration du canton de Pont-Farcy (1). Convaincus de la bienveillance du pouvoir central, les réfractaires manifestent une activité croissante. Mais partout où ils sont signalés, on découvre une agitation royaliste. A Ver, dans le Canton de Crépon, d'Audibert, ex-chanoine de Bayeux, dit la messe avec d'autres réfractaires dans les maisons de particuliers, or dans la même localité trois réfractaires organisent une société de religieuses du Tiers-Ordre qui font l'éducation des jeunes filles « en excluant les patriotes » (2). Une association de 17 religieuses existe aussi à Vire, on croit que des prêtres réfractaires se cachent dans leur maison, mais on n'a pu les découvrir; ces religieuses tiennent un pensionnat de 22 jeunes filles, toutes originaires des communes où il y a le plus de chouans (3). Dans le canton de Crépon, la cocarde nationale est foulée aux pieds, on entend crier à tout instant : Vive le Roi ; dans les cantons de Creully, de Magny et ailleurs, les réfractaires et les émigrés prêchent la révolte ; partout ont lieu des rassemblements illégaux, dans le canton d'Argences on fait des processions, le fanatisme reprend son empire, les prêtres constitutionnels sont forcés de renoncer à célébrer le culte ; le commissaire Lévêque termine son réquisitoire en sommant l'administration départementale de prendre des mesures pour faire exécuter strictement la loi du 7 vendémiaire et « pour brider le fanatisme qui fait de nouveaux progrès » (4). Le commissaire revient à la charge quelques jours plus tard : les agents poussent le peuple au fanatisme, président le culte sans se conformer aux lois et protègent ouvertement les abus ; à St-Pierre-sur-Dives, cinq à six cents personnes se rassemblent pour assister à la messe, célébrée dans la maison de son père par un nommé Belcour, ci-devant marquis et prêtre réfractaire (5). La complicité des agents permettait aux réfractaires de disparaître au moment des descentes de police. Tantôt ils célébraient la messe dans les maisons particulières, sans tenir compte de la limite fixée par la loi qui inter-

(1) *Arch. nation.* F⁷ 7213, B³ 4070.

(2) *Arch. dép. L. m. Police.* Lettre de brumaire, an V. Sur d'Audibert, cf. p. 199.

(3) *Arch. munic. de V.* Lettre du commissaire près la municipalité, 20 fructidor, an V.

(4) *Arch. dép. Réquisitoires du commissaire du Direct. exéc.,* 9 floréal, an V.

(5) *Arch. dép. Réquisitoires du commiss. du Direct. exéc.,* 13 floréal, an V, et *Administration centrale du Calvados. Registre des Délibérations,* 15 brumaire, an V.

disait dans ce cas un rassemblement de plus de dix personnes, tantôt ils obtenaient l'ouverture des églises grâce à des déclarations passées par des laïcs (1).

Certains catholiques prétendaient qu'un culte peut être légal sans ministre pour le présider ; les chantres, les anciens custos ou les domestiques des curés déportés remplaçaient les assermentés qu'on avait éloignés à force de vexations. Grâce aux laïques, les églises se trouvent ouvertes et peuvent servir aux réfractaires pour les offices, qu'ils célèbrent au cours de leurs pérégrinations à travers le département. S'il faut en croire le commissaire du canton de Moyaux, les réfractaires vont même jusqu'à placer dans les églises des ignorants sachant à peine lire : des êtres stupides qui ont l'avantage de faire pièce aux constitutionnels, « le gouvernement de Bankenbourg » escompte que ces individus, à force de sottise, soulèveront l'indigna-

(1) Il n'est pas facile de savoir quand le laïc sert d'écran pour dissimuler un prêtre et quand le laïc prend vraiment l'initiative du culte. Il y a eu, en tout cas, des cultes célébrés par des laïcs : Camus, commissaire de Blangy, parle « des ministres laïques qui s'élèvent au milieu des sectaires et qui, affublés des ornements rachetés par les communes ou plutôt par les agents des prêtres, observent toutes les rubriques et cérémonies, que ceux-ci pratiquaient, sinon qu'ils ne consacrent pas... ». *Arch. dép. L. m. Police*, 12 fructidor, an IV. Le commissaire de Pont-Farcy enjoint aux « citoyens laïcs », qui président des rassemblements à Landelles et à Ste-Marie-Laumont, de cesser leurs fonctions ou de se conformer à la loi de vendémiaire, an IV, 23 frimaire, an V. Pour Aunay, *Ibid.*, 5 frimaire, an V. Pour Villers-Bocage, *Arch. dép. Reg. des Délib. du Canton*, 5 nivôse. Pour Courseulles et Bénv-sur-Mer, *L. m. Police*, 22 nivôse et *Reg. des Délib. du Canton*, 21 nivôse. Pour Vire, *Arch. munic. Reg. des Délib.*, 6 ventôse. Pour Carpiquet, *Arch. dép. Reg. des Réquisit. du Commiss. du Direct.*, 5 fructidor. Pour Crêvecœur, *L. m. Police*. Pour St-Aubin de Fontenay, *Reg. des Délib. du canton de Tilly-sur-Seulles*, 4 vendém., an VI. Pour Evrecy, *Reg. des Délib. du Canton*, 15 prairial, an VI. Mais beaucoup de soi-disant laïcs sont des prêtres déguisés : un prêtre déporté-rentre circule dans le canton de Falaise, il a exercé le culte, puis par crainte ou pour telle autre raison s'est fait jardinier. *Arch. dép., canton de Poligny*, Lettre du commissaire Lévêque, 3 floréal, an VI. Charles-Louis Lecerf était prêtre, en l'an VI il est garçon boucher. *Arch. dép., canton de St-Pierre-sur-Dives*. Pétition n° 340. Dans ces deux cas, nous pouvons nous trouver en présence de prêtres qui prennent un métier pour gagner leur vie ; il n'en est pas moins vrai que, dans plusieurs circonstances, des prêtres dissimulent, sous des professions laïques, leur véritable état civil : le département suspend de ses fonctions Pierre Lenoble, agent municipal, pour avoir en l'an V inscrit sur les états de la population de Vaudry quinze prêtres sous la dénomination de journaliers, cultivateurs ou vivant de leurs biens. *Arch. dép. Canton rural de Vire*, 27 vendémiaire, an VII. Pour le culte célébré par des laïques, cf. aussi p. 65 et 66.

tion du peuple (1). Les partisans des cultes sans prêtres soutenaient la thèse suivante : L'église est accordée aux paroissiens et non au prêtre, qui peut toujours être remplacé par un autre. L'évêque correspond à ce sujet avec le ministre de la police, pour le commissaire du Calvados les prétentions des catholiques ne sont qu'un prétexte pour éluder la loi, à son avis tout culte dans un édifice public doit être présidé par un ministre responsable ; pour les réunions de moins de dix personnes dans les maisons particulières, c'est le propriétaire ou le principal locataire qui doit être tenu pour responsable. Le ministre répond qu'un rassemblement n'est pas nécessairement présidé par un ministre du culte, la loi n'a pas à s'occuper de cela, mais celui qui prie, parle ou agit au nom de l'assemblée doit être considéré comme remplissant les fonctions de ministre du culte et encourt par ce fait les responsabilités déterminées par la loi (2). Aussi Lévêque ordonne-t-il, dans un réquisitoire au département, que le président de tout rassemblement religieux fasse la déclaration exigée des ministres du culte, faute de quoi les délinquants seront poursuivis conformément à la loi du 7 vendémiaire (3). — Ceci n'empêchait ni les rassemblements clandestins (4), ni les cultes publics illégaux. Le commissaire du canton de Bayeux signale que les émigrés et les prêtres déportés rentrent « en foule », il demande des ordres sur la conduite à tenir « à l'égard des prêtres sujets à la déportation et à la réclusion qui se montrent ouvertement dans le canton. L'esprit public est devenu

(1) *Arch. dép. Canton de Moyaux*, 7 nivôse, an VI. Les constitutionnels savent quels dangers présentent pour leur parti ces cultes sans prêtres dus à l'initiative des réfractaires ; le concile national de 1797 se préoccupe notamment du « laïcisme ». *Les Annales de la Religion* protestent contre le laïcisme, t. IV, p. 376, qui est aussi condamné par le synode diocésain de Bayeux. Cf. p. 177.

(2) *Arch. nation.* F⁷ 7192, N^o B^o 1205. Lettres des 9 et 13 vendémiaire, an V. Le commissaire du département communique à tous les cantons sa lettre au ministre et la réponse de celui-ci en date du 23 brumaire. *Arch. dép. Administ. centrale du Dép.* *Registre des Arrêtés*, 28 brumaire.

(3) *Arch. dép.* *Registre des réquisitoires du commissaire du Directoire exécutif*, 5 fructidor, an V.

(4) Les archives municipales de Viré conservent huit registres de baptêmes et mariages clandestins. Deux registres cotés A 310-311 comprennent 86 baptêmes et 29 mariages célébrés par Le Peltier, prêtre catholique, en la commune de Neuville près Vire, du 5 décembre 1797 au 7 juin 1803. Six registres cotés A 262-267 comprennent 161 baptêmes et 21 mariages célébrés par Robert Rouyer, prêtre de N.-D. de Vire, dans cette ville et dans diverses paroisses des environs, du 9 août 1795 au 13 septembre 1802.

entièrement mauvais depuis quelques jours, les patriotes probes et honnêtes sont inquiets... La loi du 7 vendémiaire est violée publiquement... Le crime est impuni et le brigandage se perpétue dans les environs de ce canton. » L'agent du gouvernement avoue son découragement et en donne la raison : « Dois-je faire exécuter des lois dont on propose chaque jour le rapport dans le Conseil des Cinq-Cents ? » (1). L'agent de la municipalité d'Aunay demande lui aussi des instructions, des prêtres insermentés se présentent presque journellement « pour avoir des passeports ou des permis pour vaquer à leurs affaires, qui paraissent selon eux être dirigées sur la commune de Bayeux », il n'a connaissance d'aucune nouvelle loi et ne sait comment faire (2).

Les déportés rentrés en France, quand ils peuvent prouver qu'ils n'ont pas émigré, mais qu'ils ont quitté le territoire pour obéir aux lois, sont l'objet de mesures de tolérance ; aussi les demandes de certificats de résidence sont-elles innombrables à cette époque. Le département accorde des passeports aux prêtres qui reviennent ; le cas de Pierre-Nicolas Berthelot peut servir d'exemple parmi beaucoup d'autres : ce prêtre insermenté arrive le 23 thermidor, an V, à Honfleur, dont il est originaire, il présente un arrêté de l'administration départementale en date du 19 et déclare vouloir résider dans la commune de Honfleur sous la surveillance de l'administration. La municipalité fait droit à la demande de Berthelot qui ne devra pas exercer le culte avant de s'être conformé à la loi du 7 vendémiaire, an IV, et qui ne devra occasionner aucun trouble (3). Grâce à ces circonstances, le nombre des réfractaires augmente sans cesse, ceux qui ne sont pas encore rentrés ou qui n'ont pu obtenir de passeports font circuler des pétitions pour réclamer leur rappel ; il est essentiel de fixer promptement quelle sera la déclaration à laquelle ils seront assujettis, écrit le commissaire du canton de Bayeux (4). Le commissaire du canton de Moyaux, Morin, correspond avec le ministre de la police : « Les déportés sont généralement rentrés, ils exercent publiquement sans avoir rempli aucune des formalités prescrites par les lois ; les cloches sonnent de tous côtés pour annoncer l'heure où ils exercent leur culte ; les processions, les signes extérieurs, tout est mis en usage pour fana-

(1) *Arch. dép. L. m. Police*. Lettre du 29 prairial, an V.

(2) *Ibid.*, 19 fructidor, an V.

(3) *Arch. munic. de Honfleur*, 24 thermidor, an V.

(4) *Arch. dép. L. m. Police*. Serments, 25 messidor, an V.

tiser la multitude. » Morin cite plusieurs communes où les prêtres exercent sans s'être soumis aux lois, à Lisieux « plus de 40 autels sont élevés dans des maisons particulières par des prêtres réfractaires, lesquels n'ont rempli aucune des formalités prescrites par la loi (1). Les témoignages de l'activité des réfractaires sont innombrables : en pluviôse, Prévost, prêtre réfractaire, est signalé dans le canton de Courson où on l'accuse de prêcher la révolte contre les lois (2). A Caen, des rassemblements religieux très fréquentés ont lieu dans les carrières St-Julien, rue Quincampoix et rue des ci-devant Capucins, « la messe y a été célébrée avec pompe par des prêtres réfractaires entourés de nombreux assistants » (3). Le 12 messidor, an V, le commissaire du canton de Clécy écrit à Lévêque : depuis la réapparition des prêtres insoumis dans le canton, notamment de Gigou (retour de la maison d'arrêt de Caen), règnent de vives alarmes, on me demande si on va faire procès aux républicains, s'ils seront à la discrétion des nouveaux vainqueurs ; quelle conduite tenir à l'égard des réfractaires ? ils affichent le plus grand mépris pour les lois ; des centaines d'individus vont à leur messe, or ils n'ont pas fait de déclaration, « la conduite du prêtre Gigou me fait croire qu'il est autorisé par quelque autorité légitime ». Lévêque répond le 18 : la loi du 7 vendémiaire doit être exécutée ; les réfractaires ont été mis en liberté par arrêté du département, j'attends des ordres du gouvernement, continuez à assurer la stricte observation des lois (4). Lévêque reçoit une lettre analogue du commissaire du canton de Pont-Farcy : « Le fanatisme fait les plus grands progrès. Les prêtres réfractaires s'agitent en tous sens, propagent l'esprit de division et de discorde, tracent une ligne de démarcation entre les citoyens attachés aux prêtres assermentés et ceux du parti opposé. De vieux amis, des époux, des familles entières se querellent, se menacent même, tant l'effervescence est grande par rapport aux rassemblements multipliés à la tête desquels sont les prêtres réfractaires. » Chipel, Faive et Esnault tiennent des réunions dans la région, les assistants sont nombreux et mettent en circulation une pétition pour demander aux Cinq-Cents la rentrée du curé d'Erne, cette pétition est colportée par l'agent municipal et

(1) *Arch. nation.* F^r 7276, N^o B¹ 1004. Lettre du 8 thermidor, an V.

(2) *Arch. dép. L. m. Police.*

(3) *Ibid.*, 3 floréal.

(4) *Ibid.*

son adjoint (1). Au moins 1.200 personnes assistent à la messe dite par Esnault dans l'église de Mézières, canton de St-Sylvain ; ce prêtre réfractaire a eu soin auparavant de bénir l'église et d'en « frotter les pavés » (2). Le commandant de la place de Falaise signale à la municipalité les rassemblements qui se font à l'hôpital, il y a eu rixes et violences sanguinaires causées par les offices de prêtres rebelles aux lois (3).

Aux environs de Bayeux, l'église de St-Loup est encore fermée, les catholiques en forcent l'entrée et célèbrent le culte sans avoir passé de déclaration, le jury devant lequel comparaissent les coupables les acquitte (4). Moulland, commissaire près le tribunal correctionnel de Bayeux, écrit à Lévêque : « Les prêtres déportés se montrent effectivement en grand nombre depuis très longtemps ; en la plupart ils ne troublent point l'ordre. Quelques-uns seulement enhardis par l'impunité multiplient les rassemblements illicites à l'occasion de l'exercice du culte. Et on est vraiment scandalisé qu'il ne soit pris aucune mesure pour réprimer ces délits » (5). A Bernières, les rassemblements ont lieu chez Louard, agent de la commune (6). Melorel,

(1) *Arch. dép. L. m. Police*, 8 et 30 thermidor, an V.

(2) *Arch. nation.* F^r 7251.

(3) *Arch. munic. de Falaise. Registre de Correspondance*, 1 thermidor, an V.

L'affaire des Bonnets rouges date de la même époque. *Arch. nation.* F^r 7197, N^o B³ 2129. La municipalité de Falaise avait fait enlever les bonnets rouges qui surmontaient les édifices publics de la commune, les avait remplacés par des coqs et avait pris le 15 vendémiaire, an V, un arrêté ordonnant « à tout citoyen de faire enlever, au plus tard dans trois jours, les bonnets rouges qui pourraient être placés sur sa maison... » Le Directoire du département casse l'arrêté municipal comme illégal le 28 vendémiaire, le département déclare que le bonnet rouge est le signe de la liberté et décide que les bonnets rouges seront remis en place dans les 24 heures aux frais des membres de la municipalité. Mais le ministre de la police, saisi de cette affaire, donne tort au département dont l'arrêté « fulminant » est empreint d'« une extrême exagération », aucune loi n'ordonnant l'usage du bonnet rouge. — L'intérêt de ce conflit réside dans la lutte d'influences dont la ville de Falaise se trouve être le théâtre : le parti royaliste obtient un succès avec la disparition des bonnets rouges, et finalement son triomphe est complet après la décision du ministre, on devine quels arguments cet incident fournissait aux prêtres insermentés.

(4) *Arch. dép. L. m. Comptes décadaires*, 2^e carton, St-Vigor, 19 thermidor, an V.

(5) *Ibid.*, Bayeux, 15 fructidor, an V.

(6) *Arch. dép. Canton de Bénvy-sur-Mer. Registre des Délibérations*, 20 fructidor, an V.

ci-devant prêtre et maître d'école non soumis aux lois, exerce le culte dans le canton de St-Sever (1). A Trousseauville, « un bon prêtre » dit la messe chez un particulier et disparaît dès que commencent les recherches pour le saisir (2). A Crépon, Hébert et Dupuis, prêtres réfractaires, font des rassemblements religieux sans s'être soumis aux lois (3). Hébert est signalé aussi à Arromanches et à Vire, où il provoque de nombreux rassemblements, administre les sacrements du mariage, du baptême, de la communion et fait le catéchisme ; arrêté sur l'ordre du capitaine des grenadiers et conduit à la justice de paix du canton de Crépon, il est aussitôt remis en liberté (4). — Le commissaire Lévêque résume ainsi la situation dans deux rapports au ministre : «tout annonce le commencement d'une guerre religieuse qu'on foment de tous côtés. Ces implacables ennemis coalisés avec les chouans, dont ils sont les plus forts appuis, lancent l'anathème contre ceux qui sont soumis aux lois de la République ; pour être admis à leurs cérémonies religieuses, il faut abjurer tout attachement au gouvernement républicain, restituer les domaines nationaux acquis et promettre qu'on fera tout ce qui dépendra de soi pour ramener l'ancienne monarchie » (5). Quelques jours plus tard, le commissaire du département écrit de nouveau : « les réfractaires prêchent ouvertement la désobéissance aux lois, des processions ont lieu dans presque tous les cantons au mépris de ces mêmes lois, toujours accompagnées des signes du culte romain, le *Domine salvum fac regem* se chante dans les rassemblements où officient les réfractaires, les conseils royaux tiennent régulièrement leurs séances... » (6). Le général Delarue, commandant la brigade du Calvados, tient le même langage : « Les trois quarts au moins des habitants du Calvados sont aujourd'hui entièrement dévoués à la royauté et à la religion... Les prêtres fidèles à leurs serments courent dès lors le plus grand danger pour leur vie, et quelques-uns, poussés par la crainte, vont se jeter aux pieds des prélats hypocrites qui parcourent les campagnes, se disant envoyés de Dieu, pour ramener au bercail les brebis égarées. Ainsi le fanatisme va toujours croissant et la haine pour le gouvernement républicain aug-

(1) Arch. dép. L. m. Police. 1

(2) Ibid. Lettre du commissaire du Canton de Dives, 5 fructidor.

(3) Ibid., 14 fructidor.

(4) Arch. nation. F^r 7251.

(5) Ibid., 1^{re} messidor.

(6) Ibid., 25 messidor.

mente en proportion.... Les administrations municipales sont composées, la plus grande partie, d'hommes peu ou point du tout attachés au gouvernement républicain, des membres sont les agents secrets des émigrés. Les juges de paix des campagnes surtout sont tous vendus au parti royaliste qui les a nommés.... » (1).

Que peuvent faire dans ces conditions les agents et commissaires du pouvoir exécutif restés fidèles au gouvernement ? En principe, les lois de 1792 et 1793 contre les prêtres sont toujours en vigueur, mais les Cinq-Cents viennent jeter le trouble dans les esprits en rapportant l'art. 10 de la loi du 3 brumaire, an IV, qui ordonnait la prompte exécution des dites lois. Celles-ci ne sont pas abrogées, est seule rapportée la loi qui en ordonnait l'exécution. Les autorités ne savent plus à quoi s'en tenir et les réfractaires profitent de ce désarroi. Le clergé insermenté suit avec la plus grande attention ce qui se passe au Conseil des Cinq-Cents ; dès le 11 prairial, le compte décadaire du commissaire de Bayeux met en lumière les espérances qui se font jour : « ...les prêtres, qui étaient sujets à la réclusion ou à la déportation, profitent de la liberté dont ils jouissent actuellement pour agiter ou troubler les esprits faibles et leur persuadent que le corps législatif va par une loi solennelle ne bientôt reconnaître qu'eux » (2). Le célèbre rapport de Camille Jordan, en faveur de la religion catholique, ne date que du 29 prairial, mais dans le département du Calvados on était renseigné sur ce qui allait se passer aux Cinq-Cents. Deux députés du Calvados, Jarry et Quesnel, appuient, en effet, Camille Jordan dans ses revendications en faveur d'une plus grande liberté religieuse et combattent avec lui les adversaires des prêtres. Jordan d'ailleurs ne songe pas à demander pour les réfractaires une situation privilégiée, il réclame le libre exercice de tous les cultes, le droit pour les fidèles de choisir à leur gré leurs ministres, sans que ceux-ci aient à prêter des serments ou à faire une déclaration, le droit de sonner les cloches, et enfin pour chaque culte un cimetière spécial. Jarry adopte un point de vue identique : la liberté des cultes ne saurait être contestée, quant à la déclaration exigée des ministres du culte elle est contraire à l'acte constitutionnel, les prêtres ne devant comme les autres

(1) *Ibid.*, 1^{er} messidor. Le général Dumésny écrit de même de Caen, le 18 messidor, au ministre de la guerre : « Un objet bien important, citoyen ministre, intéresse la tranquillité publique, elle semble être bien compromise par la rentrée des prêtres... ». *Ibid.* F^r 7271.

(2) *Arch. munic. de Bayeux.*

citoyens que vivre soumis aux lois, « tous les citoyens ont le même droit et ne doivent que la même chose : se conformer aux lois, c'est-à-dire vivre soumis aux lois... demander aux ministres une déclaration que les autres citoyens ne donneront pas, c'est les traiter inégalement, c'est restreindre le droit donné aux premiers et étendre leurs obligations », c'est rompre le pacte social. Le but de cette manœuvre est clair : on veut atteindre le culte catholique. Or, tous les Français demandent la liberté du culte, « représentants du peuple, cédonz aux vœux de nos concitoyens ! » En agissant ainsi, nous nous les attacherons en même temps que nous les attacherons aux lois ; les athées ont toujours été et seront toujours de mauvais citoyens. C'est une erreur que d'imposer une déclaration de soumission aux ministres du culte, une telle déclaration entraîne les plus grands inconvénients et il n'y a que des avantages à ne pas l'exiger : la loi est obligée de prévoir des sanctions, ce qui entraîne délations, inquisitions et persécutions. La déportation et la réclusion devaient maintenir la Constitution civile du clergé, mais, celle-ci n'existant plus, l'effet doit cesser avec sa cause. Jarry n'ignore pas ce qui se passe au même moment dans le département, dont il est le représentant, il conclut cependant : « les prêtres, dit-on, pourront troubler l'ordre public, mais ne voyez-vous pas que l'on vous propose de punir par anticipation des délits qui n'existent pas ? » (1). Son collègue Quesnel soutient la même thèse : la liberté des cultes entraîne le droit d'avoir des ministres, or le principe de la liberté des cultes est contraire à toute déclaration. Par la déclaration, on établit des distinctions entre les citoyens. Quesnel attribue d'ailleurs peu de valeur à « une chétive promesse » (2). — Les débats du Conseil des Cinq-Cents ont leur écho immédiat dans le département, les cloches sonnent dans le canton de Courtonne-la-Ville (3). Lemerer, qui avait pris avec Jordan, Jarry, Quesnel et d'autres députés la défense du catholicisme, prononce, le 21 messidor, un important discours où il célèbre la « religion de nos pères », le commissaire du canton de Dives signale bientôt après que « le mot de religion de nos ancêtres commence à se faire entendre dans nos campagnes comme dans les villes » (4). « Les discussions

(1) *Arch. nation.* A. D. XVIII^e 425.

(2) *Ibid.*

(3) *Arch. dép. Canton de C.* Lettre du juge de paix à la municipalité, 23 fructidor.

(4) *Arch. dép. L. m. Police.* Lettre du 5 fructidor.

qui se sont élevées dans le corps législatif à l'occasion de l'exercice du culte, écrit le commissaire du canton de Pont-l'Evêque, ont porté les ecclésiastiques, rentrés dans leurs foyers, à prendre moins de précaution dans la célébration des offices » (1).

II

Au Conseil des Cinq-Cents, le débat aboutit à la loi du 7 fructidor, an V, qui abroge toutes les dispositions antérieures relatives à la déportation et à la réclusion des prêtres insermentés. Nous avons vu que le département du Calvados n'avait pas attendu cette décision pour rendre leur liberté aux prêtres détenus dans les prisons du département (2). Mais le Coup d'Etat du 18 fructidor met fin à ces dispositions conciliantes : la question religieuse vient de jouer un rôle prépondérant dans les débats des deux assemblées ; le régime des cultes, l'attitude du clergé à l'égard du Gouvernement ont provoqué des divergences profondes entre le Corps législatif et le Directoire. Dès le lendemain du Coup d'Etat, la loi du 19 fructidor prend des mesures de salut public : art. 23, la loi du 7 courant, qui rappelle les prêtres déportés, est révoquée ; art. 24, le Directoire exécutif est investi du pouvoir de déporter, par des arrêtés individuels motivés, les prêtres

(1) *Arch. nation.* F^r 7251, 18 messidor. Le commissaire du canton de Moyaux exprime les mêmes plaintes : « C'est depuis que le rapport de la commission du Conseil des Cinq-Cents sur cet objet est connu, que ces manœuvres éclatent. » *Ibid.*, 9 messidor. Le commissaire de Pont-Farcy écrit aussi : « Des prêtres réfractaires et même déportés parcourent journellement les communes depuis cette discussion qui a eu lieu au Conseil des Cinq-Cents sur les cultes, y sèment le désordre en alarmant les consciences... ». *Ibid.*, 19 messidor. L'agent de Trévières, informé qu'un rassemblement, interdit par la loi, se tient dans la commune, s'y rend avec son adjoint ; un prêtre revêtu d'une aube se trouve au milieu d'une nombreuse assistance ; quand l'agent municipal veut rappeler le prêtre au respect des lois, celui-ci répond « que la nouvelle législation allait nous travailler d'une autre manière », et l'agent est obligé de se retirer sous les huées et menaces des partisans du réfractaire. *Ibid.*, 7 messidor. « Il est vrai qu'avant le 18 fructidor, on sonnait dans toutes les communes de ce canton pour annoncer les naissances, les enterrements, et l'heure de la messe. C'était alors le résultat des différents rapports qui furent faits au Conseil des Cinq-Cents et des espérances qu'en conçurent les partisans des prêtres... ». *Arch. dép. L. m. Police.* Rapport du commissaire du canton de Condé-sur-Noireau, 28 brumaire, an VI.

(2) Arrêté du 5 messidor, an V.

qui troubleraient dans l'intérieur la tranquillité publique ; art. 25, la loi du 7 vendémiaire, an IV, sur la police des cultes, continuera d'être exécutée à l'égard des ecclésiastiques autorisés à demeurer dans le territoire de la République, sauf qu'au lieu de la déclaration prescrite par l'art. 6 de la dite loi ils seront tenus de prêter le serment de haine à la royauté et à l'anarchie, d'attachement et de fidélité à la République et à la Constitution de l'an III.

Dans les départements, les autorités cantonales ordonnent aussitôt aux ministres du culte de prêter le nouveau serment (1) ; la municipalité de Vire convoque tous les ecclésiastiques, exerçant le culte ou voulant l'exercer, à venir sans délai prêter le serment, sinon ils seront poursuivis (2). Le canton de Bonnebosq fait afficher dans l'enceinte destinée au culte « une copie en caractères très lisibles » de l'art. 25 de la loi, tout culte sera suspendu jusqu'à ce que les ministres aient prêté serment (3). Le canton de Beuvron adresse à tous les ecclésiastiques domiciliés dans la circonscription une copie de l'art. 25, « aux fins pour eux d'en connaître les dispositions et de s'y conformer » (4). — La question se posa de suite de savoir si tous les prêtres résidant dans le département devraient prêter le serment ou seuls les ecclésiastiques exerçant le culte. Le commissaire du canton de Dives consulte à ce sujet le commissaire Lévêque, il a dans son canton trois prêtres qui, ayant renoncé à l'exercice du culte, ne croient pas devoir prêter le nouveau serment. Lévêque répond qu'à son avis le serment concerne les seuls prêtres exerçant le culte, mais il a soumis la question au ministre et attend sa réponse (5). Le commissaire du canton de Beuvron interprète la loi autrement que le commissaire du département et veut imposer le serment à tout prêtre domicilié dans le canton, il requiert en conséquence l'administration cantonale « de faire prêter le dit serment à tout ecclésiastique quelconque de son arrondissement qui voudra y fixer sa demeure et ce selon la loi » (6). Le commissaire de Bonnebosq écrit directement

(1) *Arch. dép. Canton de Beaumont*, 1^{er} jour complémentaire, an V.

(2) *Arch. munic. de Vire, Registre de Correspondance*. Lettre à l'administration départementale, 29 fructidor, an V.

(3) *Arch. dép. Canton de B. Registre des Délibérations*, 27 fructidor.

(4) *Ibid. Canton de B. Registre des Délibérations*, 5 vendémiaire, an VI.

(5) *Arch. dép. L. m. Serments, District de Pont-l'Evêque*, 7^e carton. *Canton de Condé, Registres des Délibérations*, 15 et 22 brumaire.

(6) *Arch. dép. Canton de B. Registre des Délibérations*, 5 vendémiaire, an VI.

au ministre de la police pour lui faire part de sa décision : il impose le serment à tous les ecclésiastiques de son arrondissement, car sans cela les prêtres, pour se soustraire à la loi, renoncent au culte public et font l'office dans les maisons particulières ; le législateur n'a d'ailleurs pas voulu créer deux sortes de prêtres et la loi a eu pour but de mettre fin aux haines et aux divisions. Mais le commissaire de Bonnebosq est obligé d'avouer que, malgré son arrêté, plusieurs ecclésiastiques refusent le serment ; dans son embarras il consulte le ministre (1).

Le commissaire de Bonnebosq ne se trompe pas, un certain nombre de prêtres, qui exercent le culte au moment du 19 fructidor, refusent le nouveau serment et déclarent cesser toute fonction (2). D'autres prêtres, tombant sous le coup de l'art. 23, se déportent (3), et bientôt, à en croire les commissaires des cantons, il n'y a plus dans tout le département que des prêtres soumis aux lois : « Nous n'avons en ce canton ni émigrés, ni prêtres dans le cas d'avoir nécessité de ma part aucunes mesures pour la déportation », écrit le commissaire de Honfleur (4), et quelques jours plus tard il assure à propos du serment que tous les ecclésiastiques de son arrondissement ont « satisfait à la loi sur ce point » (5) ; le commissaire du canton de Ranville déclare de même qu'il ne connaît aucun prêtre sujet à la déportation ou à la réclusion (6) ; de même le commissaire de Balleroy. Mais les prêtres n'avaient pas tous obtempéré aux lois en prêtant le serment ou en se déportant : Lévêque sait que le prêtre Le Couturier se cache dans le canton de Cagny où il célèbre le culte dans les maisons particulières sans s'être soumis aux lois (7). Le commissaire du département signale à la municipalité de Creully le ci-devant curé de cette

(1) *Arch. nation.* F^r 7319, 25 vendémiaire. La réponse du ministre est datée du 17 brumaire, *Arch. nation.* F^r 7272 : les prêtres autorisés à rester en France, sans distinction, doivent prêter le serment, les autres doivent être reclus ou déportés. L'interprétation du commissaire Lévêque, qui veut imposer le serment aux seuls prêtres exerçant le culte, pêche donc par excès de libéralisme.

(2) *Arch. dép. Canton de Cambremer. Registre des Délibérations*, 3^e jour complémentaire, an V. *Canton de Potigny, Etat des ecclésiastiques du canton*, en vendémiaire, an VI.

(3) *Arch. munic. de Honfleur*, 3^e jour complémentaire, an V.

(4) *Arch. dép. Pièces mélangées de Honfleur-ville et Honfleur-rural. Copie. Lettres* du 28 vendémiaire, an VI.

(5) *Ibid.*, 4 brumaire.

(6) *Arch. dép. L. m. Serments. District de Caen*, 3^e Carton.

(7) *Arch. dép. Canton de C.*, 17 pluviôse, an VI.

commune, c'est un réfractaire qui exerce le culte depuis quelque temps dans la région (1).

La loi du 19 fructidor donnait lieu à bien des interprétations et son application devenait difficile dans certains cas : les prêtres rentrés en France, après s'être déportés en vertu des lois de 1792-1793, ont-ils le droit de rester sur le territoire de la République en prêtant le serment ? Ceux qui étaient soumis à la déportation, en vertu des mêmes lois, mais qui sont restés en France, peuvent-ils continuer leur résidence en prêtant le serment ? Les sexagénaires et infirmes peuvent-ils éviter la réclusion en prêtant le serment ? Quel sera le sort d'un prêtre qui aura prêté le serment du 7 vendémiaire et refusé de prêter le nouveau serment, mais cessera tout exercice du culte ? (2). Un arrêté du département en date du 9 frimaire, an VI, entend mettre fin aux hésitations et divise les prêtres en trois catégories : 1^o les prêtres qui doivent être arrêtés et conduits à la maison d'arrêt de Caen ; 2^o les prêtres sexagénaires et infirmes qui sont placés sous la surveillance des municipalités (3) ; 3^o les prêtres qui continuent à jouir de la liberté (4). Le serment du 19 fructidor est obligatoire pour les prêtres qui veulent exercer le culte, les autres en sont dispensés ; un prêtre qui n'a pas fait la déclaration du 7 vendémiaire, an IV, est admis à prêter le serment du 19 fructidor, par contre toute modification ou rétractation du serment du 7 vendémiaire rend impossible le serment

(1) *Ibid.* Canton de C., 9 prairial, an VI.

(2) Toutes ces questions sont posées par la municipalité de Bayeux, 1 complémentaire, an V. *Arch. munic. de B.*

(3) Les prêtres en surveillance n'ont pas le droit d'exercer le culte.

(4) Les prêtres qui doivent être arrêtés sont : a) ceux qui, soumis aux lois du 26 août 1792 et 21-23 avril 1793, ne seraient pas sortis de France dans la quinzaine après la promulgation de la loi du 19 fructidor ou qui seraient rentrés ; b) ceux qui, ayant été reclus, n'ont été mis en liberté que par le fait de l'annulation des lois contre les ecclésiastiques ; c) ceux qui sont portés sur la liste des émigrés ; d) ceux qui sont condamnés à la déportation ; e) ceux qui ont rétracté ou modifié la déclaration passée en exécution de la loi du 7 vendémiaire, an IV.

Les prêtres qui demeurent en liberté sont, outre les sexagénaires ou les infirmes placés sous la surveillance des municipalités : a) ceux qui ont été jugés sujets à la déportation par les seuls districts, avant le 14 frimaire, an II, ou depuis le 28 germinal, an III, et qui peuvent prouver que cette dénonciation était illégale ; b) ceux qui, fonctionnaires publics en 1790 et 1791, ont prêté le serment sans restriction et ceux qui, non-fonctionnaires publics, ont prêté le serment du 15 août 1792 et ne l'ont pas rétracté. *Arch. dép. Délibérations de l'administration centrale.*

du 19 fructidor et entraîne le bannissement. — A la suite de ce nouvel arrêté, quelques prêtres détenus réclament leur mise en liberté (1), et un assez grand nombre d'entre eux sont placés sous la surveillance des autorités locales (2).

Aussitôt naissent de nouveaux espoirs : « les prêtres annoncent une réaction en leur faveur, ils s'appuient pour cela sur l'arrêté de l'administration centrale du 9 de ce mois à l'égard des sexagénaires et infirmes, et annoncent qu'ils auront bientôt les mêmes avantages » (3). En attendant, l'arrêté a surtout pour conséquence de multiplier les visites domiciliaires. De nombreuses descentes de police avaient déjà été ordonnées et n'avaient été que rarement couronnées de succès : dans le canton de Caumont, quand la troupe arrive chez un agent pour s'informer des maisons où se cachent les réfractaires, l'agent accueille les soldats avec empressement, leur offre à boire et pendant ce temps fait avertir les prêtres qui ont ainsi le temps de fuir. Les difficultés sont telles dans le canton de Clécy que le commissaire réclame de la troupe, deux prêtres dangereux Gigou et Bisson disent la messe tous les jours et il est impossible de réussir à les faire arrêter par la garde nationale (4). Il va sans dire que l'arrêté départemental du 9 frimaire, affiché dans toutes les communes, pouvait provoquer de nouvelles visites domiciliaires, mais non diminuer les difficultés qui les rendaient si souvent vaines. A Lisieux, les visites ordonnées en ventôse ne donnent aucun résultat, on rentre « exténué de fatigue », sans avoir trouvé personne, mais quelques jours après est arrêté le prêtre Lachey qui a rétracté son serment (5). En messidor, les généraux de division et de brigade assistent avec le chef et l'adjudant de la garde nationale à une importante réunion, qui doit prendre toutes les dispositions en vue des visites domiciliaires ordonnées par le département, mais il ne semble pas que le but ait été mieux atteint pour cela. On se heurtait, en effet, à trop d'intérêts convergents, nombre de laïques étaient les partisans décidés des prêtres réfractaires et se trouvaient être, de par la loi, leurs complices, du moment qu'ils les abritaient ; la loi du 22 germinal, an II, infligeait au « recéleur

(1) *Arch. dép. L. m. Police*, 25 frimaire, an VI.

(2) Le commissaire Lévêque avait déjà, par la lettre du 11 brumaire, dispensé de la réclusion les prêtres sexagénaires et infirmes, et les cantons n'avaient pas attendu les ordres du commissaire du département pour agir ainsi.

(3) *Arch. dép. Comptes décadaires des cantons*, Bayeux, frimaire, an VI.

(4) *Ibid. L. m. Police*, 25 brumaire, an VI.

(5) *Arch. munic. de L.*, 30 ventôse, an VI.

d'ecclésiastiques sujets à la réclusion ou à la déportation » une peine identique à celle encourue par les prêtres rebelles. Les magistrats n'étaient pas d'accord pour savoir si cette loi était remise en vigueur depuis le 19 fructidor ou si les réfractaires seuls devaient être poursuivis, à l'exclusion des personnes leur donnant asile. L'évêque croit que la loi vise à la fois prêtres et recéleurs, mais il consulte le ministre de la police, il penche pour une interprétation plus large, car alors « on parviendrait plus facilement à connaître la retraite des prêtres déportés, sur laquelle beaucoup de personnes ne s'obstinent à garder le silence que parce qu'ils (*sic*) craignent de compromettre ces hommes, que des considérations de parenté ou une pitié malentendue ont engagé à leur donner asile » (1).

Quand elles réussissent, les descentes de police donnent lieu à des constats pittoresques. La visite domiciliaire faite le 18 frimaire, an VI, par un agent municipal de Lisieux, chez le citoyen Hamon, marchand passementier, fait découvrir un nommé Jean-Pierre Boudin, ex-capucin et prêtre, l'agent trouve dans la pièce où se tenait Boudin un surplis, des cierges, un encensoir, une chasuble, une étole, etc., mais Boudin affirme ne pas avoir exercé le culte depuis la loi du 7 vendémiaire. L'agent note que l'ex-capucin porte des sabots aux pieds, une veste brune, un habit de peluche vert-bouteille, il a un chapeau sur la tête. Dans la pièce voisine, où sont réunies 5 à 6 personnes, il y a un autel dressé, « le pain à chanter se trouvait sur le calice ». Les assistants interrogés déclarent que ce n'est pas Boudin qui exerce le culte, mais le citoyen Héribel père ; cependant les questions de l'agent les troublent, ils reviennent sur leurs dires, la messe n'est pas célébrée parmi eux, Héribel se contente d'entonner les psaumes. Finalement procès-verbal est dressé et l'ex-capucin est arrêté (2). On recherche en vain Jacques Liot, vicaire de Sept-Vents, dans le canton de Caumont, sujet à la réclusion, et Huet dans le canton de Crocy ; mais à l'occasion d'une visite domiciliaire pour arrêter Huet dans la commune de Vignats, on saisit, à défaut du prêtre sujet à la réclusion, une chasuble, une manipule, deux lettres de prêtrise et divers papiers dont il résulte que ce réfractaire a célébré 52 mariages et baptêmes de 1794 à 1797 (3). Huet est d'ailleurs arrêté quelques jours plus tard et envoyé à la maison d'arrêt de Caen. L'un des réfractaires les plus en vue et considéré comme très dangereux est Charles-Louis-François

(1) *Arch. dép. L. m. Police*. Lettre du 1^{er} fructidor, an VI.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid. L. m. Serments*, 18 brumaire, an VI.

Marin-Bruson, qui ne s'est soumis à aucune des lois sur les cultes ; c'est l'ancien supérieur du séminaire ; la supérieure (1) de l'hospice des orphelins de Caen est soupçonnée d'offrir asile à Bruson, qui fait le catéchisme dans la maison, y dit la messe et attire des assistants du dehors, en leur promettant des indulgences. D'après Lévêque, Bruson opère avec l'autorisation « d'un autre fanatique non moins dangereux », Maffré, qui se donne pour vicaire-général du chapitre de Bayeux, *sede vacante* ; Bruson a la mission spéciale de provoquer la rétractation des prêtres jureurs et de les réconcilier avec l'Eglise après une pénitence « proportionnée au crime » (2). Il est arrêté et le département demande sa déportation (3).

Malgré la vigilance du commissaire du Directoire exécutif, les prêtres se cachent dans plusieurs cantons et continuent à y dire la messe (4), ils sont surtout nombreux dans les environs de Bayeux. On arrête dans cette ville, en messidor, an VI, l'inscrémenté Louis Frigot, qu'une femme vient aussitôt réclamer, disant qu'elle aimerait mieux avoir perdu son mari et ses enfants que de voir ce prêtre en prison (5). Un autre inscrémenté, Charles Larcher, arrêté pour exercice illégal du culte, réussit à s'évader grâce à la complicité de l'agent municipal

(1) Les maisons religieuses sont presque toujours des foyers d'opposition, à Vire, une maison d'instruction est tenue par des religieuses qui ne se sont pas soumises aux lois. *Arch. munic. de Vire, Registres Copie-Lettres*, 26 nivôse, an VI. A Caen, à l'occasion de visites dans les écoles particulières et maisons d'éducation, les écoles des citoyennes St-Germain rue des Chanoines, Bourdon Place St-Gilles et Marescot ci-devant religieuse inscrémentée, rue des Carrières-Neuves, sont fermées, parce que « le fanatisme des prêtres exerce son empire » dans ces pensionnats, dont les directrices refusent de prêter le serment prescrit par la loi. *Arch. munic. de Caen, Registre des Délibérations*, 28 thermidor, an VI. Sont aussi fermés à Caen le pensionnat Trébutien, à Bénv-Bocage, Maisoncelles, Mathieu des écoles tenues par des instituteurs amis des réfractaires. Beaucoup de prêtres inscrémentés et de religieuses sont instituteurs et institutrices. *Arch. dép. Administ. centrale*, 7 nivôse, an VI. *Arch. nation.* F¹ C. III, Calvados, 8. *Compte du commiss. Lévêque sur la situation du départ. en floréal, an VIII.*

(2) *Arch. dép. Registre des Réquisitoires du Commissaire exécutif*, 3 prairial, an VI. Sur Maffré, cf. p. 199.

(3) *Arch. nation.* F¹ 4958. Arrêté du 7 prairial.

(4) *Arch. dép. L. m. Serments.* Lettre du ministre de la Police, 7 prairial, an VI.

(5) *Ibid. L. m. Police.* Dans les environs de Roullours, canton de Vire, l'arrestation de l'abbé Rondel provoque une agitation analogue. De la Sicotière. *Louis de Frotté*, Paris, 3 vol. 1889, t. II, p. 71.

de Maltot qui provoque un attroupement de 50 à 60 personnes (1). Adrien-Eustache Brassy, originaire de La Louvet, canton de Blangy, est arrêté ; son cas est tout à fait exceptionnel, Brassy vient d'être ordonné prêtre par un évêque réfractaire « dans les moments critiques qui ont précédé le 18 fructidor » ; il n'était donc pas astreint aux serments de 1790 et de 1792, ni à la déclaration de l'an IV, il n'exerce pas et en conséquence n'a pas à prêter le serment du 19 fructidor, mais c'est un sujet dangereux et son ordination par un évêque réfractaire le rend très suspect. Le commissaire Lévêque en réfère à l'administration centrale pour régler ce cas non-prévu par la loi ; le département fort embarrassé consulte le ministre de la police (2). On arrête aussi Pierre Le Camus, prêtre et vicaire de Ste-Marie-Laumont (3) ; à Vire l'insermenté Charles-François Tirard, à OUILLY-le-Tesson le réfractaire Gervais, dans le canton de Bayeux le ci-devant curé de Nonant, Etienne Delahaye, prévenu d'avoir rétracté son serment, à Falaise François Gervais-Garnier, prêtre assermenté qui avait rétracté son serment en janvier 1794, Louis-Henri-René Le Saulx et Jean-Edmond Le Chevalier ; ces deux derniers sont des réfractaires qui disent la messe en cachette chez des particuliers, on a saisi dans la maison où se trouvait Le Saulx au moment de son arrestation une chasuble, un calice en étain et d'autres objets servant au culte. On arrête, le 30 messidor, an VI, Dumont, prêtre réfractaire, vicaire à Lion-sur-Mer. François Rouchamps, prêtre insermenté, qui fait des actes du culte dans le canton de Villers-Bocage et provoque des rassemblements illégaux, est recherché, 15 thermidor, an VI, ainsi que Hardouin, prêtre insermenté du canton de St-Sylvain (4). Un système de délation était pratiqué

(1) *Arch. dép. Canton de Maltot*, prairial an VI.

(2) *Ibid. Registre des Réquisitoires du commissaire exécutif*, 3 brumaire, an VI, et *Arch. nation.* F⁷ 7326, N^o B¹ 6568.

(3) *Archives de la Cour. Dossier du Tribunal criminel.*

(4) On arrête à Villons-les-Buissons, canton de Mathieu, Hérault, prêtre insermenté, ventôse, an VI, Langevin en floréal dans le canton de St-Sever ; sont détenus à Caen en prairial Gabriel Auvray, en messidor Nicolas-Cyprien Hue, condamné à la déportation, en thermidor Rouget. Louis Rouget ou Le Rouget, prêtre réfractaire de Chouain, canton de Tilly-sur-Seulles, âgé de 68 ans, avait déjà été arrêté en l'an II, puis remis en liberté au bout de 23 mois ; le 24 ventôse, an VI, il comparait devant le jury d'accusation de Bayeux qui le renvoie devant le tribunal criminel du département. *Arch. de la Cour. Dossier du Tribunal criminel.* Le 14 fructidor, François Loyson ex-cordelier est remis en liberté. Frigot et Jacques Le Couturier sont détenus en vendémiaire, an VII

et des récompenses étaient accordées à qui aidait à l'arrestation des prêtres réfractaires. Un déserteur nommé Trouvé dénonce l'insermenté Jacques Durand au Theil (1), canton de Vassy, et demande comme prix de ses services de ne pas être inquiété. Le commissaire Lévêque trouve cette prétention toute naturelle et écrit au général Avril pour que le déserteur soit exempté de punition (2).

Les prêtres arrêtés sont envoyés à Caen devant le tribunal criminel qui condamne, le 14 pluviôse, an VI, Jean-Baptiste de la Bigne, prieur de St-Nicolas de la Chesnaye (3), le 9 ventôse Jean-Edmond Lechevalier et Louis-Henri-René Le Saulx, tous deux de Falaise, le 24 ventôse Jean-Charles Gervais, de Ouilly-le-Basset, et Antoine Gigou, de St-Martin-de-Salle (4) ; la peine de réclusion est prononcée, vu les infirmités légalement constatées dont sont affligés ces prêtres. Le tribunal criminel redoute de prononcer la peine plus grave de la déportation et décide, le 7 floréal, an VI, de suspendre le procès de plusieurs prêtres (5), en attendant les ordres du ministre de la

Arch. dép. Registre des Délibérations de l'administration centrale. Malherbe, prêtre insoumis, âgé de 66 ans, est conduit à la maison de réclusion. *Arch. mun. de Caen. D. 30.* Sont arrêtés en brumaire Le Charpentier dans le canton de St-Sever et Le Loray, en frimaire, à Iles, près de Caen. *Arch. dép. L. m. Police.* Pierre Bocher, prêtre fanatique, est détenu à Caen. Charles Boscher et Jacques Sorel dit Godard sont détenus à Caen en germinal, Germain et Delaunay en floréal. Jacques Dubois, 66 ans, Jean-Baptiste Pichel et Michel Becquet, tous trois prêtres réfractaires, sont arrêtés à Bayeux, en prairial. Pierre Gombault, capucin, ancien aumônier de Mgr. de Cheylus, est détenu à Caen en fructidor, le même mois Jean-Baptiste Bobier, se disant journalier, est arrêté comme réfractaire exerçant le culte. *Ibid. Registre des Délibérations de l'administration centrale.* Un capucin nommé Lyon, âgé de 71 ans, est arrêté dans le canton d'Orbec. *Ibid. L. m. Police,* 8 fructidor. Charles-Michel Dupont, ci-devant curé de Potigny, est arrêté le 2^e jour complémentaire, an VII. *Ibid. Registre des Délibérations de l'Administration centrale.* Thomas Varin, Michel Le Danois et Louis Chigouesnel sont successivement remis en liberté en germinal, messidor et fructidor.

(1) Durand est un ardent partisan des chouans. De la Sicotière. *Louis de Frotté*, t. II, p. 598, note 1.

(2) *Arch. nation.* F⁷ 7656, N^o R¹ 1959. Lettre du 25 vendémiaire, an VIII.

(3) *Archives de la Cour. Dossier du Tribunal criminel*, de La Bigne a rétracté son serment.

(4) *Arch. dép. Canton de Thury-Harcourt.*

(5) Jean-François Hébert (Caen), Gabriel Desauvais (Ver), Etienne Héroult (Villons-les-Buissons), Louis Rouget (Rubercy), Jean Marion (Ver), Jean-Baptiste Duhomme (Grentheville), Charles-Nicolas-François Huet (les Vignats), François Gervais-Garnier (Falaise), Guillaume Desmesures (Caen), François Tirard (Vire).

justice, parce que l'art. 24 de la loi du 19 fructidor a changé l'état de la législation et semble réserver au Directoire le pouvoir de déporter (1).

Les prêtres jouissaient d'une certaine liberté à la maison d'arrêt (2), le département est même obligé de donner des ordres, le 7 thermidor, an VI, pour que le concierge ne laisse plus entrer et communiquer avec les prêtres que les personnes munies de permis en règle (3). La mesure semble être provoquée par l'attitude de certains reclus : François Mauduit, qui a mis tout en œuvre pour faire rétracter les assermentés, qui a menacé les parents des défenseurs de la patrie de les faire piller par les chouans s'ils ne rappelaient leurs enfants de l'armée, une fois emprisonné, continue sa propagande en chantant des couplets révolutionnaires dans la maison d'arrêt ; le Directoire ordonne sa déportation le 2 thermidor, an VI, et fait afficher cette décision dans tout le département pour servir d'exemple (4).

Les prêtres condamnés à la déportation étaient envoyés à l'île de Ré. Jacques-François Hugot, âgé de 34 ans, a été surpris exerçant clandestinement le culte, il est condamné à la déportation en fructidor, an VI ; en route il tombe malade et les gendarmes le prennent en croupe jusqu'à Falaise, où il reste 34 jours au lit, puis la municipalité de Falaise lui fournit un cheval de gîte en gîte pour se rendre à l'île de Ré, mais il tombe de nouveau malade à Argentan et réussit à s'enfuir (5). François-Gabriel Jenvrin a servi dans l'armée des chouans, puis a exercé le culte à Caen et à St-Contest chez des particuliers, il est condamné à la déportation le 8 germinal, an VII, et mis en route pour l'île de Ré le 25 (6). Jenvrin avait environ 31 ans, il était né à la Chapelle-Bitche (Orne), il est arrêté à Caen comme voyageant sans passeport régulier ; de son interrogatoire devant le juge de paix, il résulte qu'après avoir servi dans l'armée des chouans, il a profité de l'amnistie pour se faire ordonner prêtre à Paris par un évêque, dont par délicatesse il veut taire le nom ; son ordination date de germinal. Avant d'être prêtre, Jenvrin était marchand de fer. Au moment de son arrestation, on trouve sur Jenvrin une pièce signée Le Provost, ce

(1) *Archives de la Cour. Dossier du Tribunal criminel.*

(2) Par contre, on y souffrait de la faim. *Arch. dép. Prêtres reclus. Pétition du 17 floréal, an VII.*

(3) *Ibid. L. m. Police.*

(4) *Ibid.*

(5) *Arch. nation. F⁷ 7490, n^o B⁶ 1272 et Arch. munic. de Falaise, cf. p. 225.*

(6) *Ibid. F⁷ 7544.*

sont « des conseils pour écarter les scrupules de conscience qu'il faut bien se donner garde de faire paraître aux laïcs ». La situation de Jenvrin ne paraît guère régulière, il reconnaît devant le juge de paix qu'il n'a point de lettre de prêtrise, l'évêque qui l'a ordonné lui en a refusé et Jenvrin prétend être prêtre sur parole. Le ministre conteste la légalité de la décision du Directoire ; rien ne prouve que Jenvrin ait troublé l'ordre public et qu'il puisse être déporté. Il serait seulement dans le cas d'être traduit en police correctionnelle pour avoir exercé le culte sans s'être soumis aux lois. Comme il est de la réquisition, le ministre donne l'ordre de le renvoyer aux armées, ce serait la solution la plus simple. Mais malgré l'avis du ministre, Jenvrin est déporté ; dans une lettre adressée au curé de St-Gilles, le condamné raconte sa détention à Caen et son séjour à l'île de Ré : «Arrêté à Caen en septembre 1797, je fus jeté dans un cachot ; j'y ai passé 99 jours et ma détention fut de 7 mois dans la prison la plus affreuse..... j'y ai beaucoup souffert..... On m'appelle un matin, il faut partir de suite pour la Guyane..... Depuis mon départ jusqu'à l'île de Rhé, pendant plus de deux mois, on ne m'a donné que le logement, en échange j'ai eu dans l'occasion des menottes et des chaînes. J'ai été un an moins 7 jours dans la citadelle de St-Martin ; j'ai vendu deux sols les haricots donnés pour le dîner de 7 prêtres. Logé 6 mois dans les galères, j'y ai beaucoup souffert..... La vermine, multipliée par la chaleur du soleil et que nulle précaution ne pouvait détruire, ne m'incommodait pas moins..... » (1).

(1) La lettre est signée : Jenvrin, desservant de Bretteville. *Biblio. munic. de Caen*. Ms. 140 in-f°.

Mauduit est condamné à la déportation pour avoir troublé l'ordre public, Hugot et Jenvrin pour infractions à la loi sur les cultes. Jean-Baptiste-Collette-Nicolas-Cyprien Hue, Richard Richomme, Guillaume Carelle et Jean-Baptiste Marc débarquent à Calais le 21 fructidor, an V, venant d'Angleterre ; ils ignorent que la loi du 7 fructidor, autorisant la rentrée des prêtres déportés, vient d'être rapportée le 19. Arrêtés à Calais, les cinq prêtres sont envoyés devant le tribunal criminel du Calvados, département dont ils sont originaires, et sont condamnés à la déportation le 3 vendémiaire, an VI. *Archives de la Cour, Dossier du Tribunal criminel*.

Victor Pierre, dans sa liste des déportés de l'île de Ré, indique 4 prêtres pour le Calvados : Mauduit (St-Manvieu), Le Perchey, ex-capucin (Leaupartie), Busnet (Caen), Jenvrin (Caen). *La Terreur sous le Directoire*, Paris, 1887, p. 438.

La revue *Baïocana*, t. I, reproduit le certificat du ministre de la marine et des colonies établissant que Thomas Legueult, prêtre âgé de 48 ans, natif de Vire, est arrivé à Cayenne, lieu de sa déportation, le 21 prairial, an VI.

III

L'administration municipale du canton de Bonnebosq se félicite, dans une proclamation, de ce que le 18 fructidor ait sauvé la patrie : « l'on se servait l'an dernier des armes du fanatisme pour mieux surprendre la religion des esprits faibles en demandant la religion de nos pères, comme si ce n'était pas la même que nous professons rendue dans son état primitif... » (1). Mais on avait beau arrêter, emprisonner, déporter les prêtres, la police des cultes n'en était pas mieux observée : les cloches sonnent pour le culte, les « signes extérieurs », tels que les croix, sont rétablis et les prêtres réfractaires exercent leur ministère « en tourmentant les consciences faibles, en versant dans les âmes timorées tous les poisons du fanatisme et de la superstition, en inculquant dans l'esprit des jeunes gens de l'un et l'autre sexe tous les principes de la royauté et la haine de la république et de ses institutions ». Ce sont les termes d'une lettre-circulaire adressée par le département aux divers cantons, le 7 nivôse, an VI, pour rappeler les fonctionnaires au respect des lois sur les cultes ; « il est temps que ces intolérables abus prennent fin » et que le sol de la République soit « purgé » de la présence des prêtres réfractaires (2). D'après le commissaire du canton de Mézidon, il n'y a plus de réfractaires dans la région en floréal et ce sont des prêtres assermentés qui disent la messe à Mesnil-Mauger, Croissanville, Crèvecœur, St-Pierre, Montaille et Mézidon ; mais le commissaire avoue que, si plusieurs fermiers assistent à la messe des prêtres soumis aux lois, « la plupart disent la messe chez eux et ajoutent un *De Profundis* pour le repos de l'âme de Louis XVI » (3), ce dernier renseignement rend bien invraisemblable l'absence de tout prêtre réfractaire dans le canton.

Le commissaire du canton de La Cambe déclare aussi qu'il n'y a pas de réfractaires dans son canton (4), mais il est évident que ces agents se laissent aller à l'optimisme officiel ou veulent se faire bien voir de l'autorité centrale. L'évêque sait d'ailleurs à quoi s'en tenir, il signale à l'attention de ses subordonnés les nombreux réfractaires, qui se sont faits instituteurs « pour soulever le département et acqué-

(1) Arch. dép. Canton de B., 10 ventôse, an VI.

(2) Ibid. Administration centrale du département. Registre des Arrêtés.

(3) Arch. nation. F^r 3661². Rapport du canton de Mézidon pour la période du 19 au 23 floréal.

(4) Arch. dép. L. m. Police, 27 messidor.

rir de l'influence » (1). Les réfractaires qui s'agitent dans le département sont, en effet, beaucoup plus nombreux que les quelques réfractaires emprisonnés dans la maison de réclusion : à la suite de l'assassinat du commissaire du canton de Fresnay, le département prend un arrêté le 25 pluviôse, an VII, dans les trois jours tout prêtre sujet à la déportation sera envoyé à Caen, à la maison de réclusion, où il sera statué sur son sort ; mais le 9 ventôse, le département est obligé de constater qu'un seul prêtre a été envoyé à Caen, l'ordre est aussitôt envoyé d'arrêter tous les réfractaires et d'exercer une surveillance spéciale sur les assermentés qui sont à la fois agents et prêtres (2). — Enfin, le 19 thermidor, l'administration départementale écrit aux municipalités : il faut exécuter les lois portées contre les prêtres rebelles, de façon à ce que les ennemis de la Révolution cessent de souiller le sol de la liberté et de prêcher le rétablissement du trône ; l'arrêté du département énumère toutes les lois qui concernent ces prêtres.

Pendant ce temps, les réfractaires, triomphant malgré les lois, n'en continuent pas moins à persécuter les assermentés : dans le canton rural de Vire, des brigands enfoncent les portes de l'église de la Graverie et se livrent à un pillage en règle de cet édifice où les constitutionnels exercent le culte, « c'est, sans doute, écrit le commissaire du canton, l'ouvrage des fanatiques et des aristocrates voisins, furieux de voir tous les habitants de la Graverie venir dans ce temple avec les prêtres restés fidèles à leur patrie.... » (3).

Le canton de Bénv-sur-Mer prend un arrêté pour faire enlever les signes du culte qui se trouvent encore sur les places publiques et sur les chemins (4), le canton de Courtonne rappelle dans un arrêté la loi sur la police des cultes « violée jusqu'à présent » (5) et le canton de Cambremer se plaint de ce que la tranquillité publique soit menacée, « le prêtre insermenté, qui n'aurait dû connaître que le Dieu de paix, l'a oublié et méconnu pour n'adorer que celui des vengeances, il se dispose à sortir de son antre ténébreux et, plein du noir sentiment qui l'anime, il s'efforcera, comme il l'a déjà fait, de fanatiser l'homme

(1) *Arch. nation.* F^r 3661².

(2) *Arch. dép. L. m. Police.*

(3) *Ibid.*, 4 ventôse, an VI.

(4) *Ibid.* Canton de B, *Registre des Délvérations*, 21 nivôse, an VI.

(5) *Ibid.* Canton de C., 25 floréal, an VI.

assez faible pour croire que l'hypocrite, qui ne s'alimente que de mensonge, est l'interprète de la Divinité » (1). Malgré l'arrêté départemental du 5 fructidor, an VI (2), renouvelé le 7 vendémiaire, an VII, qui ordonne l'enlèvement des croix et calvaires dans le délai d'une décade, des « signes extérieurs » subsistent dans tous les cantons ; il est vrai que les agents sont responsables et qu'en cas de négligence de leur part les croix doivent être abattues aux frais des agents (3), mais dans la plupart des cas personne n'ose intervenir et sur ce point, comme sur tant d'autres, les nombreux rappels au respect de la loi demeurent sans effet.

Il en est de même pour la célébration du décadi et pour l'observation du calendrier républicain, qui préoccupent tant le Directoire à cette époque. Le ministre de l'intérieur avait adressé, le 29 brumaire, an VI, une circulaire aux départements pour les inviter à obtenir des prêtres que le décadi remplace le dimanche. Le 9 frimaire, l'administration du canton de Bonnebosq ordonne aux instituteurs de donner congé à leurs élèves le jour de la décade, ils devront à cette occasion les réunir avec les familles « pour des jeux développant le corps » ; les magasins seront fermés et aucune marchandise ne devra être exposée. Les ministres du culte sont invités à transporter leurs cérémonies aux décadis « afin que les jours soient tous égaux aux yeux du public » et que « les prêtres marchent d'un pas égal avec les autres fonctionnaires publics ». — Il n'est guère probable que les prêtres aient accepté de modifier des usages traditionnels, les assermentés restaient, autant que leurs adversaires, attachés au dimanche (4) ; en tous cas, le 13 nivôse, un membre de l'administration demande que les séances soient de nouveau fixées au dimanche, ce qui est plus commode pour les agents comme pour leurs administrés, et le retour au dimanche est voté à l'unanimité. L'arrêté du Directoire, ordonnant le 14 germinal la stricte observation du calendrier républicain, a bien pour conséquence que les séances de l'administration cantonale sont de nouveau reportées au décadi qui sera aussi le jour du marché ; mais le 19 thermidor, le commissaire du canton se plaint de ce que l'ancien calendrier soit toujours en usage et de ce que des bals et jeux publics aient lieu le dimanche. Pour se conformer à la loi du

(1) *Ibid.* Canton de C., 6 messidor.

(2) *Ibid.* *Registre des Arrêtés de l'Administration centrale.*

(3) *Ibid.* Canton de H., 15 germinal, an VII.

(4) Cf. p. 155.

17 thermidor, qui impose le décadi comme jour de repos, les séances du canton sont encore déplacées, elles auront lieu le tridi ; des patrouilles vont parcourir le pays pour surveiller l'observation de la décade. Le succès de tous ces arrêtés demeure médiocre : pour obéir à la loi du 13 fructidor, le canton ordonne aux parents et aux instituteurs publics ou privés de conduire les enfants au chef-lieu de canton les jours de décadis et de fêtes nationales, ils entreront dans la salle des séances, qui est l'église, avec les membres de l'administration. Ceux-ci, pour donner plus d'éclat à la fête, auront revêtu leur uniforme, et, bien entendu, dans l'église de Bonnebosq, tous les signes extérieurs, rappelant la destination primitive de l'édifice, seront voilés au préalable. Tant de précautions devaient cependant aboutir à un véritable échec, car le décadi suivant, 20 vendémiaire, an VII, le président se trouve seul avec 3 agents sur 15. En désespoir de cause, l'administration décide de faire fermer les écoles dont les instituteurs ne conduiront pas leurs élèves aux fêtes décadaires et ceci ne demeure pas une simple menace, deux écoles sont fermées quelques jours plus tard (1). Le canton ordonne aussi que dans les baux les termes de Noël, Pâques, St-Michel et St-Jean soient remplacés par les dates du calendrier républicain, mais le nouveau calendrier n'entre pas dans les mœurs et les citoyens continuent à violer le repos du décadi (2). Dans les autres cantons, les lois sur la décade ne sont pas mieux observées ; le commissaire du canton de Courtonne se plaint de l'arrêté du Directoire, en date du 14 germinal, sur la stricte exécution du calendrier républicain, qui divise le peuple dans les communes où le culte catholique est exercé (3). On a beau ne célébrer les mariages que ce jour-là (4) et rehausser la solennité par la présence de détachements de gardes nationaux, on a beau enlever « tous les emblèmes qui insultent encore à la raison et toutes les figures fanatiques de la crédulité » pour ériger à leur place « quelques statues des héros dont l'image éloquente puisse parler aux yeux et aux cœurs, inspirer un civisme pur et un dévouement absolu » (5). On a beau

(1) Le canton de Cambremer fait fermer trois écoles pour la même raison, le 2 vendémiaire, an VII.

(2) Plaintes du commissaire du canton, 15 ventôse, an VII.

(3) *Arch. dép. Comptes décadaires des cantons*, 10 floréal, an VI.

(4) Une curieuse exception à cette règle est faite à Vire en faveur de Dumont ci-devant génovefin. *Arch. munic. de Vire*, 5 nivôse, an VIII.

(5) *Arch. dép. Canton de Moyaux*, 5 frimaire, an VII. — A Bayeux où le culte décadaire a lieu dans la cathédrale, la municipalité veut faire les choses aussi bien que possible et commande à Paris une statue de la Liberté. *Arch. munic. de Bayeux. Reg. de Corresp.*, 16 nivôse, an VII.

interdire le dimanche toute danse ou autre rassemblement (1) et toute représentation théâtrale (2), le dimanche garde ses partisans convaincus, décidés et nombreux (3).

Le commissaire du département écrit le 26 germinal, an VII, aux administrations municipales et cantonales pour se plaindre de ce que partout les boutiques et les ateliers soient ouverts le décadi, on travaille dans les lieux publics en ville et à la campagne (4), Lévêque invite les commissaires à user de tous les moyens, sévérité et persuasion, pour mettre fin à ces abus ; il leur conseille notamment de montrer aux citoyens laborieux « qu'il y a une perte de temps réelle à se reposer les dimanches et fêtes de l'ancien calendrier au préjudice des décadis ». Mais « les esclaves des anciennes habitudes et des préjugés » demeurent dans leur « coupable obstination » (5).

(1) *Lettre du commissaire Lévêque aux cantons*, 17 messidor, VI.

(2) *Arrêté du Département*, 23 prairial, an VI.

(3) Pour les marchés, le changement de jours semble n'avoir pas provoqué de résistance irréductible : « L'ère ancienne a cédé à l'ère républicaine pour la tenue des marchés de ce canton. » *Arch. munic. de Villers-Bocage. Registre de Correspondance*, 12 messidor, an VI. Les marchés de Bayeux sont aussi bien approvisionnés qu'aux dates antérieures. *Arch. munic. de Bayeux. Registre de Correspondance*, 7 messidor. Mais à Cambremer, au nouveau jour fixé pour le marché, il n'y a pas un seul marchand. *Arch. dép. Canton de C.*, 11 messidor ; dans le canton de Blangy, depuis qu'on a fixé les marchés d'après le calendrier républicain, personne n'y vient et tout le monde se plaint. *Arch. dép. Canton de B.*, 29 messidor.

(4) La loi du 17 thermidor, VI, prévoyait des exceptions au repos décadaire pendant la période des semailles et des récoltes ; il était facile d'en profiter pour tourner la loi dans les communes rurales pendant l'année entière et les malveillants ne s'en faisaient pas faute. Dans les villes, on avait recours à d'autres moyens et la municipalité de Caen, malgré « son vif désir de voir disparaître à jamais la célébration du dimanche, car avec elle s'éteindraient les torches du fanatisme sacerdotal et royal » se demande si elle doit forcer les bonnetiers, menuisiers, charrons, etc., qui ont des ateliers sur la voie publique à chômer, ou si la loi exige simplement la fermeture des boutiques encore que les artisans travaillent à l'intérieur. *Arch. munic. de Caen. D. 20. Registre Copie-Lettres*, 24 fructidor, an VI. Le département répond que la loi du 17 thermidor se contente d'ordonner la fermeture des boutiques, magasins et ateliers, et d'interdire tous travaux dans les lieux et voies publiques ; « l'intérieur de la maison de chaque citoyen est un asile sacré où la liberté du repos et du travail est illimitée, mais tout ce qui est extérieur et ostensible et aperçu est susceptible de la censure et des citations de police ». *Arch. dép. L. m. Police*, 27 fructidor.

(5) Expressions employées par le canton de Touques dans les considérants d'un arrêté sur le décadi et le calendrier républicain, 4 frimaire, an VII.

et il faut que la force armée occupe le local des fêtes décadaïres à Honfleur pour y faire respecter « le silence et la décence » (1).

Sur ce point, l'opposition des constitutionnels est aussi décidée que celle des réfractaires ; quand on leur demande de transporter les cérémonies religieuses au décadi, ils se retranchent derrière la loi ; Martin et Houillet sont à la fois ministres du culte et instituteurs libres : comme instituteurs ils déclarent que leurs classes vaqueront toutes les décades et les fêtes républicaines, comme prêtres ils réservent leur décision sur le jour du culte et font observer que la circulaire du ministre, en date du 29 brumaire, est une invitation et ne s'appuie pas sur une loi (2). Mécontent de voir les prêtres constitutionnels eux-mêmes refuser d'adopter la décade, le commissaire du canton de Honfleur écrit à la fois au ministre de l'intérieur et au commissaire du département pour leur demander comment il faut interpréter la loi ; les « autres rassemblements ouverts au public », qui ne sont autorisés que le décadi, ne doivent-ils pas comprendre les cultes du dimanche et des autres fêtes catholiques ? Le commissaire sait que la loi sera sans effet tant que l'on continuera à célébrer la messe le dimanche (3). Nous n'avons pas la réponse du ministre, mais celle du commissaire du département écarte l'interprétation proposée, Lévêque ne croit pas que, par les mots « autres rassemblements ouverts au public », le Directoire ait visé les réunions religieuses. Lévêque a encore l'occasion d'intervenir dans le sens de la tolérance : le commissaire du canton de La Cambe, Descarreux, ayant pris sur lui d'interdire les rassemblements religieux le dimanche, avec l'espoir « de mettre au pas cette vermine sacerdotale », Lévêque lui écrit

(1) *Arch. munic. de H.* Arrêté du 17 vendémiaire, an VII.

(2) *Arch. dép. L. m. Police.* Réponse à la municipalité de Honfleur, 17 frimaire, an VI.

(3) *Ibid.*, 15 floréal et 14 prairial. Le même commissaire de Honfleur signale à son collègue de Caen, un journal intitulé *Mémoires servant à l'Histoire et à la Philosophie*, dans lequel un curé constitutionnel argumente contre le décadi et attaque le commissaire Lévêque qui a dénoncé la lettre pastorale du presbytère de Bayeux. « Vous jugerez de l'esprit apostolique et républicain de nos soi-disant prêtres constitutionnels. » *Arch. dép. Pièces mélangées de Honfleur-ville et Honfleur-rural*, 15 brumaire, an VII. *Les Annales de la Religion* protestent vivement contre le transfert du culte au décadi. T. VI, p. 193. T. VII, p. 65. Cette attitude des constitutionnels devait leur aliéner beaucoup de sympathies, en les voyant prendre parti contre le vœu du gouvernement nombre de fonctionnaires se détournent d'eux et les confondent avec les réfractaires dans une haine commune.

pour lui rappeler que les citoyens ont le droit de célébrer le culte en se conformant aux lois et lui recommande d'agir avec circonspection (1).

Une autre cause de conflit était la cohabitation du culte laïque avec le culte catholique, il fallait à chaque fois aménager à nouveau le temple pour la cérémonie qui va y être célébrée et, même quand on ne danse pas dans les églises — ce qui arrive dans la cathédrale de Lisieux pour la fête de la souveraineté du peuple (2), — les dispositions prises par les uns gênent les autres. Le canton de Cambremer ne se contente pas de faire enlever ou voiler les signes extérieurs du culte catholique, il interdit à tout prêtre de paraître dans le local décadaire pendant la célébration du décadi, « en habit affecté à une cérémonie religieuse » (3). A Bayeux, pour déterminer la place de chaque culte, la cathédrale est divisée en deux parties : la nef et les côtés sont réservés aux fêtes civiles, le chœur est mis à la disposition des catholiques avec une entrée spéciale (4). Mais comme la municipalité avait fait bâtir dans la nef « un amphithéâtre », les catholiques réclament et il est décidé que, pour faciliter l'exercice du culte, une partie de cette construction sera mobile de façon à ce que la grille du chœur puisse être dégagée, la veille du décadi les catholiques devront remettre tout en place. Alors ce sont les administrateurs qui se plaignent des prêtres ; ceux-ci laissent subsister à la vue des citoyens des signes du culte, tels que fonds baptismaux, confessionnaux, autels, crucifix, etc. ; si tout cela n'a pas disparu avant la prochaine décade, le commissaire de police interviendra (5).

L'église d'Evrecy est aussi divisée par une cloison, la nef servant de temple décadaire et « le surplus » de l'édifice demeurant libre pour le culte (6).

Ces difficultés n'étaient pas les plus graves ; les troubles qui se produisent partout, les attaques à main armée plongent le département dans un état d'insécurité, que les expéditions de Frotté augmentent encore. Menacés par les chouans (7), persécutés par les réfrac-

(1) *Arch. dép. L. m. Police*, 5 floréal, an VI.

Cf. *Baïocana*, t. IV, article de V. Milon.

(2) *Arch. munic. de Lisieux. Registre des Délibérations*, 30 ventôse, an VI.

(3) *Arch. dép. Canton de C.*, 17 vendémiaire, an VIII.

(4) *Arch. munic. de B.*, 14 frimaire, an VII.

(5) *Ibid.*, 22 nivôse, an VII.

(6) *Arch. dép. Canton d'E.*, 20 prairial, an VII.

(7) Le commissaire Lévêque signale en floréal, an VII, les rassemblements de nouvelles bandes de chouans, dans quantité de communes des plaquards ont été

taires, les constitutionnels rétractent leur serment et cessent de célébrer la messe. Quand ils persévèrent, ils sont souvent réduits à la misère (1), ou bien dans les églises vides, dont tout le mobilier a été vendu, ils n'ont pas à leur disposition les objets indispensables pour le culte ; parviennent-ils cependant à vivre et à grouper quelques fidèles ? ils se heurtent alors aux récentes mesures du Directoire, en faveur de la « religion civile » et du décadi. Ils avaient déjà contre eux les commissaires et les agents adversaires des prêtres ou partisans des réfractaires, voilà que pour rester fidèles au dimanche ils vont être confondus avec les ennemis des lois. Enfin une dernière mesure les accable : on entend leur faire payer des impositions pour les églises qu'ils occupent. Jacques Cavelier, qui a signé comme ses concitoyens une pétition pour solliciter l'ouverture de l'église St-Jacques de Lisieux, est rendu responsable des contributions dues pour cet édifice. Il a beau déclarer qu'il n'est ni propriétaire, ni locataire, l'agent des contributions lui répond que l'édifice est assujéti à un impôt, or le gouvernement n'entretient aucun culte, il faut donc que les citoyens qui ont la jouissance de St-Jacques en acquittent les contributions (2). Une sommation analogue est adressée à Michel Moulland, prêtre à Bayeux, le receveur des domaines a refusé de payer pour un local qui ne rapporte rien au gouvernement, dès lors « il vous paraîtra comme à nous naturel, écrit la municipalité à Moulland, que ce soient ceux qui ont occupé et qui occupent encore ce local qui en supportent les charges » (3).

On comprendra que cette nouvelle interprétation de la loi ait rendu difficile la tâche des constitutionnels. Dans beaucoup d'églises où il était célébré, le culte semble être interrompu pendant la période qui s'étend de fructidor, an V, à brumaire, an VIII, et l'on s'explique que pendant cette même période les pétitions, pour l'ouverture

apposés par les agents de Louis XVIII. *Arch. nation.* F¹ C. III. Calvados, 8. — Le général Avril, qui prend le commandement de la brigade de Caen, le 26 pluviôse, an VII, expose au Directoire « la situation critique » du département confié à sa garde, les chouans rançonnent les acquéreurs de biens nationaux, etc.

(1) Les constitutionnels n'ont pas touché leur traitement depuis plusieurs trimestres, certains prêtres, amis du gouvernement, sont réduits à la mendicité. *Arch. dép. Comptes décadaires des Cantons*, 15 brumaire.

(2) *Arch. munic. de Lisieux. Correspondance avec le département*, 3^e jour complém., an VI.

(3) *Arch. munic. de Bayeux. Registre de Correspondance*, 4 vendémiaire, an VII.

d'églises encore fermées, soient peu nombreuses. Mais, quand elles sont présentées, ces demandes reçoivent habituellement satisfaction (1), le mot d'ordre semble être d'accueillir toutes les demandes : à Escot plusieurs habitants de la commune réclament les clefs de l'église pour exercer le culte sous la direction du citoyen Cabassou, prêtre soumis aux lois. L'agent municipal fait remarquer qu'il y a déjà un autre ministre qui exerce le culte, mais l'administration cantonale donne satisfaction aux réclamants (2). Les constitutionnels sont autorisés en l'an VI à célébrer la messe de minuit dans l'abbaye à Lisieux. Jean Macé à Banneville-sur-Ajon et Philippe Bidet à Tournay déclarent vouloir exercer le culte chacun dans le temple de sa commune et font la déclaration prescrite par la loi (3). Jean Roquerais fait une déclaration analogue pour Ouillie (4). Par contre, le canton de Pont-l'Evêque fait fermer l'église de Ste-Mélanie parce que les citoyens qui y célèbrent le culte, avertis de se conformer aux lois dans le délai d'une décade, n'ont tenu aucun compte de cet avis (5). Les laïques continuent à célébrer des cultes : « Se sont présentés les citoyens Jacques le Geay, Michel Touchard, Pierre Manson, Jean Labbé, tous habitants de la commune de Condé, lesquels ont déclaré devant le citoyen Manson, adjoint de la dite commune, conformément à l'art. 16 de la loi du 7 vendémiaire, IV, qu'ils s'assembleront pour prier l'Etre Suprême dans la maison du citoyen Prieur de cette commune, rue du Vieux-Châtel, et qu'ils se soumettent à la surveillance des autorités constituées, de laquelle déclaration ils ont demandé acte et ont signé... » (6).

Ce qui fait le plus de tort aux constitutionnels, c'est la diminution du nombre de leurs prêtres surtout dans la campagne ; pendant toute la période qui s'étend du 18 fructidor au 18 brumaire, les ministres

(1) Cependant l'église de St-Patrice de Bayeux, rendue au culte par l'arrêté du 1^{er} germinal, an V, est encore fermée ; Michel Moulland la réclame le 6 ventôse, an VI, la pétition est revêtue de plus de 100 signatures. *Arch. dép. Pièces à l'appui des arrêtés*. L'église des Cordeliers de Caen, réclamée par les habitants de la paroisse St-Sauveur, malgré un avis favorable de la municipalité le 2^e jour complémentaire, an V, n'est pas accordée aux pétitionnaires qui renouvellent leur demande en l'an VIII. *Arch. dép. Série Q*.

(2) *Arch. dép. Canton de St-Pierre-sur-Dives, Registre des Délibérations*, 18 fructidor, an V.

(3) *Ibid. Canton du Locheur*, 10 germinal et 5 floréal, an VII.

(4) *Ibid. Canton de Lisieux rural*, 5^e jour complém., an VII.

(5) *Arch. munic. de Pont-l'Evêque*, 16 messidor, an VI.

(6) *Arch. dép. Canton de Condé-sur-Noireau*, 15 floréal, an VI

du culte, soumis aux lois, se font de plus en plus rares ; un seul subsiste dans le canton de St-Sever (1), un seul dans le canton de La Cambe (2), dans le canton de Lisieux rural « il y a très peu de communes où le culte s'exerce publiquement » (3). En face des constitutionnels démoralisés, les insermentés triomphent ; s'ils sont victimes des lois terroristes, ils exercent cependant leur action dans tout le département où les sexagénaires, restés sous la surveillance des corps administratifs, sont leurs représentants : alliés aux royalistes ils exploitent le mécontentement ou le découragement provoqués par les nouvelles qui arrivent de Paris : la joie et l'enthousiasme qui avaient suivi le traité de Campo-Formio et la conclusion de la paix avaient été de courte durée, l'assassinat de nos plénipotentiaires à Rastadt et la coalition qui menace nos frontières annoncent une nouvelle guerre redoutable, tandis que les deux lois de l'emprunt et des otages achèvent de bouleverser les esprits (4).

(1) *Arch. dép. Comptes décadaires des cantons*, fructidor, an VII.

(2) *Ibid.*, messidor, VII.

(3) *Ibid.*, vendémiaire, VII.

(4) « Il s'est fait dans l'esprit public un changement inquiétant. Il est dans un affaissement absolu. Dans un autre temps, la nouvelle de l'horrible assassinat des plénipotentiaires à Rastadt aurait excité une indignation dont les suites devaient faire trembler les assassins ; mais tout s'est borné à des regrets stériles, à des vœux impuissants pour la punition des auteurs de ce forfait. Les derniers revers de nos armées ont rendu aux ennemis du gouvernement républicain toute leur audace. Les mécontents ont jeté leur masque et leur nombre se multiplie. Les patriotes se découragent, les fonctionnaires tremblent, on voit avec peine de nouvelles taxes sur le point d'être imposées dans une proportion inégale sur ceux qui se dévouent pour le salut public, et sur ceux qui stipendient de leurs épargnes ou de leur superflu les bandes de sicaires qui menacent nos contrées.... Un autre motif qui fait dévier l'opinion publique et qui place maintenant la plupart des citoyens dans l'effroi, ce sont les rassemblements des nouvelles bandes de chouans qui s'effectuent sur plusieurs points, les placards des prétendus agents de Louis XVIII qu'on trouve affichés dans quantité de communes, les recrutements qui s'opèrent avec l'or de l'Angleterre. Chacun croit lire dans ces affiches un arrêt de mort. Encore la rentrée forcée des contributions, le départ des conscrits, les manœuvres des prêtres, le découragement et le mécontentement semés à propos, jettent tous les esprits dans une fluctuation inquiétante, dans ces sentiments tumultueux qui préparent d'ordinaire l'explosion... Les marchés fixés d'après les nouveaux calendriers étaient fréquentés, et les décadis et autres jours de fêtes nationales acquéraient du respect. On ne se rend maintenant aux marchés qu'en tremblant depuis qu'on a lu la défense sur les affiches dont il vient d'être mention. Les fanatiques ont su conserver aux jours ci-devant fériés leur prépondérance. Malheur aux républicains des campagnes qui tiendraient une conduite opposée. » *Arch. nation.* F¹ C. III. Calvados, 8. Compte rendu du commissaire Lévêque pour le mois de floréal, an VII.

CHAPITRE IV

Le Presbytère de Bayeux

SOMMAIRE

1. *Vacance du siège de Bayeux*, p. 160. — *Le Presbytère se constitue*, p. 161. — *Conflits avec les autorités du département*, p. 162. — *Election de deux députés au Concile national de 1797*, p. 163. — *Le rôle de Michel Moulland*, p. 166. — *Election d'un évêque*, p. 168. — *Nomination de Duchemin, sa mort*, p. 171.
- II. *Bisson, évêque constitutionnel du Calvados*, p. 171. — *Le Synode diocésain de l'an VII*, p. 175. — *Le Synode métropolitain de Rouen*, p. 180. — *Le Programme de l'Eglise constitutionnelle*, p. 183. — *Echec de toutes les tentatives de rapprochements avec les réfractaires*, p. 184.

I

Après avoir étudié les lois et les arrêtés départementaux qui régissent le culte et qui déterminent la situation des prêtres, nous avons à examiner les dispositions prises par ceux-ci pour maintenir la hiérarchie épiscopale. Deux grands partis se trouvent en présence, les ci-devant constitutionnels et les réfractaires : entre eux il n'y a pas de réconciliation possible, aussi s'organisent-ils d'une façon absolument indépendante.

Grâce à la persévérance de l'évêque Grégoire (1), une église gallicane s'était constituée en France dès le décret de l'an III sur la liberté des cultes. Dans le Calvados, où le siège épiscopal était vacant

(1) A. Gazier. *Etudes sur l'Histoire religieuse de la Révolution française.*

depuis la mort de Fauchet (1), c'est Michel Moulland, ci-devant curé de la paroisse St-Martin de Bayeux, qui prend l'initiative de constituer le Presbytère. Voici les renseignements que donnent les *Mémoires* de Bisson sur les origines du Presbytère : Moulland consulte les prêtres de Caen et des environs ainsi que le clergé des principales localités du département, une assemblée a lieu dans la sacristie de la cathédrale de Bayeux le 26 juin 1796, elle déclare que tous les curés exerçant à Bayeux sont de droit membres du Presbytère (2) ; on leur adjoint 6 curés des environs (3) et, dans la crainte de décès ou autre accident, on nomme 4 suppléants (4), mais quelques-uns démissionnent par timidité et le Presbytère se trouve réduit à 9 membres (5).

L'acte de formation du Presbytère de Bayeux est reproduit dans les *Annales de la Religion* (6) ; c'est le lundi 20 juin 1796, an IV, que, « profondément affligés de la fureur qui déchire l'Eglise du Calvados et des discordes innombrables, des scandales affreux qui la souillent depuis la mort du citoyen Fauchet, son digne évêque, jaloux de relever la gloire de nos sanctuaires, détruits par la tyrannie ou profanés par le libertinage, en un mot impatients de voler au secours d'un peuple, qui demande à grands cris des pasteurs, et de verser la consolation de la vertu dans toutes les âmes », les prêtres cités constituent le Presbytère (7). Ils prennent l'engagement solennel « de consacrer leur voix et leur plume, enfin tout ce que la religion a mis de courage, de zèle, de tendresse dans leurs cœurs, au rétablissement et à l'amour de la paix, au maintien de l'ordre et de la discipline, au bonheur de la

(1) J. Charrier. *Claude Fauchet, Evêque constitutionnel du Calvados*, Paris, 1909.

(2) Ils étaient six : Le Menant (St-Sauveur), Lécuyer (St-Jean), Moulland (St-Martin), Drumont (St-Laurent), Anchard (St-Loup), Seigle (St-André).

(3) Seigle (Monceaux), Le Thual (St-Vigor-le-Grand), Brucosté (Guéron), Morel (Renchy), Jourdain (Condé-sur-Seulles), Sally (Crouay).

(4) Barbey (Subles), Le Marchand (Barbeville), Godefroy (Ellon), Le Baron (Sully).

(5) Le conseil épiscopal ou presbytère doit comprendre douze membres, mais « à cause du malheur des temps », ce chiffre pourra être réduit. Instructions contenues dans la *Lettre encyclique de plusieurs évêques de France à leurs frères les autres évêques et aux églises vacantes*, 3^e éd., Paris, 1795, an III, 32 p. Annexe des *Annales de la Religion*, t. I.

(6) T. III, p. 238.

(7) Assistaient, en outre, à cette réunion : Lebas (Vouilly), Eudier (Culy), Dupont (Ste-Croix-Grand-Tonne), Le Baron (La Tour), Caillot (Bayeux).

république, au triomphe de la foi et des mœurs ». Le Presbytère décide d'envoyer un extrait du procès-verbal au citoyen Gratien, métropolitain de Rouen, et aux évêques réunis à Paris, ainsi qu'aux principales églises du diocèse, et déclare agir dans la communion du St-Siège.

La communication aux églises du département, première manifestation de l'activité du Presbytère, devait lui causer toutes sortes d'ennuis : la lettre adressée aux prêtres de Honfleur tombe entre les mains des autorités départementales, dont l'attention était d'ailleurs déjà en éveil. Le général de brigade, Adam Barbazan, écrit au commissaire Lévêque : « Le commissaire Leforestier et moi fixons dans ce moment notre attention sur le projet d'une corporation ecclésiastique qui paraît occuper l'imagination de nos prêtres constitutionnels.... Nos messieurs affectent une piété pompeuse pour ramener les esprits et attacher le peuple au succès de leurs vues.... Tous mes efforts vont tendre avec ceux de Leforestier à couper cette sainte trame dans son principe..... » (1). Le 3 thermidor, le département prend un arrêté pour prévenir les cantons « qu'il existe à Bayeux une association sous le nom de presbytère, dont le système est véritablement inquiétant », il ordonne des mesures « pour découvrir les fondateurs de cette association dangereuse », observer leurs démarches, déjouer leurs projets et recueillir tous renseignements utiles ; il faut veiller à empêcher l'établissement de nouvelles congrégations et, tout en protégeant les cultes, il faut interdire les tentatives qui prendraient un caractère dominateur (2).

Le juge de paix de Bayeux décerne un mandat d'arrêt contre Moulland, celui-ci soutient avec énergie que le Presbytère n'est pas contraire aux lois, son objet étant spirituel et non politique (3). Ces protestations ne suffisent pas à rassurer le juge de paix qui, sur les 9 membres du Presbytère, en fait arrêter provisoirement 7 et demande des instructions à l'accusateur public près le tribunal criminel du département. Dans sa prison, Moulland rédige une éloquente protestation : « N'avons-nous donc secoué le joug odieux de la tyrannie que pour être écrasés sous celui des administrations ? Eh ! que m'importe, à moi, qu'on n'égorge plus les prêtres, si l'on calomnie mon zèle et si l'on tue ma réputation ! » La formation d'un Presbytère n'est

(1) Arch. dép. L. m. Police. Bayeux, 29 messidor, an IV.

(2) Ibid. Administration centrale du département. Registre des Arrêtés.

(3) Ibid. L. m. Police. Lettre du Juge de Paix, 3 fructidor, an IV.

que la conséquence de la liberté des cultes ; le Presbytère n'est pas une corporation, puisqu'il n'a ni autorité civile, ni pouvoir coercitif ; enfin il ne se préoccupe que de l'organisation et de la vie spirituelle des églises sans avoir de visées politiques (1).

Les nombreux abus, qui avaient accompagné l'exercice de la liberté du culte, expliquent peut-être l'inquiétude des autorités responsables, mais la lettre, adressée par le Presbytère de Bayeux aux prêtres du département, ne contenait aucune disposition de nature à provoquer tant d'émoi ; les accusés n'en restèrent pas moins un mois en prison, ils furent renvoyés acquittés le 1^{er} fructidor.

Un an plus tard, le Presbytère attire de nouveau l'attention du commissaire du département : les prêtres constitutionnels se réunissent à Bayeux et dans l'église St-Jean de Caen, le 30 messidor, an V, une messe du St-Esprit est dite solennellement, un grand nombre de prêtres y assistent convoqués par une lettre-circulaire émanant du Presbytère de Bayeux, il s'agit de nommer deux députés au concile qui se réunira à Paris au mois d'août (2). La lettre de convocation porte en tête : « le Presbytère de Bayeux, dans la communion du St-Siège apostolique, aux Pasteurs et aux Fidèles du Calvados... » (3), elle annonce la prochaine session du concile national dont la tâche sera « de terminer les divisions qui affligent l'Eglise Gallicane, de ranimer les bonnes mœurs, les études ecclésiastiques, d'épurer la discipline et même de prouver notre attachement à notre patrie en concourant à consolider le nouveau gouvernement qu'elle s'est donnée ». Sont convoqués au concile tous les évêques, y compris les évêques non-exerçant résidant en France, chaque diocèse enverra en outre un député. Le député du Calvados, vu l'éloignement des lieux, les frais de voyage et le peu de sûreté de certains cantons, ne sera pas nommé dans une assemblée synodale, mais on procèdera dans chaque canton à une élection sous la présidence de l'archiprêtre, tous les votes seront envoyés au Presbytère de Bayeux qui dépouillera le scrutin en présence des délégués des cantons. La lettre énumère ensuite les questions qui seront traitées au concile : on y relève

(1) *Brochure* de 25 pages in-8°, signée M. Moulland, datée de la maison d'arrêt de Bayeux, le 3 fructidor, an IV, adressée aux membres composant l'administration centrale du Calvados et au commissaire du Directoire exécutif près cette administration. *Biblioth. de M. le chanoine Le Mâle.*

(2) *Arch. munic. de Caen.* D. 22.

(3) *Arch. nation.* F^r 7272.

l'information donnée au pape de la tenue du concile, les moyens pour parvenir à éteindre le schisme, les moyens pour attacher les fidèles à la constitution républicaine et les pénétrer de leurs devoirs envers la patrie, une rédaction des libertés de l'Eglise gallicane adaptées au gouvernement républicain, des instructions aux fidèles sur les tentatives du presbytérianisme, du laïcisme et sur la nécessité de l'institution canonique, les moyens d'assurer la subsistance des pasteurs et de pourvoir aux autres dépenses du culte, les moyens de procurer des pasteurs à l'Eglise gallicane sur le continent, dans les colonies, et des coopérateurs aux missions étrangères, la conduite à tenir à l'égard des prêtres mariés, les relations de l'Eglise gallicane avec le Saint-Siège et avec les autres Eglises de la catholicité, etc., etc. Cette lettre pastorale est datée du 8 juillet 1797, 20 messidor, an V, et signée de Brucosté, curé de Guéron, Sally, curé de Crouay, Anchard, curé de St-Loup de Bayeux, Seigle, curé de Monceaux, Jourdain, curé de Condé-sur-Seulles, Seigle, curé de St-André de Bayeux, Godefroy, curé d'Ellon et Moulland, ancien curé de St-Martin de Bayeux. On sent que les constitutionnels sont avant tout préoccupés d'éteindre les divisions « dont l'église gémit » et d'assurer à leur organisation une stabilité qui lui manque encore. A cet égard, le défaut de ressources était pour l'Eglise constitutionnelle un grave obstacle et la lettre pastorale se termine par un *post-scriptum* douloureux : « Le Presbytère avertit ses chers diocésains qu'il se trouve dans la dure nécessité de refuser les lettres qui ne sont point affranchies. » (1).

La municipalité de Caen prend ombrage de la réunion qui a lieu dans l'église St-Jean, sans qu'aucun avis préalable ne lui ait été donné; un agent est expédié aussitôt et l'on apprend ainsi que l'assemblée est composée d'ecclésiastiques se proposant de choisir un député pour se rendre à Paris au concile national. L'apparition d'un commissaire de police jette le trouble parmi les constitutionnels, qui envoient aussitôt Gohier-Jumilly et Legros à l'administration municipale pour rendre compte de leur conduite : « Alors le président leur a observé que les magistrats du peuple, chargés particulièrement de la surveillance de la police, auraient dû être prévenus de la tenue de cette assemblée, afin d'y faire assister un commissaire pour veiller au maintien de l'ordre et à l'observation des lois.... à quoi les députés ont répondu

(1) Sur la pauvreté des constitutionnels, cf. *Annales de la Religion*, t. IV, an V, p. 382.

que cette assemblée n'étant composée que d'ecclésiastiques dans un local destiné à l'exercice du culte et pour l'intérêt de ce culte, ils n'avaient pas cru devoir en donner connaissance à la municipalité et qu'au surplus pour réparer cette omission de leur part, autant que possible, ils demandaient la permission de passer dans un appartement voisin pour y rédiger une pétition à ce sujet, qu'ils allaient de suite la présenter, ce qui leur a été accordé » (1). Les deux prêtres remettent un instant après la pétition à la municipalité, qui enjoint aux deux délégués de lui transmettre un procès-verbal des opérations « pour être statué sur ce qu'il appartiendra ».

Le commissaire Lévêque, mis au courant, de son côté, avertit le ministre de la police (2) et nous renseigne sur le résultat des élections : « Tout s'y est passé comme dans une assemblée politique et constitutionnelle : on y a élu au scrutin des présidents, des secrétaires, des scrutateurs, etc. Les deux candidats qui vont se rendre à Paris, l'un au nom du clergé supérieur, l'autre au nom du clergé inférieur, sont les citoyens Seigle, curé de Monceaux, et Gohier de Jumilly, curé de St-Jean de Caen et commissaire du directoire exécutif près le canton de Fontenay... » Dans la suite de la lettre, Lévêque se demande « si la conduite du citoyen Jumilly est bien celle d'un agent du gouvernement qui doit faire exécuter les lois au lieu de les enfreindre ; car je ne crois pas que ce soit un objet de culte que de se rassembler dans un temple pour y former une assemblée politique délibérante, afin de nommer au scrutin des membres pour faire partie d'un conseil national qui doit lui-même, en s'occupant de religion, délibérer sur des matières civiles et politiques ». Mais le Directoire ne partageait pas les craintes du commissaire Lévêque et avait pris le parti de laisser le concile se réunir à Paris, ce qui légitimait par contrecoup les assemblées et élections départementales (3).

Les constitutionnels, comme toujours, n'éveillaient pas seulement les soupçons et les susceptibilités de la police, leurs démarches provo-

(1) *Arch. munic. de Caen. Registre des Délibérations*, 1^{er} thermidor, an V.

(2) *Arch. nation.* F⁷ 7272, n^o B¹ 653. Lettre du 1^{er} thermidor, an V.

(3) Pourquoi le Directoire témoigna-t-il cette tolérance à l'égard du parti constitutionnel, alors que dans d'autres circonstances il englobe constitutionnels et réfractaires dans les mêmes mesures persécutrices ? Un rapport adressé au ministre de la police par un de ses agents nous renseigne, le Directoire veut encourager les constitutionnels pour affaiblir les réfractaires. *Arch. nation.* F⁷ 3020. *Précis historique et politique sur le concile national de Paris*, ce 8 vendémiaire, an VI.

quaient encore les attaques de leurs adversaires. Bonhomme(1), ancien curé de St-Nicolas de Caen, publie une lettre de 24 pages pour attaquer le Presbytère, Bidet, prêtre de Torigny (Manche), ancien curé constitutionnel du Calvados, lui répond en l'absence de Moulland, parti pour Paris ; Bonhomme ne s'avoue pas vaincu et les brochures se succèdent sans apporter aucun argument nouveau, le défenseur des réfractaires fait flèche de tout bois et ne recule pas devant les plaisanteries du plus mauvais goût, il lance contre son confrère un libelle intitulé : « *Démolition du Presbytère constitutionnel de Bayeux. Un bidet de Thorigny enseveli sous les ruines.* » (2).

Le concile national tint ses séances à Paris à partir du 15 août 1797 (28 thermidor, an V), Gohier-Jumilly ne figure pas parmi les membres ; est-ce la protestation du commissaire Lévêque qui a eu son effet ou une autre raison est-elle intervenue ? Toujours est-il que les deux représentants du Calvados sont Jacques Seigle, député du Presbytère, et Michel Moulland, député du diocèse. Nous n'avons pas à raconter l'histoire du concile, notons cependant qu'une longue discussion eut lieu pour savoir si les églises veuves ont le droit, comme l'avait fait celle de Bayeux, d'envoyer outre le député au concile un représentant du siège vacant ; après des débats prolongés les députés des Presbytères sont admis provisoirement, toutes réserves étant faites quant au principe.

Au moment où se réunit le concile national, quinze Presbytères seulement ont été constitués (3), dans cette période où l'organisation de l'Eglise constitutionnelle est encore rudimentaire, le département du Calvados, qui n'a pas d'évêque, est cependant représenté au synode national, son Presbytère fonctionne normalement, résultat dû à l'initiative intelligente et à l'intrépide fidélité de Michel Moulland(4).

(1) Cf. p. 201.

(2) 39 pages in-8° s. l. n. d. *Biblioth. de M. le chanoine Le Mâle.*

(3) *Compte rendu par le citoyen Grégoire au concile national des travaux des évêques réunis à Paris*, imprimé par l'ordre du concile national, 1797.

(4) *Notice biographique sur M. Michel Moulland, décédé curé de Balleroy le 12 avril 1831*, ss. nom d'auteur ni date. Mayenne. Imprimerie Gafbrun.

Abbé Aubert. *Histoire de Balleroy*, Caen, 1911. Michel Moulland, né en 1757, curé de Cartigny, puis de St-Martin de Bayeux, devint vicaire épiscopal de l'évêque Bisson, le 20 octobre 1799. Les relations de Moulland avec l'évêque concordataire Brault furent assez tendues, Brault n'osa cependant pas éliminer Moulland comme tant d'autres constitutionnels et le nomma à la cure de Balleroy le 24 février 1804, l'installation eut lieu le 17 mars (29 ventôse, an XI). Ce n'était pas pour Moulland la fin des vexations : en 1820, le curé de Trunгы est

C'est ce prêtre qui, pendant la longue vacance du siège de Bayeux, groupe autour de lui les constitutionnels, les encourage dans les vexations nombreuses dont ils sont l'objet de la part des prêtres insermentés, et soutient dans ses écrits la légitimité du point de vue des curés-jureurs ; il jouissait d'une grande autorité grâce à la pureté de ses mœurs, à son courage en face des persécutions (1) et à son incontestable zèle apostolique (2). Moulland était curé de Cartigny au moment de la Révolution, il avait prêté le serment pur et simple, le 11 juillet 1795 il ouvre un registre d'actes dont le dernier est daté du 7 janvier 1802, le registre comprend 210 actes (baptêmes, mariages, inhumations) (3).

Moulland dut avoir une part prépondérante dans la rédaction des lettres pastorales publiées par le Presbytère, on y retrouve les connaissances historiques dont il fait preuve dans ses propres écrits et la même indépendance gallicane. Dans une brochure, sans date (4), Moulland prend la défense du clergé constitutionnel, en remontant aux origines : l'Assemblée nationale avait le droit de faire des lois, elle exerçait, en effet, la puissance souveraine ; son autorité était évidemment plus légitime que celle de Néron, or saint Paul dit qu'il faut être soumis au tyran. Les églises des insermentés étaient vacantes, ceux-ci étaient ou démissionnaires ou rebelles. L'élection de bien des papes fut moins régulière que celle des évêques constitutionnels. Par conviction galli-

nommé doyen à sa place, en 1828 Mgr. Dancel demande à Moulland de rétracter le serment qu'il avait prêté en 1791 ! L'ancien curé constitutionnel refuse avec indignation et meurt à l'âge de 74 ans, le 12 avril 1831.

(1) Moulland avait été mis en prison en l'an III ; rendu à la liberté avant le décret de ventôse, il avait été l'objet de calomnies, ses ennemis faisaient courir le bruit que sa liberté était une faveur acquise au prix d'une lâcheté, on l'accusait d'avoir remis ses lettres de prêtrise, Moulland avait aussitôt protesté avec indignation auprès du représentant Bollet : « Il déclare qu'il est prêtre qu'il s'en fait honneur et ne renoncera jamais à son état.... et qu'il se flattait d'être aussi bon républicain que qui que ce soit. » *Archives munic. de Bayeux*, 29 brumaire, an III.

(2) Bisson dans ses *Mémoires* dit : « M. Moulland, tout à la fois vif, pieux et instruit, avait embrassé la Révolution avec d'autant plus d'ardeur qu'il en espérait une réforme utile et désirable tant dans le gouvernement de l'Eglise que dans celui de l'état.... il n'a jamais manqué de rendre ce qu'il devait à Dieu et à sa conscience, et il a fait tous ses efforts pour conserver la foi dans tout le département sans appréhender ni les fatigues, ni les dangers. »

(3) *Arch. munic. de Cartigny*.

(4) *Justification du Presbytère de Bayeux et des Prêtres assermentés, aux fidèles du Calvados*. — *Bibliothèque de M. le chanoine Le Mâle*.

cane, Moulland insiste sur ce côté de la question : la Constitution civile du clergé n'a pas été condamnée par un concile, l'Eglise universelle n'a pas eu à se prononcer, quant à Pie VI il a été « aveuglé » par quelques évêques et cardinaux. « L'église est infaillible, mais le pape ne l'est pas plus que ses prédécesseurs. » On accusait les assermentés d'avoir accepté l'erreur des Huguenots(1), parce que l'Assemblée nationale a supprimé les vœux, mais, dit Moulland, si la loi ne reconnaît plus les vœux, elle ne nous empêche pas d'en contracter et de nous y soumettre volontairement. On reproche à l'Eglise constitutionnelle d'être presbytérienne parce qu'elle recourt à l'élection pour la nomination des évêques, mais « dans les beaux jours de l'église » les évêques étaient élus par le clergé et les prêtres par le peuple. Moulland tient surtout à ne pas être confondu avec les protestants, il sent que les constitutionnels auraient de la peine à se relever d'un tel reproche, aussi insiste-t-il sur les différences, ce qui distingue l'église gallicane de l'église de Luther, c'est l'ordination, le ministre est choisi par le peuple, mais tient ses pouvoirs de l'évêque par l'ordination.

Le Presbytère dirigeait le diocèse en la vacance du siège épiscopal. Une de ses préoccupations était de ramener une certaine unité dans l'exercice du ministère, d'écarter les prêtres qui exerçaient sans mission, d'éviter que tel prêtre accorde la sépulture ecclésiastique ou les sacrements, alors que tel autre avait dû les refuser. Mais l'autorité faisait défaut pour imposer les décisions du Presbytère et nous voyons Moulland écrire une lettre au citoyen Fontaine, prêtre à Ste-Marguerite, pour le supplier de demander au Presbytère les pouvoirs, sans lesquels il n'y a pas de fonctions pastorales légitimes (2). En dehors des appels au bon vouloir et à la conciliation, le Presbytère ne disposait d'aucune sanction.

Le choix d'un évêque demeurerait la pensée dominante du Presbytère, qui adresse à ce sujet une lettre pastorale à tous les curés du département (3) ; la lettre débute par une dissertation historique pour

(1) L'accusation figure notamment dans une brochure du prêtre insermenté Bonhomme, 24 pages in-8°, 18 mars 1797. « Les membres du presbytère sont pires que les Huguenots. »

(2) Arch. nation. F⁷ 7449.

(3) *Lettre pastorale du Presbytère de Bayeux, aux pasteurs et aux fidèles réunis dans l'église de... pour l'élection d'un évêque du Calvados*, 20 pages in-8°, 13 floréal, an VI, avec post-scriptum du 15 prairial. Bibliothèque de M. le chanoine Le Mâle.

établir le droit qu'a le peuple de choisir ses évêques ; l'élection devra être préparée par le jeûne et la prière ; l'évêque, au milieu de ses frères, est le *primus inter pares*, il est l'ennemi de toute domination, sa maison est hospitalière, sa nourriture est frugale, ses habits sont décents et simples ; l'église ne peut continuer à rester sans évêque, et l'on termine en exprimant l'espoir du retour des frères séparés. L'élection est d'abord fixée au 8 prairial, jour de la Pentecôte, mais, l'envoi de la lettre ayant été retardé, un appendice remet l'élection au 6 messidor. Les signataires de cette lettre pastorale sont les mêmes que pour la lettre pastorale du 20 messidor, an V.

La lettre pastorale est suivie du décret du concile sur les élections en 34 articles : les curés, prêtres et desservants se réunissent sous la présidence de l'archiprêtre pour conférer ensemble sur les personnes qui peuvent être appelées à l'épiscopat. Nul ne peut être proposé s'il n'a pas atteint 40 ans. Chaque archiprêtre envoie au Presbytère les noms des sujets proposés dans la conférence de son arrondissement, en indiquant le nombre de personnes qui les ont désignés et le Presbytère dresse une liste générale. Cette liste n'est pas obligatoire, mais est portée à la connaissance des fidèles. Tout citoyen âgé de 21 ans et connu pour être membre de l'église catholique est admis à voter. Les fidèles qui n'ont pas de pasteur, peuvent se réunir à ceux d'une paroisse voisine, à moins que l'archiprêtre puisse leur envoyer un prêtre pour présider leur assemblée. Les procès-verbaux de vote sont transmis au Presbytère. Est élu évêque le candidat qui a obtenu au moins les deux tiers des suffrages. Le nouvel évêque écrit au pape comme chef visible de l'Eglise universelle, en témoignage de l'unité de la foi et de la communion qu'il doit entretenir avec le Saint-Siège. Enfin la lettre pastorale est accompagnée de la liste des prêtres désignés par les conférences sous la présidence des archiprêtres.

On se rappelait les difficultés auxquelles on s'était heurté au début et quelles susceptibilités la première lettre pastorale avait éveillées chez les autorités constituées, aussi juge-t-on prudent d'avertir le commissaire de Bayeux et de lui demander son autorisation pour la prochaine élection. Le commissaire de Bayeux s'adresse à son chef hiérarchique, le commissaire du département, et celui-ci répond qu'il en réfère au ministre, en attendant il faut s'opposer à tout rassemblement. Mais le Presbytère avait déjà envoyé sa lettre pastorale, qui est lue le 29 prairial dans la plupart des églises. Le commissaire de Bayeux demande à nouveau des instructions, si les prêtres se réunissent à la cathédrale pour procéder à l'élection, devra-t-il les faire arrêter ? L'évêque lui répond prudemment : j'attends la réponse du ministre.

Enfin le 3 messidor, le département prend un arrêté pour interdire l'élection (1). Dans plusieurs cantons, des démarches avaient été faites dans le sens de celle tentée à Bayeux par les membres du Presbytère : Jacques-Luc Martin, curé à Honfleur, écrit à la municipalité et l'avertit que le 6 messidor il y aura des élections, après l'office du matin, pour le choix d'un évêque ; la municipalité lui interdit aussitôt de procéder à l'élection (2). Verel, desservant à Criqueville, annonce de son côté les élections à Descarreux, le commissaire du canton de La Cambe, cet ancien prêtre constitutionnel, s'élève aussitôt avec violence contre une telle prétention et s'oppose à la tenue de cette assemblée ; la même démarche est faite par Lemonnier auprès de la municipalité de Falaise qui interdit également l'élection (3).

A Bayeux, à Falaise, à Honfleur, l'élection n'a pas lieu, mais dans plusieurs localités, notamment dans l'église St-Etienne de Caen, on y procède sans troubles. Il n'est pas probable qu'on ait pu cacher à Caen les préparatifs de l'élection : pourquoi le commissaire ne fit-il pas interdire cette assemblée, lui qui écrit à Bayeux pour presser la mise en accusation des membres du Presbytère ? Peut-être la réponse du ministre était-elle arrivée sur ces entrefaites et le temps avait-il manqué pour annuler les interdictions qui venaient d'être formulées. Le ministre répond, en effet, que l'élection d'un évêque est un acte de culte et que la convocation verbale ou par affiche à l'intérieur d'un temple n'est pas une infraction aux lois.

(1) Le département pouvait justifier sa décision en s'appuyant sur l'arrêté du Directoire exécutif du 9 ventôse, an VI, ordonnant des poursuites contre les signataires d'un imprimé intitulé : *Lettre synodique du Concile national de France* aux pères, mères, etc... chargés de l'éducation de la jeunesse. Le département avait lui-même interdit la distribution de cet écrit et ordonné la saisie des exemplaires. *Arch. dép. Administration centrale du Calvados*, 3 germinal.

(2) *Arch. dép. Canton de Honfleur*, 1 messidor.

(3) Les prêtres que nous venons de citer, en s'adressant à l'autorité municipale, obéissent à des préoccupations de prudence légitime : la ligne de démarcation entre la prudence et la platitude semble être dépassée par Bornainville, curé de la Vespière, mais B. habite le canton d'Orbec d'où est parti la dénonciation contre la première lettre pastorale ; il écrit au commissaire Duprey, lui envoie la lettre du Presbytère et lui déclare qu'avant de donner à cette lettre pastorale aucune publicité, il veut y être autorisé par l'administration du canton : « Je vous laisserai le temps d'en prendre connaissance, après quoi j'irai en personne prendre votre réponse, si même il était nécessaire que je paraisse à votre tribunal je suis prêt à obéir. » Duprey répond que cette « espèce d'assemblée primaire » est contraire aux lois. *Arch. dép. L. m. Police*.

Moulland et les autres membres du Presbytère n'en avaient pas moins été traduits devant le tribunal correctionnel ; mais ils peuvent, moyennant caution, éviter la maison d'arrêt et, 3 mois plus tard, ils sont acquittés après une plaidoirie de Moulland, qui défend avec son ardeur habituelle la cause du Presbytère. Pendant ce temps, les procès-verbaux des votes pour les localités où la chose avait été possible étaient parvenus à Bayeux, on procède au dépouillement et Hérault, curé de Touques, est proclamé élu. « C'était, dit Bisson, un homme dans la maturité de l'âge, plein de connaissances, doué de mœurs ecclésiastiques et jouissant d'une fortune honnête, mais trop timide et trop circonspect. » Après quinze jours de réflexion, Hérault refuse l'honneur qui lui est fait et malgré l'insistance du Presbytère persiste dans son refus. De nouvelles élections ont lieu et Duchemin est élu. Le diocèse de Bayeux jouait de malheur : Duchemin se rend à Paris où il est consacré par Royer le 10 février 1799, il revient à Caen saluer le président de l'administration qui le reçoit fort mal, est installé sur le siège épiscopal de Bayeux le 2^e dimanche du carême, 17 février, et meurt quelques jours plus tard, le 31 mars (1).

La mort de Duchemin, si elle met les assermentés dans un nouvel embarras, remplit par contre de joie leurs ennemis, qui voient dans cet événement la juste punition du ciel, atteignant un évêque intrus, « les femmes, écrit Bisson, couraient d'une porte à l'autre annoncer sa mort comme la plus fameuse nouvelle ».

II

Le Presbytère est obligé de procéder à de nouvelles élections, le choix se porte sur Louis-Charles Bisson qui resta en fonction jusqu'en

(1) Julien-Jean-Baptiste Duchemin, né à Tinchebray (Orne), « était avant la révolution curé de Périers dans le diocèse de Coutances ; Bécherel l'avait chargé de la direction du séminaire. Emprisonné avec son évêque en 1794, il avait fait preuve de constance dans la persécution et avait refusé de remettre ses lettres de prêtrise ; il avait assisté au concile de 1797 comme député du clergé de la Manche. — Sacré à Paris par Royer le 10 février, Duchemin arriva à Bayeux le 17, 3^e dimanche de carême ; il mourut six semaines après, le 31 mars, dimanche de Quasimodo. » Chanoine Paul Pisani. *Répertoire biographique de l'Episcopat constitutionnel*, Paris, 1907.

1802 (1). Seigle, curé de Monceaux, raconte l'installation du nouvel évêque (2) : « L'an 1799 de Jésus-Christ, 6^e jour d'octobre, et de la République française, l'an 8^e, le citoyen Louis-Charles Bisson, premier vicaire épiscopal de Coutances, a été sacré évêque dans l'église cathédrale Notre-Dame de Paris par les citoyens J.-B. Royer, évêque métropolitain de Paris, Eléonore-Marie Dubois, évêque d'Amiens, et Jean-Pierre Saurine, évêque de Dax, en présence du citoyen Moulland, membre du Presbytère de Bayeux, député *ad hoc* du clergé de Paris, etc. Et le dimanche 20^e jour d'octobre du dit an, il a été installé sur le siège épiscopal de Bayeux et a célébré en l'église catholique dudit lieu la messe pontificalement ; le citoyen Seigle, curé de Monceaux, comme plus ancien d'âge des membres présents du Presbytère, a été prêtre assistant ; le citoyen Moulland l'a complimenté ; les citoyens Jourdain, curé de Condé, Anchaud, curé de St-Loup, Seigle, curé de St-André, Godefroy, curé d'Ellon, Lécuyer, curé de St-Jean, Le Roux, Allais, Caillot, Fossey, Allant,

(1) Bisson dans ses *Mémoires* donne les renseignements suivants : « ...L'élection s'en fit comme celle de M. Duchemin et tomba sur son ami particulier Louis-Charles Bisson... né à Géffesses, arrondissement de Coutances, d'un simple laboureur, le 10 octobre 1742. » Bisson n'entre pas dans les détails de son activité et donne simplement son *curriculum vitæ* : ancien curé de St-Jouet-sur-l'Ozon et premier vicaire de l'évêque de Coutances ; son institution eut lieu le 17 septembre 1799 ; sa consécration à Paris par M. Royer, métropolitain de l'église cathédrale, assisté de MM. Saurine et Du Bois, le dimanche 6 octobre 1799 ; il a pris possession le 20 du même mois ; « il a cessé d'exercer ses fonctions le 24 juin 1802, mais il avait fait sa démission dans les mains du cardinal Caprara, légat *a latere*, à Paris, dès le 12 octobre 1801. »

Le chanoine Pisani, *Op. laud.*, complète cette autobiographie que la modestie de Duchemin a abrégée : « Il était curé de St-Louët-sur-l'Ozon près de St-Lô quand, ayant prêté le serment, il fut pris comme vicaire-épiscopal par Bécherel, évêque de la Manche. Il le remplace pendant qu'il siégeait à la Constituante. En 1794, il fut mis en prison avec son évêque et onze autres vicaires épiscopaux ; épouvantés par les menaces de Le Charpentier, dix livrèrent leurs lettres ; seul avec son évêque, Duchemin les refusa et resta dix mois en prison. Elu évêque du Calvados... il entra à Bayeux le 26 octobre et publia une lettre pastorale. Il assista au concile provincial tenu à Rouen l'année suivante et au concile national de 1801. Il donna sa démission en octobre 1801 et Mgr. Brault, nommé évêque de Bayeux après le Concordat, le fit chanoine de sa cathédrale. Se tenant à l'écart en compagnie de quelques anciens prêtres constitutionnels, Bisson vécut en partageant son temps entre les exercices de piété et les travaux littéraires. Il mourut le 28 février 1820. »

(2) *Baïocana*, t. I. Notes d'histoire diocésaine extraites d'un registre de M. Seigle, curé de Monceaux.

Adrienne et plusieurs autres, tant de la ville que de la campagne, ont servi à l'office. Le citoyen Mariette, curé de Nonant, a touché l'orgue. »

Les autorités, qui avaient des préventions contre le Presbytère (1), ne devaient pas voir le nouvel évêque d'un bon œil. Le commissaire du département écrit : « J'ai entretenu le ministre des manœuvres fanatiques d'une association qui s'intitulait *presbytère de Bayeux*, elle a réussi à se donner un chef qu'elle appelle *évêque du Calvados*, il cache, m'écrit-on, sous les formes d'un anachorète, la fierté des ci-devant pontifes, il conserve la couleur de leur ancienne dignité et, si sa crosse n'est pas d'or, la peinture lui a procuré quelque ressemblance avec ce métal. S'il a moins de fortune, il a autant de prétentions que ses devanciers. Quoiqu'il en soit, j'espère que la raison ne fera pas un pas rétrograde..... » (2). Le commissaire Lévêque a évolué ; lors de son entrée en fonction dans le département, il manifestait à l'égard des prêtres constitutionnels une correction bienveillante et un grand souci d'équité ; les nombreux troubles qui ont éclaté, les incessantes violations des lois sur les cultes ont modifié ses sentiments et il est disposé à voir maintenant dans toute initiative des catholiques une entreprise destinée à provoquer des désordres ou à combattre le gouvernement ; l'organisation d'un Presbytère et la nomination d'un évêque, en donnant à la hiérarchie une force nouvelle, ne font qu'augmenter les craintes du commissaire et sa mauvaise humeur. Mais ce parti pris devait durer peu de temps et nous n'avons pas trouvé de traces de conflit entre le nouvel évêque et le commissaire du département, qui doit d'ailleurs quitter Caen quelques mois plus tard au moment de la création des préfets.

Plus grave pour Bisson, que les appréciations malveillantes du commissaire central, était l'opposition d'une partie des catholiques de son diocèse. Dans une lettre pastorale du 28 vendémiaire, an VIII (3), l'évêque élu s'efforce de vaincre certaines préventions en défendant son ministère et sa nomination. Notre foi, dit-il, « est celle de l'église catholique, apostolique et romaine. Nous croyons sans réserve tout ce

(1) L'esprit public « se bonifie, mais le presbytère de Bayeux en retarde la perfection ». *Arch. dép. Comptes décadaires des cantons. Bayeux, thermidor, an VI.*

(2) *Arch. nation. F¹ C. III. Calvados, 8. Situation du département pendant le mois de pluviôse, an VII.*

(3) *Annales de la Religion, t. X, p. 97.*

qu'elle croit.... nous rejetons tout ce qu'elle rejette.... ». Bisson déclare détester le schisme et il montre que grâce aux prêtres constitutionnels et à leurs successeurs l'exercice du ministère n'a pas été interrompu. La grosse question était celle des relations de chacun des partis de l'Eglise de France avec le pape, les réfractaires proclamaient hautement qu'ils avaient refusé les serments et que leurs évêques avaient été exilés pour obéir au Saint-Siège. Pour Bisson, le pape est le chef de l'Eglise, non son dominateur, ni son maître. D'ailleurs le pape est homme et sujet à l'erreur comme saint Pierre ; si le pape a lancé contre les évêques élus les foudres de l'Eglise — fait qui est encore contesté — on ne peut que lui reprocher sa précipitation et sa partialité.

Dans ses *Mémoires*, Bisson met en relief le point faible de l'Eglise constitutionnelle, il écrit à propos des insermentés : « Leur principal soutien a été qu'ils ont toujours été unis et soumis au chef visible de l'église, N. S. P. le pape et qu'ils n'ont agi que par ses ordres. Il serait aisé d'établir le contraire. Pie VI envoya en 1796 en France un bref qui ordonnait comme une obligation religieuse la soumission de tous les prêtres et de tous les fidèles au gouvernement présent et ils n'ont pas obéi. Mais de tout temps, quand les prétentions de la cour de Rome choquent les libertés françaises, ce qui est arrivé plusieurs fois, a-t-on vu les prêtres français se soulever contre leur propre pays en faveur de cette puissance étrangère. Car quand il ne s'agit pas de la foi, Rome n'est plus pour nous qu'une puissance rivale, contre laquelle nous devons soutenir nos droits, comme contre tout autre. »

Les insermentés cependant avaient pris position, Bisson a beau, dans sa lettre pastorale, confirmer la thèse gallicane par des faits : sur 99 évêques qui ont occupé le siège de Bayeux, 72 ont été nommés sans la participation de la cour de Rome, il a beau soutenir que sa récente élection est légitime et conforme au droit canon, ces arguments — qui n'avaient en soi rien de nouveau — ne pouvaient convaincre les réfractaires. Ceux-ci étaient trop encouragés dans leur opposition de principe par une popularité qui allait en grandissant et que le zèle de l'évêque-jureur ne devait pas réussir à diminuer.

Gallican convaincu, l'évêque du Calvados n'est pas partisan d'un renouvellement de l'Eglise par une adaptation aux besoins de temps nouveaux et veut maintenir la tradition catholique, telle qu'elle a existé jusqu'alors. En adhérant au 2^e concile national, il s'associe aux protestations des évêques de Paris et de Dax contre les innovations dont l'église de Versailles avait pris l'initiative, dans la liturgie de ce

diocèse le français remplaçait le latin. — Préoccupé avant tout de visiter son vaste diocèse, Bisson entreprend de longues tournées, il confirme près de 1.200 personnes à Caen en floréal, an VIII, et parcourt tout le département. Mais l'activité de l'évêque et de ses collaborateurs se heurte à la mauvaise volonté de tous les réfractaires, et plus Bisson connaît son diocèse, mieux il constate les ravages résultant du schisme. Pour y remédier dans la mesure du possible, l'évêque du Calvados convoque un synode qui tient ses séances dans l'église cathédrale de Bayeux le 11 fructidor, an VIII. Les autorités, dûment prévenues, ne soulèvent plus aucune difficulté, mais nous sommes sous le Consulat et les préfets ont remplacé les commissaires départementaux (1). Le synode comprend, outre l'évêque, 87 membres présents ; la 1^{re} séance est occupée par une procession solennelle suivie d'une messe pontificale ; Moulland prononce un discours et Hébert, curé de Vaucelles de Caen, prêche le sermon. Sont nommés secrétaires du synode Tinet, curé de Carville, et Moulland. L'assemblée devait remédier aux maux du schisme et chercher les moyens de rétablir la paix dans l'église. Déjà dans son discours d'ouverture, Moulland avait fait des vœux pour l'unité et indiqué que là résidait la tâche principale du synode. Cinq membres (2) sont choisis dans ce but et chargés de porter les espoirs de l'assemblée diocésaine aux membres du ci-devant chapitre, de Marguerie, de la Cour, d'Audibert, Maffré et Regnaud « qui passent pour vicaires-généraux du chapitre, pendant la vacance du siège et par conséquent pour chefs des prêtres insoumis » (3). Griel est désigné pour prendre la parole au nom de ses collègues et la députation s'en va frapper inutilement à plusieurs portes jusqu'à ce qu'enfin Blanc les accueille « très honnêtement » ; il promet d'assembler ses confrères et de donner

(1) *Arch. dép. série V, cultes*, Lettre du sous-préfet au préfet, 25 thermidor, et lettre du préfet au ministre de la police pour annoncer le synode. « Cette assemblée, liée à la discipline du culte catholique, me paraît autorisée par l'arrêté des consuls du 7 nivôse », écrit le sous-préfet.

(2) Le Tual curé de St-Vigor-le-Grand, Hébert curé de Vaucelles de Caen, Vandon curé de St-Pierre-sur-Dives, Griel curé de St-Gatien près Honfleur et Moulin curé de Crémonville et desservant de Manerbe près Lisieux.

(3) *Synode du diocèse de Bayeux tenu en l'église cathédrale de Bayeux les 2 et 3 septembre l'an de J.-C. 1800, 15 et 16 fructidor, an VIII, à Bayeux*. Imprimerie J.-C. Leblond, an VIII, 44 pages. *Bibliothèque de M. le chanoine Le Mêle*. La brochure contient une lettre pastorale de Bisson pour annoncer le synode, les statuts synodaux et le procès-verbal des séances.

une réponse le lendemain. Mais les réfractaires répondent enfin qu'après avoir mûrement délibéré ils ont arrêté de ne point faire de réponse. Le synode diocésain échoue donc quant à son but principal (1).

L'assemblée de Bayeux ne se laisse cependant pas décourager, le chapitre I des statuts synodaux (2) est consacré à « la foi et aux divisions qui règnent dans l'église ». Le synode reconnaît pour pape légitime Pie VII, se déclare sincèrement attaché au Siège apostolique, « à l'exemple de J.-C. son divin maître, il se montrera constamment l'ami de l'union et de la paix et, malgré leur opiniâtreté jusqu'ici invincible, il ne cessera de l'offrir à ses Frères séparés, et pour la leur faire agréer, il fera en toutes circonstances tous les sacrifices compatibles avec l'honneur et la vérité ». Le synode ne se croit lié par aucune censure pour les serments et promesses de soumission faits en différents temps ; il reste fermement attaché aux libertés de l'Eglise gallicane (3).

Les statuts de Bayeux nous renseignent sur les préoccupations de l'Eglise constitutionnelle. La question de l'usage de la langue vulgaire dans la liturgie avait été posée par les innovations adoptées par l'évêque constitutionnel de Versailles, le synode de Bayeux se déclare l'adversaire de « tout changement d'idiome dans l'office public », mais recommande aux prêtres « d'expliquer au peuple, en langue vulgaire, l'esprit de chaque cérémonie » (4).

Quand ils voulaient administrer les sacrements ou célébrer certaines cérémonies, les prêtres entraient en conflit avec les lois, le synode a soin de régler ces cas : « L'eucharistie est portée aux malades dans une custode, avec respect et modestie, mais sans costume ecclésiastique et sans qu'il en paraisse rien à l'extérieur ; arrivé dans la maison du malade, le prêtre se revêt d'ornements convenables à la cérémonie » (5). «Le corps des défunts est apporté à l'église, mais les

(1) Le 2^e Concile national de Paris devait tenter une démarche analogue et aboutir à des résultats identiques : le concile propose le 29 juin 1801 (prairial, an IX) des conférences où se rencontreraient constitutionnels et réfractaires, chacun des partis déléguant 18 députés. A la date indiquée, 1^{er} septembre, les assermentés se rendent à l'église N.-Dame et y attendent en vain pendant toute la journée les prêtres insermentés. *Les Annales de la Religion*, t. XIII.

(2) Les statuts ont été rédigés par Moulland. Abbé Aubert. *Op. laud.*

(3) Articles I à VII.

(4) Art. VIII.

(5) Chap. II, section IV, de l'eucharistie.

pasteurs ne se rendent pas aux maisons pour faire la levée des corps, et ne se permettent à l'occasion des funérailles aucune cérémonie extérieure hors l'enceinte des temples » (1).

Les cultes célébrés par des prêtres qui n'avaient pas les qualités nécessaires, voire même par des laïques, constituaient un danger pour le bon ordre et la discipline, aussi le synode condamne-t-il « les prêtres acéphales et presbytériens, c'est-à-dire qui ne reconnaissent ni chefs, ni évêques, et à plus forte raison les laïcs qui s'ingèrent d'eux-mêmes à faire des fonctions ecclésiastiques » (2). Une église ne peut être fermée ou au contraire rouverte au culte que sur l'initiative de l'archiprêtre.

La section VIII est consacrée au sacrement du mariage et reproduit les canons du concile national, la suprématie de la loi civile y est proclamée sans restriction : ne sont reconnus pour mariages légitimes que ceux qui ont été contractés selon les lois civiles, les formalités exigées par la loi doivent précéder la bénédiction nuptiale, la validité du mariage est indépendante de cette bénédiction. Le caractère propre du sacrement est maintenu par diverses interdictions : le sacrement du mariage ne peut être administré qu'à des époux tous deux catholiques. Il ne peut être conféré ni aux personnes divorcées, ni aux ecclésiastiques engagés dans les ordres sacrés, ni aux religieux et religieuses, ni aux pécheurs publics. Conformément à l'usage catholique, le synode décide que la bénédiction nuptiale « ne peut être donnée par aucun prêtre étranger aux époux, sans la permission par écrit du pasteur des parties », disposition qui a l'avantage de faire échec aux entreprises des prêtres réfractaires.

Partisans de la nouvelle forme du gouvernement, les constitutionnels ordonnent des prières pour la République ; dans le canon de la messe, les mots *pro republica nostra* remplacent *pro rege nostro* ; le nom du roi et les prières qui se faisaient pour lui disparaissent de la liturgie (3).

L'ignorance des fidèles dans les questions du dogme et de la morale n'avait fait que croître dans les temps troublés qu'on venait de traverser, aussi est-il nécessaire que l'instruction accompagne toutes les cérémonies, à défaut de discours on aura recours à des lectures. Pour rappeler aux catholiques tous les détails de la religion chrétienne, on se servira en particulier du catéchisme ; mais le synode sait combien

(1) Section V, de l'extrême-onction.

(2) Section VII, du sacrement de l'ordre.

(3) Ch. III, de la liturgie.

certains prêtres sont insuffisants, d'où cette recommandation : « le catéchiste a soin de préparer ce qu'il doit dire ».

Le synode réglemente aussi le costume des prêtres ; pendant la période révolutionnaire, la plus grande fantaisie s'était introduite, les prêtres avaient tout intérêt à dissimuler leur état ; en l'an VIII, la loi interdit encore le costume ecclésiastique hors l'enceinte des édifices du culte, les prêtres devront donc se soumettre à cette nécessité, mais pour le choix, la couleur, la forme et la modestie de leurs habits se rapprocher autant que possible de l'esprit de l'Eglise et porter « les cheveux courts et ronds ».

L'Eglise constitutionnelle était pauvre, l'excellent conseiller Bicherel note dans son *livre de Raison* à la date du dimanche 26 mars 1797 : « Angée, le fils, notre trésorier, à Bénerville, est venu me demander l'argent de deux bancs que j'occupe dans ladite église, dont le premier est pour les maîtres, dans la nef du côté de l'Evangile, et celui des domestiques le troisième du même côté » (1). Mais tous les trésoriers n'étaient pas aussi zélés qu'Angée et surtout ne trouvaient pas chez chacun l'accueil de Bicherel. Le synode de Bayeux se préoccupe donc des ressources nécessaires pour les frais du culte et l'entretien des ministres (2). Des administrateurs temporels sont élus chaque année par les paroissiens ; leur nombre varie, suivant l'importance de la paroisse, entre 2 et 7, ce dernier chiffre ne devant jamais être dépassé. D'accord avec le prêtre, les administrateurs pourvoient à l'entretien et à la décoration de l'église, ainsi qu'aux autres frais du culte. Les ressources sont fournies par les quêtes. Celle qui est faite le jour de Pâques dans toutes les paroisses est consacrée aux besoins communs du diocèse, achat des huiles saintes, impression des lettres pastorales, correspondance avec les autres églises, subsistance de l'évêque. On pourvoit au traitement de chaque pasteur par une quête qui est faite une fois par an après la récolte, par des commissaires choisis dans la paroisse ; ceux-ci se rendent au domicile des fidèles. Trois mois après, une quête est faite dans les mêmes conditions pour le ou les vicaires, qui se partagent entre eux le produit (3),

(1) *Le livre de Raison du conseiller Bicherel, Seigneur des Enclos près Trouville*, publié par Henry Le Court sous ce titre : *Un coin de la Normandie pendant la Révolution Française*, Lisieux, 1899.

(2) Ch. IV.

(3) Il ne s'agit pas de mesures purement théoriques, nous les trouvons appliquées dans la commune de Lingèvres. Le 1^{er} janvier 1801 (11 nivôse, an IX), les habitants de la paroisse de Lingèvres, rassemblés à l'issue de la messe paroissiale

L'absence de hiérarchie et même d'organisation avait été l'occasion de nombreux abus, pour remettre les choses en ordre le synode divise le diocèse en 25 archiprêtrés ; 3 fois par an se tiennent les synodes ruraux et tous les mois les conférences ecclésiastiques qui comprennent les membres de l'archiprêtré. L'archiprêtre est élu par le synode rural, il est l'intermédiaire entre l'évêque et les prêtres, ceux-ci gardant cependant le droit de s'adresser directement à l'évêque. L'archiprêtre visite une fois par an les églises de sa circonscription ; cette visite s'étend aussi aux églises encore fermées. L'archiprêtre doit empêcher les laïcs d'usurper les fonctions ecclésiastiques et fait tous ses efforts pour ramener à l'unité de l'Eglise les prêtres acéphales et dissidents (1).

Le synode diocésain envoyait des députés au synode provincial de Rouen, Moulland est désigné avec deux suppléants : Seigle, curé de Monceaux, et Griel. L'assemblée se prononce aussi sur le nombre de députés du second ordre au concile national, cette question avait été laissée en suspens par le concile. Les prêtres réunis à Bayeux demandent que chaque diocèse ait son député au concile.

Les séances se terminent par le chant du *Te Deum*, puis les membres reçoivent de l'évêque le baiser d'union et de paix, s'embrassent « tendrement les uns les autres » et acclament l'Eglise universelle, N. S. Père le pape Pie VII, nos frères insoumis, la République française, le Premier Consul et les autorités constituées du département. « Fidélité, attachement, paix et prospérité à la République Française et à son gouvernement. Que Dieu conserve longtemps le Premier

pour nommer 4 administrateurs temporels et deux substitués, conformément aux décrets du concile de Rouen et aux statuts synodaux du diocèse de Bayeux, « qui seront chargés premièrement de faire une quête aux offices divins le jour des fêtes, dimanches, pour subvenir aux besoins et à l'entretien de l'église, c'est-à-dire pour subvenir à ce qu'il est nécessaire pour la célébration de l'office divin et l'administration des sacrements, pourvoiront à l'entretien de l'église tant en couverture qu'en vitrage..... Les administrateurs sont invités à pourvoir à la clôture du cimetière..... soit en s'adressant eux-mêmes aux autorités constituées, ou en faisant une quête particulière pour cet effet..... ». Après ce préambule, on procède au vote. *Arch. munic. de Lingèvres.*

(1) Ch. V. Voici le procès-verbal d'une élection qui a lieu à Lingèvres : « Aujourd'hui 24 novembre 1800 le Synode rural composé des prêtres de l'arrondissement de l'archiprêtré de Tilly-sur-Seulles a eu lieu dans l'église de ce lieu, où se sont rassemblés les curés et prêtres de Juaye, Ellon, Condé-sur-Seulles, Carcagny, Cristot, Fontenay-Pesnel, Tessel, Hottot, Longraye, Lingèvres. — Le citoyen Diligence, curé de Hottot, a été élu archiprêtre et Gramont curé de Fontenay, substitut. Signé : Riché. » *Ibid.*

Consul, qui lui a rendu sa force, ses triomphes et sa gloire. Reconnaissance au Préfet du Calvados, au Sous-Préfet et aux Maire et adjoints de la ville de Bayeux, sous la protection desquels le Synode s'est tenu avec sécurité et liberté. »

Le synode métropolitain de Rouen se réunit un mois après celui de Bayeux (1). L'évêque Bisson y assiste avec Michel Moulland ; six autres évêques sont présents (2), chaque diocèse est en outre représenté par un député ; seul le diocèse de Beauvais dont le siège est vacant n'a envoyé aucun député. Les deux secrétaires du synode sont Moulland et Debully, député de Rouen.

Le concile métropolitain, sur les questions de la foi, de l'autorité de l'Eglise, de la primauté du pape et de sa juridiction, en appelle à Bossuet et aux articles de l'assemblée du clergé de 1782 ; il proteste de son attachement inviolable aux libertés de l'Eglise gallicane. Aussi est-il spécifié que les évêques reçoivent immédiatement de J.-C. et non du pape, dans leur consécration, tous les pouvoirs d'ordre et de juridiction.

Le synode s'élève contre tous les ennemis de l'Eglise et les condamne : ce sont les prêtres acéphales qui ne veulent dépendre d'aucun chef et les presbytériens qui ne reconnaissent point d'évêque, ce sont les laïcs qui usurpent les fonctions réservées à ceux qui ont le sacrement de l'ordre, enfin ce sont les réfractaires qui rebaptisent et enseignent que la validité des sacrements dépend de la foi et de la vertu du ministre qui les administre.

L'élection des évêques et des curés n'était pas sans encourager les progrès déjà inquiétants du laïcisme, le synode entend y mettre bon ordre ; il rappelle que la seule élection des évêques et des curés ne suffit pas pour leur conférer un titre légitime. Il faut que cette élection soit confirmée et que le ministre élu soit *institué* par les ministres déjà établis ; les fidèles ne peuvent donc pas choisir eux-mêmes leur prêtre, cependant leur recours à l'évêque demeure un droit.

Le synode métropolitain est plus large que celui de Bayeux sur la question du laïcisme, le manque de prêtres conduisait à une certaine tolérance. Les fidèles privés de pasteurs sont autorisés à se réunir dans les églises pour prier en commun, à condition d'avoir le consentement de l'évêque. Cette faveur n'est accordée qu'aux infirmes ou aux

(1) *Actes du concile métropolitain de Rouen tenu en cette ville le 5 octobre 1800, 13 vendémiaire, an IX, et jours suivants.* 80 p. à Rouen chez Fouquet, libraire, 1800, an IX de la République. *Biblioth. de M. le chanoine Le Mâle.*

(2) Rouen, Coutances, Amiens, Séez, St-Omer, Evreux.

fidèles qui seraient trop éloignés d'un autre lieu de culte. En tout cas, dans ces réunions nul ne pourra porter les ornements, ni l'habit ecclésiastique, ni monter à l'autel ou en chaire, ni chanter ou réciter les prières réservées aux prêtres. Nous apprenons par cette autorisation et surtout par les réserves qui l'accompagnent, quelles habitudes s'étaient établies pendant la période troublée que l'on venait de traverser.

Le devoir des prêtres est de porter remède à ces maux en expliquant aux fidèles les prières et les cérémonies de l'Eglise, l'instruction doit autant que possible accompagner toutes les cérémonies du culte. Les pasteurs s'appliqueront surtout à inculquer aux fidèles « la connaissance de Jésus-Christ, à leur démontrer sa divinité, à leur rappeler souvent le bienfait inestimable de sa rédemption... enfin le pressant devoir pour tous les chrétiens d'étudier dans l'évangile les leçons et les exemples qu'il nous a donnés et de conformer en tout notre conduite à la sienne ». L'enseignement du catéchisme demande en particulier tous les soins des prêtres.

La foi devant s'appuyer sur une solide instruction, les cérémonies telles que l'exposition du Saint-Sacrement ou la bénédiction avec l'ostensoir perdent de leur importance. « Il est contre l'esprit de l'église de les multiplier. Ce n'est pas tant pour être exposée que l'eucharistie est réservée dans les tabernacles, que pour être le viatique et l'aliment des chrétiens. »

Enfin, sur la grave question du schisme, le concile reconnaît l'inutilité des démarches tentées dans les divers diocèses ; les dissidents paraissent s'être concertés pour refuser toutes conférences ou entretiens ; ils « extorquent » des rétractions que la conscience désavoue et que la religion condamne ; les brefs sur lesquels ils s'appuient n'ont aucune authenticité. Aussi le synode conjure-t-il le pape Pie VII d'employer tout son pouvoir à la pacification de l'Eglise de France et met-il les fidèles en garde contre les nombreux catéchismes nouveaux et libelles clandestins « que des ennemis de la paix ne cessent de répandre pour séduire les simples et entretenir la division..... ».

Pour réaliser plus d'union et faire tout au moins connaître les intentions du clergé constitutionnel à cet égard, les actes du synode reproduisent le décret de pacification élaboré par le concile national de 1797. Ce projet met sur le même pied tous les prêtres restés fidèles à leur vocation, abstraction faite de leur attitude à l'égard des serments ; le but est d'attirer les réfractaires et de les engager à se rallier à l'Eglise constitutionnelle en voie de réorganisation, pour cela

il est décidé que toute paroisse ayant deux titulaires verra le prêtre le plus récemment nommé céder le pas au plus ancien. En établissant un pareil règlement, les constitutionnels font preuve d'un incontestable désintéressement et montrent combien était sincère leur désir d'union, car si on avait passé à la réalisation beaucoup de réfractaires, auraient pris la place de prêtres-jureurs. Mais le projet n'avait aucune chance d'aboutir, les évêques réfractaires avaient publié une « Instruction » (1) destinée à réfuter la lettre synodique sur les moyens de rétablir la paix religieuse. Il semble que les appels du concile national aient eu un certain retentissement, les évêques émigrés sont soucieux de couper court à toute velléité de rapprochement et chargent à fond contre les assermentés qui sont schismatiques, qui ont dressé autel contre autel, dont les sacrements ne sont pas valables. Il ne peut être question d'une réconciliation avec des prêtres qui ont rompu l'unité, « il ne s'agit pas de savoir s'ils professent la vérité, mais s'ils conservent l'unité ». La différence des points de vue et l'opposition radicale éclatent dans la doctrine sur la mission canonique. Les constitutionnels refusent au pape le droit de donner l'institution canonique aux évêques, parce que dans leur consécration les nouveaux élus reçoivent de Jésus-Christ le pouvoir d'ordre et de juridiction, or la thèse des réfractaires est que sans l'intervention du pape l'évêque ne reçoit ni mission ni juridiction. Il n'y a donc pas de conciliation possible, les insoumis sont loin de vouloir saisir la main que leur tendent les assermentés et l'on peut dire que dans le département du Calvados le décret de pacification n'exerça aucune influence.

En résumé, l'effort des constitutionnels s'est brisé contre l'intransigeance obstinée de leurs adversaires ; malgré leurs tentatives d'organisation, malgré leurs appels à l'unité et en dépit du zèle incontestable d'un grand nombre d'entre eux, la faveur de la masse catholique allait vers les prêtres insoumis, émigrés, déportés ou cachés en France. Contre cette concurrence du martyr, les constitutionnels, qui ont cependant su aussi souffrir pour leur foi, sont impuissants. La majorité des catholiques, sous la pression des prêtres qui contestent l'autorité des jureurs et la valeur de leurs sacrements, se détournent peu à peu de l'Eglise constitutionnelle. Sur combien de fidèles le clergé

(1) *Instruction sur les atteintes portées à la Religion, donnée en 1798, au nom de tous les Evêques de France sortis du Royaume par suite de la constitution civile du clergé.* Besançon, réimprimé en 1819. 155 pages. Quarante-neuf évêques donnent leur approbation. *Biblioth. de M. le chanoine Le Mâle.*

assermenté pouvait-il compter ? Les archives constitutionnelles, trop jalousement gardées, n'ont pas encore laissé échapper leurs secrets et nous en sommes réduits aux dires du bon Bicherel qui malheureusement n'est guère précis, car il prétend que Hérault, le curé de Touques, a été élu évêque par 4.584 voix sur 6.500 votants, mais un peu plus loin il parle de 3.000 électeurs environ. La différence est trop grande pour fournir une base même approximative. Il faut se résigner à ignorer et se contenter de constater que le Consulat se trouva en présence d'un clergé constitutionnel affaibli : la persécution n'avait pas atteint les seuls réfractaires, en outre les rétractations obtenues tantôt par la persuasion, tantôt par les menaces, avaient diminué les rangs des prêtres-jureurs, de sorte que le culte constitutionnel est suspendu ici faute de fidèles, ailleurs faute de prêtre (1). Les assermentés, qui subsistent, ont à lutter contre mille circonstances adverses dont la plus grave est souvent la misère. Les efforts du Presbytère n'en sont que plus remarquables ; le clergé constitutionnel a poursuivi dans le département, comme dans le reste de la France, un triple but : il a voulu organiser l'Eglise, assurer à l'instruction une large place et poursuivre un rapprochement avec le clergé réfractaire. La constitution du Presbytère a réalisé la première partie de ce programme et, quand il s'est agi d'en confier la suite à des évêques, ceux-ci ont été choisis parmi les prêtres qui s'étaient imposés à l'admiration de leurs confrères et des fidèles à la fois par leur courage, par la dignité de leur caractère et par leur zèle. Duchemin n'a occupé le siège de Bayeux que pendant quelques semaines, mais Bisson a exercé le ministère épiscopal pendant deux ans ; par son passé, il supporte la comparaison avec n'importe lequel de ces réfractaires si fiers de la façon dont ils ont traversé les persécutions ; par la manière dont il s'est acquitté de sa tâche à la tête du diocèse, n'épargnant jamais sa peine, cherchant toujours la conciliation, agissant encore plus en prêtre qu'en évêque, il devait faire juger souverainement injuste la retraite que lui imposa le Concordat. Bisson accepta, sans protester,

(1) On attribue couramment la diminution du clergé constitutionnel au fait que beaucoup de prêtres assermentés, s'étant mariés, se trouvaient par là exclus de l'Eglise constitutionnelle. Gazier parle de 2.000 constitutionnels mariés, Pierre Bliard (article de la revue *Les Etudes*, 20 janvier 1911) déclare que ce chiffre est « bien au-dessous de la réalité ». En tout cas, dans le département du Calvados, les constitutionnels mariés n'étaient pas nombreux, nous n'en connaissons que 14, on n'arrive donc pas à un chiffre élevé, même en faisant une large part à l'inconnu.

la décision du premier Consul, mais l'attitude de son successeur dut inspirer à plus d'un prêtre et à plus d'un laïque le regret de l'évêque démissionnaire.

Pour la seconde partie du programme constitutionnel, les hommes et les ressources faisaient défaut, mais les dirigeants ont toujours eu la préoccupation de l'instruction, c'est même l'un des traits caractéristiques qui les distingue le plus des insermentés : tandis que ceux-ci sont surtout les hommes du rite et ajoutent peu d'importance à l'instruction, dont leurs mandements et règlements ne parlent guère, le Presbytère, les évêques constitutionnels et les synodes demandent aux prêtres de ne pas se laisser absorber par la pratique des cérémonies et de réserver du temps à l'enseignement des vérités chrétiennes, à l'exposé de la foi et de la morale, à l'explication de la religion.

Reste le dernier point, le rêve de l'unité ; là l'échec fut complet. Non seulement les insermentés ne se rapprochèrent pas des assermentés, mais ils réussirent à éloigner d'eux leurs partisans et à faire passer les prêtres-jureurs pour des renégats et des sacrilèges. Un catéchisme qui était très répandu à cette époque dans le Calvados nous renseigne à cet égard :

« D. Qui est-ce qui a inventé l'église constitutionnelle, qui est l'église des prêtres-jureurs ? (1).

R. C'est le sanguinaire Robespierre, l'apostat Périgord, évêque d'Autun, qui au scandale de l'église de Jésus-Christ s'est marié après son apostasie, comme firent Luther et Calvin et tous les autres hérésiarques qui n'ont pas rougi d'unir à la sainteté du sacerdoce une alliance scandaleuse.

D. Quand l'église des prêtres-jureurs fut-elle établie et où ?

R. Ce fut à Paris le 29 novembre 1790.

D. Durera-t-elle encore longtemps ?

R. Son prompt anéantissement rétablira la paix de l'église de Jésus-Christ et nous devons continuellement prier pour cette fin.

D. Ceux et celles qui sont parrains et marraines des enfants baptisés par les prêtres-jureurs pèchent-ils ?

R. Oui, ils pèchent très grièvement et donnent un grand scandale à l'église de Jésus-Christ.

D. Ceux et celles qui se marient en présence des prêtres-jureurs, leur mariage est-il bon ?

(1) Arch. nation. F^r 7801. Extrait d'un petit catéchisme enseigné dans le Calvados par les prêtres insoumis. Rome, 1798.

R. Non et tous commettent un sacrilège et scandalisent les vrais fidèles, puisque les prêtres-jureurs sont interdits de toutes fonctions sacerdotales de Jésus-Christ, que chaque fois qu'ils disent la messe ou qu'ils administrent un seul sacrement se font autant de sacrilèges auxquels participent ceux et celles qui y sont présents.

D. Doit-on maltraiter les prêtres-jureurs ?

R. Non, on doit respecter en eux le caractère sacerdotal, de plus on doit prier sans cesse pour leur conversion. »

Mais les réfractaires ne se contentent pas de prier pour la conversion des ci-devant constitutionnels, ils sont organisés pour combattre et détruire l'église adverse ; c'est cette organisation que nous devons étudier maintenant.

CHAPITRE V

L'Œuvre des Vicaires-Episcopaux

SOMMAIRE

1. *Mgr de Cheylus et la Liberté des Cultes*, p. 186. — *Les Vicaires-généraux*, p. 191. — *La Réhabilitation des Jureurs*, p. 192.
11. *La Soumission aux Lois*, p. 197. — *Le Serment de fidélité à la République*, p. 198. — *Le Conseil des Vicaires-capitulaires*, p. 199. — *L'Œuvre des « Correspondants »*, p. 200. — *Les Rétractations*, p. 203.

I

Tandis que l'église constitutionnelle, veuve par la mort de l'évêque Fauchet, était administrée par un Presbytère et devait procéder à l'élection d'un évêque, les réfractaires recevraient des instructions de leur évêque, Mgr. de Cheylus, émigré à Jersey.

La proclamation de la liberté des cultes en l'an III donne à l'évêque de Bayeux et à son collègue l'évêque de Tréguier l'occasion de préciser leur attitude (1) : «La liberté du culte catholique, apostolique et romain, accordée par la Convention, émane d'une puissance usurpatrice, qui n'ayant aucun droit n'en peut donner aucun..... » Cette liberté est contraire à la hiérarchie de l'Eglise, car elle est présentée aux seuls prêtres, sans faire mention du pape et des évêques. La soumission aux lois purement civiles de la République,

(1) Arch. nation, F^r 3020. Jugement de nos Seigneurs les Evêques de Bayeux et de Tréguier sur le décret qui permet la liberté de tous les cultes, à Jersey, le 3 août 1795.

exigée comme condition, détruit la monarchie, les droits de la famille des Bourbons, ceux du clergé, de la noblesse, de la magistrature et de tous les honnêtes gens. Les prêtres attendront donc le jugement du pape et du plus grand nombre des évêques, jusque-là ils se contenteront d'exercer le culte secrètement.

La situation est nette, l'évêque de Bayeux interdit aux prêtres, qui acceptent sa juridiction, de faire la promesse de soumission aux lois, exigée par la loi du 11 prairial, an III. Mgr. de Cheylus, loin de penser avec l'abbé Emery que les intérêts de la religion puissent être distincts du sort de la monarchie, défend à ses prêtres une soumission qui prend son parti du gouvernement républicain ; plutôt que d'admettre une telle trahison, l'évêque renonce aux avantages du culte public, célébré dans les édifices légalement accordés, par des prêtres ayant obtenu pour cela l'autorisation du pouvoir civil. Sur tous les autres points en litige, l'évêque de Bayeux prend le parti du roi, il déclare la guerre des chouans « en elle-même fort juste et légitime,..... le prince qui ordonne cette guerre peut donc sans blesser l'équité, quand le bien public l'exige, permettre des actes qui seraient des excès de barbarie contre les soldats et les sujets d'une puissance légitime, et qui sont des actes de justice contre des sujets révoltés..... » (1).

Retiré à Jersey dès le début de la Révolution, communiquant difficilement avec son diocèse et l'ensemble de la France, l'évêque de Bayeux comptait parmi les esprits les moins capables de comprendre les événements qui se déroulaient de son temps. Les lois sur la liberté du culte lui font entrevoir une ère nouvelle, ou plus exactement le retour à l'ère ancienne, et il envoie des instructions à ses prêtres sur la conduite à tenir lors de leur rentrée en France (2). On y lit notamment : « Aucun ministre ne pourra faire ses fonctions publiquement

(1) Lettre de Mgr. de Cheylus à de Boisjugan. *Biblioth. de M. le chanoine Deslandes*.

(2) *Arch. nation.* F⁷ 7606. *Règlement provisoire donné par Mgr. l'évêque de Bayeux aux curés, desservants, vicaires et à tous les prêtres de son diocèse sur la conduite qu'ils doivent tenir dans leur ministère lors de leur rentrée en France, 6 mai 1795.* — La date 6 mai doit être une erreur de copiste. L'original devait porter la date du 6 juin, car l'évêque publie un mandement daté du 7 juin qui semble bien destiné à accompagner le règlement provisoire. *Baïocana*, t. IV. La confusion entre le 6 mai et le 6 juin peut s'expliquer par le fait que le règlement des grands-vicaires pour la réhabilitation des prêtres-jureurs est du 6 mai.

que dans les paroisses rentrées sous l'obéissance du roi. Les curés ou desservants, dès qu'ils seront placés, s'adresseront aux officiers de police constitués au nom du roi. S'il n'y en avait point encore, ce qu'on ne croit pas, il faut recourir non à la municipalité républicaine, mais à celle qui était en exercice avant la révolution pour se faire remettre les clefs de l'église..... » Le règlement provisoire comprend d'abord les articles généraux dont nous venons de citer quelques passages. Les *articles généraux* interdisent tout serment et toute déclaration de soumission aux lois. Dans les paroisses où le culte sera rétabli on commencera par faire l'absolution générale, les hosties consacrées par les schismatiques seront consumées, les saintes huiles seront brûlées, l'eau bénite jetée, les pierres sacrées des autels seront remplacées ou tout au moins lavées, etc. La cérémonie se terminera par une amende honorable ou réparation des outrages du schisme (1). *Instruction* : On lira tous les dimanches par fragments le bref de Pie VI sur la constitution civile du clergé, le fragment lu sera suivi d'une explication. Défense de prendre pour maître ou maîtresse d'école quiconque aurait prêté le serment ou simplement adhéré au schisme. — *Baptême* : Vu les ravages de l'athéisme, les curés s'informeront s'il y a des enfants privés de baptême. Si on leur dit que l'enfant a été baptisé en secret, ils s'assureront de la validité du sacrement et en cas de doute l'enfant sera baptisé sous condition. Les parrains et marraines seront refusés, s'ils ne déclarent pas détester sincèrement le schisme, adhérer au Souverain Pontife N. S. P. le pape et à l'évêque légitime ; seront également refusés ceux et celles qui, mariés par un intrus, ne voudraient pas faire réhabiliter leur mariage ou qui divorcés ne voudraient pas rentrer dans le devoir. Quand l'enfant sera né d'un mariage fait par un intrus ou d'un père ou d'une mère divorcés, il sera fait mention de cette circonstance dans l'acte

(1) « *Amende honorable*. Seigneur, pénétrés de la plus vive douleur à la vue des Impiétés, Blasphèmes et Sacrilèges que nous avons eu le malheur de commettre, nous nous prosternons humblement au pied de vos autels pour vous en demander pardon. Daignez, ô mon Dieu, jeter un coup d'œil de miséricorde sur nos cœurs contrits et humiliés, nous vous promettons d'être à l'avenir plus fidèles à vos saintes lois... Nous abjurons pareillement tous principes de séduction et de révolte, nous reconnaissons et confessons, conformément à la doctrine de l'Eglise, que la fidélité et la soumission inviolable au légitime Souverain et le respect dû aux propriétés sont de précepte divin et d'obligation indispensable, réprouvons en conséquence et condamnons toutes les lois, serments et actes qui y seraient contraires... » *Arch. nation.* F⁷ 7606.

de baptême. — *Confirmation* : Ceux qui auront reçu la confirmation des évêques intrus seront instruits de l'énormité de la faute qu'ils ont commise et du malheur qu'ils se sont attirés, en se privant des grâces d'un sacrement qu'on ne peut recevoir qu'une fois. — *Pénitence* : Les fidèles seront instruits de la nullité des confessions faites, hors l'article de la mort, à des prêtres qui ont reçu leur mission des évêques intrus. Les confesseurs interrogeront leurs pénitents sur tout ce qui peut avoir rapport au schisme, à l'usurpation des biens du clergé, des domaines du roi et de tous les autres propriétaires. Les acheteurs et détenteurs de biens spoliés devront les restituer. Pour les divorcés, les prêtres s'efforceront de faire cesser le scandale et réunir les époux séparés ; jusqu'à leur réunion, les coupables seront privés des sacrements et n'y seront admis qu'après pénitence. Si les pénitents sont des ecclésiastiques jureurs ou intrus, en bonne santé, ils ne pourront être relevés des censures jusqu'à décision du pape. Ils seront tenus à une rétractation publique, déclareront nuls tous les actes qu'ils ont faits, feront une profession de foi claire et précise et s'engageront à quitter leur bénéfice. Néanmoins ils ne pourront pas recevoir l'absolution avant que le règlement du clergé ne l'ait décidé. Si les pénitents sont en danger de mort, on exigera d'eux la même réparation du scandale devant témoins, et ils pourront être absous, mais promettront qu'en cas de retour à la santé ils n'exerceront aucune fonction. Ceux qui auraient seulement prêté le serment d'égalité et de liberté, sans avoir fait dans la suite acte de schisme ni d'apostasie, pourront être absous après rétractation publique et être réintégrés dans leurs pouvoirs. Si la rétractation ne peut se faire sans danger, on se contentera de l'obtenir par écrit avec pouvoir pour celui qui la reçoit de la rendre publique au moment opportun. — *Communion* : Ceux qui ont adhéré au schisme se divisent en deux classes ; les premiers ne peuvent être admis à la communion avant décision de l'Eglise, les seconds pourront être absous, mais on leur apprendra que, pour approcher de la Sainte Eucharistie, il ne suffit pas d'être absous, il faut encore s'y disposer par l'exercice des vertus et surtout par un grand amour pour Jésus-Christ. Les enfants, qui ont communie de la main des intrus, feront amende honorable, seront conduits deux par deux aux fonts baptismaux, là ils renonceront au schisme et feront profession de leur foi. Quelque temps après, ils recevront l'absolution et s'assembleront pour communier ; les cérémonies auront la solennité d'une première communion. — *Extrême-onction* : On ne pourra se servir des huiles consacrées par les évêques intrus, mais à défaut de celles envoyées de notre part on se servira de celles qui ont été consacrées par les

évêques catholiques. — *Mariages* : La plupart des mariages contractés pendant la révolution sont entachés du vice de nullité, il faudra examiner chaque cas en particulier. Ne seront pas inquiétées les personnes qui se sont mariées devant leur propre curé quoique jureur, parce que celui-ci n'a pas perdu sa juridiction ; mais si les parties ont obtenu de l'évêque intrus la dispense d'un empêchement dirimant, leur mariage est nul et doit être réhabilité. Si les parties se trouvaient dans l'impossibilité morale de faire venir leur propre curé ou tout autre prêtre catholique, le mariage doit être réhabilité. Quant aux mariages qui se sont faits d'une manière irrégulière, il faut distinguer le cas où les parties sont en bonne santé et les cas où il y a danger de mort. Dans le premier cas, s'il y a eu empêchement dirimant, on prononcera la nullité avec défense de cohabitation, on aura recours au supérieur pour avoir la dispense et on réhabilitera le mariage dans l'église si cela se peut. Dans le cas de danger de mort, le confesseur, à supposer qu'il ne puisse recourir au supérieur, réhabilitera le mariage. — *Maladies et sépultures* : Quand un schismatique tombe malade, il ne faut pas attendre d'être appelé pour le visiter et le disposer à rentrer dans le sein de l'Eglise, s'il refuse d'abjurer le schisme la sépulture ecclésiastique sera refusée. — *Assistance au chœur, serviteurs de l'église* : L'assistance aux offices divins en habits de chœur et le service de l'autel est interdit aux ecclésiastiques qui ont prêté le serment de la première assemblée ; ils pourront être admis dans le chœur en soutane, à moins qu'ils n'aient remis leurs lettres de prêtrise et renoncé à leur caractère sacerdotal. Sont exceptés de cette défense, les prêtres qui n'auraient prêté que le serment d'égalité et de liberté et n'auraient fait aucun acte de schisme. On ne prendra pour clercs de la sacristie, sonneurs et fossoyeurs aucun de ceux qui ont exercé les fonctions pendant le schisme.

Le document que nous venons d'analyser a une importance capitale, il a servi de règle aux insermentés pendant toute la période de la liberté du culte et établi la barrière infranchissable qui sépare les réfractaires des constitutionnels. L'évêque prend toutes les mesures, non seulement pour rendre impossible un rapprochement, mais pour annuler les actes ecclésiastiques des prêtres assermentés, et pour exclure ceux-ci de l'Eglise ou ne les admettre qu'après d'humiliantes rétractations. L'agitation qui trouble le département, la lutte entre assermentés et insermentés, les menaces dont sont l'objet les acquéreurs de domaines nationaux, les cultes clandestins, les divisions dans les ménages ou les familles ont leur origine dans le « règlement provisoire » de l'évêque de Bayeux ; c'est pour obéir à leur évêque que les insermentés par-

courent sans cesse le département, célèbrent la messe, rebaptisent, remarient, inquiètent les uns, réhabilitent les autres et créent l'atmosphère troublée qui caractérise le département du Calvados depuis la loi de prairial.

Ceci ne veut pas dire que les vicaires-généraux aient été d'accord avec leur évêque sur tous les points de son mandement. Ce document, qui mit sept mois à parvenir à ses destinataires, provoqua un certain étonnement, des prêtres en contestent l'authenticité, d'autres se permettent « d'en ridiculiser même quelques dispositions » et n'épargnent pas « leurs sarcasmes indécents ». Les vicaires-généraux, pour atténuer la mauvaise impression ressentie par chacun, publient le règlement provisoire en le faisant suivre de « notes explicatives » et d'un extrait des avis de Mgr. de Boulogne concernant le ministère (1). « Les premiers articles, écrivent-ils, compris sous le nom d'articles généraux, supposent à la vérité des événements qui paraissent bien éloignés de se réaliser. Cette différente manière de voir tient sans doute à des erreurs de faits que nous ignorons sur les événements politiques, aux différentes positions locales où sont placés les spectateurs.... » On sent l'embarras des représentants de l'évêque en présence d'un document qui correspond si mal aux besoins des fidèles et qui, par son caractère archaïque, a provoqué le rire des lecteurs ; les vicaires-généraux laissent entendre que de Jersey il est difficile de savoir ce qui se passe en France ou de comprendre exactement les événements, ils vont jusqu'à dire que le règlement est applicable « plus ou moins aux circonstances où nous sommes ». Mais ces réserves ne tendent pas à détruire les ordres de l'évêque, les vicaires ne veulent que remettre les choses en état, certaines espérances ont été trop naïvement exprimées, l'évêque a montré son incompréhension des événements révolutionnaires, il s'agit de voiler dans la mesure du possible ce qui est en contradiction évidente avec les faits, tel est le but des « notes explicatives » ; quant aux ordres de l'évêque, quant à la condamnation qu'il étend sur l'église constitutionnelle et sur tous ses membres, il ne saurait y avoir de doute sur ce point : les vicaires-généraux sont d'accord avec leur chef hiérarchique et partagent entièrement son intransigeance. D'ailleurs ils invoquent l'autorité de l'évêque de Boulogne, l'un des adversaires les plus acharnés de la

(1) *Notes explicatives de plusieurs endroits du Règlement provisoire de Mgr. l'évêque de Bayeux et de son ordonnance.* — Bibliothèque de M. le chanoine Le Mâle.

soumission (1). Les « notes » nous apprennent que Mgr. de Cheylus ajoutait une grande importance à l'observation de son règlement et qu'il en avait répété à plusieurs reprises l'envoi, sans doute dans la crainte qu'il ne soit égaré pendant le trajet de Jersey à Bayeux. Si les vicaires-épiscopaux font des réserves sur certaines erreurs de fait, il ne faut pas en conclure que le règlement soit facultatif : adressé aux prêtres lors de leur rentrée en France, il ne regarde pas moins ceux qui n'ont pas émigré et est obligatoire pour tous. Les vicaires précisent les faits et le font toujours dans le sens de la plus stricte obligation ou de l'interdiction la plus sévère. L'évêque condamnait le serment de 1792 et la soumission de l'an III, ses représentants étendent l'interdiction à tous les serments et déclarations qui pourraient être exigés du clergé. Les notes explicatives des vicaires-généraux, comme le règlement provisoire de l'évêque, consolident la barrière qui séparait déjà assermentés et insermentés, augmentent les divergences et rendent impossible tout rapprochement, si ce n'est par le canal de la pénitence publique (2).

Mais les vicaires-généraux estiment que, vivant sur place, ils sont plus compétents que l'évêque à Jersey, pour juger des besoins du diocèse, ils souffrent de « la disette de bons ministres » et ne partagent pas les vues de leur supérieur hiérarchique sur la réhabilitation des jureurs. On peut dire que cette question occupe dans l'église réfractaire la place la plus importante, toute l'activité du clergé insermenté tourne autour de ce pivot. L'évêque de Cheylus, dans son règlement, n'avait pas distingué entre les différentes catégories de jureurs et avait donné l'ordre d'attendre pour tous le jugement de l'Eglise ; cette décision se trouvait être en contradiction avec la pratique introduite par les vicaires-généraux. Ceux-ci sont blessés dans leur amour-

(1) « Comme d'ordinaire, Asseline fut le chef de l'opposition. » C. Latreille. *L'opposition religieuse au Concordat*, Paris, 1910, p. 60. Il s'agit ici de la promesse de fidélité à la Constitution.

(2) En un seul point réfractaires et constitutionnels se retrouvent dans un accord d'ailleurs tout négatif : les vicaires-généraux dénoncent, comme le Presbytère de Bayeux, le laïcisme ; « ces assemblées sans prêtre et sans aucune autorité quelconque... deviendraient insensiblement dangereuses et abusives par le défaut d'autorité capable de réprimer des désordres, elles accoutument le peuple à se passer de ministres et de sacrements et à travestir les assemblées catholiques en espèces de prêches semblables à ceux des protestants... ces assemblées se font dans les églises et ces églises la plupart, jusqu'à ce qu'elles soient purifiées par une cérémonie solennelle... doivent être regardées comme interdites aux fidèles... ».

propre par une ordonnance qui condamne leur initiative et restreint leurs pouvoirs, aussi s'empressent-ils de remarquer que le délai imposé par le règlement provisoire était bon quand on croyait prochaine la paix de l'Eglise ; mais les événements n'ayant pas répondu à ces espérances, il convient d'atténuer la sévérité des ordonnances et après pénitence convenable de réhabiliter, comme l'ordonnent les évêques de Rouen et de Coutances, les jureurs qui méritent cette confiance. Il est à remarquer que pour critiquer les décisions de leur évêque, les vicaires-épiscopaux invoquent la manière d'agir de l'évêque de Coutances, et que d'autre part ils envoient dans ce dernier diocèse leurs décisions pour qu'elles y soient adoptées ; une double pression est ainsi exercée et le résultat est d'imposer dans les deux diocèses la pratique des vicaires de Bayeux.

Un règlement élaboré par les vicaires-généraux avait fixé les conditions de réhabilitation des jureurs (1) : Est réservée à Mgr. ou au pape la réhabilitation des intrus, apostats, prêtres ordonnés par les évêques intrus, ayant prêché la révolution et le schisme, ou ayant persécuté l'Eglise. Mais les prêtres, ayant prêté le serment de liberté-égalité et n'ayant aucun autre scandale à se reprocher, forment une catégorie à part. Après rétractation publique et pénitence, ces prêtres pourront être réhabilités et obtenir de nouveaux pouvoirs pour le ministère ; un intervalle de trois mois au moins devra séparer la rétractation de la réhabilitation. Aucun prêtre ne sera réhabilité à moins que sa rétractation n'ait été envoyée à la municipalité et au district et n'ait été répandue en quantité suffisante dans la paroisse où a eu lieu le scandale. On devait avoir des raisons de se méfier, car il est recommandé de vérifier que les copies répandues dans les paroisses et celles envoyées aux corps constitués soient bien identiques. Les jureurs qui ont en outre fait acte de schisme, ou qui ont continué à exercer et à profaner les sacrements depuis leur serment et qui ne se sont rétractés que fort tard — quand le danger était passé — seront soumis à une plus longue épreuve, dont les grands-vicaires fixeront la durée. Ceux qui ont prêté le serment civique avec restriction pourront être réhabilités, la pénitence durera au moins six mois à partir de la rétractation publique. Ceux qui ont prêté le serment civique pur et simple feront au moins un an de pénitence et pourront être ensuite réhabilités dans leurs fonctions, nonobstant les censures réservées, « si l'utilité manifeste de l'Eglise ou leur position

(1) *Arch. nation.* F⁷ 7606. Pièce n° 45 en date du 6 mai 1795.

malheureuse l'exige ; car toute réserve cesse, quand le bien de la religion, la nécessité ou quelqu'autres raisons aussi graves se rencontrent, et ces cas ne sont pas rares aujourd'hui ». On peut donc alors absoudre des censures ou de l'irrégularité réservée au pape, tant qu'il n'y a pas de possibilité de recourir à Rome. Suivant les circonstances, la durée et la sévérité de la pénitence pourra être abrégée, par exemple quand la rétractation a été faite dans un temps de grand danger, ou bien quand les rétractés ont vraiment regagné la confiance des fidèles par des larmes connues de tous, quand il n'y a pas d'autres prêtres catholiques dans le canton et qu'il y a danger pour le peuple d'être entraîné vers les intrus ou les jureurs, enfin quand les rétractés ne peuvent trouver ni asile ni ressources. En tout cas, il faut s'entourer des plus minutieuses précautions, vérifier avec soin les déclarations et connaître les circonstances pour ne pas être dupe. On évitera les apparences de faveur en exigeant que les rétractations soient datées et motivées. Les réhabilités n'auront pas le droit de confesser d'autres jureurs, sinon *in articulo mortis*. Lorsqu'un prêtre aura été expressément rejeté par un grand-vicaire, il ne pourra pas être réhabilité par un autre grand-vicaire.

Dans les « notes explicatives » qui accompagnent le règlement provisoire, les vicaires épiscopaux maintiennent énergiquement leur droit de réhabiliter les jureurs, malgré les réserves de l'évêque et du pape lui-même. Ils ont pour cela trois raisons : 1^o ils ont réussi à répandre et à faire accepter dans les diocèses voisins le règlement qu'ils ont élaboré à ce sujet en 1795 ; 2^o il importe, non pas de se réconcilier avec le clergé constitutionnel, mais d'arracher à ce clergé ses meilleurs membres, de les détacher définitivement de l'église constitutionnelle par une confession publique et humiliante ; 3^o des pouvoirs aussi étendus sont indispensables pour assurer l'autorité des grands-vicaires. Ceux-ci, en effet, n'étaient pas toujours reconnus par des prêtres qui depuis plusieurs années avaient pris l'habitude de l'indépendance. Dans sa lettre-ordonnance du 4 juin 1796, de Cheylus se plaint du peu d'uniformité qui règne parmi ses coopérateurs, pour remédier à cet inconvénient tout prêtre devra, dans le délai d'un mois, donner avis aux vicaires-généraux des pouvoirs qu'il a reçus ; les vicaires-généraux ont le droit de modifier, étendre, restreindre et même révoquer ces pouvoirs (1).

(1) Lettre-ordonnance de Mgr. de Cheylus. — Biblioth. de M. le chanoine Le Mâle.

Les explications, dont les grands-vicaires ont accompagné cette lettre(1), nous apprennent quelles innovations se permettaient les prêtres réfractaires. Quelques-uns, sous prétexte de terreur, abrègent les prières dans l'administration des sacrements, disent la messe sans soutane et sans répondant, ou en la faisant servir par des femmes. Dans la discipline, quelques-uns s'attribuent des pouvoirs illimités pour la pénitence et les empêchements de mariages. Sur la question de l'absolution et de la réhabilitation des prêtres-jureurs, les avis les plus divers ont cours, les uns blâmant les supérieurs comme trop sévères, les autres les trouvant trop indulgents, ainsi ont été « allumées dans quelques endroits des étincelles de schisme qu'il sera peut-être difficile d'éteindre ».

Ces divergences ne sont pas surprenantes, l'évêque communiquant difficilement avec ses grands-vicaires (2) : son règlement provisoire reste sept à huit mois en route avant d'atteindre les destinataires ; les grands-vicaires, à leur tour, obligés de se cacher, ne correspondent avec les prêtres du diocèse qu'en prenant de grandes précautions et en usant d'intermédiaires sûrs, ceux-ci ne trouvent pas toujours les prêtres à qui ils doivent délivrer la correspondance, les changements de logement pour échapper aux perquisitions sont, en effet, fréquents ; enfin, pour dépister la police, on a souvent recours aux pseudonymes et aux personnalités d'emprunt.

L'un des grands-vicaires, qui semble avoir exercé l'activité la plus étendue ou qui du moins s'attribue le plus de pouvoirs, est J. Godefroy de Boisjungan (3). Il écrit à Jersey pour obtenir de l'évêque une condamnation des chouans et quelques adoucissements dans les mesures relatives à la réhabilitation des mariages, il se heurte au refus le plus catégorique (4), mais la réponse de Mgr. de Cheylus nous apprend que Boisjungan est l'auteur des notes explicatives ajoutées au règlement provisoire, l'évêque s'étonne qu'on ait cru devoir compléter

(1) *Explications ajoutées par MM. les grands-vicaires de Bayeux à l'ordonnance de Mgr. l'évêque, envoyée de Jersey en date du 4 juin 1796. Ibid.*

(2) Mgr. de Cheylus communique habituellement avec son diocèse par l'entremise de l'abbé Guérin, curé d'Asnières au moment de la Révolution. *Baïocana*, t. II. Article intitulé : Dernières nominations faites par Mgr. de Cheylus.

(3) Cf. p. 129.

Le commissaire du département annonce au ministre qu'il a donné des ordres pour l'arrestation de Godefroy de Boisjungan, se disant vicaire-général de Bayeux, mais les perquisitions n'ont donné aucun résultat. Caen, 15 brumaire an VI. *Arch. nation.* F⁷ 7317.

(4) Lettre citée.

ainsi ses instructions et blâme son vicaire-général d'avoir fait figurer à la suite des notes le règlement de l'évêque de Boulogne. Ces divergences sur des points secondaires n'empêchent point une complète communauté de vues entre l'évêque et de Boisjungan ; celui-ci annonce à son supérieur hiérarchique — qui l'apprend avec joie — que dans le diocèse aucun insermenté n'a fait la déclaration de soumission à la République. C'est grâce aux instructions de Mgr. de Cheylus, secondé en ce point par le zèle de son vicaire-général, que le clergé insermenté du Calvados adopte une attitude aussi intransigeante. Il n'en est pas de même dans les départements voisins, mais de Boisjungan, qui veille, écrit au clergé de Coutances, il a appris que l'on est partagé sur la question de la soumission aux lois, il fait connaître l'opinion du diocèse de Bayeux : prêter ce serment « serait un crime égal aux anciens serments », le prêter avec restriction « serait une cause de division dans le clergé, de scandale dans le peuple, de triomphe pour les jureurs... Empêchez autant que vous le pourrez que les prêtres de votre diocèse ne fassent cette sottise » (1). De Boisjungan ne se contente pas d'intervenir dans le diocèse voisin à titre privé pour protéger le diocèse de Bayeux d'influences pernicieuses, dans une lettre du 31 août (2) il se donne pour le représentant de Mgr. Dumont, grand-vicaire de Coutances, sans qu'il soit possible de préciser de quels pouvoirs il est revêtu. En tout cas, son activité tend à établir une règle uniforme dans les deux diocèses voisins de la Manche et du Calvados, en particulier en ce qui concerne la réhabilitation des jureurs. Il correspond à ce sujet avec un prêtre nommé Roussel ou Le Roussel (3). Le Roussel communique à ses confrères la réponse de M. de Boisjungan sur la pratique, en usage dans le diocèse de Bayeux et dans les diocèses voisins, pour la réhabilitation des jureurs (4). Pour Le Roussel, cette réponse fait autorité, le même prêtre atteste comme authentique une copie des Règles générales du Diocèse de Coutances (5), inspirées et peut-être même dictées par Godefroy de Boisjungan, « vicaire général de Bayeux et doublement fondé de pouvoirs sur Coutances » le 6 sep-

(1) Arch. nation. F^r 7606. Lettre du 6 juillet 1795.

(2) *Ibid.*

(3) Le Roussel, de son côté, se donne comme muni de pouvoirs pour les trois diocèses de Coutances, Avranches et Bayeux. Arch. nation. F^r 7606. Dossier *Le Rendu*.

(4) Arch. nation. F^r 7606. Dossier *Le Rendu*. Pièce n° 31.

(5) *Ibid.* Pièces n°s 69 et 70.

tembre 1795. — Les instructions pour la réhabilitation des prêtres sont les mêmes que dans le règlement du 6 mai, cité plus haut ; mais nous y trouvons des renseignements sur la conduite à tenir à l'égard des religieuses et des laïcs : dans le temps de la Terreur, on n'avait pu exiger une rétractation publique des religieuses qui avaient prêté le serment, elles avaient un asile décent où il fallait les laisser. Mais aujourd'hui, où l'on n'est plus poursuivi pour rétractation, il faut rendre publiques les rétractations, ce sera la condition *sine qua non* pour absoudre les religieuses qui ont juré ou se sont mariées. Il faut d'ailleurs se comporter à leur égard comme pour les prêtres. Les vœux des religieuses subsistent, le vœu de pauvreté peut être atténué en ce sens que les religieuses ont le droit de recevoir ce qui est nécessaire pour subsister honnêtement. — A l'égard des laïques, on se montrera prudent et bon, on les reprendra, on les conseillera sans les blesser, ni les mortifier, en général on n'exigera pas de rétractation publique, on se gardera bien d'éloigner des places et charges publiques « les honnêtes gens », pourvu qu'ils puissent remplir les charges sans rien faire de contraire à la religion. Pour la même raison, on n'obligera pas les maires, officiers municipaux, etc., à quitter leur charge lorsqu'ils sont disposés à ne rien faire contre la religion. « Dans des circonstances où il s'agit de l'intérêt public, de l'état et de l'église, et quelquefois de la perte de leur fortune et de leur liberté, ils peuvent demeurer dans l'occasion prochaine du péché, en formant des résolutions sincères et en demandant à Dieu les grâces de résister au mal lorsqu'il arrivera. » Cette casuistique opportuniste entre dans les détails : les prêtres ne doivent pas irriter les agents du gouvernement. Dans certains cas, il faut savoir renoncer à des avis justes, mais dangereux. « Il n'est pas toujours bon d'éclairer les fidèles pécheurs, surtout lorsqu'ils sont dans la bonne foi, et qu'il y a de grands inconvénients à le faire et peu de bien à en espérer. Il vaut mieux alors tolérer un petit mal qu'on ne peut empêcher, que d'en occasionner un plus grand par sa faute. »

II

L'évêque, qui avait condamné la promesse de soumission exigée par le décret du 11 prairial, an III, ne pouvait pas approuver la soumission exigée par le décret du 7 vendémiaire, an IV, il la condamne expressément en adhérant à l' « Avis unanime des archevêques

et évêques assemblés à Londres au nombre de douze » (1). Ce document établit la plus étroite solidarité entre les préoccupations dynastiques et les préoccupations catholiques : « Nous sommes d'avis qu'on ne doit point faire l'acte de soumission aux lois de la République exigé par les décrets des 28 et 29 septembre 1795, ni tout autre acte de consentement ou de concours soit au maintien des lois de la République, soit à toute autre condition qui y soit relative ; qu'il n'y avait qu'une voie à suivre pour les prêtres fidèles, celle du devoir, et c'est un premier devoir que la religion leur enseigne de ne rien faire, déclarer ou signer de contraire à la fidélité envers le Roi, leur souverain légitime. » Ce refus entraîne l'impossibilité du culte public et expose les prêtres aux dangers du bannissement ou de l'emprisonnement, mais les évêques font appel au zèle et au courage de chacun.

Les vicaires-généraux interdisent de même tout culte public et toute soumission : « Il est défendu à tout prêtre de faire, sous quelque prétexte que ce puisse être, aucune déclaration, soumission, promesse, etc., de prendre aucun engagement, verbalement ou par écrit, de souscrire aucunes conditions, même en apparence très orthodoxes, que les agents de la nation voudraient lui imposer pour exercer le culte catholique, à moins qu'il n'ait obtenu par écrit la permission des supérieurs ecclésiastiques » (2).

La loi du 19 fructidor exigeait des prêtres le serment de haine à la royauté et à l'anarchie, d'attachement et de fidélité à la République et à la constitution de l'an III. Mgr. de Cheylus n'eut pas à se prononcer sur le nouveau serment qu'il aurait certainement condamné, il mourut en février 1797, six mois avant la nouvelle loi sur les cultes. Dans le diocèse de Bayeux, une opinion moyenne tendait à s'établir : un document anonyme (3), intitulé « Règle de conduite pour les fidèles pendant le temps de la nouvelle calamité du serment de haine à la royauté et d'attachement à la Constitution de l'an III », autorise les laïques à assister à la messe et aux offices des prêtres qui ont prêté le nouveau serment. Ces prêtres ne sont ni hérétiques, ni schismatiques,

(1) *Biblioth. munic. de Caen, Ms. 140 in-f°*. L'adhésion de Mgr. de Cheylus est datée de St-Hélier, le 22 juin 1796.

(2) Article IX de l'*Adresse de MM. les Vicaires-Généraux de Bayeux au Clergé du même Diocèse*, s. d. Les auteurs de l'adresse regrettent de n'avoir pu prendre les ordres de leur évêque, vu les difficultés des communications ; ils écrivent donc avant la mort de Mgr. de Cheylus (février 1797), mais après vendémiaire, an IV (septembre 1795). *Biblioth. de M. le chanoine Le Mâle*.

(3) *Arch. munic. de Bayeux*, n° 304-305, pièce 6.

car ils se déclarent prêts à obéir à l'Eglise quand elle pourra parler. Cependant les nouveaux jureurs ne doivent, sans un péché grave, administrer les sacrements.

La mort de l'évêque (1) a pour résultat de transformer le conseil épiscopal ; les grands-vicaires deviennent les vicaires-capitulaires, ils administrent désormais le diocèse sous leur propre responsabilité. Il n'existe pas de liste certaine et complète des membres composant le conseil épiscopal. Les décisions des vicaires-généraux sont souvent, par mesure de prudence, dépourvues de signatures ou ne portent que la signature d'un seul prêtre. A une époque où l'on vivait sous la menace continue des perquisitions, on évitait de multiplier les signatures. Huit prêtres au moins agissent en tant que vicaires-épiscopaux ou capitulaires et s'attribuent des pouvoirs correspondants : ce sont d'Audibert (2), Blasne, Godefroy de Boisjungan, de la Cour, Dumont, Hébert, Maffré ou Maffrey (3), de Marguerie et Renauld ou Renaud. D'Audibert jouit d'une autorité spéciale, comme ayant été d'une façon particulière le représentant de l'évêque dans le diocèse.

Digne héritier de l'évêque décédé, le conseil épiscopal proteste contre toute décision du pouvoir civil, portant atteinte aux prérogatives catholiques : le 22 septembre 1798 (1 vendémiaire, an VII), les vicaires-capitulaires promulguent une « Instruction sur les fêtes décadaires » : le but de la législation est de détruire la religion, or celui qui observe une loi concourt au but que se propose le législateur ; toutes ces innovations sont sacrilèges, on leur opposera donc la plus ferme résistance ; les prêtres refuseront l'absolution aux marchands qui ouvriront leurs boutiques les dimanches et fêtes, à ceux qui vendront ou achèteront ou simplement assisteront aux foires et marchés décadaires, quand ces marchés « tomberont en ces saints jours », à ceux qui assisteront dans les églises aux lectures décadaires et fêtes républicaines (4).

Les grands-vicaires, du vivant de l'évêque, et les vicaires-capitulaires, à partir de la vacance du siège, poursuivent avec continuité et non sans courage un double but : 1^o ils veulent isoler leurs fidèles, les empêcher d'avoir des rapports avec les prêtres constitutionnels, pour cela ils interdisent le culte dans les églises, ils rebaptisent, remarient,

(1) 24 février 1797.

(2) Cf. p. 130.

(3) Cf. p. 145.

(4) *Biblioth. de M. le chanoine Deslandes*. — « J'ai reçu un avertissement de nos supérieurs qui défend de donner l'absolution à ceux qui vont aux foires et marchés, les jours consacrés au Seigneur. » Lettre signée Bunot, le 9 septembre 1798, saisie parmi les papiers du prêtre Jenvrin. *Arch. nation.* F⁷ 7544.

renouvellent les confessions et absolutions ; 2° d'autre part, ils veulent gagner des recrues dans le clergé constitutionnel et rétablir l'unité, non par des concessions réciproques, mais par la rétractation des prêtres schismatiques. Cette dernière tâche est particulièrement délicate, il faut prendre des précautions contre les inconvénients d'une trop grande indulgence, les fidèles pourraient penser qu'il était inutile de refuser un serment et de s'exposer aux persécutions, si une simple pénitence suffit à tout remettre en ordre. Il ne faut pas avoir l'air de donner raison aux constitutionnels qui affirment ne pas être séparés de l'Eglise. Nous avons vu de quelles garanties les vicaires-épiscopaux entendaient s'entourer, pour que les démarches du rétracté soient une rupture à l'égard de l'ensemble du clergé constitutionnel et pour que cette rupture soit un acte public porté à la fois à la connaissance des fidèles et des autorités.

Une organisation existait-elle pour atteindre ce but, ou bien certains prêtres s'étaient-ils spontanément spécialisés dans l'œuvre à exercer pour amener les constitutionnels au tribunal de la pénitence ? La réhabilitation d'un prêtre, coupable de serment, ne dépend pas d'un seul des vicaires-généraux, il faut le consentement de plusieurs d'entre eux. De Boisjungan fait tout son possible pour obtenir la réhabilitation de Mathurin Gallot, il voudrait que son ami puisse continuer ses fonctions sans interruption, pour cela il tait d'abord le nom du pénitent et expose simplement les faits sous le jour le plus favorable. Mais ses collègues ne se laissent pas fléchir et finalement Gallot est obligé de se démasquer, de fournir toutes les explications avec un acte de rétractation avant d'obtenir de nouveaux pouvoirs (1). Parmi les vicaires-généraux, d'Audibert semble cependant avoir joué dans les procès de réhabilitation un rôle prépondérant, il est aidé dans son œuvre par Dumont, ancien supérieur du séminaire de Caen, qui dicte leur rétractation à deux religieuses. Les grands-vicaires ont des « correspondants » chargés d'exécuter leurs ordres et surtout de les renseigner (2). On peut citer parmi ces correspondants François Marin-Bruson, dont nous avons déjà parlé (3), et J.-J. Paris dans la région de Vire ; c'est par l'intermédiaire de ce dernier que passent les

(1) *Biblioth. munic. de Caen*. Ms. 140 in-f°.

(2) L'arrêté du conseil capitulaire en date du 22 janvier 1801 est envoyé « à tous nos correspondants pour être notifié au clergé et dans les lieux où il appartient ».

(3) Cf. p. 144 et 145.

certificats indispensables à la réhabilitation, Paris, qui est sur place, garantit l'authenticité des signatures et ajoute son avis sur l'opportunité de la réhabilitation. Quand François-Gabriel Jenvrin est arrêté en fructidor, an VI, il est porteur d'une lettre de Paris qui, en date du 10 juin 1798, lui annonce une prolongation de pouvoirs (1). Bonhomme joue le même rôle dans une autre partie du département, il transmet avec un avis motivé les certificats accordés aux rétractés à la fin de leur pénitence (2). Parmi les prêtres qui mettent tout en œuvre pour obtenir la rétractation de leurs confrères constitutionnels, il faut encore citer Jacques Blondel, curé de Banneville-la-Campagne, qui avait rédigé une « Adresse des Bons Prêtres du département du Calvados à la Convention juste et sage » (3) pour demander que la liberté des cultes soit complétée par la suppression de toute déclaration de soumission aux lois et par l'ouverture de toutes les églises. Cette brochure est remplie des accusations les plus violentes contre les prêtres constitutionnels. Blondel est un auteur apprécié dans son parti, on s'adresse volontiers à lui pour les écrits de propagande : « Après la plume de feu notre digne évêque, je n'en connais point qui ait fait tant de bien contre le schisme que celle de M. le curé de Banneville. » (4). François Mauduit, acolythe et maître d'école à St-Manvieu, district de Vire, avait 40 ans, quand il fut arrêté, condamné à la déportation, le 2 thermidor, an VI, et envoyé à l'île de Ré (5). Au moment de son arrestation, on trouve dans ses papiers : 1^o Un « avis concernant l'exercice du saint ministère dans les circonstances présentes ». Le paragraphe 12 concerne le serment de liberté-égalité ; les ecclésiastiques qui l'ont prêté n'ont encouru aucune censure, mais ils doivent faire par écrit la rétractation de ce serment ou du moins donner « l'explication du sens dans lequel ils ont entendu le prêter ». 2^o « Copie d'une instruction sur la conduite à tenir relativement aux curés et autres ecclésiastiques qui ont adhéré au schisme. » 3^o Instructions de Mgr. de Coutances sur la conduite à tenir relativement aux curés et autres ecclésiastiques qui ont adhéré au schisme, 10 février 1796. Nous avons donné plus haut un résumé

(1) *Arch. nation.* F^r 7544.

(2) Bonhomme prend des précautions, il se fait poursuivre et se cache, souvent il ne signe que Bh. Cf. pour Bonhomme, p. 166.

(3) *Bibliothèque de M. le chanoine Le Mâle.*

(4) Lettre signée Bunot, 9 sept. 1798, saisie sur le prêtre Jenvrin. *Arch. nation.* F^r 7544.

(5) *Arch. dép. Série L. Dossier Mauduit, Arch. nation.* F^r 7442. Cf. p. 148.

de ces deux pièces. 4° Un modèle de formule de rétractation du serment et de la profession de foi contraire aux erreurs contenues dans la prétendue Constitution civile du clergé. 5° Un modèle de renonciation d'un curé totalement intrus, à son propre titre. 6° Un modèle de renonciation d'un curé particulièrement intrus, aux paroisses ou portions de paroisses unies à la sienne pendant le schisme. Toutes ces pièces ont été adressées par Mauduit à Le Roussel. 7° Une lettre anonyme pour inviter un intrus à se rétracter. 8° De nombreuses rétractations. La plupart de ces rétractations concernent des prêtres du diocèse de Coutances auquel appartenait à cette époque la paroisse de St-Manvieu. Mais Mauduit exerçait aussi son activité dans le diocèse de Bayeux, ainsi que le prouvent un certain nombre de rétractations trouvées dans ses papiers.

François Gervais-Garnier, après avoir prêté le serment de liberté-égalité, l'avait rétracté en 1794 et avait fait partie, comme prêtre insoumis, des 2° et 3° réclusions ; il croyait devoir engager les assermentés à suivre son exemple. La correspondance échangée entre Gervais-Garnier et le constitutionnel Lemonnier nous fait connaître les arguments auxquels avaient recours les insermentés : « Mon cher abbé Lemonnier, écrit Gervais-Garnier (1), je viens de voir Mme Lourd, qui m'a fait l'amitié de me visiter dans ma détention pour donner à ma famille des nouvelles de ma santé, et sur-le-champ elle a verbeusement tombé vers le chapitre du nouveau culte. Et je vois avec une douleur amère qu'elle est toujours également enfoncée dans le coupable schisme qui afflige l'Eglise catholique depuis 6 ans. Alors je ne puis m'empêcher de vous dire que si c'est encore vous qui êtes l'auteur de tant de maux et d'erreurs, vous avez bien des reproches à vous faire et vous devez grandement craindre les jugements de Dieu. Eh ! mon cher abbé, seriez-vous encore la dupe de ce délire importun et impie qui vous a séparé de nous ? En seriez-vous encore à ne pas sentir votre funeste état ? Ou bien voudriez-vous consommer par l'orgueil, ce que vous avez commencé avec une espèce de bonne foi ? Et vous refuseriez-vous toujours à imiter la conduite de tant de personnes, plus éclatantes par leur sincère retour que déformées par leur chute ? La Harpe, de philosophe impie devenu philosophe chrétien, le savant Panisset (2), prétendu évêque du

(1) *Arch. de la Cour. Tribunal criminel.*

(2) François-Thérèse Panisset (*Revue La Révolution française*, t. VII, p. 163, 425, 432), sacré à Lyon évêque du Mont-Blanc, le 7 avril 1793, avait abdiqué en 1794 et remis ses lettres de prêtrise. Il voulut ensuite se réconcilier

Mont Blanc, si bellement rétracté, et tant d'autres, ne vous feraient-ils aucune impression ?..... » (Suivent quelques remarques sur l'état de santé de Lemonnier et sur sa maigreur). Lemonnier demeure insensible à de tels arguments et répond sans se laisser désespérer : « Falaise, 30 avril 1797, Mon cher abbé Garnier, j'espérais aller à Caen et c'est ce qui m'a fait différer à répondre à la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire. Votre signature m'a convaincu qu'elle venait de vous, sans quoi je n'aurais jamais pu le croire. Je ne répondrai point à certaines expressions dures qui vous ont échappé..... Puisque vous n'entrez dans aucune discussion sur l'objet qui nous divise je m'en abstiendrai aussi, mais tranchant la difficulté en votre faveur vous m'engagez à me réunir avec vous, et pour cela vous vous y prenez d'une façon assez singulière, vous me parlez d'insomnies, de songes, de remords, de membres, de visage, de maigreur, de mécontentement..... Il n'est pas prouvé que vous ayez raison, il n'est pas prouvé que nous ayons tort, mais il est démontré que la religion et la patrie ont un extrême besoin de notre réunion ; cela doit nous suffire..... En attendant ce moment tant désiré, si M. Godechal peut revenir à Falaise pour y faire ses fonctions, il a toujours été dans mes principes de lui remettre aussitôt sa place, qu'on ne m'accusera pas sans doute d'avoir conservée par intérêt. Nous sommes sur le point d'une pacification générale. J'aime à croire que les ministres d'un Dieu de paix ne resteront pas seuls irréconciliables..... ».

La démarche tentée par Gervais-Garnier échoue, beaucoup d'autres sont au contraire couronnées de succès ; le nombre des rétractations que nous avons retrouvées donnera une idée approximative du travail accompli par les émissaires des grands-vicaires : pour l'année 1794 : 12 rétractations ; 1795 : 32 ; 1796 : 23 ; 1797 : 35 ; 1798 : 4 ; 1799 : 1 ; 1800 : 7 ; rétractations postérieures au concordat : 19 ; rétractations non datées : 17.

La maladie et l'approche de la mort étaient l'occasion toute trouvée pour intervenir auprès des prêtres « coupables » ; les insermentés montent la garde autour des jureurs pour leur offrir le retour dans l'Eglise, dès que l'occasion se présente. De Grosourdy écrit le 12 février 1796

avec le St-Siège, sa rétractation date du 22 février 1796 ; c'était la première rétractation publique obtenue d'un évêque constitutionnel, elle fit grand bruit et, traduite en allemand, fut imprimée pour servir à la propagande des réfractaires à l'étranger. *Bekennntniss und Wiederruf Franz Therese Panisset's, Konstitutionellen Bischofes zu Mont-Blanc in Savoyen. Aus dem Franzæsischen. 1797.*

à d'Audibert pour lui parler de Maillard, curé de Grotot, qui « est dans une triste position » et qui, malade, désire mettre ordre à sa conscience.

Quand la maladie est grave, les conditions sont adoucies, les délais abrégés ; mais quand le prêtre repentant est en bonne santé, la première démarche est une rétractation par écrit, déposée entre les mains des autorités constituées et publiée dans la paroisse où le délinquant a exercé son activité. Il n'est fait d'exception qu'au moment où la persécution est trop vive et où une grande publicité entraînerait pour l'auteur des poursuites. Quand les conditions politiques ne forcent pas à prendre ces précautions, on exige que les rétractations soient répandues abondamment, nul ne doit en ignorer, et, pour atteindre ce but, beaucoup de prêtres font imprimer leur rétractation. Celle-ci doit être soumise à l'approbation des grands-vicaires, qui n'hésitent pas à exiger, le cas échéant, des modifications et suppléments. Pierre Tardif dépose sa rétractation au greffe de la municipalité en janvier 1796, mais les vicaires-généraux constatent qu'il n'a pas seulement prêté le serment qu'il rétracte, il a aussi fait des actes de schisme, il devra donc, par une nouvelle rétractation, compléter ce qui manque à la première. Toute rétractation doit contenir un exposé des faits, accompagné d'un engagement de se soumettre à toutes les décisions et pénitences de l'Eglise. Laurent Guillot, prêtre de Carcagny, écrit à d'Audibert « par main sûre », le 9 août 1795, pour avouer qu'il a prêté le serment de 1792, mais il y a été forcé et n'a agi ainsi que pour sauver sa vie, « quoique je sois grandement coupable j'aime à croire cependant que vous voudrez bien accorder à mon confesseur le pouvoir de m'absoudre de tout ce que je pourrais actuellement être coupable devant Dieu. Sans cela, je ne dirai point la messe. J'attends cette grâce de votre générosité. Je remercie le ciel de vous avoir préservé des mains des barbares. Si vous jugez bon de me permettre de confesser, je ne renverrai pas le monde comme je l'ai fait jusqu'à ce jour. J'attends votre réponse, un *fiat ut petitur* dans les temps malheureux où nous vivons suffira, ou même verbal. »

En désavouant son passé, le rétracté accepte à l'avance toutes les mesures qui lui seront imposées, Antoine Michelet, vicaire de l'évêque constitutionnel Fauchet, date sa rétractation « du lieu où j'attends les coups de la Providence, ce 26 août 1796 ». Charles-François Lamare, prêtre de Douville, « s'en rapporte à la charité et à la vérité de l'église catholique, approuvant ou rejetant tout ce qu'elle approuve ou rejette ; il promet, en outre, obéissance et soumission, suivant les saints canons du vicaire de Jésus-Christ sur la terre ».

La rétractation, étant le retour à l'évêque légitime, doit faire connaître l'obéissance du prêtre repentant ; Lesouef déclare dans sa rétractation du 26 juillet 1795 que « Mgr. de Cheylus est le seul légitime évêque de Bayeux à l'exclusion de MM. Bécherel et Fauchet, faux évêques de la Manche et du Calvados... Tels sont donc mes derniers et véritables sentiments. Il y a plus de 6 mois que je les ai manifestés à quelques personnes charitables qui m'ont ouvert les yeux ». Charles Martin, prêtre de St-Louet près Torigny, écrit de même le 18 décembre 1796 : « Je promets et affirme par serment obéissance et soumission à notre illustrissime et révérendissime Joseph-Dominique de Cheylus, mon seul et légitime évêque. »

Sébastien Prempain déclare le 14 germinal, an III, aux officiers municipaux de Rupierre, qu'il a été retenu jusqu'ici par la crainte, mais que maintenant le régime de la Terreur étant passé, il rétracte solennellement le serment prêté en 1791 et se soumet en tout aux décisions de l'église catholique, apostolique et romaine, pour en obtenir le pardon (1). F. Charlemaine, qui signe Charlemeden, confesse le 10 octobre 1794 qu'il a contribué à établir le schisme et scandalisé les simples fidèles en prêtant le serment, « je me soumetts d'avance avec docilité aux peines qu'elle [l'Eglise] jugerait à propos de m'infliger par la suite, soit de la part du Souverain Pontife, soit de la part de mon légitime évêque, M. Jules Féron de la Ferronnaye, ou de toutes autres personnes qu'elle désignerait à cet effet » (2). Le 11 messidor, an III, Jean-François Davy, prieur-curé de Trun, se présente devant la municipalité assemblée en séance publique et reconnaît avoir offensé Dieu en prêtant les serments, avoir contribué au schisme, déshonoré sa profession religieuse, égaré les fidèles par son exemple, acheté et revendu une partie des terres du bénéfice qu'il possédait ; avoir reconnu pour évêque Claude Fauchet. Comme Charlemaine, il demande pardon à Dieu et à l'Eglise « notre sainte Mère », se soumettant à l'avance aux peines qui lui seront imposées. C'est la formule qui se retrouve dans beaucoup de rétractations et qui était évidemment dictée par les autorités religieuses compétentes. Davy réclame, en outre, ses lettres d'ordination et de prêtrise, il ne les a livrées que sous le coup de la terreur et veut maintenant exercer le ministère « sous promesse d'exhorter le peuple en toutes occasions

(1) *Arch. dép. L. m. Serments.*

(2) *Ibid.* Ch. exerçait dans la commune de Friardel, qui faisait partie du diocèse de Lisieux.

au respect et à l'obéissance dues aux puissances, convaincu qu'elles viennent de Dieu et que quiconque y résiste résiste à l'ordre de Dieu lui-même » (1). Sur ce dernier point, Mgr. de Cheylus, dont le prieur-curé invoque l'autorité, aurait sans doute fait de sérieuses réserves. — La rétractation de P. Dupont, prêtre, professeur au collège de Vire, est précédée d'une profession de foi (2). Dupont déclare que sa rétractation date du 7 avril 1795, à cette époque il a confessé ses erreurs devant une assemblée de fidèles et a averti les autorités civiles ; dès le mois d'octobre suivant, il a dû se soustraire aux perquisitions. La profession de foi comprend huit articles : l'église catholique, apostolique et romaine est la seule véritable, son pouvoir est indépendant de l'autorité civile, le souverain pontife a non seulement une primauté d'honneur, mais de juridiction et d'autorité, en aucun cas les prêtres ne peuvent être les égaux des évêques, les évêques constitutionnels ne peuvent être légitimes parce qu'à leur consécration manque la mission canonique qui seule donne le droit d'exercer les actes de juridiction. Conformément à ces principes, Dupont révoque les serments qu'il a prêtés, reconnaît avoir illicitement et sans mission canonique exercé les fonctions de chapelain de l'hôpital de Vire et celles de vicaire, prie les fidèles qui se sont adressés à lui de réparer le vice de leurs confessions et communions, lesquelles sont nulles et sacrilèges, et de faire réhabiliter leur mariage, en s'adressant au plus tôt à un prêtre catholique et approuvé. Enfin Dupont se soumet à toutes les peines canoniques exigées par ses supérieurs et engage tous ceux qui l'ont suivi dans son égarement à le suivre maintenant dans la voie de la pénitence. Il s'agit ici non seulement d'une profession de foi et d'une rétractation, mais d'un véritable tract de propagande, qui doit servir à provoquer d'autres rétractations.

Le document suivant est adressé le 15 février 1796 par Pierre Degournay, prêtre de la paroisse de Reculley « à Messieurs les grands-vicaires de Bayeux » (3). C'est une rétractation et une profession de foi fondues ensemble, tandis que Dupont avait établi une distinction entre l'exposé de sa foi et la condamnation de ses erreurs. Nous retrouvons chez ces deux prêtres les mêmes idées, les mêmes regrets et le même appel aux fidèles qu'ils ont égarés. Il semble qu'ici

(1) *Ibid.*

(2) *Arch. nation.* F^r 7272. Profession de foi et rétractation imprimées.

(3) Cette rétractation et les suivantes, sauf celle de François Lanon, se trouvent dans la *Bibliothèque de M. le chanoine Deslandes*.

aussi un modèle ait servi de schéma à ces deux déclarations. Degournay termine par une prière-invocation, adressée à l'Eglise dans laquelle il veut vivre et mourir, et par une protestation d'attachement à la patrie : « Cette rétractation..... ne diminuera jamais rien de l'attachement inviolable et de la fidélité que j'ai voués à ma patrie, je la regarde et la regarderai toujours comme une mère qui m'a donné la naissance temporelle..... »

F. Le Tellier était curé de Bonneuil et député du clergé au grand baillage de Caen : il a prêté dans sa section à Versailles le serment de liberté-égalité ; sa rétractation est datée du 6 novembre 1796, il explique que par liberté il a entendu une liberté réglée et autorisée par un gouvernement légitime, par égalité des droits égaux pour tous les gouvernés à la protection des lois ; liberté et égalité qu'il avait promis à ses commettants, comme tous les autres députés, de réclamer aux Etats et qu'il a « voulu réclamer dans sa conscience en prêtant le serment ». Cette justification n'empêche pas Le Tellier de condamner un serment, qui par une cruelle extension est devenu une source infernale de désordres comme d'impiété, et de se soumettre à tout ce qui pourrait être par la suite statué à cet égard par l'autorité compétente.

La rétractation de Pierre-Armand Jourdain (1), capucin-prêtre, doit être rapprochée de celle de Le Tellier, car Jourdain, comme son collègue, explique et justifie son attitude. Quand il a prêté le serment, il était « instituteur » au ci-devant collège de Beaumont (2), il a rempli exactement ses fonctions, il a été fidèle à la nation, à la loi et au roi ; est-il citoyen français qui répugne à jurer ces choses ? Mais il reconnaît s'être trop avancé en jurant de maintenir la Constitution civile, car c'est une loi qui anéantissait « notre sainte religion ». Il reconnaît aussi qu'il a eu tort de prêter le serment de liberté-égalité, car dans le corps de l'Eglise comme dans tout autre tous les membres ne sont pas égaux. C'est pourquoi il se rétracte.

La déclaration que François Lanon lit à ses paroissiens, réunis dans l'église du Tourneur le 22 octobre 1797, est au contraire une rétractation complète, à allure de confession publique, sans plaidoyer personnel. Enfin la rétractation de Jean-Gervais Morel, curé de Ranchy et agent de cette commune, passée le 6 juin 1797 devant la municipalité de Etreham, est l'abdication plénière d'un constitution-

(1) Un homonyme Pierre-Jean-François Jourdain, de la paroisse de Lingèvres, rétracte son serment le 14 mars 1797.

(2) Cf. p. 115, note 1.

nel qui, par amour de l'unité, accepte toutes les conditions imposées par les insermentés (1).

D'après le commissaire du Directoire exécutif du canton d'Evrecy, qui signale le succès des insermentés et les nombreuses conversions, fruit de leur activité, voici comment se passaient ces « abjurations » : « Le néophyte se met à genoux aux pieds du prêtre, en présence de quelques témoins choisis, il demande pardon à Dieu de sa conduite passée, il promet d'en faire pénitence dans le sein de la Sainte Eglise et d'employer au rétablissement du bon ordre toute l'influence qu'il peut avoir dans sa commune, alors il est réintégré au nombre des honnêtes gens, et il n'a plus à craindre ni les chouans, ni l'enfer » (2),

La rétractation était suivie d'une pénitence plus ou moins longue et proportionnée à la gravité de la faute, après quoi venait la réhabilitation. Avant de rendre à un prêtre le droit d'administrer les sacrements et de lever la censure, les vicaires-généraux procédaient à une enquête auprès de certains personnages sûrs, qui étaient leurs correspondants dans la contrée habitée par le rétracté. L. Gautier, prêtre, Jean-Baptiste Maupas, prêtre, et M. Lecornu, curé, certifient le 24 octobre 1796 « que MM. Pierre Briard, prêtre de la paroisse de Neuville, ancien vicaire à Auvers, diocèse de Rouen, et Charles-Guillaume-François Le Landois, carme de profession et prêtre, se sont comportés avec édification et n'ont point violé les censures encourues par leurs serments et actes contraires à la religion, depuis leur rétractation dont ils sont saisis de copie, et qu'ils ont aussi assisté, autant que faire se peut, et avec édification et humilité, puisqu'ils se rangeaient au nombre des simples fidèles, à nos offices, en foi de quoi nous avons signé le présent pour leur servir. »

Ce certificat est d'ailleurs insuffisant, au moins pour être réintégré dans les fonctions ecclésiastiques, car pour cela il faut la garantie de six prêtres. Le certificat accordé à Pommier, curé assermenté de Venoix, est signé par les prêtres Lair, J. Briand, Le Bret, Le Roy, Le Tirand et Bonhomme, qui rendent témoignage au jureur repentant, il a eu « un moment de faiblesse..... », mais « il a été plus honteux de sa chute qu'apôtre du schisme », et sa conduite n'a jamais été scandaleuse. Après la rétractation de Geslin, curé de Fresnay-le-Crotteur, ses paroissiens et « bon nombre d'honnêtes gens circonvoisins » demandent qu'il puisse reprendre ses fonctions, mais les vicaires-géné-

(1) *Arch. dép. L. m. Police.*

(2) *Arch. nation. F¹⁰ 1006. Lettre du 16 brumaire, an V.*

raux objectent que la requête n'est pas revêtue des signatures de six prêtres demeurant dans les environs de la paroisse de Geslin. Champin, Binet, et J. Goux, tous trois prêtres, interviennent alors pour garantir la bonne foi, la sincérité et le repentir du rétracté et pour s'associer au vœu de ses paroissiens. Maffrey (1) et de la Cour ajoutent un *fiat* suivi de leurs deux signatures, Renaud écrit les mots : *libenter assertio* et signe, puis la pièce est envoyée par d'Audibert à Marguerie avec prière de donner son avis. Le certificat devait renseigner l'autorité ecclésiastique sur la conduite et les mœurs de l'intéressé, il s'agissait de savoir si, bien qu'ayant prêté le serment, tel prêtre avait prêché une doctrine pure et avait rempli avec zèle son ministère, en outre si depuis sa rétractation il avait effectivement cessé toute fonction et manifesté un réel repentir. Tel est le certificat accordé à Philippe Delens, prieur-curé de la paroisse de Barbey, le 4 septembre 1797 par J. Coudray, Jos. Coudray, Joseph Grandrie, N. Michel, F. Sauvegrain, Pierre Varin, P. Prévost, religieux-prêtre, B.-V. Carpentier, religieux-prêtre, et J. Mottelay, prieur de l'abbaye de Silly. Bonhomme ajoute au certificat proprement-dit une note, les informations qu'il a prises sur le compte de Delens sont toutes en sa faveur, son rétablissement fera un bon effet dans la religion. Le tout est approuvé par Renaud dont la signature est précédée du mot *concessum*, tandis que Maffré et Blasme signent après le *fiat*. Le certificat-type, pour un prêtre qui après avoir rétracté son serment demande sa réhabilitation, est celui qui est accordé à Le Bassac : « Nous soussignés, édifiés de la conduite et des bonnes mœurs qu'a fait paraître et tenue (*sic*) M. Jean-François Le Bassac, prêtre de la paroisse N.-D. de Vire, depuis sa rétractation, supplions MM. les grands-vicaires de ce diocèse d'avoir égard à l'exactitude avec laquelle il a rempli la pénitence qui lui a été imposée ; d'où il résulte qu'on peut le relever des censures et irrégularités qu'il a pu encourir. C.-F. Tirard, G. Boscher, prêtre de Vire, Thomas Lioult, prêtre catholique, R. Rouyer, prêtre, L. Criquet, prêtre, Dupont, Rouyer le jeune, prêtre, Delacroix du Mesnil, prêtre. » Ces signatures sont authentiquées par J.-J. Paris, curé de N.-D. de Vire, qui les garantit comme étant celles de prêtres catholiques et qui donne un avis conforme, daté de Vire le 5 janvier 1801. Enfin le certificat est revêtu en dernier lieu de la signature de Le Bassac.

Toutes ces précautions ne semblent pas avoir été inutiles : Nicolas Roque (aussi appelé Rogue), vicaire du Plessis-Grimoult, est accusé

(1) Le nom du vicaire-général est orthographié tantôt Maffrey, tantôt Maffré ; on trouve de même tantôt Renaud, tantôt Renauld.

d'avoir arraché à de Boisjugan une réhabilitation « subreptice » en s'appuyant sur de faux témoignages, réhabilitation qui est d'ailleurs révoquée. — La pénitence était souvent fort longue, Guillaume-Jean-François Laignel, vicaire de Crépon, écrit le 20 juillet 1796 à d'Audibert pour se plaindre de la dureté dont on use envers les constitutionnels repentants. « Ah, Monsieur, ce n'est pas ainsi que Jésus-Christ notre chef, notre modèle, s'est comporté envers les pécheurs. » La rétractation de Laignel date déjà d'un an. Lamare, prêtre de Carville, ne se contente pas de supplier, il menace : « Car depuis que je suis privé de l'autel, je suis obligé de chercher ailleurs ma subsistance... » Si on continue à le suspendre, il se verra obligé de passer outre et de célébrer la sainte messe. Il reconnaît avoir commis une grande faute, mais c'est par ignorance et non par esprit de schisme ; les assermentés sont « comme le pauvre baudet de la fable », on leur inflige toutes les peines, on les accuse de tous les malheurs de la Révolution, « mais Dieu a voulu punir son église et principalement les pasteurs qui, comme on ne peut se le dissimuler, s'étaient étrangement presque tous éloignés des règles de la conduite évangélique. »

En résumé, l'œuvre des vicaires-épiscopaux apparaît essentiellement différente de celle poursuivie par le Presbytère constitutionnel ; non seulement les méthodes sont différentes, mais les principes sont opposés : le Presbytère désire reconstituer l'Eglise après la tourmente et l'organiser, pour cela il veut que le culte soit célébré dans le plus grand nombre possible d'églises, il se préoccupe de l'instruction des enfants et de celle des fidèles ; tous ces efforts ne sont pas dirigés contre un parti dans l'Eglise, ils n'ont rien d'exclusif et les constitutionnels font sans cesse appel à l'union, à la bonne volonté de tous les prêtres. Tout autre est la méthode des réfractaires : ceux-ci entendent bien constituer le parti de l'opposition ; ce qui est capital à leurs yeux, ce n'est pas le culte public dans les églises, ni l'instruction, ni l'unité, c'est le refus de tout serment ; dès lors, le premier devoir est d'éviter jusqu'à l'apparence d'un rapprochement avec un clergé jugé infidèle, il faut multiplier les barrières et engager la lutte ; celle-ci prend un double aspect : d'une part, par les cultes clandestins les réfractaires s'efforcent d'arracher les laïques à l'influence des prêtres assermentés, d'autre part, par une incessante propagande contre les serments et les promesses de fidélité les réfractaires travaillent à obtenir la rétractation de leurs adversaires et à affaiblir l'église constitutionnelle. Par la volonté des insermentés, l'Eglise est divisée en deux fractions adverses et chaque événement, chaque disposition des lois sur les cultes est une occasion de creuser encore le fossé qui sépare les deux partis.

CHAPITRE VI

Du 18 Brumaire au Concordat

SOMMAIRE

- I. *La Proclamation du 7 nivôse*, p. 211. — *Mise en liberté des Prêtres*, p. 212. — *Les Signes extérieurs*, p. 214. — *Demandes d'ouverture d'Eglises*, p. 215. — *La Déclaration des Ministres du culte*, p. 217. —
- II. *Le préfet Dugua*, p. 219. — *Les Réfractaires et la Promesse de fidélité*, p. 222. — *L'Activité des Réfractaires*, p. 226. — *Les Arrestations*, p. 233. — *Constitutionnels et Réfractaires*, p. 238. — *L'Eglise constitutionnelle*, p. 239.
- III. *Le Concordat*, p. 243. — *Charles Brault, évêque de Bayeux*, p. 247. — *L'Eglise et l'Etat*, p. 248. — *L'Evêque et les ci-devant Constitutionnels*, p. 250. — *Le préfet Cafarelli*, p. 255. — *Les partisans des Constitutionnels*, p. 258. — *Les Constitutionnels « sacrifiés »*, p. 262. — *Opposants et Ralliés*, p. 269. — *Le Culte protestant*, p. 271.
- IV. *Conclusion*, p. 272.

I

Le Coup d'Etat de brumaire n'eut pas d'effet immédiat sur la politique religieuse. Dans sa proclamation du 7 nivôse, le premier Consul parle bien de concorde et de réconciliation, il invite « les ministres d'un Dieu de paix » à aller « dans les temples, qui se rouvrent pour eux, offrir avec leurs concitoyens le sacrifice qui expiera les crimes de la guerre civile... ». A vrai dire, ce langage n'était pas inconnu, car les législateurs, chaque fois qu'ils avaient légiféré sur les cultes, avaient affirmé faire œuvre d'apaisement. Mais un esprit nouveau semble souffler, une large tolérance s'établit : « Une guerre impie menace d'embraser une seconde fois les départements de l'Ouest. Le devoir des premiers magistrats de la République est d'en

arrêter les progrès et de l'éteindre dans son foyer... Des lois injustes ont été promulguées, des actes arbitraires ont alarmé la sécurité des citoyens et la liberté des consciences... les consuls déclarent encore que la liberté des cultes est garantie par la constitution, qu'aucun magistrat ne peut y porter atteinte, qu'aucun homme ne peut dire à un autre homme : tu exerceras tel culte, tu ne l'exerceras que tel jour. La loi du 11 prairial, an III, qui laisse aux citoyens l'usage des édifices destinés au culte religieux sera exécutée... » (1). A cette proclamation sont annexées les pièces suivantes : 1^o l'arrêté accordant aux citoyens des communes, qui possédaient des édifices destinés originellement à l'exercice d'un culte, le droit d'user librement de tous ceux de ces édifices non aliénés, sous la surveillance des autorités, aux termes des lois des 11 prairial, an III, et 7 vendémiaire, an IV ; 2^o un arrêté annulant les défenses faites par certaines administrations d'ouvrir les édifices destinés au culte d'autres jours que les décadis ; 3^o un arrêté substituant à tous les serments, imposés aux fonctionnaires et aux ministres des cultes, la simple déclaration : je promets fidélité à la Constitution. Enfin 4^o un arrêté accordant amnistie entière et absolue aux habitants de l'ouest pour tous les événements passés.

Les intentions libérales des Consuls ont déjà trouvé leur expression dans la loi du 8 frimaire qui annule, dans certaines conditions, les arrêtés de déportation pris par le Directoire (2) ; beaucoup de détenus sont élargis. Le ministre de la police autorise la mise en

(1) *Arch. munic. de Caen*. Ix 70. Proclamation du premier Consul, 7 nivôse, an VIII, 28 décembre 1799.

(2) Le ministre de la police, commentant l'arrêté des Consuls du 8 frimaire, avait pris le 19 frimaire un arrêté relatif aux ministres du culte, frappés de déportation en vertu de l'article XXIV de la loi du 19 fructidor, an V.

L'arrêté distingue 3 classes de prêtres qui peuvent être relevés de la déportation :

- a) Ceux qui ont prêté les serments et ne les ont pas rétractés,
- b) Ceux qui ont renoncé au célibat, ils devront fournir leur acte de mariage et le certificat des serments prêtés,
- c) Ceux qui n'ont point exercé ou ont cessé les fonctions avant la loi du 7 vendémiaire, an IV.

Les pièces qu'il faut fournir ne sont pas seulement l'acte de prestation de serment ou la non-obligation de le prêter, mais un certificat établissant que l'individu n'a pas rétracté.

Un grand nombre de prêtres, condamnés à la déportation, n'ont pas été envoyés à Ré ou à Oléron et ont obtenu l'autorisation de demeurer provisoirement dans leurs communes ou dans les maisons de réclusion. Ceux-là doivent justifier de

liberté sous caution de Louis-Jacques Adam (1). Le général Canclaux, commandant la 14^e division militaire, se rend à la maison de réclusion du Bon-Sauveur où sont détenus cinquante-trois prêtres insermentés, qui lui remettent une pétition pour obtenir d'être élargis ; la plupart de ces prêtres sont sexagénaires, plusieurs sont même septuagénaires, tous sont en prison depuis plusieurs années ; en attendant une décision, ils demandent au moins à être autorisés à voir leurs parents et amis (2). Le général leur répond aussitôt qu'il transmet au gouvernement les réclamations des pétitionnaires en les appuyant de tout son pouvoir, il assure aux prêtres les bonnes dispositions du gouvernement à leur égard et les autorise à recevoir des visites jusqu'au moment de leur mise en liberté (3). Charles-François Tirard sort de la maison de réclusion avec vingt-quatre autres prêtres quelques semaines plus tard (4).

Il y a conflit sur ce point entre le général d'une part et d'autre part le commissaire Lévêque et les administrateurs du département. Lévêque proteste auprès du ministre contre une mesure qu'il estime dangereuse, les administrateurs du département déclarent que ces mises en liberté « inquiètent les républicains et sont du plus mauvais augure pour la tranquillité de ce département » (5). Le pouvoir militaire et le pouvoir civil sont en désaccord sur l'interprétation à donner à l'arrêté du 19 frimaire, mais la ville de Caen est en état de siège et les décisions du général ont force de loi, les prêtres continuent donc à être élargis (6). La municipalité de Vire fait remettre

leur domicile au moment où ils ont été atteints par la loi du 19 fructidor, an V et de leur droit à l'exception.

Chaque administration, sur le vu des certificats présentés et après vérification, est autorisée à prononcer la mise en liberté. Chaque individu recevra : 1^o un certificat constatant la décision le concernant ; 2^o un passeport pour se rendre dans la commune où il fixe sa résidence. *Arch. dép. L. m. Police.*

(1) *Arch. dép. Registre des Délibérations de l'administration centrale du Calvados*, 9 brumaire, an VIII.

(2) *Ibid. L. m. Police*, 15 novembre 1799, 27 brumaire, an VIII.

(3) *Ibid.* Dufour dans son *Journal* note aux dates des 21 et 24 frimaire, an VIII, la mise en liberté de 18 prêtres, il ne donne les noms que de 3 : Jacques Le Couturier, Hébert frère du curé de Vaucelles et Hérault de St-Contest.

(4) *Arch. munic. de Vire*, 9 nivôse, et *Arch. nation.* F¹⁰ 410.

(5) *Arch. dép. L. m. Police*, Lettre du 8 nivôse.

(6) En nivôse, il reste à la maison de réclusion de Caen douze prêtres, fonctionnaires publics, sujets à la déportation et sept prêtres non-fonctionnaires publics, sexagénaires, ayant été arrêtés pour exercice du culte contraire aux lois. *Arch. dép. L. m. Police.*

en liberté Thomas le Charpentier, ci-devant prêtre, chouan amnistié, détenu à la maison d'arrêt, qui a offert de faire la promesse de fidélité (1). Jeanne, qui est dans la maison de réclusion de Vaucelles à Caen, demande à être mis en surveillance au Tourneur, canton de Bénv-Bocage (2).

Ces mesures bienveillantes ont pour résultat de provoquer l'activité des réfractaires qui s'agitent beaucoup (3), de leur côté les constitutionnels se mettent à sonner les cloches ou font des cérémonies hors de l'enceinte des édifices du culte (4). Vigilant gardien des lois, le commissaire Lévêque rappelle les délinquants à l'ordre : « De toutes parts, j'apprends que la proclamation des consuls, relative au libre exercice des cultes, a servi de prétexte à la malveillance pour enfreindre les lois existantes sur cet objet... Le gouvernement, en rendant aux citoyens la paisible jouissance des édifices originairement destinés aux cérémonies religieuses n'a rouvert les temples ni à l'intolérance turbulente, ni au fanatisme persécuteur... Si dans les communes du canton confié à votre surveillance il se commet quelque contravention à ces lois, vous m'en instruirez sur-le-champ, afin que je provoque soit près de l'administration centrale, soit près du gouvernement, les mesures que les circonstances paraîtront exiger. » (5).

Les lois rappelées dans la circulaire de Lévêque interdisaient les signes extérieurs du culte, mais le canton de Maltot n'avait pas attendu d'être rappelé à l'ordre pour prendre le 29 nivôse un arrêté défendant le son des cloches, hors les cas d'alarme, d'incendie, de réunions décadaires et de mariages ; la responsabilité personnelle des agents est engagée (6). Le préfet intervient à Bayeux pour faire abattre la croix que quelques citoyens ont érigée dans le ci-devant cimetière de Saint-Laurent (7), à Caen pour faire disparaître une

(1) *Arch. munic. de Vire*, 21 nivôse, an VIII.

(2) *Arch. dép. Registre des Délibérations de l'administration centrale*, 28 brumaire, an VIII.

(3) On les signale surtout dans le canton de la Ferrière au Doyen. *Arch. nation*, F⁷ 7707. Compte rendu du commissaire Lévêque au ministre de la police, 24 nivôse, 2 et 10 pluviôse, an VIII.

(4) *Ibid.*

(5) *Arch. dép. Circulaire du commissaire du département aux commissaires des cantons*, 6 pluviôse, an VIII.

(6) *Arch. dép. Canton de M.* On ne sonne pas seulement dans le canton de Maltot, mais un peu partout, notamment dans les cantons de Saint-Sylvain et de Pont. *L. m. Police*, 19 et 25 nivôse, an VIII.

(7) *Arch. munic. de Bayeux. Correspondance de la mairie*, 24 messidor, an IX.

croix de plomb, décorée de rubans, placée sur la maison du citoyen Hamelin, marchand de bois, place Saint-Pierre (1), à Caen encore pour faire cesser le son des cloches, les processions, qui ont eu lieu avec cierges et hymnes, et les cortèges funèbres avec « appareil extérieur du culte » (2).

L'arrêté du 7 nivôse met toutes les églises non aliénées à la disposition des citoyens des communes qui en étaient en possession au 1^{er} jour de l'an II, mais il est entendu que le gouvernement protège également tous les cultes, le culte décadaire continuera donc à être célébré à côté du culte catholique et dans les mêmes églises : « Les consuls de la République ont arrêté le 2 de ce mois que les édifices remis à la disposition des citoyens, par l'arrêté du 7 nivôse dernier, serviraient à la célébration des cérémonies décadaires, aussi bien qu'à celle des cultes. Ils ont prescrit aux autorités administratives de prévenir toute concurrence entre l'exercice des cérémonies religieuses et celui des cérémonies civiles..... Le gouvernement a assuré le libre exercice des cultes, c'est à vous, citoyens, de faire que cette liberté ne puisse jamais servir à des désordres civils. » (3). Mais ces dispositions ont une valeur toute théorique, car les cérémonies décadaires sont tombées en désuétude dans le département, le repos du décadi n'est plus observé et insensiblement les marchés ont de nouveau lieu d'après l'ancien calendrier ; malgré le gouvernement, les institutions décadaires sont en pleine décadence (4).

L'arrêté du 7 nivôse provoque dans le département plusieurs pétitions pour ouverture d'églises : à Caen les habitants de la paroisse Saint-Ouen demandent et obtiennent l'église de ce nom (5), tandis

(1) *Arch. munic. de Caen. Registre d'enregistrement des lettres reçues*, 29 fructidor, an IX.

(2) *Ibid.*, ventôse, 15 germinal, 11 messidor, an IX, 14 germinal, an X. En nivôse, an VIII, plusieurs citoyens sont poursuivis devant le juge de paix pour infraction aux lois sur la police extérieure des cultes ; le procès-verbal dressé par le commissaire de police constate qu'à l'occasion d'une inhumation l'un des délinquants portait « la bannière de la religion et les quatre autres un chapron, marque distinctive des ci-devant frères de charité ». *Ibid.* D. 31. Pour les cloches, *Ibid. Reg. des lettres reçues*, 21 nivôse, an IX, et 14 germinal, an X. Pour les inhumations, *Ibid.*, 11 messidor, an IX.

(3) *Arch. dép. L'administration centrale du Calvados aux administrations municipales*, 25 pluviôse, an VIII.

(4) *Arch. nation. F¹ C. III. Calvados*, 12. Lettre du ministre de l'Intérieur à l'administration du département, ventôse, an VIII.

(5) *Arch. munic. de Caen. D. 12*, 18 nivôse, an VIII, et *Registre d'enregistrement des lettres reçues*, 16 germinal.

que les citoyens de la section du Civisme se voient refuser l'église des ci-devant Cordeliers (1) et d'autres pétitionnaires l'église Saint-Julien (2), ces édifices servant de dépôts militaires. A Falaise, vingt catholiques reçoivent les clefs de l'église Saint-Laurent qu'ils ont demandée pour y exercer leur culte, « étant animés du désir sincère de servir Dieu et de remplir leur devoir de chrétien et de la religion catholique et apostolique qu'ils n'ont cessé de professer... » (3). Les citoyens de la section de la Révolution présentent une pétition revêtue d'une centaine de signatures pour obtenir la réouverture de l'église de la Trinité, dont ils ont joui jusqu'à la fin de l'an IV. Le maire met l'édifice à leur disposition, mais ils devront entretenir et faire réparer immédiatement cette église qui est en très mauvais état et découverte en plusieurs places. L'amphithéâtre destiné aux musiciens, les stalles, chaises, bancs et objets divers servant pour les fêtes nationales seront conservés dans l'état où ils se trouvent, les citoyens en auront la jouissance à condition de les entretenir (4). Les catholiques de Honfleur, ayant réclamé l'église Saint-Léonard, le maire, sur l'avis du sous-préfet, se rend à ladite église, accompagné du prêtre Jacques Trenchepain et de plusieurs citoyens pour faire un état des lieux. Il n'existe plus dans l'église que la chaire en partie démolie, les boiseries, tableaux et ornements ont disparu : les vitrages des fenêtres du rez-de-chaussée sont tous brisés ; dans la sacristie, il y a un seul autel à la romaine en bois peint et doré avec un gradin et tabernacle » (5). Moins de cinq mois après, le maire est chargé par le sous-préfet de visiter les églises de la commune pour constater leur état et voir s'il n'y a pas lieu de craindre des accidents ; l'église Saint-Léonard a été réparée, elle est en très bon état, le préposé aux recettes et souscriptions volontaires apprend au maire que depuis le 3 floréal dernier, où cette église a été mise à la disposition des catholiques, 7.000 livres ont été dépensées en travaux de réfection et de mise en état. De même, pour Sainte-Catherine, l'édifice est « dans le meilleur état possible, tellement qu'il est de toute sûreté, solidité et très bien décoré » ; depuis que l'église a été remise aux catholiques, ceux-ci ont dépensé plus de 5.000 fr. (6). A Vire, les habitants de la rue du Pont demandent

(1) *Ibid.*, 15 messidor, an VIII, et germinal, an IX.

(2) *Ibid.* D. 14, an IX.

(3) *Arch. munic. de Falaise, série P. cultes*, 29 prairial, an VIII.

(4) *Ibid.*, 20 ventôse, an IX.

(5) *Arch. munic. de Honfleur, Registre des Délibérations*, 1 floréal, an IX.

(6) *Ibid.*, 22 fructidor.

l'église Sainte-Anne (1). Certaines pétitions soulèvent des difficultés ; faute d'avoir obtenu satisfaction, les habitants d'Aunay s'adressent au ministre de la police (2) et deux cents personnes ayant à leur tête le prêtre Jean-Louis Hue, ancien adjoint destitué, démolissent une fenêtre pour pénétrer dans l'église.

Les demandes pour l'ouverture des églises sont complétées par des demandes d'objets servant au culte. L'évêque Bisson et plusieurs prêtres de Bayeux, s'appuyant sur l'arrêté des Consuls du 7 nivôse, adressent une pétition à la Commission des arts de Bayeux pour obtenir une croix, des chandeliers, une chasuble, etc., ayant appartenu à la cathédrale. Les membres de la Commission des arts considérant « que l'intention du gouvernement étant de rappeler aux principes conservateurs de la morale par la liberté accordée à l'exercice des cultes... » font droit à la réclamation du clergé assermenté (3). Mais tandis qu'à Bayeux la cathédrale est peu à peu regarnie de ses ornements, de ses tableaux et de son mobilier, l'église de Touques est privée de ses confessionnaux réquisitionnés pour servir de guérites (4).

L'arrêté du 7 nivôse, confirmé par la loi du 21 nivôse, exige des ministres du culte une simple déclaration : Je promets fidélité à la Constitution. Pour les anciens constitutionnels, cette promesse ne soulevait aucune difficulté ; quant aux nombreux réfractaires, qui réapparaissent à ce moment, les uns sont des insoumis restés cachés en France, les autres des déportés-rentrés. Ceux-ci, pour pouvoir revenir dans leur patrie, doivent obtenir un passeport délivré par le ministre de la police et faire la promesse de fidélité. Les prêtres, qui sont restés en France sans se soumettre aux lois et qui sortent maintenant de leurs cachettes, sont-ils aussi obligés de faire la promesse ? C'est la question que pose à l'administration départementale le président du

(1) *Arch. munic. de Vire*, 1 pluviôse, an IX. D'autres démarches sont faites par des individus dont il est difficile de déterminer les qualités ; s'agit-il de laïques ou de prêtres qui dissimulent leur état ? Jean-Nicolas Toutain, potier, domicilié à Pré d'Auge, se présente à la séance de l'administration municipale du canton de Lisieux rural, il déclare avoir l'intention d'exercer le culte catholique à Pré d'Auge et fait la promesse de fidélité à la Constitution. *Arch. dép. Canton de Lisieux rural*, 19 nivôse, an VIII.

(2) *Ibid. Registre des Délibérations de l'administration centrale*, 19 pluviôse, an VIII.

(3) *Biblioth. de M. le chanoine Deslandes*. Pétition en date du 4 pluviôse, an VIII, de la main de Moulland. La réponse affirmative de la municipalité est du 9.

(4) *Arch. dép. Canton de Touques*, 23 ventôse, an VIII.

canton de Bretteville-l'Orgueilleuse (1). La réponse ne se fait pas attendre : tout individu qui n'a pas de papiers en règle doit être regardé comme un vagabond, quant au serment il n'est exigible que des citoyens qui se déclarent ministres du culte et qui ont l'intention d'exercer (2).

Les réfractaires profitent aussitôt de cette sorte d'amnistie, et il n'y a pas lieu de s'étonner des troubles politiques, qui se manifestent dans le Calvados à l'occasion de l'arrêté du 7 nivôse ; toutes les lois antérieures sur le culte avaient eu le même résultat. Le jour du marché on trouve affichés des placards imprimés, c'est une proclamation de Frotté au nom de Louis XVIII invitant « les habitants de se réunir pour le rétablissement du trône et de l'autel, avec menaces contre ceux qui serviraient la république. » (3).

Pour représenter le gouvernement et faire observer les lois, en vertu de la nouvelle Constitution, un préfet remplace le commissaire près l'administration départementale. Lévêque quitte le Calvados et Collet-Descotils est nommé préfet par décret du premier Consul en date du 23 ventôse, an VIII (4). Collet-Descotils reste en fonctions à peine six mois, pendant lesquels le ministre de la police Fouché reçoit sur le département des renseignements qui le surprennent : les maires récemment choisis par le préfet sont royalistes, la chouannerie s'organise à nouveau, le fanatisme fait des progrès, les patriotes sont montrés au doigt, on fait des neuvaines pour l'extermination des républicains et pour le retour de Louis XVIII, dans beaucoup de communes il y a processions du Saint-Sacrement avec bannières, crucifix, clochettes, etc. Les acquéreurs de domaines nationaux sont inquiétés, plusieurs ont dû, pour sauver leur vie, restituer ce qu'ils avaient acquis, un citoyen a été contraint de rendre à un prêtre réfractaire rentré le presbytère qu'il avait acheté et plusieurs arpents de terre, sous peine de voir périr ses bestiaux et d'éprouver pour lui-même un mauvais parti (5).

(1) *Ibid.* L. m. Police, le 26 nivôse, an VIII.

(2) *Ibid.*, 7 pluviôse.

(3) *Arch. munic. de Bayeux. Correspondance de la municipalité*, 19 pluviôse, an VIII. Un certain père Pacifique (cf. p. 129) est recherché, il colporte des arrêtés du préfet de la Manche sur le culte, arrêtés qui doivent être défigurés.

(4) Collet-Descotils, né en 1740, était secrétaire d'intendance en l'an III, il fut nommé administrateur du district de Valognes, ses fonctions de préfet prirent fin quand il devint commissaire du gouvernement au Conseil des prises. *Arch. dép. Série F. Fonds Collet-Descotils.*

(5) *Ibid.* L. m. Police, Lettre du ministre Fouché, 10 messidor, an VIII.

II

Le gouvernement avait besoin d'un représentant plus énergique et Collet-Descotils est remplacé par le général Dugua (1). Le général-préfet connaissait bien le département, il y résidait depuis frimaire, an VI.

Les troubles politico-religieux et les menaces des chouans, qui agitent la région, expliquent le choix du gouvernement. On compte sur l'énergie et l'esprit de décision du général, qui n'aime pas les prêtres et qui regrette la facilité avec laquelle le gouvernement autorise le retour des réfractaires. « En général, les prêtres déportés rapportent, en rentrant dans leur patrie, avec l'esprit de désobéissance qui les en avait fait bannir, le souvenir des maux qu'ils ont éprouvés dans leur exil et l'espoir d'une grande considération parmi leurs prosélytes, s'ils ne conservent pas celui de se venger. La plupart des premiers dont vous avez autorisé le retour n'ont pas rempli la condition que vous leur avez imposée, soit en prêtant, soit en réitérant les promesses de fidélité à la Constitution. Depuis leur rentrée, on remarque plus d'inquiétude, plus d'exaspération dans les esprits, plus de disposition aux troubles ; la morale publique a fait un pas étonnamment rétrograde, les brigandages, les assassinats, les délits de toutes espèces se sont multipliés et, si l'on ne peut assurer qu'ils les aient au moins directement provoqués, il en est cependant plusieurs dont il serait difficile d'absoudre leur doctrine... Je pense donc, citoyen ministre, qu'autoriser le retour des ministres insoumis c'est multiplier sur le territoire français les ferments de discorde et les provocations aux ennuis ; les mauvais prêtres — il en est peu de bons — sont capables de tout. » (2).

(1) Le 3 vendémiaire, an IX, le général Dugua présente sa lettre de nomination aux fonctions de préfet ; la lettre est datée du 19 fructidor, an VIII. P. Delarivière. *Notice historique sur Charles-François Dugua*, Caen, 23 pages.

Dugua, né à Toulon en 1740, était avant la Révolution colonel de gendarmerie ; il arriva dans le département du Calvados, comme général commandant la 14^e division militaire, le 5 frimaire, an VI, puis fut élu député du Calvados aux Cinq-Cents en l'an VI ; il prit part à l'expédition d'Egypte, revint dans le Calvados où il exerça les fonctions de préfet du 19 fructidor, an VIII, au 8 brumaire, an X, partit pour St-Domingue comme chef d'état-major du général Leclerc et y fut tué en 1802.

(2) *Arch. nation.* F^r 7801. Lettre au ministre de la police, 28 frimaire, an IX.

Le nouveau préfet est partisan de la méthode forte, sa confiance dans les prêtres est très restreinte et il sait à quelles intrigues se livrent ceux qu'il appelle « ces éternels perturbateurs de l'ordre social ». — « Protégés par les maires et adjoints de leurs communes, ces apôtres du mensonge ou ne promettent rien, ou s'ils promettent ne tiennent rien. Leur existence dépend d'ailleurs de la crédulité publique, il faut qu'il le trompe (*sic*) et ils le tromperont toujours au détriment de la chose publique. Ce ne sera donc que par des mesures sévères et capables de leur en imposer que le gouvernement pourra parvenir à les contenir. » (1). Les prêtres ne trouveront donc aucune complaisance auprès de Dugua qui dresse un tableau assez sombre de la situation (2) : «partout le fanatisme reprend la torche, partout l'esprit public se corrompt, la morale républicaine s'altère partout, en un mot où les prêtres qui n'ont pas promis fidélités à la constitution sont tolérés, la contre-révolution se prépare, le tout au nom de la religion. » Le mal n'est pas sans remède, mais il faut agir de suite, en chassant les prêtres rebelles et en plaçant les autres sous la surveillance des autorités locales ; toute cérémonie du culte aura lieu dans les églises ou au moins dans les lieux déclarés aux maires, afin qu'on puisse exercer une surveillance ; les prêtres qui enfreindront ces dispositions seront déportés et les maires ou adjoints qui se seront rendus complices de ces abus, ne fût-ce que par leur silence, seront destitués. Le général-préfet ne se contente pas de dresser ce programme des dispositions « nécessaires pour déjouer les manœuvres des prêtres, arrêter au moins en partie les progrès du fanatisme », mais il les propose au ministre de la police en demandant que ces mesures soient générales, consacrées par un arrêté des Consuls et non « abandonnées à l'arbitraire des autorités locales ».

En attendant d'obtenir satisfaction, le nouveau préfet avait imposé la promesse de fidélité à tout prêtre, qu'il exerce ou non. Il venait de recevoir la circulaire du 29 vendémiaire, an IX, par laquelle le ministre Fouché expliquait que la promesse de fidélité doit être sans restriction. Le ministre sait que des prêtres ont refusé la promesse, après l'avoir acceptée comme condition de leur rentrée en France, aussi les déportés devront-ils désormais y souscrire d'avance avec l'engagement de la renouveler devant le sous-préfet ou le maire. Tout

(1) *Ibid.* Lettre au ministre, 25 brumaire, an IX.

(2) *Arch. dép. L. m. Police.* Lettre au ministre de la police, minute, 18 nivôse, an IX.

prêtre qui, arrivé dans l'arrondissement de sa résidence, refuserait de renouveler sa promesse, sera aussitôt renvoyé à la frontière. Enfin le ministre demande la liste nominative des prêtres actuellement rentrés qui n'ont pas satisfait à la loi, afin de prendre les mesures nécessaires (1).

Le préfet du Calvados prend un arrêté le 13 brumaire, la promesse est exigible de tous les prêtres quelles que soient leurs fonctions : « Considérant qu'il importe d'assurer d'une manière positive si les prêtres insermentés et autorisés à rentrer en France sous la condition expresse de faire la promesse de fidélité à la constitution se sont rendus dignes de la bienveillance du gouvernement en souscrivant cette promesse... arrêtons : Article I. Tous les prêtres insermentés rentrés en France par autorisation du gouvernement, soit qu'ils exercent des fonctions, soit qu'ils n'en exercent pas, sont tenus dans le délai d'une décade, à compter du jour de la publication du présent, de passer devant le maire de la commune ou le sous-préfet de l'arrondissement, dans lequel ils ont fixé leur résidence, la promesse de fidélité à la constitution de l'an VIII (2). Le préfet voulait être obéi, il relance ses subordonnés ; il est tout étonné, écrit-il aux sous-préfets, de voir que l'arrêté du 13 brumaire n'ait pas encore été exécuté, les maires devront transmettre au plus tôt le double état des prêtres qui ont prêté la promesse de fidélité et de ceux qui l'ont refusée (3). C'est sans doute à la suite de cette intervention du préfet que 26 prêtres se décident à faire la promesse à Falaise au mois de ventôse (4). Mais dans la circulaire du 25 pluviôse, il n'est plus question des seuls prêtres rentrés en France, le préfet spécifie que la promesse est obli-

(1) *Arch. nation.* F^r 7795. *Circulaire aux préfets*, 29 vendémiaire, an IX.

(2) *Arch. dép. Registre des Arrêtés du préfet.*

Dufour note dans son *Journal* aux dates suivantes :

10 brumaire, an IX, jour Toussaint, 1^{er} novembre 1800, « les prêtres non-assermentés ont été environnés de toute part de peuples qui les suivent à leurs offices dans les maisons particulières.

« 16 brumaire, an IX, on affiche un arrêté du préfet pour faire prêter serment, à tous les ecclésiastiques rentrés et qui rentrent et rentreront, d'être fidèles à la constitution de l'an VIII.

« 18 brumaire, an IX, les prêtres non-assermentés n'ont pas exercé leurs fonctions publiquement aujourd'hui comme ces temps passés, à cause du nouveau serment à prêter. »

(3) *Ibid. M. Prêtres en surveillance*, circulaire du 25 pluviôse, an IX.

(4) *Arch. munic. de Falaise*, 20 ventôse, an IX.

gatoire aussi pour les reclus rendus à la liberté et pour les prêtres qui en se cachant avaient pu échapper à la déportation. En interprétant ainsi la loi Dugua s'appuyait sur l'autorité du ministre de la police, le 3 nivôse, an IX, Fouché avait décidé que tout prêtre, quels que soient ses antécédents, devait faire la promesse ; ceux qui la refuseront seront transférés hors du territoire de la République (1).

Les prêtres qui viennent de l'étranger doivent faire la promesse au moment où, rentrant en France, ils franchissent la frontière, puis la renouveler dans le département de leur résidence, mais beaucoup d'entre eux font des difficultés : le maire de Bayeux signale que François-Daniel Le Vannier ne s'est pas présenté pour faire sa promesse de soumission (2) ; il faut rappeler à l'ordre Jacques-Philippe Moussard, le 8 ventôse, et comme il ne s'est pas encore exécuté en messidor, on lui fixe un délai de trois jours, après quoi il sera dénoncé à l'autorité supérieure (3) ; Thomas-François Moussard n'est pas non plus en règle (4).

Désireux à la fois de mettre fin à un long exil et de ne pas s'écarter des lois de l'Eglise, beaucoup de prêtres, après s'être engagés à souscrire la promesse, étaient pris de scrupules ou de crainte et accompagnaient leur promesse d'explications restrictives. Gabriel Leduc, que le président du canton de Bretteville-l'Orgueilleuse signalait dès le 26 nivôse, an VIII, comme rebelle aux lois, promet soumission tantôt au gouvernement, tantôt aux lois civiles, et enfin, pressé de déclarer par oui ou non s'il veut promettre fidélité à la Constitution, donne une réponse négative. Dugua signale au ministre le cas de ce prêtre rentré sans autorisation qui « a longtemps escobardé » (5). Charles Bonvoisin déclare devant le maire qu'il promet fidélité à la Constitution de l'an VIII « sauf ma religion et mes réclamations à faire envers le gouvernement qui a fait vendre mes biens meubles et immeubles ». Le préfet retourne la déclaration, elle n'est pas conforme à la loi du 7 nivôse, Bonvoisin devra le renouveler ; mais ce prêtre répond au maire « que ce serait aller contre la défense expresse des supérieurs ecclésiastiques, lesquels défendent de la faire même avec les restrictions les plus claires », il ajoute que d'ailleurs « il ne dira,

(1) Arch. dép. M. *Prêtres en surveillance.*

(2) Arch. munic. de Bayeux. *Correspondance du Maire*, 17 brumaire, an IX.

(3) *Ibid.*, 8 ventôse et 26 messidor.

(4) *Ibid.*, 27 messidor.

(5) Arch. dép. L. m. *Police*, 19 brumaire, an IX.

ni ne fera jamais rien qui ne tende au bonheur de la république » ; mais le préfet est inflexible : aucune restriction ne peut être admise ; si Bonvoisin n'a pas fait par écrit à la fin du mois une déclaration pure et simple, il sera reconduit à la frontière (1). Leperrey, ci-devant curé de Saint-Laurent de Bayeux, remet une promesse conditionnelle, que le maire refuse ; Leperrey demande d'abord deux jours de réflexion, puis désire être dispensé jusqu'à ce que le chef de l'Eglise ait prononcé (2). A Caen, François-Frédéric Gelée et Jean-Nicolas-Marie-Anne Dufresne refusent de passer leur déclaration de fidélité et sont dénoncés au ministre de la police (3). L'hésitation de ces prêtres s'explique : à peine arrivés dans le diocèse de Bayeux, ils apprennent que les grands-vicaires ont interdit la promesse.

L'« avertissement des vicaires-généraux du diocèse de Bayeux au clergé fidèle » (4), met en effet la soumission de l'an VIII sur le même pied que les autres serments, déclarations ou soumissions. Les ennemis de la religion feignent de la tolérer pour mieux l'anéantir ; cette promesse de fidélité est un piège grossier, les prêtres de Jésus-Christ ne doivent fidélité qu'à leur souverain légitime. D'ailleurs ce serment renferme implicitement tout le venin et toutes les impiétés des premiers serments. On ne peut jurer d'être fidèle à une Constitution qui sanctionne la spoliation sacrilège des biens consacrés à Dieu, l'usurpation des domaines de la couronne, le vol du patrimoine des émigrés, « tous ces brigandages et ces criantes injustices ». La Constitution s'oppose au retour du souverain légitime, elle consacre le schisme en proscrivant, comme émigrés, les évêques catholiques. Après ces considérations, les vicaires-généraux déclarent interdit tout prêtre qui aura prêté le nouveau serment et défendent de célébrer le culte dans les églises.

Le Moniteur avait publié, le 10 nivôse, une note officielle qui établissait une distinction capitale entre les serments antérieurs et la promesse de fidélité ; les serments impliquaient « une promesse d'action directe et positive pour soutenir, pour défendre un code qu'après tout on ne pouvait être tenu d'approuver... Aujourd'hui, on promet uniquement d'être fidèle, c'est-à-dire de ne pas s'opposer ».

(1) *Ibid.* L. m. Police, 26 floréal, 20 et 23 prairial, an IX.

(2) *Ibid.*, 8 thermidor.

(3) *Arch. munic. de Caen. Enregistrement des lettres reçues*, 21 frimaire, an X.

(4) *Biblio. munic. de Caen. Ms. 140 in-folio*, p. 139.

Ces explications, si elles avaient trouvé quelques oreilles complaisantes, n'avaient en tous cas pas convaincu les vicaires-généraux de Bayeux. Ceux-ci, dignes héritiers de Mgr. de Cheylus, s'indignent d'une Constitution qui sacrifie le roi et les biens des émigrés, ils ne songent pas un instant à distinguer entre l'avenir de la monarchie et celui du catholicisme, et, pour rendre plus odieuse la promesse de fidélité, ils l'appellent un serment. Cependant l'« avertissement » n'avait pas atteint son but ; beaucoup de prêtres, ignorant l'opinion des vicaires-capitulaires ou passant outre, avaient fait la promesse de fidélité. Les grands-vicaires font à cette occasion connaître leur opinion sous forme d'arrêté (1) ; ils admettent que la bonne foi des prêtres rentrés est hors de cause, puisqu'ils ignoraient l'interdit prononcé dans le diocèse de Bayeux contre « les promissionnaires ». Un mois leur est accordé pour réfléchir « et faire une rétractation convenable qui répare aux yeux de Dieu et des hommes, autant qu'il est possible, la démarche inconsidérée qu'ils ont faite ». Pendant ce mois, les promissionnaires sont autorisés, par mesure d'indulgence, à exercer les fonctions sacerdotales, à condition de n'avoir pas renouvelé la promesse de fidélité dans le diocèse de Bayeux, dans ce dernier cas ils seraient sous la censure. Une copie de l'arrêté est envoyée à chacun des prêtres du diocèse revenu nouvellement d'Angleterre. Le conseil épiscopal est d'ailleurs prêt à faire des concessions, pourvu que les promissionnaires reconnaissent explicitement leur erreur : cinq prêtres de Vire, revenus d'Angleterre, avaient non seulement fait la promesse, mais l'avaient renouvelée à Vire ; ils déclarent qu'ils ignoraient les défenses faites dans le diocèse de Bayeux et s'engagent dans la suite à ne jamais favoriser la promesse de fidélité, aussi le conseil arrête-t-il « qu'il convient d'user d'indulgence à leur égard et de les rendre, à l'exercice libre des fonctions du Saint Ministère, le tout pour rétablir dans ce diocèse la paix et l'unité, et sans tirer à conséquence. » (2). Chaque cas donnait lieu à une enquête, Guillaume Gaugain reçoit une sorte de *satisfecit* très élogieux, délivré par Boisjungan ; il est appelé « confesseur de la foi » pour s'être trouvé à Calais avec 45 prêtres et avoir été le seul à refuser la promesse, se prêtant simplement, sur l'avis des grands-vicaires de l'évêque de Boulogne, à une explication verbale (3).

(1) Arch. nation. F^r 3020. « Arrêté du conseil général des grands-vicaires de Bayeux au sujet des prêtres revenus d'Angleterre et qui ont fait à Calais le-serment de fidélité », 3 décembre 1800.

(2) Arrêté du 22 janvier 1801. Biblioth. de M. le chanoine Deslandes.

(3) Biblioth. munic. de Caen. Ms. 140 in-f^o.

Si les prêtres venant de l'étranger sont l'objet de mesures indulgentes de la part des grands-vicaires, si l'on se contente de leur demander de réprouver la promesse prêtée, il n'en est pas de même pour ceux qui ne pouvaient ignorer la décision des vicaires-capitulaires. Lefèvre, qui a été arrêté en février 1800, a prêté par faiblesse la promesse de fidélité pour éviter les horreurs de la prison et de la déportation ; il est obligé de faire une rétractation par écrit dans laquelle il reconnaît qu'il a « eu tort de faire une promesse dont la moralité est au moins douteuse, dont l'examen a été renvoyé par nos évêques eux-mêmes au jugement du Saint-Siège. Je devais attendre son jugement et ne rien faire en matière de cette importance dans le doute et contre ma conscience » (1).

Lefèvre n'est pas un déporté, les prêtres qui revenaient de l'étranger ne pouvaient pénétrer en France qu'avec un passeport délivré en échange de la promesse de fidélité ; mais à côté d'eux, il y avait les réfractaires restés cachés en France. Quelques-uns, sans tenir compte de l'interdiction prononcée par les vicaires-généraux, prêtent le serment et reprennent le culte dans les églises ; de ce nombre se trouve Langevin, qui promet fidélité à la Constitution en précisant qu'il « n'entend prendre aucun engagement contraire à sa religion » (2), et qui exerce le culte à l'église de la Trinité à Falaise (3). Jean-Thomas Hémerly, originaire de l'Eure, déclare au maire de Honfleur son intention d'exercer le culte dans le temple de Saint-Léonard de concert avec Trenchepain et fournit son acte de promesse à la Constitution passé à Calais (4). Le réfractaire Jacques-François Hugot (5), qui avait été condamné à la déportation et avait réussi à se sauver,

(1) *Ibid.*

(2) *Arch. munic. de Falaise*, 29 ventôse, an IX.

(3) *Registre d'actes pour les paroisses de Sainte-Trinité, Saint-Gervais, Guibrat, etc.* » par M. Langevin « prêtre catholique » du 16 juillet 1795 au 11 mars 1801. *Bibliothèque de M. le chanoine Le Mâle*. Le dernier acte est du 11 mars 1801 et est accompagné de la note suivante : « Les actes que j'ai passés dans la suite sont portés au registre de l'église Sainte-Trinité de Falaise qui fut ouverte aux prêtres catholiques le 15 dudit mois de mars 1801. » L'expression « prêtres catholiques » sous la plume de Langevin, qui est un réfractaire, signifie les non-constitutionnels, nous avons donc ici l'exemple d'une église où les insermentés célèbrent le culte plusieurs mois avant le Concordat.

(4) *Arch. munic. de Honfleur. Registre des Délibérations*, 19 thermidor, an IX.

(5) Cf. page 148.

puis à rester caché, fait aussi la promesse de fidélité (1). Mais la plupart des insermentés, qui sortaient de leurs cachettes, persistaient dans l'attitude qu'ils avaient adoptée auparavant et refusaient la promesse, comme ils avaient refusé les serments antérieurs. « Outre les prêtres rentrés avec l'autorisation du gouvernement, il en est qui refusent sous divers prétextes de passer la déclaration d'être fidèle à la constitution de l'an VIII ; je veux parler de ceux insoumis qui étaient fonctionnaires publics, restés cachés en France ou reclus comme infirmes ou sexagénaires, mis en liberté à l'époque du 18 brumaire, an VIII, par les autorités civiles et militaires » (2). Le préfet considère qu'un reclus mis en liberté ou un prêtre caché réapparaissant en public sont assimilables aux déportés rentrés, qui ont été autorisés à habiter le territoire français, « pour jouir de cette faveur ils doivent donner une garantie de leur intention où ils doivent être de vivre sous les lois de la république ». Ceux qui refusent doivent être déportés ; mais, comme sous les lois antérieures, il n'est pas facile de saisir les délinquants : le sous-préfet de Vire signale des prêtres qui ont refusé la promesse, il ajoute qu'ils se cachent et changent souvent de domicile (3) ; quand ils sont arrêtés, les réfractaires ne sont pas pour cela à bout d'arguments, ils soutiennent la thèse opposée à celle du préfet : Lefèbvre, qui exerce à Mutrécy chez un particulier, prétend qu'il n'a pas à faire la promesse, il n'est pas, dit-il, dans le cas de la lettre du ministre, ni dans le cas de l'arrêté du préfet, il n'a jamais quitté la France et sont seuls soumis à la promesse les prêtres rentrés (4). Jean-Charles Gervais est arrêté à Percy, canton de Mézidon, au moment où il célèbre le culte devant 40 personnes, la gendarmerie saisit « un vase en verre au lieu et place de calice, une chasuble complète », etc. ; Gervais était reclus jusqu'au 18 brumaire, il a été remis en liberté et affirme ne pas être assujéti à la promesse, vu qu'il n'est pas du nombre des prêtres rentrés en France avec l'autorisation du gouvernement (5).

Les lois sur les cultes sont violées, dans tous les cantons est signalée la présence des réfractaires : A Caen, « les maisons particulières,

(1) *Arch. nation.* F^r 7490, n^o B^e 1272 et *Arch. dép. M. Prêtres en surveillance*, ventôse, an IX.

(2) *Lettre du préfet*, citée plus haut, 25 pluviôse, an IX.

(3) *Arch. munic. de Vire*, 25 nivôse, an IX.

(4) *Arch. nation.* F^r 7814. Lettre du maire de Mutrécy au sous-préfet de Falaise.

(5) *Arch. dép. M. Prêtres en surveillance*.

écrit le préfet, sont converties en églises où il se fait les jours ci-devant fériés des réunions nombreuses de citoyens, il n'y a pas une rue dans laquelle il n'existe une chapelle domestique où des prêtres insoumis exercent avec un appareil scandaleux les fonctions de leur culte », mais c'est surtout chez la « citoyenne de Flers, maison Calmesnil où ces rassemblements sont nombreux. Le maire et l'adjoint de la commune de Saint-André de Fontenay s'y rendent tous les dimanches et après s'être travestis en *habitués de paroisse*, sans égard pour la magistrature dont ils sont revêtus, ils y chantent l'office en *bonnet carré* sous la présidence d'un prêtre insermenté » (1). Dugua renouvelle ses plaintes en germinal et signale à la municipalité de Caen les prêtres qui exercent sans avoir prêté la promesse de fidélité (2). Dans les environs immédiats de Caen, à Saint-Germain-la-Blanche-Herbe, un prêtre insermenté exerce le culte, sème la division dans les familles et trouble l'ordre public (3). Des rassemblements religieux ont lieu à Anisy, canton de Mathieu, provoqués par un réfractaire qui dit la messe, confesse, marie et fait toutes les autres fonctions religieuses (4). Pierre Marie, maire de Luc, donne asile à Viger, prêtre insoumis ; on trouve chez lui une chapelle clandestine avec tous les ornements nécessaires au culte ; Viger et Marie s'entendent avec le maire de Douvres pour faire ouvrir frauduleusement

(1) *Ibid. V. Police du Culte*, 23 brumaire, an IX. — Esnault déclare qu'à partir de nivôse, an VIII, « on disait presque publiquement la messe dans les maisons particulières ».

(2) *Arch. munic. de Caen, Enregistrement des lettres reçues*, 15 germinal.

D'après Dufour, le réfractaire Desbordeaux, curé de St-Julien de Caen, rentré le 28 frimaire, organise une grande manifestation le jeudi de l'Ascension, 7 prairial, an X ; ce jour-là le prêtre insermenté fait faire 83 premières communions et 230 communions dans le pré du Pot-d'Etain, aux portes de Caen, il y a messe de première communion à 8 h., grand'messe à 11 h., chapelet à 2 h., cantiques et vêpres à 3 h., puis sermon, une heure de récréation, nouveau sermon de l'abbé Desbordeaux, à 7 h. bénédiction du Saint-Sacrement donnée par l'abbé Lerat, *Te Deum* et remerciements par les enfants de la paroisse. — Quelques jours auparavant on avait reçu l'abbé Canivet, vicaire de St-Julien, arrivant d'Angleterre ; le discours de bienvenue, si Dufour cite exactement, est tout au moins surprenant et manifeste le prestige dont étaient revêtus les prêtres émigrés : « ...Nous pouvons dire : Béni soit celui qui vient au nom du Seigneur ; votre heureuse présence nous donne la vie, non celle qui doit finir un jour, mais celle qui doit se continuer dans le sein de Dieu, dont vous nous serez le représentant sur la terre. »

(3) *Arch. dép. L. m. Police*. Lettre du préfet au maire, 8 fructidor.

(4) *Ibid. Délibérations de l'administration centrale*, 15 ventôse, an IX.

la chapelle de la Délivrande (1). A Meuvaines, canton de Crépon, un prêtre insoumis, Jacques Dupuy, de Langrune, exerce son ministère et réunit plus de 200 personnes à ses cultes ; il est arrêté en floréal, an IX (2). A Ouistreham, le ci-devant curé, rentré sans autorisation, célèbre les cérémonies du culte dans une grange attenante à l'église devant « un grand concours de citoyens » (3). Villers et Duvelleroy, ancien curé et ancien vicaire de Baron, tous deux déportés rentrés, exercent publiquement sans avoir fait la promesse de fidélité, un grand nombre d'habitants de la commune assistent journellement aux cérémonies célébrées par ces deux prêtres (4). Saulnier, prêtre déporté rentré, remplit publiquement les fonctions de ministre du culte à Gavrus, quatre cents personnes assistent aux offices célébrés par ce réfractaire, qui n'a pas fait la promesse de fidélité et qui se propose de faire faire incessamment la communion à de nombreux enfants (5). Malfillâtre, ex-capucin et instituteur, dont on avait fermé l'école, a repris son enseignement et dit aussi la messe dans les maisons particulières ; des religieuses tiennent un pensionnat où les jeunes filles sont préparées à la première communion par des prêtres insoumis (6) ; le maire de Potigny offre l'hospitalité à ses deux oncles, l'un est émigré, l'autre est déporté ; tous deux, les jours de fête, disent la messe dans la maison de leur neveu, en présence d'un concours nombreux de citoyens, et pendant la semaine vont au domicile des habitants pour propager leur doctrine. Dans la commune de Le Fournet, un prêtre réfractaire nommé Mariolle, quand il célèbre la messe à son domicile particulier, a deux cents assistants parmi lesquels le maire est un des plus réguliers (7). Pour éviter d'être arrêtés, les délinquants, à la moindre alerte, se réfugient dans les départements voisins ; celui de la Manche, en particulier, leur offre un asile très

(1) *Ibid.* *Registre des Arrêts du préfet*, 25 fructidor, an IX. Le maire Marie est suspendu. La chapelle de la Délivrande avait déjà été l'objet de constantes difficultés ; elle était fermée depuis l'an VI et les clefs se trouvaient entre les mains du commissaire du canton de Bénv, mais celui-ci, refusant d'ouvrir cet édifice, était l'objet de menaces répétées, il a même été attaqué, aussi le préfet fait-il déposer les clefs à la préfecture. *Ibid.*, 17 prairial.

(2) *Arch. nation.* B. B¹⁵ 205.

(3) *Arch. dép. V. Police du culte*, 23 brumaire.

(4) *Ibid.* L. m. *Police*, 17 messidor.

(5) *Ibid.* L. m. *Police*. Lettre du préfet au maire de Gavrus, 17 messidor, an IX.

(6) *Arch. munic. de Falaise*, 5 frimaire, an IX.

(7) *Arch. nation.* F⁷ 7814.

sûr, car le préfet Magnytot tolère les prêtres insoumis, les laisse célébrer le culte dans les églises, n'exige aucune promesse de fidélité et ferme les yeux sur leurs agissements (1).

Dugua se plaint à plusieurs reprises du « mauvais exemple » donné par le département de la Manche, c'est une contagion qui se répand dans les départements voisins, en particulier dans le Calvados où les catholiques demandent pourquoi on y interdit ce qui est autorisé ailleurs. L'ex-président du canton de Pont-Farcy, dans l'arrondissement de Vire, se fait l'écho des mêmes réclamations : « ...partout dans le département de la Manche qui nous avoisine, ces prêtres réfractaires, qui prêchent ouvertement la révolte, s'emparent des églises et en chassent les amis constants de la révolution... » (2).

On ne compte plus dans le Calvados les infractions aux lois sur les cultes : dans le cimetière de Saint-Eugène, canton de Bonnebosq, un placard, fixé à la croix qui vient d'être replantée, est une véritable invitation à l'assassinat du premier Consul : « Arbre sacré qu'un sinistre pouvoir avait lâchement abattu, relève-toi et sur les ruines odieuses de la république, sois l'effroi de l'artisan actuel de la misère publique. Rassurez-vous, enfants chéris de Jésus et de Marie, un volcan terrible et une fin tragique en foudroyant sous peu cet impie ramènera soudain parmi nous le règne de la vertu. Replantée l'an de grâce 1800, et le 9^e de la persécution ! » (3). Au chef-lieu de canton, l'installation du maire a été l'occasion d'une cérémonie pour ériger la croix abattue précédemment (4) : « On a sonné, carillonné, processionné, rien en un mot n'a manqué pour donner à cette fête l'éclat le plus scandaleux ». Vallée, prêtre réfractaire, habite chez son frère, le maire de Bonnebosq, sans avoir fait la promesse de fidélité. A Saint-Eugène, le maire et les adjoints invitent les habitants à contribuer au paiement et au logement du prêtre réfractaire, qu'ils ont appelé pour exercer les cérémonies religieuses et qui n'a pas fait la promesse. La messe de minuit a été célébrée dans la maison de l'adjoint par Adam, prêtre insoumis (5).

(1) *Ibid.* Lettre du préfet Dugua, 18 nivôse, an IX.

(2) *Ibid.* F^r 7801. Lettre adressée au ministre de la police, 22 vendémiaire an IX.

(3) *Ibid.* F^r 7814.

(4) Des croix sont aussi érigées à Saint-Léger-du-Bosq, Auvillers, etc.

(5) *Ibid.* Les dénonciations contre les prêtres, qui célèbrent le culte sans s'être soumis aux lois, continuent jusqu'au Concordat et au delà, à Courtonnel, Courthonne-le-Mendrac, Orbec, Meulle, St-Hippolyte-de-Canteloup, Lisieux, Pont-Farcy.

Les réfractaires, dont le nombre et l'autorité augmentent sans cesse, qui trouvent tant de complaisance chez les maires et les adjoints, qui jouissent auprès des catholiques d'un crédit croissant (1), en profitent pour exercer une forte pression sur les constitutionnels, ils ont recours pour cela à tous les moyens ; l'ex-président du canton de Pont-Farcy communique une lettre d'un curé assermenté, celui-ci écrit (2) : « Depuis quelques jours, Monsieur, je suis tourmenté par les émissaires de ce (*sic*) horde rentré sur le sol français de me rétracter de mon serment légitime sous peine d'être destitué de ma place, d'être même massacré s'il arrivait une révolte, comme il la vante (*sic*) ; tout cela ne m'effraie pas, cependant il est urgent de rogner les ongles à ce horde qui a bientôt gagné tout le peuple rustique, sur lequel des charlatans n'ont pas de difficulté d'entrer. Leur langage annoncerait une autre St-Barthélémi..... » Ces menaces n'étaient pas vaines, car Gambier, curé constitutionnel de Bonnebosq, acquéreur du presbytère de l'endroit, est victime d'une tentative d'assassinat en frimaire, grièvement blessé il peut désigner son agresseur, mais celui-ci est assez puissant pour faire abandonner l'instruction commencée (3).

Quoiqu'adversaire des prêtres et en particulier des réfractaires, le général-préfet, à son entrée en fonction, manifeste une certaine générosité à leur égard ; on vivait sous un régime nouveau et le désir de liberté était unanime. Dugua veut faire observer la loi, mais il n'a recours qu'en dernière analyse aux moyens coercitifs, il témoigne, par exemple, de la plus grande patience envers les nombreux maires et adjoints qui encouragent les réfractaires à ne tenir aucun compte des lois. L'adjoint de la commune de May, Cahagne, se vante d'être le

(1) Quand le général Canclaux se rend à la maison de réclusion de Caen (cf. p. 213), une foule immense l'attend à la porte. « Alors tout ce peuple, se réjouissant déjà de la délivrance des prêtres insermentés dans lesquels ce même peuple a toute confiance, combla des plus grandes bénédictions M. le Général, et s'écria par les plus vives acclamations : « Vive M. le Général, vivent à jamais les prêtres fidèles à Dieu et à la patrie, vivent les prêtres insermentés, vivent les prêtres qui sont les martyrs de la Religion ! Que la véritable paix règne à jamais dans le cœur de tous les Français. La paix, la paix, la paix de Jésus-Christ dans tous les cœurs ; voilà Monsieur le Général, voilà nos vœux pour le bonheur de la France. Daigne le gouvernement les écouter et les exaucer et tous les Français seront heureux, contents et satisfaits. » *Arch. dép. L. m. Police.*

(2) *Arch. nation.* F^r 7801. Vendémiaire, an IX. La lettre est adressée à l'ancien président du canton de Pont-Farcy et est signée : Salut. B. *sub sigillo quod tibi dico.*

(3) *Ibid.* F^r 7814.

protecteur d'un prêtre insoumis, il écrit : « Vous me mettez fort à mon aise, citoyen préfet, en me demandant de la franchise, car à vous dire vrai, après les manchons de la charrue, je ne connais que cela. » Cahagne ne se contente pas de lancer ce défi, il répond point par point aux questions que lui a posées le préfet : 1^o il ne peut pas désigner le nombre de personnes qu'il admet dans sa chapelle domestique, il y en a tantôt cinq, tantôt cinquante et même cent ; 2^o le ministre, qu'il invite à instruire dans leur religion ses enfants et ceux de ses domestiques qui le désirent, n'a prêté ni le serment à la Constitution civile, ni celui de liberté-égalité, il n'a pas non plus fait la promesse de fidélité ; mais il n'était pas tenu au premier n'étant pas fonctionnaire public ni au second n'étant pas salarié de l'Etat ; quant à la promesse elle n'est exigible que des prêtres rentrés, or le prêtre insoumis qui officie à May n'est pas sorti de France et a subi 18 mois de détention. S'il demandait l'ouverture de l'église de la commune ou un traitement, ce prêtre serait tenu aux déclarations légales, mais il en est dispensé puisqu'il est ministre chez un particulier. « Reste à savoir, citoyen préfet, si vous me ferez un crime de ne pas fermer ma porte à mes concitoyens paisibles, que la religion porte à me demander une place dans ma chambre, pour assister à une messe que leurs facultés les empêche de se procurer chez eux. Quand ils ont besoin d'un boisseau d'orge ou de froment, ils le trouvent dans mon grenier, pourquoi voudriez-vous qu'il y eût plus de crime à accorder au moral ce que le hasard me permet de faire pour le physique..... J'ai même assez de franchise et de confiance en vous pour vous dire que depuis qu'on nous parle de religion, comme père je suis plus respecté de mes enfants, comme maître de maison servi plus fidèlement ; que mes enfants et mes domestiques aillent s'enivrer le jour de repos, le lendemain ils ne sont propres à rien ; qu'ils emploient ce jour à prier Dieu et à chanter des cantiques ils ont l'esprit sain le lendemain et ils font mon ouvrage » (1). Le préfet répond par une longue lettre le 1^{er} nivôse et le piquant de cette correspondance réside dans le ton arrogant de l'adjoint qui se moque de la loi, tandis que le général-préfet fait appel à la conciliation, supplie presque Cahagne de bien vouloir rentrer dans la légalité, et même excuse l'adjoint à cause de sa « naïveté » ; mais on peut se demander qui est ici le plus naïf, l'adjoint ou le préfet ? Après avoir énuméré toutes les lois violées par le prêtre insoumis et par son protecteur, puis les différentes

(1) *Arch. dép. M. Prêtres en surveillance*. Lettre du 26 frimaire, an IX.

peines qui auraient dû être infligées aux deux coupables, Dugua conclut : « Vous devez voir maintenant, citoyen, que je pourrais vous traduire devant le tribunal correctionnel, vous et le prêtre que vous employez pour l'exercice de votre culte, et provoquer contre l'un et l'autre l'application des peines déterminées par les articles VII et XVIII de la loi du 7 vendémiaire, an IV. Je veux bien néanmoins user d'indulgence à votre égard, non en considération de votre ignorance, parce qu'elle n'est pas réelle, et que d'ailleurs l'ignorance de la loi n'excuse pas, surtout lorsqu'elle est alléguée par un fonctionnaire chargé de la faire exécuter, mais à raison de la naïveté que vous avez mise dans les explications que vous m'avez fait passer. Ne perdez pas de vue cependant que si je consens à vous traiter sans sévérité, ce n'est que sous la condition qu'en vous conformant à l'avenir aux lois et arrêtés précités, vous n'admettez dans votre oratoire que le nombre de personnes déterminé et que vous n'emploierez pour l'exercice du culte, qu'un ministre qui aura fait la promesse de fidélité à la constitution de l'an VIII. »

Les prêtres savent qu'ils peuvent compter sur la bienveillance du préfet : Pierre-Armand Jourdain n'hésite pas à s'adresser à Dugua, il a été mis en jugement et condamné à la déportation, mais il a pu s'évader à temps de la maison de réclusion et s'est tenu caché, il réapparaît maintenant pour demander un passeport (1). Nicolas-François Huet, qui est détenu à la maison d'arrêt de Falaise et dont l'état d'infirmité exige des soins constants, reçoit du préfet l'autorisation de se retirer dans la commune qu'il choisira (2) et bientôt il n'est plus assujéti à la surveillance de la municipalité « vu qu'il a donné au gouvernement des garanties de sa soumission aux lois de la république en souscrivant la promesse de fidélité à la constitution. » (3).

La promesse de fidélité sert de critère au préfet, Jacques-François Hugot a été condamné à la déportation à l'île de Ré par arrêté du 25 fructidor, an VI, mais il arrive à s'enfuir (4) et demande au préfet d'annuler l'arrêté de condamnation, vu qu'il a satisfait aux dispositions de la loi en passant devant le maire de Falaise la promesse de fidélité. Le préfet écrit au ministre : « D'après l'acte de soumission

(1) *Arch. munic. de Caen*, D. 11 et *Arch. dép. L. m. Police*, 26 vendémiaire, an IX.

(2) *Ibid. Registre des Arrêtés du préfet*, 29 germinal, an IX.

(3) *Ibid.*, 3 pluviôse, an X.

(4) Cf. p. 148.

de ce prêtre, je n'ai pas cru, citoyen ministre, devoir lui refuser la permission de résider provisoirement sur le territoire de la république. J'ai lieu de croire qu'il n'abusera point de l'autorisation définitive qu'il sollicite, que je vous invite à vouloir bien lui accorder, d'autant plus que la soumission d'un prêtre, qui a marqué le plus de répugnance, ne peut que produire un bon effet pour la tranquillité publique » (1).

Par contre, le refus de la promesse entraîne la déportation : Pierre-Henri Miray et Louis Lamy viennent d'Angleterre et ont débarqué sans autorisation dans le département des Côtes-du-Nord. Ces deux prêtres ont quitté les Côtes-du-Nord en cachette pour venir dans le Calvados, ils seront arrêtés et conduits de brigade en brigade hors du territoire de la République (2). L'ex-prieur Delauney, qui a exercé le culte chez un particulier, dans la commune de Montaille, sans s'être soumis aux lois, est condamné à être déporté (3). L'accusateur près le tribunal criminel du Calvados, pour l'arrondissement de Lisieux, décerne un mandat de dépôt contre Louis-Christophe Couture, prêtre déporté, arrêté sans passeport, ni papiers, et déclarant ne pas vouloir faire la promesse de fidélité. Couture est conduit à Caen où il persévère dans son refus ; le préfet ordonne qu'il soit conduit de brigade en brigade hors du territoire de la République (4). Couture a alors recours à tous les moyens dilatoires, il commence par demander à être reçu par le préfet « afin d'arrêter ce que la prudence et la religion exigent de moi » (5). On lui répond que, puisqu'il persiste dans son refus, il va être conduit à la frontière. Couture change aussitôt ses plans et écrit au préfet pour « demander de retourner dans la ville de Lisieux où la voix de la nature m'appelle et où j'ai déclaré vouloir fixer domicile et résidence conformément à mes droits naturels et civils » (6). La préfecture répond que la promesse pure et simple d'être fidèle à la Constitution peut seule suspendre l'arrêté qui condamne Couture à la déportation et ce prêtre est mis en demeure de déclarer de suite clairement son intention. Acculé

(1) *Arch. nation.* F^r 7490, n° B^s 1272. Lettre du 3 germinal, an IX. Le ministre envoie au préfet son approbation, le 9 floréal.

(2) *Arch. dép. L. m. Police. Arrêté du préfet, 8 floréal, an IX.* Miray est infirme, il a 67 ans. *Arch. nation.* F^r 7801. Lettre du préfet de l'Ille-et-Vilaine au ministre de la police.

(3) *Arch. dép. M. Prêtres en surveillance, 28 floréal, an IX.*

(4) *Ibid. Registre des arrêtés du préfet, 23 prairial et 3 messidor, an IX.*

(5) *Ibid. M. Prêtres en surveillance, 3 messidor.*

(6) *Ibid., 5 messidor.*

à une décision, Couture refuse la promesse de fidélité, mais pour gagner encore du temps il continue la correspondance : « Je refuse finalement de passer soumission et fidélité à la constitution de l'an VIII de la république française ; mais je vous offre une garantie de ma personne au terme de la loi. C'est pourquoi je vous prie de faire à mon égard ce qu'exigent votre âme et conscience, afin que je puisse jouir de ma liberté (1). Le lendemain, nouvelle missive : « Je suis toujours attendant et jamais je n'ai été intendant. Si vous n'êtes pas déterminé, pour moi je suis un déterminé. Le temps ne presse point, ou vous m'enverrez sur les frontières de la Picardie, ou j'irai jusqu'aux frontières de la Normandie. Le temps passé n'est plus, l'ordre est rétabli, il faut qu'il soit exécuté. » Couture devait se sentir soutenu par quelque protecteur (2), car aux plaisanteries succèdent les menaces : « Je suis un rocher contre lequel se brise toute votre activité. Modérez, je vous prie, l'ardeur de votre zèle, et, par union, renvoyez au tribunal de cassation une déportation que la loi désavoue. » Couture a aussi recours à la flatterie : « ...Jugez donc, vous citoyen français, vous citoyen préfet, vous général d'armée, un individu citoyen naturel, citoyen propriétaire, citoyen prêtre qui s'est soumis avec joie à une arrestation dont la délivrance fera la gloire de votre nom dans tout le département. Recevez donc aujourd'hui ce discours comme une pétition que vous font votre âme et votre conscience, en faveur d'un concitoyen qui n'oubliera jamais la droiture, la justice et l'humanité que vous aurez exercées à son égard. » Le préfet n'aurait pas ajourné si longtemps l'exécution de la sentence du tribunal, s'il avait su où envoyer Couture ; le ministre avait bien ordonné de transférer hors du territoire les prêtres qui refuseraient la promesse, mais il n'avait pas dit sur quel point de la frontière ils devaient être dirigés, Dugua propose d'envoyer Couture à l'île de Ré et attend les instructions du ministre. Sur ces entrefaites, nouvelle pétition de Couture qui cette fois-ci invoque des raisons de santé : « Vu l'état malheureux de ma santé... je vous déclare que je demande ma déportation en Italie, pays plus chaud dans lequel je pourrai trouver un peu de soulagement... » (3). Mais cinq jours plus tard, Couture oublie les avantages du soleil d'Italie et rêve des palmes du martyr :

(1) *Ibid.*, 7 messidor. En marge de cette lettre le préfet a écrit : « déporté » et signé : Dugua.

(2) Cf. lettre du conseiller d'état Portalis, citée p. 236.

(3) 3 thermidor.

« J'attends tous les jours l'exécution de la sentence que vous avez lancée contre moi. Revenez à l'ordre, je vous en prie, général, rappelez votre bravoure et ranimez votre courage. Faites ouvrir les portes afin que je puisse entrer en lice et qu'en votre présence je mérite d'être digne de la couronne de gloire que Dieu accordera à la fidélité et à la persévérance. Je suis dans l'impatience du combat... » (1). Le préfet croit peut-être mettre fin à toute cette correspondance, il a reçu la réponse du ministre et donne au capitaine de gendarmerie l'ordre de faire conduire le délinquant « par la route la plus courte et la plus directe hors le territoire de la république » (2). Couture reprend aussitôt la plume et écrit au préfet : « Je viens de recevoir l'ordre pour ma déportation, je m'y résigne puisque c'est votre volonté... Je suis incapable d'aller à pied à cause de la faiblesse qu'a éprouvé mon corps pendant neuf ans dans un climat corrosif... C'est pourquoi je réclame votre faveur afin qu'il me soit accordé un cheval pendant ma route, si mieux vous n'aimez différer ma déportation ou me renvoyer dans la maison d'arrêt de Lisieux » (3). Mais les ordres sont formels, Couture est mis en route et le 28 thermidor le lieutenant de gendarmerie annonce au préfet que ses instructions ont été exécutées : Couture a été envoyé sous escorte à Strasbourg pour de là être conduit hors du territoire de la République (4). Le voyage devait être bientôt interrompu : Couture est sur le point de réaliser un de ses vœux, car il tombe malade en route et « reste en dépôt dans la maison d'arrêt de Lisieux pour cause d'indisposition qui le met hors d'état de voyager » (5). Le préfet, qui pensait être enfin débarrassé de Couture, écrit à son subordonné : «le dit Couture par son opiniâtreté à refuser de passer la promesse de fidélité à la constitution ne mérite aucune considération et il doit continuer sa route vers la frontière, à moins que son indisposition subite ne le mette réellement hors d'état de faire ce trajet..... » (6). Couture continue sa route et arrive à Evreux, il est de nouveau malade, on le transfère à l'hospice (7). La maladie dure peu et le 8 vendémiaire, an X, Couture reprend son voyage à desti-

(1) 8 thermidor.

(2) 24 thermidor.

(3) 26 thermidor.

(4) *Ibid.* V. *Police du Culte*.

(5) *Ibid.* M. *Prêtres en surveillance*, Lettre du sous-préfet de Lisieux, 1 fructidor.

(6) 6 fructidor.

(7) Lettre du préfet de l'Eure, 26 fructidor.

nation de Strasbourg (1). Est-ce dans la prison de Lisieux, ou à l'hôpital d'Evreux, ou auparavant dans la maison d'arrêt de Caen que Couture a pu décider ses amis à intervenir en haut lieu en sa faveur ? Toujours est-il que le condamné avait depuis longtemps quitté le département du Calvados, quand le préfet reçoit une lettre de Portalis. Le conseiller d'Etat chargé des cultes a été saisi d'une réclamation : « Ceux qui s'intéressent à cet ecclésiastique prétendent... qu'il est disposé à se conformer aux lois, et à faire tous les actes que la police est en droit d'exiger de lui. » (2). Mais le sort de Couture ne dépendait plus à ce moment du préfet du Calvados, l'arrêté condamnant ce prêtre à la déportation ayant été approuvé par le ministre de la police et étant en cours d'exécution.

Le procès intenté au prêtre Carré dure encore plus longtemps et donne lieu aux mêmes ajournements continuels. Jean-Baptiste-François Carré, ex-vicaire de Beaumont, diocèse de Coutances, est accusé d'avoir exercé le culte « en public et en particulier » à Champ-du-Boult, canton de Saint-Sever (3) ; il est arrêté le 6 floréal, an IX. Parmi les pièces à conviction figure « un bissac à lui appartenant où étaient tous les outils ou meubles servant à dire la messe » (4). Les témoins interrogés par le juge de paix du canton de Saint-Sever racontent que Carré avait parfois des assistances de quatre à cinq cents personnes, un témoin dit qu'il a rencontré une troupe de chouans parmi lesquels il a cru reconnaître Carré ; d'autres racontent que Carré interdisait d'aller à la messe des jureurs, à propos d'un baptême Carré fit des reproches à ce sujet au parrain et n'administra le baptême qu'après avoir obtenu du parrain la promesse de ne plus fréquenter les fêtes des prêtres assermentés. Carré a 36 ans et demi, il est prêtre et cultivateur dans la commune du Gast où il habite ; à propos de la promesse de fidélité à la Constitution, il répond au juge de paix qu'il attend le résultat des négociations entre la cour de Rome et le gouvernement ; le bissac qu'on a saisi lui appartient, mais il n'avait pas l'intention de dire la messe. Carré, prévenu d'avoir exercé le culte sans avoir fait la promesse de fidélité, est conduit à la maison d'arrêt de Vire. Interrogé par la Chambre des instructions criminelles séante à Vire, l'accusé déclare être prêtre depuis douze ans, en 1790

(1) Lettre du même, 8 vendémiaire.

(2) 13 brumaire.

(3) *Archives de la Cour. Dossier du Tribunal criminel.*

(4) Rapport du sous-lieutenant des grenadiers, chargé de l'arrestation.

il était vicaire à Beaumont, il a prêté le serment et l'a rétracté en 1795 devant les personnes assistant à son office et devant ses supérieurs ecclésiastiques du diocèse de Coutances ; d'avril à août 1795, date de sa rétractation, il a rempli les fonctions de son ministère dans l'église de Champ-du-Boult, 2 ans plus tard il recommence dans la même église pendant 2 mois et de temps à autre dans les maisons particulières. Les témoins déposent à leur tour : Carré, quand il était appelé à confesser les malades, exigeait d'abord qu'ils rendent les biens nationaux et en cas de refus il ne les administrait pas. Une femme, qui voulait assister à la messe, a été renvoyée par Carré parce que son mariage avait été célébré par un assermenté. Carré proclamait qu'on était damné pour avoir assisté à la messe des constitutionnels et qu'il vaudrait mieux « piler sous ses pieds les hosties consacrées ». Le tribunal condamne, le 27 messidor, Carré « en 1.000 livres d'amende envers la république et en un emprisonnement de deux ans, au surplus l'a condamné aux dépens, lui a de plus défendu de continuer ses fonctions de ministre du culte, sauf plus grande peine dans le cas de contravention ». Au moment où la condamnation intervient, le Concordat venait d'être signé. Carré fait appel du jugement et demande sa mise en liberté. Jugeant sur cet appel, le tribunal criminel fixe le nouveau procès au 12 fructidor. Mais trois jours avant cette date, Carré demande que l'affaire soit différée, parce qu'en ce moment il ne jouit pas d'une santé parfaite et « parce qu'il espère que le gouvernement adoptera un mode qui pourra concilier les opinions religieuses ». L'affaire est alors renvoyée au 12 vendémiaire, an X, puis au 12 brumaire, et il semble qu'à force d'obtenir des délais, Carré ait atteint son but, car on ne trouve plus trace du procès en l'an X, ni dans les années suivantes, et il est probable que Carré, à l'occasion de la promulgation du Concordat, aura recouvré la liberté.

Les continuel refus que les prêtres rentrés opposent à la promesse de fidélité décident le ministre de la police à envoyer de nouvelles instructions au préfet : tous les actes du gouvernement depuis le 18 brumaire ont été inspirés par le désir d'assurer la liberté des cultes, or beaucoup de prêtres ont répondu à l'indulgence du gouvernement en semant la division parmi les citoyens, en réveillant les querelles de partis et en fanatisant les esprits. Les discordes se manifestent surtout dans les communes où les réfractaires rencontrent des prêtres soumis aux lois, on a beau assigner des heures de culte distinctes, la liberté est troublée. Dans ces conditions, il faut : 1^o rechercher les prêtres séditeux, qui ont jusqu'ici refusé la promesse de fidélité, et les faire sortir du territoire de la République dans le plus

court délai ; 2^o ordonner provisoirement à tout prêtre rentré dans une commune où il exerçait avant sa déportation et où sa présence nuirait à la tranquillité publique de s'en éloigner sur-le-champ ; 3^o là où il n'y a qu'un édifice consacré au culte, n'en permettre l'usage qu'au prêtre qui y exerçait au moment du 18 brumaire et, dans le cas où l'église aurait été vacante, y maintenir exclusivement le prêtre appelé le premier par les vœux de la majorité des habitants (1).

Le 16 thermidor, an IX, le préfet pour se conformer aux instructions du ministre, prend un arrêté qui ordonne l'arrestation des insoumis et reconnaît aux constitutionnels les droits de premier-occupant.

Il n'était pas inutile de mettre ordre à la concurrence cultuelle qui engendrait souvent des conflits : dans la commune de Graye, Saillenfest-Brunet, de Courseulles-sur-Mer, avait essayé d'élever un autel contre celui du citoyen Lisseline, ex-curé dont le civisme et la moralité méritent tous les éloges. Brunet pénètre dans l'église, pendant l'office, exhorte les assistants et veut exercer le culte, le juge de paix et l'agent municipal interviennent alors et comme Brunet ne peut produire son acte de soumission aux lois il est forcé de se retirer, non sans proférer des menaces et en invitant les catholiques à assister à son culte à Courseulles (2). A Caen, la lutte a pour théâtre l'église Saint-Gilles. Le culte constitutionnel est troublé par « une poignée de personnes ennemies du gouvernement républicain qui avaient abandonné l'église depuis dix ans et la regardaient comme maudite, sous l'odieux prétexte qu'elle était desservie par un prêtre constitutionnel » ; ces « factieux » réclament l'église au maire pour y exercer le culte sans ministre, font changer les serrures et insultent le ministre constitutionnel (3). Le scandale cesse enfin, quand le préfet assure la jouissance exclusive de l'église à ceux qui y exerçaient le culte au moment du 18 brumaire (4).

La lutte des réfractaires contre les assermentés prenait aussi une autre forme : à Rots, Leduc a loué le presbytère de la commune,

(1) *Arch. dép. L. m. Police*, Circulaire de Fouché, 1 thermidor, an IX.

(2) *Ibid.* Plainte du président du canton de Crépon à l'administration départementale, le 18 pluviôse, an VIII.

(3) *Arch. munic. de Caen. M. Police*. Pétition au préfet, 14 vendémiaire, an IX.

(4) *Ibid.* Enregistrement des lettres reçues, thermidor, an IX. C'est l'affaire de Saint-Gilles qui semble avoir provoqué la décision du ministre Fouché du 1^{er} thermidor, an IX ; Dugua tenait le ministre au courant et sa lettre du

attenant à l'église, il y célèbre des offices où l'on chante « avec éclat et de manière à en imposer aux citoyens qu'un zèle pieux et sincère conduit aux offices et instructions des prêtres constitutionnels » (1).

L'arrêté du préfet prévoit l'arrestation des prêtres insoumis : Jean-Louis Martine est appréhendé à Bayeux sur la place de l'Egalité, ce prêtre, qui est de Bretteville-l'Orgueilleuse, déclare qu'il ne se soumettra pas aux lois (2). Mourrier est poursuivi devant le tribunal criminel de l'arrondissement de Lisieux, comme prêtre perturbateur, exerçant le culte en contravention avec les lois (3). Jacques Dupuy a été arrêté en floréal, an IX, au moment où il célébrait la messe devant 200 personnes à Meuvaines, les objets du culte saisis à ce moment provenaient d'un vol commis avec effraction dans l'église de Meuvaines. Dupuy est condamné le 4 messidor à 500 francs d'amende et à 3 mois d'emprisonnement. Le ministre de la police donne l'ordre de conduire Dupuy hors du territoire de la République, s'il ne prête pas immédiatement la promesse de fidélité à la Constitution ; sur ces entrefaites, les négociations avaient commencé entre le premier Consul et le pape, Dupuy écrit le 19 fructidor au préfet qu'il offre de se soumettre au gouvernement « conformément aux dispositions et dans le sens du Concordat religieux conclu entre le premier consul de la république et le souverain pontife Pie VII ». En frimaire, an X, le sous-préfet envoie un certificat médical constatant que le mauvais état de santé de Dupuy s'oppose à sa déportation, mais le ministre de la police tient bon : si Dupuy veut être remis en liberté, qu'il fasse la promesse de fidélité à la Constitution. Cependant Dupuy bénéficie en ventôse, an X, des mesures de tolérance adoptées par le gouvernement jusqu'à la publication du Concordat et est autorisé à résider à Langrune sous la surveillance du maire (4).

Tandis que les prêtres insermentés se divisent sur la question de

28 messidor, an IX (*Arch. dép. V. Police du culte*) n'était sans doute pas la première sur ce sujet, car ces « divisions scandaleuses » duraient depuis 18 mois. — Dufour note dans son *Journal*, à la date du 5 fructidor, an IX, « l'église St-Gilles n'est plus occupée comme ci-devant par deux partis, il n'y a plus que les constitutionnels. »

(1) *Arch. dép. M. Prêtres en surveillance*, pluviôse, an X. De même à Allemagne et à Carcagny. *Ibid.* Lettres de ces deux municipalités, 18 germinal et 13 pluviôse, an X.

(2) *Ibid. L. m. Police*, 21 thermidor, an IX.

(3) *Ibid. V. Police du culte*, 19 fructidor.

(4) *Ibid. Série M. et Registre des Arrêtés du préfet.*

la promesse de fidélité, les constitutionnels acceptent avec empressement le nouveau régime ; on écrit de Bayeux aux *Annales de la Religion* : « Déjà nous ressentons l'heureuse influence du nouveau gouvernement. La paix règne maintenant avec la liberté dans les campagnes : les administrés sont enfin comptés pour quelque chose aux yeux des administrateurs : les fidèles se livrent sans crainte aux exercices de leur culte. Ceux qui avaient spolié les églises s'empressent de rendre les objets, qu'ils en avaient enlevés à leur destination primitive, et bientôt, si cela continue, nos autels seront magnifiquement ornés » (1). Les prêtres n'ont plus qu'un regret : le silence des cloches. « Encore un bienfait, ou plutôt un acte de justice et tous les maux seront oubliés ; le son d'une cloche serait le signal de la confiance ; il gagnerait tout le monde à la république et porterait la joie dans tous les cœurs. » Le correspondant de Bayeux écrit encore : « Avec la tranquillité, la piété reprendra sur les cœurs ses anciens droits », cependant il ne faut pas se faire d'illusion, l'Eglise de France est encore loin de sa guérison (2).

Quand ils s'adressent au préfet, les constitutionnels lui écrivent avec une admiration qui n'exclut pas la familiarité : « Citoyen général, brave Dugua, nous vous regardons tous comme le père et l'ami de la grande famille du Calvados... » (3), il est vrai qu'il s'agit d'obtenir du préfet l'ouverture d'une église. A Bayeux, les rapports avec le sous-préfet Lalouette sont excellents : « Nous n'avons plus de persécutions à craindre de la part des autorités subalternes, le citoyen Lalouette, notre sous-préfet, est aussi religieux que patriote » (4). Par contre, les relations avec les insermentés sont toujours aussi mauvaises que possible ; on en jugera par le ton de la correspondance qui vient de Bayeux : Les bons prêtres rebaptisent, remarient, font refaire les premières communions, « grattent les langues des imbéciles dans la persuasion que l'hostie consacrée par un pasteur assermenté les a souillées » ; ils administrent les sacrements avec irrévérence, ils entrent dans un hôpital, jettent à la hâte une étole sur leur redingote, « font une onction sur les yeux du malade et s'enfuient..... sans lui avoir dit un mot de consolation » (5).

(1) *Annales de la Religion*, t. X.

(2) *Ibid.*, t. XI.

(3) *Archives dép. Série Q*, Pétition du 28 frimaire, an IX.

(4) *Annales de la Religion*, t. XI.

(5) *Ibid.*, t. XII.

Les constitutionnels accusent leurs adversaires de faire des visites moins courtes aux dames qui se portent bien, d'aimer la table et de se faire payer cher leurs services.

Sous la direction de l'évêque Bisson, les rouages de l'église constitutionnelle continuent à fonctionner : le 15 thermidor, an VIII, Bertrand Porquet est élu curé de Notre-Dame de Vire. L'assemblée électorale est présidée par Bisson qui célèbre la messe ; le bureau comprend deux prêtres secrétaires (1) et quatre scrutateurs, dont un prêtre (2). Trois candidats sont en présence : Porquet le desservant actuel, Jean-Baptiste Queillé, vicaire à Vire, et Charles Demortreux, curé de Roullours. Porquet est élu par 286 voix sur 327 suffrages exprimés. Cette élection prouve un véritable intérêt de la part de la population catholique, car sur les listes électorales de la paroisse ne figurent que 327 électeurs, affirme le procès-verbal, et il n'y aurait eu aucune abstention. Si le fait est exact, malgré son invraisemblance, nous ne pouvons cependant en tirer que des conclusions locales, car l'église constitutionnelle dans l'ensemble du département n'est pas en progrès. L'analyse des procès-verbaux des conseils-généraux nous renseigne à cet égard : « Les lois s'exécutent avec zèle et soumission ; une seule chose paraît contrarier l'opinion publique, c'est le défaut de culte » (3). « Les habitants aiment leur religion, et regrettent les jours de repos consacrés par elle, ils regrettent ces jours où ils adoraient Dieu en commun. Leurs temples étaient pour eux des lieux de rassemblement, où les affaires, le besoin de se voir, de s'aimer, réunissaient toutes les familles et entretenaient la paix et l'harmonie, ils forment hautement le vœu de voir revenir ce temps de bonheur pour eux. Le gouvernement, loin de s'en alarmer, y trouverait un grand avantage : s'il protège la religion, la religion à son tour le soutient et l'affermir. » (4). Comment comprendre ces deux documents, sinon

(1) Guillaume Chapel, curé de Bernières-le-Patry et Gilles-Vincent Quernel, religieux-prêtre.

(2) Michel Serard, curé de La Lande Vaumont, et trois laïques, administrateurs de l'église de Vire. *Revue « au Pays Virois »*, avril 1913. Une autre élection a lieu à Escoville, le 4 prairial, an IX, sous la présidence de Le Pelletier, curé de Colombelles et archiprêtre de l'arrondissement de Caen, qui célèbre la messe. Il y a trois candidats, Jacques Torcapel, ancien vicaire et desservant d'Escoville, est élu par 64 voix sur 65. *Arch. dép. série M. Prêtres en surveillance. Dossier Torcapel.*

(3) *Arch. nation. Lf.* ¹³⁶ 89. *Analyse des procès-verbaux pour l'an IX. Art. II. Exécution des lois. Calvados.*

(4) *Ibid.* Art. XV. Culte public.

comme le témoignage de l'insuffisance des constitutionnels à satisfaire l'ensemble des catholiques du département (1) ? On est las des divisions, on voudrait revenir au temps où les églises étaient un terrain d'entente et de paix ; le clergé constitutionnel n'a pas réussi à rallier la majorité, dès lors on le considère comme un obstacle qu'il faudrait écarter, comme un vaincu qui doit disparaître. « Les prêtres soumis sont mal vus, les prêtres insoumis sont seuls en considération. » (2).

Le Concordat devait consacrer cette préférence du public et achever le triomphe des réfractaires ; la loi, au moins dans la pratique sinon dans les principes, allait accorder une situation privilégiée aux prêtres, qui avaient toujours combattu les lois, et sacrifier ceux qui avaient cru pouvoir concilier la religion avec l'obéissance aux lois. Les constitutionnels avaient cependant fait des avances au gouvernement, ils croyaient sortir enfin de l'ère de suspicion et n'avaient pas manqué d'exprimer publiquement leur confiance. L'évêque Bisson ordonne un *Te Deum* dans tout le département pour la publication de la paix avec l'Autriche en l'an IX. Porquet, curé de Vire, dont nous venons de raconter l'élection, invite les membres de la municipalité à assister à cette cérémonie : « ...Nous ne sommes plus dans ces temps de désordre et d'anarchie, où toute religion semblait proscrite pour le peuple français et particulièrement pour les fonctionnaires publics, auxquels une loi faisait l'obligation de s'interdire toute apparence de culte : notre premier Magistrat, à qui nous devons tant de bienfaits, a lui-même plus d'une fois donné l'exemple du retour au culte que nous

(1) L'enquête faite en l'an IX, par le gouvernement, sur le clergé du Calvados se trouve aux *Arch. nation.* F¹⁰ 865. Elle a été publiée par l'abbé Sevestre dans la *Revue cathol. de Normandie*, 1910-1911, et ne comprend que l'enquête préfectorale proprement dite, les rapports des sous-préfets et ceux du clergé ayant été égarés. Le 16 fructidor, Dugua envoie la liste des prêtres qui méritent la confiance du gouvernement, il complète cette première liste les 21 fructidor, 1^{er} complémentaire, an IX, et 10 vendémiaire, an X : en tout 450 prêtres dont 7 réfractaires ; les deux tiers sont en fonction.

(2) *Ibid.* AF IV 1065, supplément, *Tableau contenant des renseignements sur l'esprit public, les ministres du culte, les préfets, etc., en l'an IX.* Tableau n^o 7, les ministres du culte. Reproduit dans Aulard. *L'Etat de la France en l'an VIII et l'an IX.* Paris, 1897.

Dufour raconte dans son *Journal*, en prairial, an VIII, que Postel, curé constitutionnel de Saint-Gilles à Caen, a quitté sa paroisse ; dans son dernier sermon il a dit « qu'il ne voyait personne au confessionnal et qu'il aimait mieux se retirer chez lui à Isigny, que les réfractaires avaient bien plus de monde que lui et que, puisqu'ils étaient libres d'exercer, que ça ferait un mauvais effet ».

professons tous ; enhardi autant par ses leçons que par les ordres reçus du R. R. Evêque, j'ai l'honneur de vous inviter, comme autorité constituée, à augmenter, par votre présence et celle de vos collègues, l'éclat de cette cérémonie le vingt de ce mois à 4 heures après midi dans la grande église de cette ville. Le lendemain, à neuf heures du matin, il sera célébré dans la même église un service solennel pour le repos des âmes de nos frères morts à la défense de la Patrie, vous êtes invité d'y assister de même. Salut et Respect. Porquet, curé de Vire. » (1).

Les constitutionnels sont sincères dans leur admiration sans réserve pour le gouvernement, il n'y a aucune arrière-pensée dans leur attitude, par principe ils se sont toujours soumis aux lois, ils ont toujours accepté les décisions des autorités constituées, or maintenant les espérances, auxquelles ils demeurent fidèles depuis des années, pour lesquelles ils ont vécu et travaillé, semblent sur le point de se réaliser : la liberté religieuse est assurée et l'on parle d'une initiative prise par le premier Consul pour produire la pacification de l'Eglise. La satisfaction des constitutionnels eut sans doute été moins grande, s'ils avaient su que l'accord entre le pape et le premier Consul allait se faire contre eux, ou tout au moins à leurs dépens.

III

Le Concordat, signé par le cardinal Consalvi et le premier Consul le 26 messidor, an IX (15 juillet 1801), ne fut promulgué que le 28 germinal, an X (18 avril 1802) ; on avait entouré les négociations d'un grand mystère, les journaux avaient reçu l'ordre de n'insérer quoi que ce soit concernant la religion, les ministres ou les cultes. A Caen, le préfet rappelle au maire les instructions du ministre à ce sujet : « Le ministre de la police générale me charge, citoyen maire, de signifier à tous les journalistes, tant politiques que littéraires, de ne rien insérer désormais dans leurs feuilles de ce qui peut concerner la religion, les ministres et les cultes divers. Déjà j'ai notifié au *Journal du Calvados* les instructions du ministre, mais les dispositions de la circulaire s'appliquent naturellement à ces jongleurs, marchands de cantiques et proclamateurs de miracles, qui colportent dans les marchés et exposent sur les places publiques des châsses, des reliques,

(1) *Arch. munic. de Vire*, 18 germinal, an IX.

des images et des livrets propres à entretenir l'ignorance et la superstition dans les âmes faibles. Je vous charge de recommander aux commissaires de police d'empêcher ce commerce et de laisser tout espèce de pamphlets religieux et autres nuisibles aux progrès de la morale républicaine. Vous voudrez bien me rendre compte du succès des mesures qui auront été prises à cet égard » (1). Ceci n'empêche pas le *Journal du Calvados* d'insérer, sous le titre *Variétés*, un article relatif à la religion catholique et aux droits de la papauté (2). L'article est d'inspiration gallicane : l'autorité du pape est toute spirituelle, les entreprises de Grégoire VII, Innocent IV et Boniface VIII sont qualifiées de « téméraires et antichrétiennes », en France Bossuet a tracé les limites du pouvoir des papes, ceux-ci sont revêtus du pouvoir exécutif et chargés de faire observer les canons, mais n'ont pas le droit d'innover dans la discipline admise par toute l'Eglise. — On voit quelles étaient les préoccupations du moment dans le *Calvados*, il n'est pas difficile de deviner que l'auteur de l'article est un ami du clergé constitutionnel et que l'on est instruit à Caen de ce qui se passe à Paris, l'article débute d'ailleurs par ces mots : « Dans un moment où l'on ne fait qu'attendre la décision du pape pour mettre fin aux troubles religieux, nous croyons devoir rappeler ici les prérogatives attachées à la papauté. » Le préfet aperçoit de suite ce qu'il y a de dangereux dans les vues du journaliste, le jour où le Concordat sera publié chacun se croira autorisé à examiner si les articles du traité innovent sur les points de discipline admis dans toute l'Eglise et pourra refuser de se soumettre aux décisions prises de concert par le premier magistrat et l'évêque de Rome, une telle attitude qui perpétuerait les dissensions religieuses est intolérable, aussi le *Journal du Calvados* est-il suspendu (3).

Les idées exposées dans le *Journal du Calvados* se retrouvent dans une brochure anonyme, attribuée à Moulland (4), et dont voici les

(1) *Arch. dép. L. m. Police*. Lettre du 22 thermidor, an IX.

(2) *Affiches, annonces, avis divers ou journal du département du Calvados*, n° 154, 17 fructidor, an IX.

(3) *Arch. dép. L. m. Police*. Lettre du préfet au maire, 18 fructidor. Cette fois-ci le maire se tient sur ses gardes et quand J.-P. Bérenger « artiste mécanicien demande à faire voir la vie et mort de N.-S. Jésus-Christ », le maire refuse l'autorisation en s'appuyant sur la lettre du préfet du 22 thermidor. *Arch. munic. de Caen, D. II. 2° jour complémentaire*, an IX.

(4) *Préservatif contre la Séduction par un curé du département du Calvados*. Bayeux, Jear-Claude Leblond, imprimeur, an IX, 39 pages.

idées principales : le pape est l'un des évêques et non le maître des évêques, les articles de 1682 placent l'autorité de l'Eglise au-dessus de celle du pape ; en cas de contestation entre une église et le pape, l'appel au concile est de droit ; on peut refuser de se soumettre au Saint-Siège et pourtant appartenir à l'Eglise, car on devient schismatique, non en récusant le jugement du pape, mais en refusant de le reconnaître comme chef de l'Eglise et comme centre de l'unité catholique ; de nombreux évêques ont été légitimement institués sans l'être par le pape. La brochure se termine en exprimant l'espoir d'un rapprochement, espoir qui restait malgré tout vivace chez les constitutionnels : « ...Usons les uns envers les autres d'une mutuelle indulgence. Rouvrons-nous les uns aux autres nos cœurs, qui ont été pour notre malheur si longtemps fermés... Tous membres d'une nation glorieuse et puissante, montrons-nous Français, amis les uns des autres,... surtout rattachons-nous à la religion de nos pères. » A ces avances, les réfractaires, qui comptent sur le Concordat pour leur accorder des avantages définitifs, n'ont aucune raison de répondre favorablement, la brochure de Bonhomme, ancien curé de Saint-Nicolas de Caen (1), après une série d'accusations contre les constitutionnels, se termine par une invocation au premier Consul : « ...notre libérateur, notre conservateur,... émissaire divin, rapporté des confins du globe sur les ailes de la Providence pour mettre fin à nos malheurs... ange tutélaire... moi qui souhaiterais la voir cette main bienfaisante, la toucher, l'arroser de larmes d'attendrissement et de reconnaissance. » La polémique continue dans la brochure, *Les Etrennes aux intrus* (2), c'est une suite de plaisanteries sans goût sur les constitutionnels qu'on dit être à Bicêtre et sur le point de partir pour la Guyane, Moulland est tour à tour appelé Calvin, singe et maître farceur, tandis que le premier Consul est l'objet d'une pièce de vers pleine de flatteries :

« Bien aimé dans Paris et béni même à Rome,
Sois l'appui du Saint-Siège et de la vérité,
Rétablis le vrai Culte et son intégrité... »

(1) *Conférence entre deux curés, l'un constitutionnel et l'autre catholique ou insermenté, au sujet d'une brochure intitulée : Préservatif contre la séduction*, à Caen, chez Leroy.

(2) *Etrennes aux intrus et consorts, suivies d'une pièce de vers sur le rétablissement espéré du culte catholique en France*, par un fidèle du Diocèse de Bayeux, 1801, an X.

Le Concordat, qui va régler les affaires religieuses, agite tous les esprits ; les assermentés, malgré leurs soumissions, sont habitués à voir les lois se tourner contre eux et les nouvelles qui arrivent de Paris ne sont pas de nature à les rassurer, tandis que les réfractaires se réjouissent et disent tout l'espoir que la nouvelle convention leur apporte. Les réfractaires ont d'autant plus de raisons d'attendre avec impatience un changement, que le parti de l'intransigeance semble perdre du terrain dans l'un des départements voisins. Les vicaires-capitulaires vont-ils se trouver isolés ? De Boisjugan reçoit une lettre d'un chanoine de Rouen nommé de Boisville, celui-ci communique à son ami le mandement et le catéchisme du chapitre de Rouen ; ces deux pièces causent à Boisjugan une grande surprise, car le mandement déclare qu'on est libre de penser de la promesse de fidélité ce que l'on veut, tant qu'un jugement définitif ne sera pas intervenu il ne faut pas faire de distinction entre promissionnaires et non-promissionnaires ; les grands-vicaires de Bayeux, qui ont interdit la soumission, supplient qu'on ne laisse pas transpirer dans leur diocèse les décisions du chapitre voisin (1).

Un règlement général pour l'ensemble de la France aura l'avantage de supprimer les divergences regrettables et, en attendant la décision du pape, les prêtres mis en surveillance dans le Calvados ajournent leur promesse de fidélité à la Constitution. Quatre prêtres (2), rentrés en France et mis en surveillance à Bayeux, se croient autorisés à ajourner la promesse, comme tant d'autres prêtres insermentés, jusqu'à la publication du Concordat (3). François-Nicolas-Joseph Villers, à son retour d'Angleterre, se retire dans la commune de Baron, refuse de faire la promesse de fidélité avant que le pape n'ait pris une décision, mais il assure « qu'il est entièrement disposé à souscrire au Concordat passé entre le Saint-Père et le premier Consul, aussitôt qu'il sera publié » (4). Devançant les événements, certains réfractaires veulent adhérer au Concordat avant même qu'il ne soit promulgué : Jean-Nicolas-Marie-Anne Dufresne, curé du Pin, prêtre déporté, débarque au Havre en brumaire et refuse la promesse, le

(1) *Lettre de M. de Boisjugan à M. de Boisville, chanoine de Rouen, le 25 janvier 1801. Biblioth. de M. le chanoine Le Mâle.*

(2) François Vanier, Thomas-François Moussard, Guillaume Frémont et Claude-François Guillot.

(3) *Arch. dép. Série M. Prêtres en surveillance.* Lettre du sous-préfet de Bayeux au préfet, 13 ventôse, an X.

(4) *Ibid.* Lettre du maire de Baron, 19 ventôse.

maire n'ayant pas voulu ajouter les mots : « et ce conformément au Concordat » (1). Louis-Charles Gosselin déclare devant le maire de Plumetot « qu'il est tout prêt à se conformer à la décision du Concordat fait entre le premier Consul et le souverain Pontife » (2). Des déclarations analogues sont faites par Bernardin Calbris à Vassy, Jean-Denis Lecomte à Rosel, Jean-Charles-Nicolas De la Rue à Bavent (3).

Les prêtres réfractaires ne pouvaient que voir avec faveur un traité dont ils attendaient la fin des persécutions. Leur espoir ne fut pas déçu : le 28 floréal, an X, le ministre de la police ordonne aux préfets de remettre en liberté les ecclésiastiques détenus pour faits relatifs à l'exercice du culte ou en exécution des lois sur la déportation. Chaque prêtre, compris dans cette mesure, doit simplement déclarer par écrit « qu'il est dans la communion des évêques de France, nommés par suite de la convention passée entre le gouvernement français et sa sainteté le pape Pie VII, et qu'il sera fidèle au gouvernement établi par la constitution et n'entretiendra ni directement, ni indirectement aucune liaison, ni correspondance avec les ennemis de l'Etat » (4). Dans la même lettre, le ministre annonce que les agents diplomatiques à l'étranger vont autoriser les prêtres déportés à rentrer en France, après qu'ils auront souscrit ladite déclaration. Le 30 prairial, 39 prêtres débarquent à Caen venant d'Angleterre (5) ; le 26 thermidor, nouvel arrivage de 29 prêtres rentrant aussi d'Angleterre (6).

Mais la grande satisfaction accordée aux réfractaires et le point final mis à la lutte, qu'ils soutenaient depuis tant d'années, fut la nomination de Charles Brault comme évêque de Bayeux (7), pour remplacer Bisson, l'évêque constitutionnel démissionnaire. A partir

(1) *Ibid.* L. m. Police, 17 frimaire.

(2) *Ibid.* Série M. Prêtres en surveillance, 3 pluviôse.

(3) *Ibid.*, 5 pluviôse, 18 nivôse et 1 germinal.

(4) *Ibid.* Lettre du ministre Fouché aux préfets.

(5) *Arch. munic. de Caen.* Carton Culte.

(6) *Ibid.*

(7) Charles Brault, né à Poitiers le 4 août 1752, fut successivement professeur de philosophie à La Rochelle, chanoine à Poitiers, vicaire-général de l'évêque de Poitiers et professeur à l'Université de cette ville. Il émigra en Piémont. Nommé évêque de Bayeux le 9 avril 1802, il fut sacré à Paris le 16 mai et prit possession le 26 juin. Il fut nommé baron de l'empire en 1808 et chevalier de la Légion d'honneur en 1811. Il passa au siège d'Albi en 1823 et mourut dans cette dernière ville, le 25 février 1833.

du moment où le nouvel évêque prend possession de son siège, des relations officielles s'établissent entre Brault et le préfet, l'autorité religieuse et l'autorité civile étant d'accord pour exécuter les ordres du gouvernement. Le 4 messidor, an X, le préfet annonce à la municipalité de Caen l'arrivée de l'évêque et fait part de l'intention du ministre, qui veut voir les autorités civiles et militaires rendre visite à ce nouveau fonctionnaire. Mais, est-ce surprise ou mauvaise volonté, le lendemain, quand Brault fait son entrée dans la ville, on ne lui rend aucun honneur, sinon que l'on fait sonner les cloches (1). A Bayeux, les choses se passent autrement, le préfet assiste à l'installation de l'évêque, cependant par crainte de protestations, la cérémonie n'est pas publique, seuls y sont admis les invités présentant une carte.

A peine installé, l'évêque entreprend des visites pastorales dans les différentes parties de son diocèse, visites qui sont l'objet de rapports au gouvernement : tantôt le sous-préfet de l'arrondissement, tantôt Brault lui-même renseignent le préfet et toujours les visites épiscopales ont pour but de vaincre les dernières oppositions, de ramener les esprits prévenus. Il en est ainsi à Falaise, à Pont-l'Évêque, à Honfleur, à Lisieux (2).

Peu à peu les lois, qui avaient soulevé les protestations des catholiques, sont abolies, le préfet autorise la tenue des marchés le décadi, le dimanche étant d'après la loi le seul jour de repos (3). Les autorités sont invitées à assister au culte, les maires sont avertis qu'« une place distinguée » doit leur être réservée, sans qu'ils puissent exiger

(1) *Biblioth. munic. de Caen. Ms. Esnault.*

(2) *Arch. dép. Série V. Cultes*, 17 frimaire et 14 brumaire, an XI.

(3) *Arch. munic. de Caen. Enregistrement des lettres reçues*, 10 floréal, an X.
— Depuis l'arrêté du 7 thermidor, an VIII, l'observation du décadi n'était plus obligatoire que pour « les autorités constituées, les fonctionnaires publics et les salariés du gouvernement », en outre l'obligation de ne célébrer les mariages que le décadi avait été supprimée et du coup les cérémonies décadaïres avaient perdu leur dernier intérêt.

Le culte théophilanthropique était atteint par l'arrêté consulaire du 12 vendémiaire, an X, qui enlevait aux théophilanthropes la jouissance des édifices nationaux, le 22 vendémiaire le préfet avait transmis à ses subordonnés cette interdiction. *Arch. munic. de Caen. Enregistrement des lettres reçues*. Mais, dans le Calvados, la mesure n'avait qu'un intérêt théorique, la théophilanthropie ne comptait pas d'adhérents dans le département ; l'administration départementale avait eu beau faire imprimer à 1.000 exemplaires en l'an VI et faire adresser à toutes les administrations municipales, comme à tous les fonctionnaires, la feuille de Félix Nagoret, intitulée *O filii*, le nouveau culte n'avait recruté aucun fidèle. *Arch. dép. Administration centrale du département*, 17 ventôse, an VI.

l'encens, ni l'eau bénite (1). L'alliance du clergé et du gouvernement prend une réalité objective à l'occasion de la publication, le 27 thermidor, an X, du senatus-consulte proclamant Napoléon-Bonaparte consul à vie ; sur l'ordre du gouvernement, un *Te Deum* est chanté à Caen et toutes les autorités civiles et militaires assistent à cette cérémonie, qui doit célébrer à la fois le rétablissement de la religion, la naissance de Bonaparte et son consulat à vie (2).

Le préfet met successivement à la disposition de l'évêque, en messidor, an X, les églises des abbayes Saint-Etienne, Saint-Gilles et l'église Saint-Jean, puis en prairial, an XI, les églises Saint-Julien et Saint-Ouen (3).

Les catholiques, enhardis par la faveur du gouvernement, reprennent les habitudes d'autrefois : le maire de Condé-sur-Noireau autorise les prêtres à traverser la ville en tête des convois funèbres (4). La même chose a lieu à Caen où l'« on reprit, dit Esnault (5), l'ancien usage de porter la communion aux malades avec l'appareil extérieur accoutumé et de faire les enterrements avec le clergé à la tête ». Sur la demande du colonel du 10^e dragons et avec l'autorisation du préfet, le clergé prend part aux funérailles d'un officier de ce régiment (6). A Pont-l'Evêque, les religieuses qui desservent l'hospice reprennent le vêtement ecclésiastique et une prise de voile a lieu en fructidor, an X. Sous le nouveau régime, les processions sont autorisées ; celle du Saint-Sacrement, interrompue depuis des années, se fait publiquement le jour de la fête-Dieu à Caen, à Bayeux et dans tout le département. Cependant, quand le sous-préfet de Bayeux demande l'autorisation d'assister à la procession avec le maire et d'y convoquer la gendarmerie, le préfet lui répond que le gouvernement n'ayant donné aucun ordre à ce sujet, les autorités civiles et militaires devront s'abstenir de s'associer à cette cérémonie religieuse en corps et en costume, la force publique n'y prendra pas part (7).

On est encore dans une période d'hésitation et de tâtonnements,

(1) Circulaire du préfet, 15 messidor, an X.

(2) Il en est de même dans les sous-préfectures. Arch. munic. de Vire, 25 thermidor, an X.

(3) Arch. munic. de Caen, Enregistrement des lettres reçues.

(4) Arch. dép. Série V, Cultes, 4 frimaire, an XI.

(5) Manuscrit Esnault.

(6) Arch. munic. de Caen, Enregistrement des lettres reçues, 9 thermidor, an X.

(7) Arch. dép. Série V, Cultes, 20 prairial, an XI.

mais la faveur des autorités à Paris et dans les départements est acquise aux insermentés : une circulaire du 11 nivôse, an XI, accorde l'amnistie à tous les prêtres qui la demandent, de sorte que les émigrés peuvent être compris dans la nouvelle organisation ecclésiastique.

L'établissement du culte se précise : le son des cloches, objet de tant de regrets, retentit de nouveau ; d'accord avec le préfet, l'évêque en réglemente les sonneries le 9 nivôse, an XI, et les pétitions se succèdent pour réclamer des cloches(1).

Une grande cérémonie a lieu à Caen en ventôse, an XI, le préfet invite le maire et les adjoints à assister à une messe solennelle qui sera célébrée par l'évêque à l'occasion du serment que vont prêter les membres du clergé.

Le préfet intervient à tous propos et travaille dans une étroite collaboration avec l'évêque pour tout ce qui concerne l'établissement du culte, la délimitation des paroisses, les ressources à trouver, les nominations à faire. Le 5 fructidor, an X, le préfet autorise une convocation extraordinaire du conseil municipal de Caen pour délibérer sur les moyens de pourvoir aux frais du culte : les 12 germinal et 10 floréal, an XI, le préfet donne ordre aux conseils municipaux de se réunir pour s'occuper des réparations à faire aux édifices du culte et aux presbytères. En prairial, tous les presbytères non aliénés sont remis aux curés et desservants. Le 2 floréal, an XI, un arrêté du préfet règle l'organisation des fabriques et la nomination des marguilliers qui sont choisis parmi les propriétaires domiciliés (2).

L'organisation va s'affermissant sans cesse, l'union de l'Eglise et de l'Etat se fortifie, mais toute une partie du clergé a de la peine à accepter le nouvel évêque, et cette opposition se manifeste dès l'arrivée

(1) *Arch. munic. de Caen. Reg. des lettres reçues*, 16 et 22 vendém., an XI et D. 14.

(2) Delavente, peintre à Vire, est marguillier, il écrit à Portalis pour lui demander quel costume ou insigne doit distinguer les marguilliers. A Vire, on porte le chaperon ou merlu, blanc avec galon et frange d'or ; on pose cet ornement sur l'épaule gauche où il ne cesse de vaciller. — Les marguilliers étant des fonctionnaires publics chargés de veiller à l'entretien et à la conservation des temples et à l'administration des aumônes, article 76 de la loi du 10 germinal X, il est bon qu'ils aient un signe distinctif dans l'exercice de leurs fonctions. Delavente propose une ceinture tricolore avec raie noire au milieu du blanc et frange noire, le noir est la couleur du costume ecclésiastique dans l'article 43 de la loi précitée. *Arch. nation. F¹⁰ 335. Lettre du 30 prairial, an XI.*

de M. Brault. En passant à Lisieux, première ville de son diocèse sur sa route, l'évêque demande aux anciens prêtres constitutionnels une rétractation et, devant leur résistance, charge de ses pouvoirs l'abbé de Créqui, ancien vicaire-général de M. de la Ferronnaye, ci-devant évêque de Lisieux, qui se met aussitôt à tourmenter les assermentés (1). Arrivé à Bayeux, Brault, lors de son entrée, donne la bénédiction à droite et à gauche, mais comme on a appris ses sentiments à l'égard des constitutionnels, on lui crie : « la réunion et pas de bénédiction » (2). Bisson, parlant de lui-même de la façon la plus impersonnelle, raconte dans ses *Mémoires* comment l'évêque concordataire vint le remplacer : « Il a cessé ses fonctions le 24 juin 1802 ; mais il avait fait sa démission dans les mains du cardinal Caprara, légat *a latere*, à Paris, le 12 octobre 1801. Le 25 juin arriva le nouvel évêque, M. Charles Brault, et sur le soir M. Marguerie, ancien haut-doyen du chapitre de Bayeux, *réconcilia* la cathédrale au grand scandale des fidèles patriotes. Le lendemain, le nouvel évêque fut installé, mais à sa prise de possession, on n'admit aucun prêtre constitutionnel et comme pour un spectacle profane on distribua des cartes aux prêtres qui eurent permission d'y assister. » L'évêque démissionnaire se contente d'enregistrer les événements, il passe sous silence les incidents qui ont accompagné la cérémonie. Le 7 messidor, veille de l'installation, neuf prêtres constitutionnels, après avoir eu une entrevue avec le nouvel évêque, rédigent un acte de protestation qui est notifié le lendemain à Charles Brault par un notaire (3). Les protestataires sont Jean Le Court, ancien curé de la commune de Reviers, Etienne Caillot, ancien grand-vicaire de la cathédrale de Bayeux, Pierre-Jacques du Castel, curé de Vaux-sur-Seulles, actuellement à Bayeux, Pierre-Michel-Vincent Lécuyer, ancien curé de Saint-Jean de Bayeux, Michel Moulland, ancien curé de Saint-Martin de Bayeux, Jean-Claude Auchard curé de Saint-Loup, François Allan prêtre, Jacques-François Legros prêtre, et Jean-Nicolas Jourdain curé de Condé-sur-Seulles. Ces prêtres se sont présentés rue des Ursulines chez la dame Beauquet, où est descendu M. Brault ; celui-ci leur a parlé de la réconciliation des prêtres constitutionnels et a proposé à leur signature une courte formule émanant de Caprara,

(1) *Ibid.* F^r 7978.

(2) *Ibid.*, 26 messidor, an X.

(3) *Arch. dép. Série V. Cultes*. Lettre du préfet au conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes, 14 messidor, an X.

ainsi conçue : « Réconciliation des prêtres constitutionnels avec l'Eglise. J'adhère au Concordat et je suis dans la communion de mon évêque nommé par le premier Consul et institué par le pape. L'évêque les avertira de mettre ordre à leur conscience. » Considérant ces propositions comme injurieuses et contraires à leur conscience, au Concordat et aux vues pacifiques du gouvernement, les protestataires se retirent après une longue discussion, puis délèguent deux d'entre eux pour retourner une seconde fois vers l'évêque lui faire part de leur intention de ne faire aucune rétractation ni implicite ni explicite, ils n'ont pas à se repentir de s'être soumis aux lois de leur pays, ils s'y soumettent encore en adhérant au Concordat et en se plaçant dans la communion du nouvel évêque.

C'est sur le terrain de la rétractation que la lutte s'engage. L'évêque impose aux constitutionnels les conditions les plus dures ; il faut qu'ils condamnent la Constitution civile du clergé, qu'ils avouent être schismatiques, qu'ils adoptent un confesseur insermenté, qu'ils adhèrent à la lettre du cardinal-légat Caprara, lettre que l'on falsifie en y ajoutant cette phrase : « L'évêque les avertira de mettre ordre à leur conscience. »

Les témoignages ne manquent pas du sort réservé aux constitutionnels, comme aussi de la jactance et de la morgue avec laquelle les représentants de l'évêque dictent aux prêtres-jureurs les ordres de leur maître. Lentrain, prêtre desservant l'église Saint-Gilles à Caen, se plaint de ce que l'évêque lui ait demandé de rétracter son serment et, sur son refus, l'ait déplacé (1).

Pierre-Thomas Delafosse, curé constitutionnel, avait été élu à Mesnil-Manger, sous l'épiscopat de Bisson ; il se rend à Bayeux pour adhérer au Concordat, un secrétaire en l'absence de l'évêque lui fait signer un acte d'adhésion, puis lui dit : « Monseigneur vous relève de vos censures, vous ne pouvez plus faire aucunes fonctions, pas même dire la messe. » (2).

(1) *Arch. nation.* F⁷ 7978. Lettre du 3 thermidor, an X. Le 29 messidor, an X, l'évêque de Bayeux nomme provisoirement, en attendant l'organisation définitive, desservant de Saint-Gilles Thomas-Charles Anquetit, ancien vicaire de la paroisse de Saint-Martin, il sera aidé dans ses fonctions par Briand, Chemin et Guérin, ceux-ci exerceront sous la direction d'Anquetit « tous autres prêtres ne doivent pas s'en mêler ». Les prêtres « réunis de communion avec nous » pourront dire la messe après s'être entendus avec Anquetit. *Arch. dép. L. m. Police.*

(2) *Ibid.*

Dubosq, curé de Benerville près Honfleur, va à l'évêché, il est reçu par des prêtres fanatiques qui lui déclarent que l'évêque n'exige aucune rétractation, mais ne donnera de places aux jureurs que moyennant rétractation ; on lui parle de crime horrible, d'excommunication, finalement le malheureux convient de la nullité des sacrements qu'il a administrés, de la profanation des sacrifices, etc. Quinze jours après, Dubosq ayant réfléchi regrette sa rétractation, mais Roussel qu'on lui a donné pour confesseur prend les choses de très haut et finit par interdire le pénitent, qui, pris de folie, en vient à se croire un monstre, dont il faut débarrasser l'Eglise, et se noie (1).

Gohier-Jumilly raconte que, lors de son entrevue avec l'évêque, celui-ci veut une rétractation et ordonne au curé de Saint-Jean de mettre ordre à sa conscience (2).

Mollet, curé de Nonant, va à Bayeux, le grand-vicaire lui dit de rétracter ses serments, mais quand Mollet exprime le désir que la demande soit formulée par écrit, le grand-vicaire se refuse (3).

Brault, en exigeant des constitutionnels une rétractation, agissait contre les ordres concordants du cardinal Caprara, du ministre de la police et du conseiller d'Etat Portalis (4). Le cardinal-légat avait écrit aux évêques : « Les prêtres constitutionnels voulant se réconcilier avec l'Eglise feront la déclaration suivante : j'adhère au Concordat et je suis en la communion de mon évêque nommé par le premier Consul et institué par le pape. » (5). La formule que l'évêque de Bayeux veut faire signer par les constitutionnels n'est pas celle de

(1) *Ibid.* Lettre adressée à Hébert, curé de Vaucelles, à Caen, par le maire de Benerville, 2 septembre 1802.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*

(4) L'évêque obéit, par contre, à l'opinion publique ; avant l'arrivée de Brault dans le département, les réfractaires avaient déjà présenté la rétractation comme une nécessité. Le jardinier Dufour, qui est un chaud partisan des insermentés et qui répète ce qu'on dit autour de lui, écrit dans son *Journal* le 14 prairial, an X : « Tous les prêtres, qui exercent leurs fonctions dans les églises et dans toute l'étendue du Calvados, sont invités de faire leur rétractation des serments qu'ils ont faits, sinon ils ne seront nommés à aucune place. » Le renseignement donné par Dufour correspond trop bien à ce qui allait se passer dans le département pour qu'il s'agisse d'un simple bruit ; malgré les affirmations officielles, toutes les faveurs sont réservées aux ci-devant réfractaires et l'on comprend que Grégoire parle des constitutionnels « sacrifiés » par Bonaparte.

(5) *Arch. nation.* F⁷ 3021. Lettre du 10 juin 1802, 22 prairial, an X.

Caprara. Le ministre de la police, de son côté, avait envoyé des instructions précises : aucun des partis, qui ont divisé l'Eglise, ne doit imposer de rétractation à l'autre. Le gouvernement désire qu'on n'exige pas des prêtres d'autre serment que la double déclaration d'adhésion au Concordat et de communion avec l'évêque nommé par le premier Consul ; le Concordat n'est le triomphe d'aucun parti et le préfet a pour mission de protéger « la liberté entière des consciences ». On ne saurait mieux raisonner, ni tenir un langage plus élevé, malheureusement la deuxième partie de la circulaire ministérielle rend la première inexécutable : le culte est interdit dans les maisons particulières et pour l'exercer dans les églises il faut avoir la permission de l'évêque (1). La nécessité de cette autorisation préalable rend à l'évêque son pouvoir et va être l'occasion de bien des troubles, car pour l'obtenir il faut être pur de tout serment. Le préfet aperçoit de suite les difficultés que soulèvent les instructions du ministre de la police et écrit au conseiller d'Etat Portalis pour lui dire son embarras : le bruit court que le nouvel évêque demande aux constitutionnels des rétractations, il est libre de choisir ses prêtres comme il l'entend et de s'entourer des précautions qu'il juge nécessaires ; le ministre de la police voudrait interdire les rétractations, mais le préfet propose à Portalis de laisser toute liberté à l'évêque, de ne pas s'immiscer dans les garanties qu'il croira devoir prendre, sauf à dresser une liste des prêtres indésirables et à empêcher ce qui occasionnerait du scandale ou rappellerait des discussions trop malheureuses (2).

La politique de pure abstention, préconisée par le préfet, aurait suffi à donner une force nouvelle aux insermentés, en permettant à l'évêque d'imposer toutes ses conditions aux prêtres constitutionnels et à leurs partisans. Mais Portalis met fin aux hésitations du préfet, il oublie les instructions qu'il vient de donner dans la circulaire du 19 prairial et recommande au représentant du gouvernement dans le Calvados de s'entendre avec l'évêque pour le choix des prêtres, « car c'est de l'union de l'autorité civile et de l'autorité ecclésiastique qu'il faut principalement attendre la possibilité de faire le bien dans les circonstances où nous vivons » (3). Le conseiller d'Etat chargé des

(1) *Arch. dép. Série V. Cultes*. Lettre du 18 prairial, an X. Le conseiller d'Etat Portalis avait envoyé le 19 une circulaire dans le même sens aux évêques, aucune rétractation ne doit être exigée des constitutionnels. *Arch. nation.* F⁷ 3021.

(2) *Arch. dép. Série V. Cultes*. Lettre du 29 prairial, an X.

(3) *Ibid.*, 18 messidor.

cultes fixe ici le programme qui va servir de base pendant un siècle aux gouvernements successifs : l'union de l'autorité civile et de l'autorité ecclésiastique.

Cette union était d'autant plus facile dans le Calvados que l'évêque et le préfet avaient la même manière de voir et détestaient les prêtres constitutionnels. L'attitude de M. Brault à son arrivée avait révolté le clergé assermenté, dans la suite l'évêque ne se départit pas de son hostilité, réserva tous les avantages aux réfractaires et ne manqua pas une occasion de faire des avanies aux constitutionnels. Quant au « système d'impartialité équitable » préconisé par Portalis, qui voulait voir les évêques choisir un de leurs grands-vicaires dans le clergé constitutionnel, il n'en fut jamais question dans le Calvados. Les grands-vicaires Naudin, d'Audibert et Croisilles comptent parmi les adversaires déclarés des assermentés.

Charles Brault est aidé dans son œuvre par le successeur du général Dugua. Charles-Ambroise Cafarelli, né en 1758, était chanoine de Toul avant la Révolution ; après avoir prêté le serment, il abdiqua ses fonctions sacerdotales et fut préfet du Calvados de 1802 à 1810 (1). Cafarelli ne cache pas ses sympathies qui sont celles de la majorité des catholiques : « les insermentés se présentent au peuple sous un aspect bien plus imposant que leurs adversaires. A l'intérêt qu'inspirent de longs malheurs et une cruelle persécution, ils joignent ce respect que le peuple porte à ceux qu'il regarde comme les défenseurs de son antique religion, et, il faut le dire encore, celui qui est dû à la pratique de beaucoup de vertus. » (2). Les lignes suivantes du rapport du préfet montrent le parti-pris de leur auteur : « Les prêtres constitutionnels ne peuvent soutenir cette comparaison qui les écrase et il est fâcheux d'avouer que dans leur nombre il en est bien peu qui méritent quelque estime ; plusieurs se sont vautrés dans tout ce

(1) Cafarelli est nommé le 11 brumaire, an X, 2 décembre 1801, et installé le 19 nivôse.

(2) *Arch. dép. Série V. Cultes. Rapport au conseiller d'Etat Portalis, 28 fructidor, an X.*

C'est le point de vue exactement opposé à celui de Dugua ; le général-préfet, en envoyant l'état nominatif des prêtres du Calvados « qui jouissent de l'estime publique et méritent la confiance du gouvernement » ajoutait : « En examinant ce tableau, vous remarquerez, citoyen ministre, que je n'y ai porté que très peu de prêtres ou restés insoumis ou qui n'ont fait la promesse de fidélité que pour voir terminer leur exil. Les premiers sont presque tous restés en état de rebellion ouverte contre le gouvernement, et la plupart des autres ont trompé son attente en trahissant leurs serments... », 19 fructidor, an IX. *Arch. nation. F¹⁹ 865.*

que la révolution a présenté de plus dégoûtant, et il en est bien peu qui n'aient des liaisons habituelles avec les hommes les plus immoraux et les plus portés à exécuter les troubles. » Le préfet, qui entretient avec l'évêque les relations les meilleures, partage son aversion pour les constitutionnels et se prononce sans hésiter pour les prêtres insermentés, mais ceux-ci se divisent en deux catégories et « il s'en faut que le gouvernement puisse avoir en eux une entière confiance ». Les prêtres restés en France et qui se sont cachés ont généralement contracté, grâce aux persécutions subies, une grande mauvaise humeur contre le gouvernement, les prêtres exilés sont au contraire plus patriotes et plus pacifiques ; c'est donc dans cette seconde catégorie que le préfet souhaite de voir choisir les desservants du Calvados. Cette préférence en dit long sur la mentalité de Cafarelli, qui juge ici uniquement du point de vue extérieur, les prêtres émigrés s'étant montrés, plus que les prêtres cachés, disposés à faire la promesse de fidélité (1).

Le préfet avait sans doute le droit d'exprimer ses préférences, mais il aurait au moins pu donner au gouvernement des renseignements exacts, ce qui n'est pas le cas. Il prétend que l'arrondissement de Vire contient près de 700 prêtres, alors que le nombre total des prêtres dans cet arrondissement n'atteignait pas 300 ; mais le préfet est un fantaisiste et un réformateur, il adresse des conseils à Portalis : que faire de tant de prêtres ? Le gouvernement ne pourrait-il intervenir auprès du pape pour que les ecclésiastiques non employés aient la permission de renoncer à leur état et de se marier !

Pendant que Cafarelli essaye de résoudre à sa façon le problème des rapports de l'Eglise et de l'Etat, le clergé réfractaire, devenu le clergé officiel, fait durement sentir sa supériorité aux constitutionnels et à leurs partisans. Les catholiques qui suivent les offices des prêtres

(1) Le préfet ne se contente pas de favoriser les insermentés et, d'accord avec l'évêque, de leur donner les meilleures places ; tout ce qui a appartenu de près ou de loin au clergé constitutionnel est l'objet de sa sévérité. Dufour écrit dans son *Journal* que Cafarelli « a réformé tous les ci-devant prêtres assermentés qui avaient des places dans les bureaux, entre autre le premier secrétaire nommé le citoyen Vitrel, prêtre assermenté, démis de ses lettres de prêtrise ». — La société fréquentée par Cafarelli ne pouvait lui inspirer aucune bienveillance à l'égard des constitutionnels : « Le préfet du Calvados vit à peu près sans communication avec les fonctionnaires publics, qui se plaignent amèrement de ce qu'il ne voit que des nobles. » Røder. Rapport fait au premier Consul sur la sénatorerie de Caen, 9 frimaire, an XII. *Œuvres*, t. III.

jureurs ou qui se confessent à eux se voient rejetés comme parrains et marraines, quand ils viennent à mourir on leur refuse la sépulture ecclésiastique. Le ministre de la police est saisi de plaintes journalières contre le nouvel évêque qui s'entoure de prêtres insoumis, qui interdit aux constitutionnels la prédication et la confession ; les divisions recommencent ou plutôt continuent, les acquéreurs de biens nationaux sont inquiétés au moment de leur mort (1).

Les assermentés ne manquent pas de protester contre de pareils procédés : une brochure intitulée *lettre à M. Brault* (2), nous apporte l'écho de cette lutte inégale où les constitutionnels étaient vaincus d'avance. L'auteur anonyme rappelle que le nouvel évêque a cru devoir rebénir la cathédrale de Bayeux parce qu'elle avait servi au culte constitutionnel (3), alors qu'en Alsace les catholiques acceptent le simultaneum avec les protestants. L'évêque constitutionnel Bisson a été repoussé et mis à l'écart. Les détenteurs du pouvoir font tout leur possible pour humilier et blesser le clergé qui jusqu'ici s'était soumis aux lois. Brault, au lieu de faciliter la réconciliation des partis, répète sans cesse que l'adhésion au Concordat est la condamnation de la Constitution civile. Les constitutionnels sont livrés sans défense entre les mains d'un évêque, qui entend réaliser la pacification en leur imposant tous les sacrifices.

Ces réclamations n'empêchent pas Brault d'annoncer à son clergé que tous les ecclésiastiques ci-devant constitutionnels de la ville et du canton de Bayeux ont adhéré au Concordat et exprimé le désir d'être en communion avec l'évêque nommé par le premier Consul ; Brault invite les autres prêtres du diocèse à imiter cet exemple (4). Mais la lettre de l'évêque est du 19 messidor et le 14 thermidor une adresse revêtue de 500 signatures se plaint de la conduite de Brault à l'égard des constitutionnels, les pétitionnaires réclament pour prêtres Lécuyer,

(1) *Arch. nation.* F⁷ 7978. Lettre du ministre de la police au préfet du Calvados, thermidor, an X.

(2) *Lettre à Monsieur Brault, évêque de Bayeux.* Calvados, 1^{er} janvier 1803, 11 nivôse, an XI, 31 p. *Bibliothèque de M. le chanoine Le Mâle.*

(3) Par là l'évêque montrait d'une façon éclatante de quel côté allaient ses sympathies ; c'était le soin constant des réfractaires de ne jamais célébrer le culte dans une église sans avoir procédé à des cérémonies de purification. « Les prêtres non assermentés de la commune de Verson, après une permission, ont béni leur église et ont fait leur office dedans pour la première fois, » écrit Dufour dans son *Journal*, à la date du 14 prairial, an X.

(4) *Biblioth. de M. le chanoine Le Mâle.* Lettre du 8 juillet 1802, 19 messidor, an X, adressée par l'évêque au clergé de son diocèse.

Moulland et Auchard (1). Il est facile de deviner ce qui s'est passé : par amour de la paix, les prêtres constitutionnels ont, en effet, dans un désir d'union, adhéré au Concordat, aussitôt l'évêché fait passer cette démarche pour une rétractation des serments antérieurs et écarte les soumissionnaires des places qu'ils occupaient jusqu'alors, d'où protestation des intéressés.

A Vire, 27 prêtres de la commune et du canton adhèrent, comme à Bayeux, au Concordat et déclarent être dans la communion de l'évêque concordataire ; mais, renseignés sur la façon dont a été exploitée la démarche de leurs confrères de Bayeux, ils ont soin, le jour où ils adhèrent au Concordat, d'adresser une lettre à leur évêque, pour indiquer qu'en agissant ainsi ils entendent ne pas renier leur passé (2).

Charles Brault était incapable de comprendre une attitude dictée par un désir de conciliation, son parti était pris et la lettre des prêtres de Vire ne pouvait qu'augmenter sa méfiance à l'égard du clergé constitutionnel ; mais celui-ci, au moment où il va disparaître, absorbé dans la masse des réfractaires, a en tout cas la satisfaction d'être défendu par ses partisans. Si les amis des curés-jureurs ne sont pas très nombreux, au moins s'attachent-ils avec d'autant plus de fidélité aux prêtres qu'ils ont choisis : Les habitants de Tracy-sur-Mer réclament par pétition leur curé Jourdain ; l'évêque et le préfet sont d'accord pour rejeter une pareille demande qu'ils trouvent « indécente » (3). Le canton de Saint-Pierre-sur-Dives compte nombre de prêtres assermentés, il y en a à Saint-Pierre-sur-Dives, Hiéville, Vieux-Pont, Viette, la Gravelle, le Tilleul, Saint-Martin-de-Fresnay ; la population leur est très attachée, mais ils sont de la part des réfractaires l'objet de toutes les vexations possibles ; à Viette, par exemple, Dumont exerce le culte depuis 50 ans, deux insermentés Lefrère et Anest, avec Sorel constitutionnel rétracté, parcourent les communes et attirent les paroissiens de Dumont. Le maire de Mittois, Croisy, est un prêtre assermenté, on casse ses vitres à coup de pierres et il peut écrire : « Les prêtres insermentés n'ont pas été plus tôt rentrés, que j'ai éprouvé moi-même plus de désagréments que je n'en éprouvais au moment où les chouans étaient à ma porte. » (4). Le nommé Le Roy,

(1) *Arch. nation.* F^r 7978.

(2) *Arch. munic. de Vire*, 13 juillet 1802, 24 messidor, an X.

(3) *Arch. dép. Série V. Culte*, 22 messidor, an X.

(4) *Ibid.*, 26 fructidor, an X.

ancien carme et ci-devant chapelain de l'hôpital de Saint-Pierre-sur-Dives, revenu de l'étranger, provoque des troubles, en remariant et en rebaptisant. Son exemple est suivi par un constitutionnel rétracté, Le Paulmier, qui célèbre l'office dans l'église ; il se dit délégué de l'évêque pour distribuer les indulgences et bénir les chapelets ; il entretient le schisme et divise les esprits. A Saint-Pierre-sur-Dives, la lutte entre les partisans des assermentés et des insermentés est si vive que des provocations en résultent dans les cabarets et autres lieux publics. Il y avait tendance à un rapprochement, écrit le maire, mais l'apparition des prêtres rentrés a provoqué une véritable effervescence, la nouvelle organisation du clergé agite les esprits, chacun voudrait voir son parti triompher et intrigue pour cela auprès du ministre de la police, du conseiller Portalis et du préfet (1).

Tandis que les habitants de Saint-Pierre-sur-Dives se battent pour les curés-jureurs, à Saint-Jouin pour conserver un prêtre constitutionnel on a recours à des moyens qui, pour être moins violents, manifestent cependant une volonté bien arrêtée : les catholiques de Saint-Jouin désirent garder leur curé ; Jacques-Michel Soyer depuis 26 ans exerce le ministère parmi eux « avec honneur et distinction », les 403 habitants composant la commune adressent à l'évêque une réclamation contre la nomination de l'abbé Paumier à la cure de Saint-Jouin, et, comme ils n'ont pas obtenu de réponse, ils chargent l'adjoint Vauquelin de leurs intérêts, au besoin il aura recours à Portalis et à Fouché, mais il doit d'abord chercher à obtenir satisfaction par une voie plus directe. Que fait l'adjoint ? il obtient du conseil municipal un certificat délivré à Soyer et établissant que ce prêtre « est doué des connaissances et des vertus nécessaires au saint ministère, qu'à raison de son zèle, de son amitié pour les pauvres, de sa science à réunir les parties dissidentes, du secours journalier qu'il a donné aux malades par les connaissances qu'il a dans la médecine qu'il exerce depuis 30 ans, il a mérité à juste titre les suffrages de toutes les

(1) *Ibid.* Lettre du maire, 24 fructidor, an X. — Voici une strophe de la chanson qui circulait à Saint-Pierre-sur-Dives :

Jureurs, mettez-vous à genoux,
Du ciel implorez la clémence.
Allons, convenez avec nous
Qu'il vous faut faire pénitence (*bis*),
Qu'il faut le faire (*bis*) avec éclat,
Car c'est le vœu du Concordat (*bis*).

familles... C'est pourquoi nous voyons avec douleur l'éloignement d'un pasteur aussi compatissant à nos infirmités... » Le mardi 8 thermidor, an X, à la requête de Jacques Vauquelin, adjoint de Saint-Jouin, la protestation des habitants de la commune et la délibération du conseil municipal sont signifiées par ministère d'huissier « au citoyen Brault, évêque de Bayeux », qui, stupéfait du procédé, en réfère au préfet. L'union de l'autorité civile et de l'autorité ecclésiastique, préconisée par Portalis, entre encore une fois en jeu au détriment des constitutionnels : le préfet annule la délibération de la municipalité, suspend pour 3 mois le maire et l'adjoint, et ordonne au curé Soyer de se rendre à Pont-l'Évêque où, jusqu'à nouvel ordre, il résidera sous la surveillance du sous-préfet (1). Des conflits analogues ont lieu à Rots, à Balleroy et à Touques ; la paroisse de Rots est desservie depuis onze ans par le curé Rozée, quantité de bons citoyens sont attachés à ce prêtre et désirent le conserver, mais Rozée a commis aux yeux de l'évêque un crime, il est constitutionnel, aussi un desservant Gabriel Leduc est-il nommé par l'évêché au grand embarras du maire qui consulte le préfet. La loi interdit aux maires de s'immiscer dans les affaires religieuses, que faire ? Devant la popularité de Rozée, le maire n'ose lui enlever les clefs de l'église pour les donner au desservant, d'autre part il faut bien recevoir le délégué de l'évêché, finalement le maire décide que l'église, en attendant la réponse du préfet, sera à la disposition de chacun des deux prêtres rivaux (2). Une centaine d'habitants de Balleroy se transportent à Bayeux et se présentent, armés de bâtons, chez l'évêque pour réclamer que le curé Poutrel leur soit conservé et il faut l'intervention de la gendarmerie pour dissiper ce rassemblement. Le sous-préfet fait aussitôt fermer l'église et place Poutrel en surveillance à Bayeux (3). A Touques, le conseil municipal se plaint du curé placé par l'évêque, au préjudice d'un pasteur qui dirigeait la paroisse depuis 22 ans et qui était très aimé de ses paroissiens (4).

Le conseil municipal de Blay écrit au ministre que « Brault va faire du Calvados une nouvelle Vendée. S'il paraissait dans nos campagnes, le peuple est si furieux qu'il le massacrerait ». Quand les

(1) *Ibid.*, thermidor, an X.

(2) *Arch. dép. Série V. Cultes. Lettre du maire au préfet*, 19 messidor, an X.

(3) *Arch. munic. de Bayeux*, 6 fructidor, an X. L'église reste fermée jusqu'à la fin de brumaire, an XI.

(4) *Arch. dép. Série V. Cultes*, 10 prairial, an XI.

catholiques de Blay se sont présentés à l'évêque pour réclamer en faveur de Jean-Baptiste Thézard qui est leur curé depuis 1792, Brault les a congédiés sans vouloir les écouter (1).

L'adjoint de la commune de Saint-Rémy écrit au ministre pour raconter qu'avec huit députés de la paroisse il est allé à Bayeux demander à l'évêque de leur conserver le curé constitutionnel Demortreux. La constance que ce prêtre a montrée pendant une période troublée, sa piété et sa conduite irréprochables font désirer qu'il continue son ministère dans la paroisse, d'autant plus que ni les persécutions pendant plusieurs années, ni les menaces des chouans n'ont jamais pu l'intimider. Or l'évêque a nommé à sa place P. Hébert, curé insoumis et rebelle, l'adjoint affirme que le départ de Demortreux ne pourra pas s'accomplir sans effusion de sang, il supplie le ministre de s'occuper de cette affaire et propose même d'aller à Paris avec la députation, si c'est utile, pour donner tous les renseignements nécessaires. La pétition des catholiques en faveur de Demortreux est signée par 83 habitants sur 140, et il faut y ajouter 20 ou 25 personnes qui ne savent pas écrire (2).

A Saint-Jacques de Lisieux, Guillaume-Charles-François Gondouin refuse de faire la remise du mobilier et des clefs de l'église à Charles Girette, nommé par M. Brault, puis consent à laisser Girette exercer pendant une partie de la journée, tandis que lui-même dira sa messe à 10 heures les jours de semaine et à 9 heures les dimanches et jours de fêtes (3). Mais le sous-préfet désapprouve cet arrangement et interdit à Gondouin toutes fonctions. Dans la même ville, un conflit identique éclate entre le prêtre Allaire et le capucin Le Cordier. Allaire est un constitutionnel qui exerce à Saint-Désir depuis plusieurs années, Le Cordier est rentré depuis peu d'Angleterre et aussitôt joui des faveurs de l'évêque. Allaire veut continuer à dire la messe, Le Cordier le lui interdit et les deux prêtres en viennent à des voies de fait (4). A Sainte-Marguerite de Viette, des jeunes gens chassent le prêtre approuvé par l'évêque, le brûlent en effigie et font dire la messe par le constitutionnel Dumont, prêtre non-approuvé par l'évêque. La sanction ne se fait pas attendre longtemps, l'église est fermée par arrêté du préfet pris sur la demande de l'évêque (5). Les

(1) *Arch. nation.* F⁷ 7978.

(2) *Ibid.*, 23 messidor, an X.

(3) *Arch. dép. Série V. Cultes*, 14 germinal, an XI.

(4) *Ibid.*, germinal, an XI. Le Cordier est le frère du sous-préfet de Lisieux.

(5) *Ibid.*, 24 thermidor, an XI.

églises de Mouchamp-le-Grand, Saint-Martin-Don, Bonneville-la-Louvet subissent le même sort. Les constitutionnels usent, mais en vain, de tous les moyens de résistance : le 23 vendémiaire, an XII, les habitants de Pleines-Œuvres s'assemblent « aux fins d'émettre leur vœu pour un desservant, entre les citoyens Pierre Godfroy curé de Pleines-Œuvres et Pierre Tardif nommé dernièrement desservant par M. Brault, évêque de Bayeux. » Godfroy réunit 80 voix et Tardif n'en a pas une. Comme l'attachement pour l'ancien curé est grand, les paroissiens refusent d'aller à l'office célébré par Tardif (1). A Auvillards, l'ancien curé constitutionnel Villeroy continue à dire la messe à 8 heures du matin et l'office est annoncé par le son de la cloche (2).

L'évêque a toujours le dernier mot, quand il s'agit de réduire les prêtres au silence, et emploie tous les moyens pour humilier les assermentés. Non seulement les constitutionnels se voient remplacés par les insermentés (3), mais Brault leur impose des confesseurs, ne les autorise qu'à dire à heure fixe une messe basse après laquelle ils doivent quitter l'église. Encore est-ce là une faveur, Brault ne l'accorde pas à Bisson et interdit à son prédécesseur l'accès même de la cathédrale, sous prétexte que Bisson n'est pas originaire du diocèse. Mōulland et Lécuyer se voient refuser le droit de confesser, on leur conteste même les hosties pour communier les mourants (4). Certains constitutionnels ont dans le département une situation telle qu'il serait périlleux pour l'évêque d'oser les déplacer, par exemple Gervais-Delaprise, le curé de Saint-Pierre à Caen. La popularité de ce prêtre est grande dans la ville et au dehors, il a refusé par modestie l'évêché de Bayeux

(1) Des protestations semblables sont faites par les partisans des constitutionnels à Allemagne, Baynes, Caumont, Clécy, Courthonne-la-Ville, Dozulé, Fierville-la-Campagne, Fontenay-le-Marmion, Harcourt, Honfleur. Ifs. Juaye, Lisieux, Litry, Longueville, Marolles, Mesnil-Mauger, Nonant, Tour, Valsemé, Ver, Villerville, etc.

A Port-en-Bessin circule un dialogue en patois où l'évêque est appelé « le rebut de la Providence ». *Arch. nation.* F^r 7978.

(2) *Arch. dép. Série V. Culte*, 2 nivôse, an XII.

(3) Outre les prêtres déjà cités : Croisy (Mittois), Fouques (Littry), Philippe-Etienne-François Guillemain (Longueville), Jean Hamel (Ver), Héroult (Touques), Le Baron (Tour), Lescot (Baynes), J. Letot (Fierville), François-Joseph Marette (Nonant), Jacques-Luc Martin (Honfleur), Guillaume Postel (Isigny), Jacques-François Sauvage (Valsemé), etc.

(4) *Arch. nation.* F^r 7978. Lettre de Mōulland et Lécuyer au ministre de la police, 24 vendémiaire, an XI.

pour lequel la quasi-unanimité des suffrages l'avait désigné en 1791, il est en fonction depuis 30 ans et son attitude pendant les périodes les plus mauvaises de la Révolution a imposé à tous le respect. Toucher à Delaprise, ce serait attirer le mécontentement populaire, aussi l'évêque feint-il d'avoir les meilleures relations avec le curé de Saint-Pierre (1). Mais un constitutionnel doit être humilié et il faut par tous les moyens chercher à diminuer son influence. L'évêque, qui n'ose attaquer de face, pense atteindre le but par une nouvelle répartition des paroisses de Caen : la ville ne comprendra plus que deux paroisses : Saint-Jean et Saint-Etienne (l'abbaye), avec quatre succursales : Saint-Pierre, Saint-Gilles, Vaucelles, Notre-Dame (les Jésuites) et deux annexes : Saint-Ouen, Saint-Julien (2). Par ce fait, Delaprise est réduit au rang de desservant de succursale ; quant à ses collègues constitutionnels de Caen, ils sont tous déplacés : Hébert (Vaucelles), Gohier-Jumilly et Dubois (Saint-Jean), Adam (Saint-Etienne), Noël et Roussel (Notre-Dame), Dufossey (Saint-Ouen). Les habitants de Caen indignés d'une telle injustice écrivent au grand-juge pour demander que Saint-Pierre, une église très belle, importante et centrale, demeure cure principale et que dans les églises de la ville soient conservés « les dignes ministres qui les ont desservies jusqu'à ce jour » (3).

L'une des deux paroisses est l'occasion d'une grande cérémonie pour l'installation de l'insermenté Paris, le 13 thermidor, an X ; le préfet se trouve dans l'assistance, cinquante prêtres sont présents ainsi qu'une foule « immense », le prédicateur Bernard parle du rétablissement de la religion comme si, avec les constitutionnels, le catholicisme n'eût pas existé. L'éclat de cette installation ne fait que rendre plus humiliante la destitution dont est frappé le curé constitutionnel de cette paroisse, Gohier-Jumilly. Quelques mois auparavant, Gohier-Jumilly avait obtenu de dire la grand'messe dans son église ; mais, à peine l'évêque a-t-il fait cette concession à un prêtre-jureur, qu'il la regrette, révoque son autorisation et, pour couper court à toute difficulté, va à

(1) *Biblioth. munic. de Caen, Ms. 140 in-f°*. Lettre de M. Brault au citoyen Gervais de la Prise, curé de Saint-Pierre, ce 17 thermidor, X.

(2) L'église du Château est supprimée, Saint-Etienne (aujourd'hui le vieux Saint-Etienne) et Saint-Nicolas servent d'écuries pour la troupe, Saint-Sauveur de halle à blé, le Sépulcre et Saint-Gilles de magasins militaires, Saint-Martin et Sainte-Paix sont démolies.

(3) *Arch. nation.* F^r 7978, vendémiaire, an XI.

Caen le dimanche prévu où il célèbre lui-même la grand'messe (1). Malgré l'intervention de son confrère Gervais-Delaprise (2), Gohier-Jumilly comprend qu'il lui faut renoncer à la cure de Saint-Jean, il écrit à Portalis pour demander d'être nommé curé à Vire ; les raisons invoquées valent la peine d'être citées : né à Caen, Gohier-Jumilly a dépensé dans sa paroisse plus de 15.000 francs pour secourir les pauvres, décorer l'église, réparer le presbytère, et pour ces diverses raisons il désirerait rester curé de Saint-Jean, mais la paroisse est surtout habitée par d'anciennes familles nobles et par des émigrés qui seront heureux d'avoir pour curé un insoumis, tandis qu'à Vire il y a beaucoup de fabricants, presque tous les habitants travaillent dans l'industrie des draps qui a prospéré pendant la Révolution. Les gens de Vire ont éprouvé des attaques de la part des chouans, nombre de prêtres insoumis ont été compromis dans ces affaires, il est donc tout indiqué de placer un constitutionnel dans cette paroisse, « car la tranquillité de chaque localité dépendra beaucoup de la distribution des prêtres des deux opinions » (3).

L'évêque dispose des places, il ne les donne aux constitutionnels que moyennant rétractation et, pour rallier les laïques, il a recours à l'éclat des cérémonies officielles. A ces divers facteurs s'ajoute l'influence de personnages comme Delaunay, prêtre qui se fait passer pour le délégué de Caprara et qui parcourt le département en vue d'obtenir les rétractations des assermentés.* Quand le résultat est atteint et qu'un assermenté se rétracte, on convoque le plus de monde possible à un office solennel, le pénitent réitère publiquement son repentir, reçoit l'absolution, est admis à la communion laïque, puis on lui remet un surplis, une étole et on le réintègre dans ses fonctions.

(1) *Arch. dép. Série V. Cultes*, 2 vendémiaire, an XI.

(2) Gervais-Delaprise s'attire à cette occasion de la part du préfet une réprimande qui nous montre avec quelle hauteur méprisante Cafarelli traite les constitutionnels : « J'ai vu avec étonnement qu'un homme, recommandable à tant de titres, n'eût pris la plume que pour annoncer des troubles comme inévitables, si le citoyen Jumilly n'obtenait pas une satisfaction entière. Avez-vous bien réfléchi à cette demande ?... Les intrigants et les perturbateurs du repos public abusent de votre bonté et de la considération due à votre âge et à vos vertus... Vous serez assez sage pour ne plus vous mêler de pareilles affaires et n'être ainsi l'instrument ni des intrigues, ni des turbulents. Je vous salue. Charles Cafarelli. — Veuillez m'accuser réception de la présente. » 19 thermidor, an X. *Biblioth. munic. de Caen. Ms. 140 in-f°*.

(3) *Arch. nation. F¹⁹ 335*. Lettre du 21 vendémiaire, an XI.

C'est ainsi que les choses se passent à Caen pour Le Français, la cérémonie étant présidée par Desbordeaux, prêtre déporté-rentre.

De cette lutte, où les constitutionnels sont les perpétuelles victimes (1), il résulte dans le département un état d'esprit inquiétant dont rend compte un journal de l'époque ; *Le Répertoire commercial, maritime et littéraire*, n° du jeudi, 12 messidor X, imprimé à Rouen. « La réunion des esprits en matière de religion n'est pas encore opérée partout, ou plutôt il est des contrées qui ne se ressentent nullement des effets politiques du Concordat. Nous ne sommes que trop certains que les plus fatales divisions règnent toujours dans une partie du département de l'Eure et du Calvados. Les prêtres dits naguère constitutionnels y sont l'objet de la haine et de la fureur d'autres prêtres *exclusifs*, qui exercent publiquement leur culte dans les habitations rurales et les fermes du pays d'Auge... » (2). Le même journal rapporte l'attentat commis à Auvillars, où plusieurs individus ont tiré des coups de fusil contre les croisées de la maison habitée par le curé constitutionnel.

L'article du *Répertoire commercial* est confirmé par une lettre qu'adressent à Fouché le juge de paix du canton de Saint-Pierre-sur-Dives et le maire de Douville sur les « progrès effrayants que le fanatisme fait dans les départements de l'ouest depuis la rentrée des prêtres réfractaires. Ces hommes, qui devraient pour leur propre intérêt donner l'exemple de l'oubli du passé, affichent publiquement une haine implacable contre le clergé fidèle à la patrie et à ses devoirs. Au mépris du Concordat et de ses lois organiques qu'ils connaissent très bien, ces incorrigibles ennemis du bon ordre s'immiscent de leur propre autorité dans l'administration des paroisses desservies par des conformistes, y administrent les sacrements, disent la messe dans des cham-

(1) Une circulaire du préfet notifie aux maires l'incompatibilité décrétée par les articles organiques entre les fonctions ecclésiastiques et les fonctions civiles ou militaires : un ecclésiastique ne peut être ni juré, ni sujet à la conscription, ni garde-national, ni maire, ni conseiller municipal. *Arch. dép. Série V. Police du Culte*, 25 nivôse, an XI. C'est là une bonne occasion pour tourmenter les constitutionnels dont plusieurs ont fait partie des municipalités : à Caumont Jean-Antoine Deboaisne a opté pour les fonctions de maire, comme la loi n'autorise pas le cumul l'évêque lui interdit d'exercer les fonctions ecclésiastiques dans le diocèse, même de dire une basse messe, et en même temps le préfet, sous prétexte que Deboaisne est ecclésiastique, lui défend de continuer ses fonctions de maire. *Arch. nation. F¹⁰ 335, Plainte de Deboaisne à Portalis*, 10 ventôse, an XII.

(2) *Arch. nation. F^r 7978.*

bres, dans des granges et autres lieux profanes, y donnent la bénédiction nuptiale à des personnes qui n'ont point encore contracté mariage devant l'officier public, déclament continuellement contre les fonctions des constitutionnels qu'ils peignent à l'ignorance comme des loups ravissants, des schismatiques... Nous regardons comme l'ouvrage d'une de ses ruses [il s'agit de Caprara] la formule latine de l'abandon des lois de 1791 qu'il voudrait qu'on exigeât des constitutionnels, afin que l'on put faire croire à tous ceux qui ignorent la langue latine, qu'ils s'en seraient effectivement rétractés. Ceci nous paraît quelque chose de plus qu'un soupçon, c'est au moins une vraisemblance qui nous porte à vous prier, citoyen ministre, de le surveiller de très près..... » (1).

Un correspondant de Portalis lui écrit à propos des réfractaires dont s'entoure l'évêque : « Ils s'introduisent à bas bruit partout où ils trouvent accès, y élèvent autel contre autel, font un jeu infâme des pratiques religieuses, en rebaptisant, remariant, reconfessant et défaisant tout ce qu'ont fait les prêtres assermentés, qu'ils dépeignent comme des hommes voués à l'anathème. Et tout cela existe encore depuis 11 mois qu'il y a un évêque dans le Calvados,... les uns refusent les devoirs de la sépulture sous prétexte que le mort n'était pas de leur communion,... d'autres sèment des bruits sur le rétablissement de la dime et la restitution des biens nationaux... » (2).

Un écho de ces plaintes arrivait certainement à l'évêque qui, sans se laisser émouvoir, poursuit son but : Brault vante auprès du gouvernement les sujets qu'il a choisis, déclare que leurs services sont excellents et appréciés, il obtient ainsi que les nominations provisoires soient transformées en nominations définitives. A cette occasion, une grande solennité a lieu à Caen le 22 ventôse, an XI, tous les prêtres du diocèse s'assemblent dans l'église Saint-Etienne pour prêter le serment ordonné par le Concordat, une députation du clergé va chercher l'évêque à l'hôtel de la préfecture où il est descendu, Brault se rend à l'église accompagné du préfet, du maire, des adjoints, du général commandant la 14^e division et de l'état-major ; à l'arrivée du cortège, on chante le *Veni Creator*, puis une messe solennelle est célébrée, la 43^e demi-brigade de ligne est sous les armes dans l'église, les grenadiers en grand uniforme entourent le chœur, tandis que les dragons font la haie à l'extérieur.

(1) Arch. dép. L. m. Police.

(2) Arch. nation. F¹⁰ 335. Lettre du 4 brumaire, an XI.

Une cérémonie comme celle-là, avec un pareil appareil, devait, plus que beaucoup d'autres mesures, agir dans le sens de la réconciliation.

Le dimanche suivant a lieu l'installation des curés dans toute l'étendue du département. Caen n'a plus que deux paroisses : Desbordeaux, ci-devant curé de Saint-Julien, est nommé à Saint-Etienne et Paris, ci-devant vicaire de Saint-Jean, devient curé de cette église ; tous deux sont d'anciens réfractaires. Dans le courant de germinal, on installe les prêtres des succursales : Baunier à Notre-Dame (Les Jésuites), Gaugain à Vaucelles, Gervais-Delaprise à Saint-Pierre et Anquetit à Saint-Gilles, en prairial Noël à Saint-Julien (1).

Par crainte de conflits entre les deux partis religieux, les messes de minuit sont interdites en l'an XI et si l'installation de Baunier et celle de Gaugain sont honorées de détachements de la 43^e brigade et de la présence d'adjoints de la mairie, par contre les commissaires de police y figurent « par crainte du trouble », dit Dufour dans son *Journal*. En messidor, an XI, l'évêque fait la confirmation dans l'église Saint-Pierre, il est insulté et traité de chouan par les poissonniers du quartier. Mais ce sont les dernières convulsions d'une opposition qui va en s'atténuant sans cesse (2), dès frimaire Portalis avait pu écrire au premier Consul : « Le général Grouchy qui revient du Calvados m'assure que les affaires religieuses s'y améliorent » (3). Grâce aux processions, au port de l'habit ecclésiastique et aux cérémonies extérieures, le clergé nommé par Brault acquiert une véritable autorité. Le jardinier Dufour note avec joie dans son *Journal* en prairial, an XI : « Il est permis aux prêtres d'aller porter le bon Dieu aux malades, revêtus d'habits sacerdotaux, ainsi que pour faire les enterrements. » La procession du Saint-Sacrement a lieu avec toute la pompe due à cette fête, spectacle auquel on n'était plus habitué depuis bien des années ; en l'an XII, les messes de minuit sont célébrées à

(1) En nivôse, an XII, Noël passe à Notre-Dame et Chemin devient curé de Saint-Julien.

(2) Certains partisans des constitutionnels restent cependant très fidèles aux prêtres qu'ils ont connus et appréciés : Le général de division écrit à Portalis en nivôse, an XI, pour demander de la part des habitants de Clécy que Delivet soit maintenu curé de cette commune, Brault ne tient aucun compte de ce vœu et nomme Delivet à Norrey ; en 1819, la cure de Clécy étant devenue vacante, les habitants, qui n'ont pas oublié leur ancien curé-jureur, font une nouvelle démarche en faveur de Delivet. *Arch. nation.* F¹⁰ 335.

(3) *Ibid.* AF⁴ 1044, 27 frimaire, an XI. De même, le général Gouvion écrit de Caen, le 13 nivôse, an XI : « Les prêtres des deux bords commencent à ne plus faire parler autant de leurs querelles. » *Ibid.* AF⁴ 1053.

Caen sans provoquer le moindre trouble, et la même année les prêtres reçoivent l'autorisation de sortir dans la rue en soutane.

Røederer, dans son rapport au premier Consul, sur la sénatorerie de Caen, écrit le 9 frimaire, an XII : « ...Les trois évêques, surtout celui de Bayeux et celui de Seez, auraient été très disposés à éliminer tous les prêtres constitutionnels et à rebénir les églises et à refaire baptêmes et mariages avec beaucoup d'éclat, si les prêtres de l'Orne et de la Manche n'y eussent mis obstacle et si le peuple du Calvados n'eût montré une forte opposition à ce système... Les évêques, surtout ceux de Bayeux et de Seez, ayant marqué leur préférence pour les prêtres émigrés et le peuple, dans le Calvados surtout, ayant marqué la sienne pour les constitutionnels qui se sont bien comportés dans la révolution, on pourrait craindre quelque chose pour la suite, mais quant à présent il paraît que la modération des curés et desservants des deux partis prévient les difficultés et les scandales. » (1). Dans ce rapport, chaque mot est une erreur ou laisse entendre le contraire de la vérité : l'évêque de Bayeux n'a pas seulement été tenté d'éliminer les constitutionnels, il les a tous placés dans les paroisses les moins importantes, et nous savons que les églises ont été rebénies, mais il est exact que les difficultés ont été surmontées et que peu à peu le conflit s'est apaisé.

Le rétablissement du culte, la pompe des cérémonies, la liberté dont on jouit, l'appui prêté par le gouvernement, la reprise d'habitudes anciennes sont autant de facteurs qui contribuent à imposer le clergé concordataire ; d'autre part, comme la faveur populaire va toujours vers les détenteurs du succès, les ennemis des ci-devant réfractaires finissent eux-mêmes par céder à la pression des événements et attribuent aux insermentés, qui triomphent, les bienfaits de l'état nouveau. L'histoire de l'abbé Rever, curé de Couteville (2), est à cet égard significative ; ce prêtre constitutionnel fut en 1791 élu député à la Législative, sous la Terreur Rever fut jeté en prison, mais il était si populaire parmi ses paroissiens qu'une délégation fut envoyée à Paris, et obtint en l'an II la mise en liberté du prêtre député. Le Concordat devait être fatal à Rever comme à tant d'autres constitutionnels, il est remplacé dans la cure qu'il occupait à la satisfaction de tous depuis bien des années, mais il continue à habiter le presbytère dont

(1) *Ibid.* AF⁴ 1053.

(2) Jean Revel. *Les Hôtes de l'Estuaire : un curé de la Législative*. Paris, 1906.

il était devenu propriétaire. Les paroissiens de Rever, déroutés par la présence de deux curés, croient devoir prendre parti pour le curé officiel contre celui qu'ils avaient quelques années auparavant fait échapper à la déportation, le curé constitutionnel est traité d'intrus, de parasite, de jacobin, la vie devient odieuse pour lui dans le village même où il était considéré auparavant comme un bienfaiteur. Cette évolution, qui ne fait honneur ni à la perspicacité, ni au courage des citoyens de Couteville, doit être attribuée uniquement au prestige d'une nomination officielle ; car les deux prêtres, le ci-devant constitutionnel et le curé concordataire, vivent en parfaite intelligence, une véritable intimité s'établit rapidement entre eux, tous deux habitent ensemble le presbytère, propriété de Rever, mis par lui à la disposition de son successeur et remplaçant. Cet accord entre deux prêtres, qui pouvaient se considérer comme des rivaux, vaut la peine d'être noté ; si dans de pareilles conditions les catholiques de la paroisse se détachent pourtant du prêtre, condamné par l'évêché, que ne devait-il pas se passer dans les paroisses où les nouveaux nommés entreprenaient la lutte contre leurs prédécesseurs assermentés !

Le clergé concordataire, qui passait non sans raison pour le représentant du pouvoir central, groupait tous les esprits las des luttes et des divisions. L'évêque émigré de Cheylus était mort, l'évêque-jureur Bisson avait donné sa démission et s'enfermait modestement dans le silence de la retraite, le pouvoir de Brault, l'évêque concordataire, peut donc s'établir sans difficulté ni concurrence ecclésiastique. L'opposition au Concordat a été pour ainsi dire nulle dans le département du Calvados et la *Petite Eglise* n'y est pas représentée. Le prêtre le plus turbulent parmi les adversaires du nouvel état de choses est un nommé Olivier qui distribue dans l'arrondissement de Pont-l'Evêque un libellé contre le Concordat, le pape et le premier Consul (1) ; à côté de lui on peut citer dans le même arrondissement Picard, ancien religieux bénédictin, Philippe Bonnesœur dans les environs de Vire, Gombault ancien capucin, Jean de la Marre ancien curé d'Isigny, Duclos de la Haye, Noël Descarreaux, Vautier ancien vicaire de Verson, maintenant garçon chandelier à Bayeux, François-Augustin Domin et Jean-Baptiste Thézard ; dans l'arrondissement de Caen : L'Aubière, Jacques Lubin, Jacques Torcapel ; dans l'arrondissement de Lisieux : Gondomin des Portes, Rasse, L'Ozier. Ces prêtres sont peu connus, leur opposition a été purement passive et l'on peut

(1) *Arch. nation.* AF⁴ 1493. Bulletin de Police du 5 germinal, an XIII.

dire qu'ils n'ont exercé aucune influence. Il en est autrement de l'abbé Clément Dubois qui donna son nom au schisme des Clémentins. Mais Clément Dubois ne se rattache au département du Calvados que par sa naissance, il était né à Caen ; son activité s'est déroulée dans le diocèse de Rouen auquel il appartenait, avant 1789 il était chapelain des Carmélites à Dieppe ; les Clémentins sont nombreux dans la Seine-Inférieure, tandis que ce schisme est inconnu dans le Calvados (1).

L'ensemble du diocèse se rallie au Concordat, les anciens opposants deviennent les protégés de l'évêque, les constitutionnels, qui avaient toujours réclaté l'union, se sacrifient pour la réaliser et l'opposition disparaît peu à peu. Tout au plus peut-on signaler l'attitude de certaines municipalités qui refusent de voter des dépenses pour les frais du culte et pour les suppléments de traitement. Le conseil municipal de Vire considère que son curé doit se contenter d'un traitement de 1.500 francs et peut « avec les autres produits de son état... exister honorablement et meubler convenablement la maison curiale... ». Le même conseil refuse aussi un supplément aux vicaires (2). Les habitants de Bures protestent contre la décision du préfet qui, en vertu du décret du 5 nivôse, an XIII, a fixé de concert avec l'évêque le supplément de traitement du desservant, le conseil municipal trouve un supplément inutile puisque le desservant est salarié de l'Etat (3). La commune de Baynes refuse aussi un supplément à son desservant, elle se contente de voter 100 francs pour l'ameublement du presbytère et 100 francs pour l'achat des objets nécessaires au culte (4). Mais ce sont là des cas exceptionnels (5) et les raisons invoquées par Vire et Bures, qui se plaignent d'une situation financière difficile, peuvent suffire à expliquer l'attitude de ces municipalités.

(1) Le célèbre abbé Blanchard appartenait aussi au département du Calvados, il était du diocèse de Lisieux : dès le début de la Révolution, il refusa le serment et passa en Angleterre. Sa lettre au concile de Strigonie, 1822, est signée par vingt prêtres, dont trois appartiennent au Calvados : F. Mojin, curé de Vendes, Le Babier, curé de Troarn et J.-J. Morel, curé de Tierceville. Drochon. *La Petite Eglise*, Paris, 1894, p. 148-149.

(2) Arch. munic. de Vire. *Délibération du 4 prairial, an XI*.

(3) Arch. nation. F¹⁰ 335.

(4) Ibid., 6 nivôse, an XII.

(5) Cependant Roederer signale, dans son rapport au premier Consul sur la sénatorerie de Caen, que « les desservants n'ont encore pu obtenir de traitement d'aucune commune... », 9 frimaire, an XII. *Œuvres*, t. III.

Les prêtres sont installés dans des églises qui souvent ont besoin de réparations ; le gouvernement se préoccupe de cet état de choses : le conseiller d'Etat Portalis demande aux préfets par circulaire du 17 nivôse, an X, une enquête à ce sujet. Cafarelli envoie sa réponse le 25 ventôse (1). D'après l'abbé Sevestre, les réponses manquent pour 91 communes, mais l'enquête peut être complétée par celle qui fut faite en messidor, an XII, sur ordre de l'empereur. Les résultats sont assez difficiles à préciser : entre l'an IX et l'an XII, plusieurs églises furent rouvertes aux services religieux, à Caen en l'an X sept églises servent au culte, ce chiffre s'élève à dix en l'an XIII. Mais d'autres églises sont fermées dans certaines communes pendant la même période, et il est difficile d'arriver à des chiffres exacts. En l'an X, les églises ouvertes à Bayeux sont la cathédrale, Saint-Patrice, Saint-Exuper, Saint-Laurent ; à Lisieux, deux églises sont ouvertes en l'an X et trois en l'an XII : Saint-Pierre, Saint-Jacques, Saint-Désir. L'enquête de l'an X comprend, outre le nom de l'église, le nombre de places que comprend l'édifice et une évaluation des réparations nécessaires. La somme fixée pour ces réparations est en général peu élevée, on peut en conclure que depuis l'an III les catholiques ont dû entretenir à leurs frais les édifices et faire au moins les réparations indispensables, comme nous l'avons vu pour les églises de Honfleur (2).

Le Concordat ne se contentait pas de réorganiser l'église catholique, il donnait à l'église protestante une existence légale. En l'an X, parmi les ministres du culte faisant promesse de fidélité à la Constitution figure le pasteur Fontbonne, demeurant à Caen, rue Notre-Dame (3). Les protestants se voient attribuer à Caen, en compensation du temple démoli au moment de la révocation de l'Edit de Nantes, l'église des Bénédictines (4).

(1) *Arch. nation.* F¹⁰ 612¹ et ².

Abbé Emile Sevestre. *Les édifices du culte de l'an IX à l'an XIII dans le département du Calvados*, 1914 ; et *Revue catholique de Normandie*, juillet 1914.

(2) Cf. p. 216.

L'enquête sur les églises est complétée par l'enquête sur le mobilier des églises : un arrêté du préfet ordonne en pluviôse, an XI, de dresser l'inventaire de ce mobilier. La *Revue Baiocana*, t. I, a publié plusieurs inventaires de cette époque.

(3) *Arch. dép. L. m. Police*, 8 ventôse, an X.

(4) En 1793, l'église des Carmélites avait été attribuée aux protestants, qui en avaient pris possession et y avaient exercé le culte : « Les protestants de notre ville ont pris possession dimanche dernier de l'église des Carmélites pour en

Une enquête avait d'abord été faite sur le nombre des protestants de chaque arrondissement, le préfet demande s'il existe une église de ce culte, quels biens y sont attachés et combien de pasteurs les desservent (1). C'est à la suite de cette enquête que le préfet met à la disposition des protestants de Caen l'église des ci-devant Bénédictines, dont les clefs seront remises au citoyen Sabonadière, ministre de l'église réformée de Caen (2). Mais l'église sert de magasin pour l'armée, et il faut l'autorisation du ministre de la guerre, qui l'accorde le 25 fructidor. Aussitôt le pasteur et les membres de l'église réformée demandent qu'il soit fait des réparations dans l'édifice qui leur a été attribué (3).

IV

Le cycle est achevé, le but est atteint ; le gouvernement compte sur la religion pour discipliner les esprits, réprimer les tentatives d'indépendance ou assurer la fidélité au pouvoir établi ; en échange la religion compte sur le gouvernement pour garantir son unité : il s'agit de faire rentrer dans le rang les quelques rares prêtres acéphales, de mettre fin au laïcisme (4) et d'extirper les dernier abus. La circulaire

faire leur prêche. Cette prise de possession devait se faire avec pompe martiale et être honorée de la présence des corps administratifs en écharpe, mais la cérémonie a été changée et les membres des différents corps n'y ont paru que comme particuliers, sans aucune décoration. » *Ibid.* Lettre adressée par De la Haye le 27 mars 1793. Une autre lettre du 28 mars donne des renseignements analogues et ajoute que « M. Duverne prêcha » à la cérémonie d'inauguration. *Ibid.* Lettre signée Charles.

L'église des Carmélites où se fait le culte protestant en 1793 était située rue St-Jean ; l'église des Bénédictines, attribuée aux protestants en l'an XI et qui sert encore à l'heure actuelle de temple protestant, se trouve dans la rue de Geôle.

Cf. pour l'église des Carmélites Appendice I, p. 282, 283. « M. Duverne » est le pasteur Fontbonne-Duvernoy, cf. Appendice I, p. 285.

(1) *Arch. munic. de Caen.* D. 12, 18 brumaire, an XI et D. 25, 24 brumaire.

(2) *Ibid.* D. 12, 9 messidor.

(3) *Ibid.*, 24 vendémiaire, an XII.

Les stalles et boiseries de l'église avaient été enlevées sur l'ordre du préfet et mises à la disposition de l'évêque de Bayeux.

Ibid. D. 25, 22 brumaire, an XI.

(4) En thermidor, an XII, des laïcs disent la messe et les vêpres à Norrey, il y a procession et distribution de pain béni. *Arch. dép. Série V. Police du culte.* Lettre de l'évêque de Bayeux au préfet, 23 thermidor.

du ministre de l'intérieur aux préfets, en date du 4 thermidor, an XII, interdit le culte dans les églises qui n'ont pas été désignées par le gouvernement à cet effet, la même circulaire défend l'exercice du culte à toute personne non-ecclésiastique et ordonne, pour éviter tout abus, la fermeture des églises où le culte n'est pas autorisé par le gouvernement (1).

En échange de l'unité et de la paix qu'il assure à l'Eglise, le premier Consul attend du clergé une reconnaissance qui lui est en effet acquise et qui s'exprime par des vœux pour que Napoléon-Bonaparte soit nommé empereur. Le clergé concordataire ne manque pas de s'associer à cette manifestation de fidélité : « Le vœu que nous prenons la liberté de vous adresser aujourd'hui fut formé dans nos cœurs au moment même où la Providence vous plaça à la tête du gouvernement de la France ; mais étrangers à toute discussion politique, persuadés que notre Royaume n'est pas de ce monde, que notre devoir est de nous soumettre aux autorités établies, sans jamais chercher à provoquer aucun changement dans l'Etat, nous en parlions souvent à Dieu, mais jamais aux hommes ; maintenant que la reconnaissance nationale éclate de toutes parts et que les grandes autorités de l'Etat l'ont publiquement manifesté, il est de notre devoir de rompre le silence. — Comme citoyens, nous demandons pour le bonheur de notre patrie, que Napoléon-Bonaparte soit déclaré Empereur des Français et que cette éminente dignité soit héréditaire dans son auguste famille, qui a si bien mérité de la France entière. — ...Ce devoir sera d'autant plus facile à remplir que nous suivrons en cela les sentiments que l'amour et la reconnaissance nous inspirent pour celui qui sauva la France et releva nos autels. » (2).

L'histoire des luttes entre les différentes tendances du catholicisme se termine ici, grâce au Concordat il n'y a plus dans le département du Calvados qu'une seule église catholique, le diocèse de Bayeux compte un évêque, 2 vicaires-généraux, 37 curés, 565 desservants, 50 vicaires, 36 élèves au séminaire (3).

(1) *Ibid.*

(2) Ce « vœu » est adressé au premier Consul par l'évêque et le clergé du diocèse de Bayeux, et porte les signatures de : Charles évêque de Bayeux, de Croisilles, vicaire-général, d'Audibert vicaire-général, Renauld chanoine, P.-J. Audios chanoine, Ch. Bauquet-Grandval chanoine, Massé (?) chanoine, Brault chanoine, Le Moussu curé, Bellenger supérieur du séminaire, Lamare secrétaire du diocèse. *Arch. nation.* F¹ C. III, Calvados, 10.

(3) *Ibid.* AF⁴ 1053. *Tableau du Calvados en 1811.*

Le budget du culte catholique s'élève pour le département à 309.130 francs (1)

La hiérarchie étant rétablie et ses ressources étant assurées, il ne reste plus à l'Eglise pour exercer l'influence d'avant la Révolution, qu'à reprendre son activité dans l'enseignement. Les délibérations du Conseil général en l'an IX nous dépeignent l'état de l'instruction publique dans le département (2). Les villages sont dépourvus d'écoles, les instituteurs ne sont pas à la hauteur de leur tâche et ne jouissent d'aucune autorité. Les anciennes écoles ont disparu, leurs bâtiments ayant été vendus et les fonds réservés à leur entretien ayant été dispersés. La loi prévoit que les presbytères doivent être affectés aux instituteurs et aux écoles, mais la plupart des presbytères ont été vendus. Les villes sont mieux partagées, mais toutes regrettent leurs collèges de garçons et les maisons d'éducation pour jeunes filles. Seul le chef-lieu du département a gardé son école centrale, qui d'ailleurs a besoin d'être réorganisée et son école de médecine. Le Conseil général réclame des écoles primaires pour garçons et filles, dans lesquelles les enfants apprendront à lire et à écrire et recevront une instruction morale et religieuse, il demande que les écoles secondaires ou collèges, qui existaient dans les villes, soient rétablies, et insiste d'une façon spéciale en faveur du collège de Beaumont dans l'arrondissement de Pont-l'Evêque ; les anciens professeurs qui sont des religieux vivent encore et peuvent être rappelés. Il est indispensable, d'après les membres du Conseil général, de mettre à la base de toute éducation un enseignement moral et religieux, ce qui peut se faire sans constituer un culte exclusif et tout en pratiquant la tolérance. Comme conclusion, le Conseil général propose au gouvernement : 1^o qu'il y ait un instituteur et une institutrice avec traitement suffisant par groupe de 1.500 habitants ; 2^o qu'on compose des livres élémentaires avec les vérités simples et immuables de la morale et de la religion ; 3^o qu'il y ait dans les villes, notamment au chef-lieu d'arrondissement, une instruction secondaire préparant aux écoles centrales ; 5^o que l'école et le pensionnat de Beaumont-en-Auge soient rétablis ; 6^o que les écoles centrales soient réduites aux seuls chefs-lieux des tribunaux d'appel et que leur système d'enseignement soit amélioré.

(1) Part du gouvernement 235.600 francs, part du département 8.200, part des communes 65.330. *Ibid.*

(2) *Ibid.* F¹⁷ 1317 H.

Le Concordat ne rend pas au catholicisme la place qu'il occupait jusqu'en 1789 dans les écoles (1), la loi du 11 floréal, an X, ne rétablit pas l'enseignement religieux, mais les vœux du Conseil général du Calvados (2) n'allaient pas tarder à obtenir satisfaction (3). D'autre part, les congrégations hospitalières reprennent possession de leurs couvents (4).

Ainsi sont rétablis progressivement tous les privilèges de l'église catholique qui par l'abolition du schisme acquiert une énorme prépondérance. Personne ne se plaignait du régime de la Séparation, ni l'Etat, ni les libres penseurs, ni les catholiques (5), a écrit M. Aulard, personne ne demandait un Concordat (6). Ces affirmations ne corres-

(1) A Bayeux, il y avait avant la Révolution un collège avec 200 élèves externes ; une école chrétienne avec 600 garçons ; une maison, appelée le Petit Bureau, destinée à l'éducation de 100 jeunes filles ; une maison appelée Petite Manufacture où l'on enseignait à faire de la dentelle, à coudre et à filer ; une maison de charité avec 50 jeunes filles ; tous ces établissements étaient des fondations pieuses et dépendaient du chapitre ou des couvents, le personnel enseignant appartenait au clergé régulier ou séculier. A Lisieux, l'un des collèges avait pour maîtres des prêtres eudistes, l'autre des frères des écoles chrétiennes, à ces deux collèges étaient adjoints deux séminaires avec cent élèves. La ville comprenait, en outre, trois maisons d'éducation pour les filles, dirigées respectivement par les religieuses de l'ordre de Saint-Benoît, de la congrégation de Sainte-Ursule et par les sœurs de la Providence.

(2) Les conseils d'arrondissements demandent aussi le rétablissement des écoles chrétiennes, notamment Bayeux, Lisieux, Orbec. *Arch. nation.* F⁷ 1317 H.

(3) Le décret du 17 mars 1808 confie l'enseignement primaire aux frères des écoles chrétiennes.

(4) A Caen, les religieuses de l'hôpital Saint-Louis rentrent dans leur couvent le 25 frimaire, an X. Depuis le début de la Révolution, les établissements d'assistance publique et les hôpitaux étaient dans un état de détresse complète ; le public se rappelle que les religieuses chargées autrefois de ces différents services s'en acquittaient avec zèle, la comparaison est tout à l'avantage de l'Eglise et contribue à rendre le catholicisme populaire. Sur le dénûment des hôpitaux et le manque de soins des malades, cf. *Arch. munic. de Honfleur*, 9 brumaire, 16 frimaire, an III, 24 germinal, an IV. *Arch. munic. de Bayeux*, nivôse, an III, 17 pluviôse, an IV. *Arch. nation.* AFII 180. Lettre de Porcher, 30 prairial, an III. F⁷ 7433, 20 messidor, an VI. *Arch. dép. Comptes décad. des cantons.* Poligny, 1 frimaire, an VII. Sur les enfants assistés et les dépôts de mendicité, cf. *Arch. munic. de Bayeux. Reg. des Délibérations*, pluviôse, ventôse et thermidor, an III.

(5) A. Aulard. La Séparation de l'Eglise et de l'Etat, 1794-1802. *Revue de Paris*, 1^{er} mai 1897.

(6) A. Aulard. La Politique religieuse du premier Consul. *Revue : La Révolution Française*, t. 40.

pondent que partiellement à la réalité ; sans doute, les libres penseurs ne songent pas à renforcer par une reconnaissance officielle une religion qu'ils redoutent ou combattent, d'autre part les catholiques désirent avant tout profiter de la liberté pour se réorganiser. Mais certains problèmes se posent qui demandent à être résolus sans tarder ; les uns concernent l'Etat. Le gouvernement, en effet, n'est pas sans inquiétude sur l'activité, la popularité croissante et le nombre toujours grandissant des prêtres réfractaires. L'alliance des insermentés avec le parti royaliste constitue un danger qu'il faut écarter ; tous les documents de l'époque, les rapports officiels trahissent la même préoccupation : il faut surveiller les prêtres qui redoublent d'audace, attaquent les institutions républicaines et s'efforcent de rétablir une domination exclusive (1). Dès lors, l'Etat trouve son avantage dans la combinaison du Concordat, qui rapproche les derniers opposants, fait reconnaître la République par le pape, enlève à Louis XVIII bon nombre de partisans, élimine les évêques royalistes, assure la sécurité aux détenteurs de biens nationaux et établit d'une façon générale la paix dans le pays (2).

Mais c'est l'Eglise surtout qui bénéficie du nouveau contrat. Le régime de la Séparation, constate M. Aulard, « avait produit en France un extraordinaire développement de vie religieuse, une variété de groupes religieux : jamais il n'y eut tant d'autels debout et célébrés qu'à la veille du Concordat » (3). M. Mathiez, d'accord sur ce point avec le professeur de la Sorbonne, écrit : « Le Concordat ne rouvrit que les églises des réfractaires *insoumissionnaires*. Les autres églises n'avaient pas été fermées depuis la fin de la Terreur. » (4). Ce sont là des faits incontestables, mais qui n'empêchent pas les catholiques, à la fin du régime de la liberté, de se sentir dans un état

(1) A. Aulard. *L'Etat de la France en l'an VIII et en l'an IX*. Paris, 1897. *Passim*.

(2) Thibaudeau dans ses *Mémoires sur le Consulat* expose ainsi les vues de Bonaparte : « Il faut que la religion soit dans la main du gouvernement. Cinquante évêques émigrés et soldés par l'Angleterre conduisent le clergé français. Il faut détruire leur influence... ». Fontanes condense les mêmes idées dans la formule : « Point de culte, point de gouvernement. » Lettre à Lucien Bonaparte, 28 germinal, an IX, citée par Pailhès. *Chateaubriand, sa femme et ses amis*, p. 74-75.

(3) *La Révolution française*. Art. cité.

(4) *Contributions à l'Hist. Relig. de la Révol.*, p. 52, note 1.

d'équilibre instable, en proie à des querelles qui ne peuvent durer indéfiniment : les divisions sont si profondes qu'après huit années de Séparation l'Eglise menace de se briser en plusieurs tronçons ; les discussions des prêtres sont si graves, que les catholiques désespèrent de la liberté pour les atténuer, depuis des années on a vu les divisions aller en augmentant sans cesse et les mesures prises par le pouvoir civil pour calmer les querelles religieuses n'ont fait que les attiser. Un document du temps donne les renseignements suivants : « *Le bon prêtre* fait non seulement schisme avec le constitutionnel, il a encore jeté la division parmi ceux de son parti. Sa secte se divise en plusieurs branches, qui toutes se maudissent mutuellement ; les puristes, qui forment la première, anathématisent les soumissionnaires, qui forment la seconde ; ceux-ci à leur tour crient *tolle* contre les misérables qui ont commis le crime impardonnable de jurer haine à la royauté et qui se trouvent placés dans la troisième. Il est cependant un point de contact entre ces trois premières classes d'hommes si divisés d'ailleurs : tous se réunissent pour accabler d'humiliation et d'injures la quatrième, qui se compose de rétractés : après les avoir séduits par de feintes caresses, ils leur font perdre leurs places, les abreuvent d'amertume et usent de tous les moyens imaginables pour les plonger dans l'avilissement et le mépris » (1). Il ne s'agit que d'un pamphlet, mais les affirmations qu'il contient sont confirmées de toutes parts (2) ; seulement pour être complet le tableau devrait comprendre les divisions qui sévissent dans le parti constitutionnel : après le concile de 1797 un conflit avait éclaté entre la commission permanente du concile et l'évêque Royer, la querelle durait encore en 1801, l'évêque de Paris reprochait aux évêques réunis d'empiéter sur ses attributions et ceux-ci l'accusaient de négligence dans l'exercice de ses fonctions, la situation était tendue au point que Royer voulut d'abord s'opposer à la tenue du deuxième concile national. Tandis que les évêques étaient en désaccord entre eux, le bas clergé, qui avait pris le goût de l'indépendance pendant la période révolutionnaire, ne se gênait pas pour

(1) *Parallèle des principes de la conduite des bons prêtres avec les principes et la conduite des prêtres constitutionnels. Biblioth. nation. Ld⁴ 4097.*

(2) « La lutte entre soumissionnaires et insoumissionnaires n'avait jamais été plus ardente. » A. Mathiez. *Op. laud.*, p. 259. — Barail, dans sa brochure *Lettres-circulaires adressées aux curés et autres ecclésiastiques du diocèse de la Meurthe*, avril 1796, *Biblioth. nation. Ld⁴ 3986*, se plaint des mêmes divisions : « Déjà il n'est plus possible de compter les différents partis qui agitent et déchirent les tristes restes du clergé de France. »

exprimer son mécontentement de la façon dont le haut clergé gérait les affaires de l'Eglise ; les lettres de Detorcy (1) nous révèlent deux courants dans l'Eglise constitutionnelle : les évêques prétendaient au gouvernement exclusif de l'Eglise ; l'un d'eux, d'après Detorcy, aurait proposé au concile de 1801 que les prêtres soient exclus de l'assemblée ; le bas clergé, de son côté, blâmait l'orientation donnée aux *Annales*, dont la direction appartenait justement aux évêques accusés d'excès d'autoritarisme.

La question des rapports entre prêtres et évêques était encore plus compliquée dans les rangs des réfractaires : les évêques émigrés avaient donné pleins pouvoirs à leurs grands-vicaires, ceux-ci avaient disparu à leur tour, chassés par la persécution ou atteints par la mort, les chapitres dispersés n'avaient pu intervenir à temps ou bien avaient nommé un vicaire-capitulaire dont l'autorité souvent était contestée ; les prêtres, dans ces circonstances exceptionnelles, n'hésitaient pas à aller de l'avant, à prendre des initiatives et des responsabilités, d'où de fréquents conflits d'autorité. Dans le diocèse de Rouen, par exemple, les chanoines avaient nommé des vicaires-capitulaires à la mort du cardinal de La Rochefoucauld, mais l'évêque de Séez, comme doyen de la province, avait délégué un vicaire-général. Partagés entre ces deux autorités, prêtres et fidèles ne savaient plus à qui obéir — quand ils étaient disposés à obéir — et se sentaient encouragés par les circonstances à une indépendance qui ne cadre guère avec la discipline catholique. « Chaque particulier, écrit Mgr. de Mercy en 1798, croit posséder la plénitude de la juridiction épiscopale ; d'où il résulte qu'on ne reconnaît plus de supérieurs. » (2). Le même évêque parle de l'anarchie qui s'introduit dans l'Eglise et condamne hautement des habitudes, dont l'aboutissement est le « presbytérianisme » (3).

En résumé, si le culte est assuré dans un grand nombre de communes de France, cette prospérité n'est qu'apparente ; le catholicisme, depuis le jour où il s'est divisé sur la question de la Constitu-

(1) *Lettres inédites de François Detorcy, relatives aux conciles nationaux de l'Eglise constitutionnelle de 1797 et 1801, adressées à Diot, évêque constitutionnel de la Marne, et au presbytère constitutionnel de la Marne.* — *Société des Sciences et Arts de Vitry-le-François*, T. XVIII, 1898.

(2) Cité par l'abbé Siccard. *L'Ancien Clergé de France*, Paris, 1903. T. III, p. 467.

(3) Les conciles constitutionnels avaient eux aussi signalé le danger du presbytérianisme.

tion civile du clergé, n'a fait que persévérer dans la même voie, a marché de divisions en divisions : chaque serment, chaque promesse de fidélité, même les déclarations d'exercice du culte ont été autant de causes de schismes nouveaux, la confusion est à son comble, il n'y a plus l'Eglise une, ni même une Eglise partagée en plusieurs partis, on en arrive à un morcellement, à un émiettement qui inspire aux catholiques les plus graves inquiétudes. L'abbé Emery, dans un document qu'il rédigea pour l'adresser au pape au nom de quelques évêques insermentés restés en France, signale le mal : « Les fidèles... se scandalisent de voir les ministres de la religion divisés entre eux et se combattant les uns les autres, au lieu de réunir leurs forces contre un ennemi commun » (1) ; le supérieur de St-Sulpice décrit la France « pleine de schismes partiels entre les catholiques » (2). Pour juger la situation et comprendre l'appui que Bonaparte trouva dans l'Eglise pour ses projets de domination, il faut se placer au point de vue catholique, il faut se représenter le trouble des consciences augmentant avec chaque discussion sur les promesses, on attendait depuis des années que le Saint-Siège sorte d'une trop prudente réserve et donne enfin un ordre ou tout au moins exprime une opinion, qui aurait eu aussitôt force de loi. Un écrivain catholique apprécie ainsi les événements : « Jamais l'intervention de Rome n'avait été plus indispensable ; évêques contre évêques, prêtres contre prêtres, fidèles contre fidèles, la division était partout, depuis le sommet de la hiérarchie jusqu'aux plus bas degrés de l'échelle. » (3). L'Eglise catholique de France pouvait-elle prendre son parti d'une situation aussi préjudiciable à son développement ? ou bien pouvait-elle espérer que le concile projeté par l'abbé Bernier mettrait fin à tant de querelles ? (4). Le salut devait arriver par une autre voie, imposé par le premier Consul sous la forme du Concordat.

Du fait du Concordat, l'Eglise jouit de bienfaits durables : grâce à son union avec l'Etat, elle voit disparaître le schisme qui l'a déchirée et affaiblie si longtemps ; les institutions qui ont été dressées contre elle pour combattre son influence et détruire la mentalité catholique,

(1) *Papiers Emery*, 15 mai 1800, d'après L. Lanzac de Laborie. *Paris sous Napoléon*. (Consulat provisoire et Consulat à vie). Paris, 1905, p. 307.

(2) Lettre du 15 mai 1800, citée par l'abbé Siccard. *Op. laud.* T. III, p. 356.

(3) C. Latreille. *L'Opposition religieuse au Concordat*. Paris, 1910, p. 75. an IX.

(4) *Arch. nation.* F¹ 3829. Rapport de la préfecture de police, 24 ventôse,

tels le culte décadaire et le calendrier républicain, sont abandonnées et bientôt officiellement abolies, les prêtres nommés par les évêques et agréés par le gouvernement deviennent de véritables fonctionnaires dont le traitement est fixé et assuré par l'Etat ; le rétablissement du culte est complété par celui de l'instruction publique et des congrégations ; le catholicisme, qui a été longtemps traqué dans la personne des prêtres réfractaires et soumis à mille vexations dans la personne des curés constitutionnels, voit son existence officiellement reconnue et même imposée à tous ; la loi n'institue pas l'église romaine en religion exclusive, mais dans la pratique la religion de la majorité des Français fait plier la minorité devant ses exigences (1) ; l'église catholique, apostolique et romaine, grâce au Concordat, sort victorieuse de la tourmente révolutionnaire, conservant ses avantages et presque tous ses privilèges.

Le Concordat assure à l'Eglise de France la paix et l'unité, c'est là un incontestable avantage, mais qui fut acheté — il faut le reconnaître — à un prix très élevé : il n'était peut-être pas dans les vues de Bonaparte de servir les ambitions de Rome et pourtant c'est ce résultat qui fut atteint, grâce au Concordat le pape devient un monarque absolu ; si en imposant aux évêques leur démission sans discussion, ni jugement, le Saint-Siège réussit à éteindre les schismes, du même coup il anéantit l'église gallicane. Le grand bénéficiaire du contrat de 1801 entre le gouvernement français et Pie VII ne fut ni l'Etat, ni l'Eglise de France, mais le pape dont le Concordat consacre la suprématie, en ruinant les libertés gallicanes. A cet égard, le Concordat fournit l'un des chapitres principaux de l'histoire de l'ultramontanisme.

Un pareil triomphe ne peut être assuré sans sacrifices ; au cours des longues discussions, qui précédèrent la signature, l'accord se fit au dépens des constitutionnels. Ceux-ci avaient reçu des promesses, le premier Consul leur avait fait entrevoir une large part dans la distribution des évêchés (2) et finalement les abandonna, cédant ainsi à la pression de l'opinion publique, qui préférait les réfractaires, et donnant satisfaction à la cour de Rome, qui n'avait pas pris son parti de la Constitution civile du clergé. L'abbé Bernier, délégué du gouvernement pour les négociations, ne fut sans doute pas étranger à cette

(1) Le premier Consul approuve les maires qui ordonnent de tapisser les maisons pour la procession de la Fête-Dieu, 23 fructidor, an X.

(2) Detorey. *Lettres* citées.

injustice, il était connu pour son aversion à l'égard des constitutionnels. Dans le département du Calvados, les prêtres, qui pendant toute la Révolution s'étaient soumis aux lois, se virent remplacés par leurs adversaires, les constitutionnels furent relégués par l'évêque concordataire aux places de second ordre, une sorte de défaveur semblait peser sur ce clergé considéré comme moins fidèle et plus de vingt-cinq ans après la reconstitution du diocèse ces soupçons duraient encore (1).

Vu et permis d'imprimer :

Le Doyen :

Raoul ALLIER.

Vu : *Le Président de la Soutenance :*

John VIÉNOT.

(1) Cf. p. 166, note 4 et abbé Aubert. *Hist. de Balleroy*, p. 342.

APPENDICE I

Documents relatifs au Protestantisme

Cf. p. 16

Archives départ. série L. (Inventaire Sommaire, p. 329).

Conseil du département, 14 janvier 1793. Le conseil, sur pétition à l'administration par les « Religionnaires protestans » de la ville de Caen, à l'effet d'obtenir un temple pour l'exercice de leur culte religieux... arrête : « Les citoyens domiciliés à Caen, « Religionnaires dits protestans », auront la faculté de se réunir dans l'édifice national situé dans la rue St-Jean, connu sous le nom d'église des Carmélites, pour y exercer librement leur culte, sous les conditions : de placer sur la porte d'entrée l'inscription « Lieu destiné au culte religieux : Paix et Liberté » ; de ne troubler en rien l'ordre public établi par la loi ; de laisser cet édifice libre sur le premier avertissement qui leur en sera donné par l'administration ; de pourvoir à l'entretien du bâtiment. Le district autorisé, après procès-verbal de l'état du bâtiment, à en remettre les clefs à Daniel-Henri Matthey, négociant à Caen, qui se soumettra avec trois autres citoyens du même culte, et solidairement, par acte passé au secrétariat du district, tant à la remise des clefs qu'à l'accomplissement des charges imposées. Le Directoire du département recommande spécialement le maintien et l'exécution de ces dispositions au zèle et au patriotisme des administrateurs du district et officiers municipaux de Caen. Le présent sera adressé au Conseil exécutif, pour l'informer de cette mesure provisoire et obtenir son autorisation, sauf à en référer à la Convention, s'il le juge nécessaire. »

Ms. Esnault. Biblioth. municip. de Caen. Ms. in-4° 276, t. I, p. 102.

« Les protestants sollicitaient depuis longtemps un local pour y faire leur office, depuis que Louis XVI avait permis l'exercice public de leur culte ils en avaient pris un dans la rue St-Jean où ils n'étaient pas commodément, ils obtinrent l'église des Carmélites et en firent l'inauguration le 24 [mars 1793]. Les corps administratifs assistèrent à cette cérémonie par députation. » (1).



Ibid.

« Les protestants continuent à se réunir dans leur temple, alors que les églises catholiques sont fermées. Ils y renoncent spontanément. »



Arch. départ. Série L. Comité de surveillance de Caen.

« 8 pluviôse, an II. Le comité, délibérant sur l'incivisme des citoyens ci-après dénommés, arrête de faire conduire en la maison de détention de cette ville : Fond-boane (2), ministre protestant... ».



Arch. municip. de Caen. Registre des délibérations prises à l'Hôtel de Ville.

« 23 nivôse, an V. Le citoyen Lamy, président, a dit : A l'époque de la révocation de l'édit de Nantes, les registres des naissances, mariages et décès du temple protestant de cette commune furent transférés au greffe des commissions du conseil. Vu déclaration du roi de 1755 ou 1756, on ordonna le rapport au greffe du baillage, où ils sont restés depuis ce temps.

« A l'époque de 1755 ou 1756, l'administration ne crut pouvoir mieux fixer l'état civil des sujets protestants, qu'en ordonnant qu'aucun d'eux ne pourrait être inhumé sans que préalablement une requête eût été présentée au juge de police et qu'un commissaire eût dressé un

(1) Cf. p. 271, note 4.

(2) L'orthographe exacte est Fontbonne, cf. p. 285.

procès-verbal de l'état du mort, après quoi sur le permis du juge il était procédé à l'inhumation en présence du même commissaire qui en dressait un procès-verbal.

« Ces pièces doivent être déposées au greffe de la juridiction de police.

« L'édit du mois de novembre 1787, en rendant l'état civil aux protestants du royaume, abrogea ces formalités. Les naissances, mariages et décès des sujets protestants durent alors être déclarés au lieutenant-général du baillage et être inscrits sur un registre double, comme ceux des églises catholiques.

« Cette forme a subsisté par rapport à eux jusqu'à la fin du mois de décembre 1792, époque où la loi du 20 août de la même année, devenue commune à tous les individus de la république, a commencé d'être exécutée.

« L'article I du titre premier de la loi du 20 septembre 1792 s'explique ainsi : les municipalités recevront et conserveront à l'avenir les actes destinés à constater les naissances, mariages et décès. C'est en résultante de cet article de la loi que les registres de toutes les ci-devant paroisses de la commune qui, depuis leur origine jusqu'à l'époque de la déclaration de 1736, n'offraient point un double exemplaire, ont été déposés au bureau des actes civils et que le double exemplaire, de ceux qui existaient depuis cette époque jusqu'au 31 décembre 1792, est entré dans le même dépôt.

« Dans mon opinion, citoyens, les registres du temple des protestants contenant les actes de naissances, mariages et décès, les requêtes présentées aux juges de police relativement aux inhumations, les procès-verbaux joints à chacune d'elles et le double exemplaire des registres ouverts à l'hôtel du lieutenant-général du baillage ont les mêmes caractères que les registres des églises catholiques et doivent conséquemment entrer dans le dépôt désigné par la loi susdatée.

« Convaincu de cette vérité et persuadé que l'administration municipale ne doit rien négliger de ce qui peut assurer l'état civil de ses administrés, je demande que le commissaire du pouvoir exécutif soit invité de réclamer dans les dépôts, que je viens d'indiquer, tous les registres dont j'ai fait l'énumération et d'en assurer l'entrée au bureau des actes civils de cette commune.

« L'administration, délibérant sur l'observation ci-dessus et considérant que la mesure proposée par son président ne peut présenter dans son exécution que des avantages réels, puisqu'elle tend à la conservation des actes les plus importants aux citoyens et à assurer la facilité de leur recherche, autorise le commissaire du pouvoir exécutif de

réclamer dans tous les dépôts où ils peuvent avoir été les registres de naissances, mariages et décès des protestants, aux fins de les réunir au bureau des actes civils de la commune. »



Arch. départ. Administration centrale du département. 5 brumaire, an V.

« Lecture d'une lettre du directeur des domaines nationaux du 26 du mois dernier touchant la réclamation des [citoyens] Bacon et Le Neuf des biens qui ont appartenu à Jamblin, ministre protestant fugitif. » L'administration renvoie l'affaire au bureau des domaines.



Arch. départ. L. m. Police.

Le 8 ventôse, an X, Fontbonne, ministre du culte protestant (1), rue Notre-Dame, fait la promesse de fidélité à la Constitution de l'an VIII.



Rétablissement du culte à Caen en l'an XI, cf. p. 271-272.

(1) Jean-Antoine Fontbonne-Duvernety né à St-Apollinaire-de-Rials, diocèse de Viviers, élection de Tournon, avait été nommé pasteur à Caen le 27 juin 1783 « pour aussi longtemps que la bienveillance du gouvernement le permettra », dit le Consistoire. J.-A. Galland. *Essai sur l'Histoire du Protestantisme à Caen et en Basse-Normandie, de l'Edit de Nantes à la Révolution*. Paris, 1898, p. 434.

APPENDICE II

Pièces justificatives déposées à la Bibliothèque Municipale de Caen

	Cf. pages
1. Arrêté des représentants du peuple Guezno et Guerneur, remettant en liberté les ministres du culte détenus pour refus de serment à la Constitution civile du clergé. Rennes, 6 germinal, an III. <i>Arch. dép. L. m. Police</i>	25
2. Proclamation des représentants du peuple près les armées de l'Ouest, accordant l'ouverture des églises. Rennes, 23 germinal, an III. <i>Annexe des Annales de la Religion</i> . T. I.	26
3. Arrêté du représentant du peuple Lozeau, réglementant l'exercice du culte. Caen, 1 floréal, an III. <i>Arch. dép. Registre du Directoire du Dép.</i>	30
4. Proclamation du même sur la liberté religieuse. 2 floréal. <i>Ibid.</i>	34
5. Liste des prêtres remis en liberté pendant les premiers mois de l'an III. <i>Arch. nation. F^r 4554</i>	37
6. Arrêté du Directoire du département ordonnant l'arrestation des prêtres réfractaires. 5 floréal, an III. <i>Arch. dép. Registre du Directoire du Dép.</i>	40
7. Arrêté du représentant Lozeau, rectifiant le précédent. 14 floréal. <i>Arch. dép. L. m. Police. Carton des Représentants du peuple. Placard</i>	41
8. Proclamation des représentants Grenot, Guezno et Guerneur, même sujet. Rennes, 20 floréal. <i>Ibid. Placard</i>	44

9. Circulaire du Comité de Législation sur l'acte de soumission qui doit précéder l'exercice du culte. 29 prairial, an III. <i>Arch. dép. Registre du Directoire du Dép.</i> , 7 messidor	61
10. Arrêté du Directoire du district de Caen sur l'exercice du culte et sur la déclaration des ministres du culte. 19 thermidor, an III. <i>Arch. dép. Directoire du district. Registre des délibérations</i>	67
11. Circulaire du Comité de Législation expliquant les lois de ventôse et de prairial, an III, sur l'exercice des cultes. 22 thermidor. <i>Arch. dép. Registre du Directoire du Dép.</i> 27 thermidor	68
12. Circulaire de l'Administration départementale, ordonnant de dresser un état des églises. 13 messidor, an IV. <i>Arch. dép. Administration centrale du Dép. Registre des délibérations</i>	81
13. Arrêté de l'Administration départementale, réglémentant l'exercice des cultes dans la commune de Clarbec. 19 fructidor, an IV. <i>Ibid.</i>	102
14. Arrêté du Directoire du Département, ordonnant l'arrestation des prêtres réfractaires. 8 brumaire, an IV. <i>Arch. dép. Registre du Directoire du Dép.</i>	107
15. Arrêté du même Directoire, même objet. 29 frimaire, an IV. <i>Ibid.</i>	107
16. Circulaire du commissaire Lévêque, concernant les prêtres sujets à la déportation. 8 ventôse, an IV. <i>Arch. dép. Comptes du district</i>	108
17. Circulaire du ministre de la police, concernant les prêtres réfractaires. 22 ventôse. <i>Arch. dép. L. m. Police</i>	108
18. Arrêté du Directoire du département, même objet. 5 germinal, an IV. <i>Arch. dép. Registre du Directoire du Dép.</i>	109
19. Circulaire de l'Administration départementale, même objet. 15 messidor, an IV. <i>Arch. nation. F¹⁰ 1006</i>	112
20. Arrêté de la même Administration, concernant l'exercice des cultes. 27 fructidor, an IV. <i>Arch. dép. Administration centrale du Dép. Registre des arrêtés</i>	121
21. Arrêté de l'Administration municipale de Caen, même objet. 25 prairial, an V. <i>Arch. dép. Liasse : Enquête de l'an IV</i>	125

22. Circulaire de l'Administration départementale, même objet. 7 nivôse, an VI. *Arch. dép. Administr. centrale du Dép. Reg. des arrêtés* 150
23. Arrêté de la même Administration, concernant les signes extérieurs des cultes. 5 fructidor, an VI. *Ibid.* Placard 152
24. Circulaire de la même Administration, concernant le Presbytère de Bayeux. 3 thermidor, an IV. *Ibid.* Placard .. 162
25. Lettre de Michel Moulland, adressée de la maison d'arrêt de Bayeux, le 3 fructidor, an IV, aux membres composant l'Administration centrale du Calvados et au commissaire du Directoire exécutif près cette Administration. Imprimé ss. l. 25 p. in-8°. *Biblioth. de M. le chanoine Le Mâle* 163
26. Liste des prêtres désignés par les conférences tenues dans les archiprêtrés pour la nomination d'un évêque. Appendice de la lettre pastorale du Presbytère de Bayeux, 13 floréal, an VI. *Arch. nation. F^r 7433* 169
27. Quelques rétractations de serments, de l'an III à l'an VI. *Arch. dép. L. m. Serments. L. m. Police. Canton de Beaumont. Arch. nation. F^r 7272* 203
28. Circulaire du ministre de la police, concernant les prêtres réfractaires. 29 vendémiaire, an IX. *Arch. nation. F^r 7795* . 221
29. Circulaire du préfet du Calvados, concernant la soumission à la Constitution de l'an VIII. 25 pluviôse, an IX. *Arch. dép. Série M. Prêtres en surveillance* 221
30. Arrêté du Conseil général des grands-vicaires de Bayeux, au sujet des prêtres revenus d'Angleterre et qui ont fait à Calais le serment de fidélité. 3 décembre 1800. *Arch. nation. F^r 3020* 224
31. Arrêté du même Conseil, au sujet des prêtres de Vire revenus d'Angleterre. 22 janvier 1801. *Biblioth. de M. le chanoine Deslandes* 224
32. Lettre des habitants de Caen au général Canclaux, brumaire, an VIII. *Arch. dép. L. m. Police* 230
note 1
33. Circulaire de Fouché, ministre de la police, concernant le culte et les prêtres. 1 thermidor, an IX. *Ibid.* 237
34. Procès-verbal de l'élection du curé d'Escoville. 4 prai-

Cf. pages

rial, an IX. <i>Arch. dép. Série M. Prêtres en surveillance. Dossier Torcapel</i>	241
	note 2
35. Liste de prêtres fonctionnaires, par cantons	35
36. Liste de prêtres exerçant le culte après avoir fait acte de soumission aux lois de la République	60
37. Liste de prêtres ayant passé la déclaration exigée par la loi du 7 vendémiaire, an IV	77
38. Liste de prêtres ayant prêté le serment exigé par la loi du 19 fructidor, an V	140
39. Liste de prêtres constitutionnels mariés	183
	note 1
40. Liste de prêtres insermentés autorisés à résider sous la surveillance des autorités constituées, après avoir fait la promesse de fidélité à la Constitution	217 et 220-225

Table des Matières

Préface	5
Chap. I. La Liberté des Cultes.....	17
— II. Extension de la Liberté.....	75
— III. La Veille et le Lendemain du 18 fructidor.....	121
— IV. Le Presbytère de Bayeux.....	160
— V. L'Œuvre des Vicaires-Episcopaux.....	186
— VI. Du 18 brumaire au Concordat.....	211

APPENDICES

I. Documents relatifs au Protestantisme.....	282
II. Liste de pièces justificatives déposées à la Bibliothèque municipale de Caen.....	286

